



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

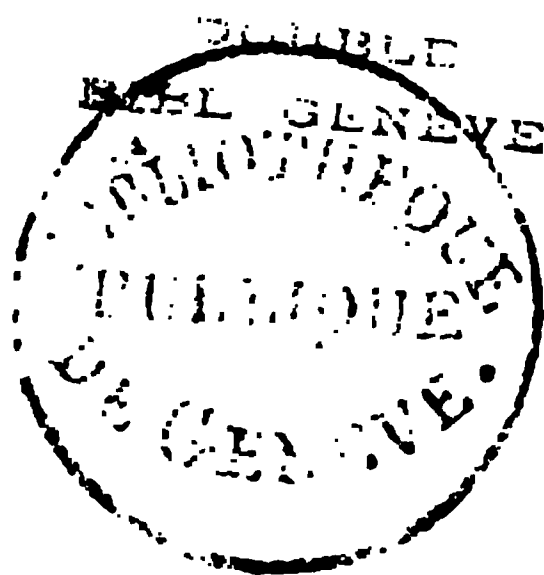
En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



✓ ✓ ✓

REVUE

MILITAIRE SUISSE



REVUE MILITAIRE SUISSE

~~~~~  
DIRIGÉE PAR

**F. LECOMTE**, colonel fédéral; **E. RUCHONNET**, major fédéral d'artillerie;  
**Jules DUMUE**, capitaine fédéral du génie.

~~~~~



QUINZIÈME ANNÉE. — 1870.

~~~~~

LAUSANNE  
IMPRIMERIE PACHE, CITÉ-DERRIÈRE, 3.

—  
1870



**STANFORD UNIVERSITY  
LIBRARIES**

**STACKS  
DEC - 3 1973**

U 2

R49

V. 15

1870

# REVUE MILITAIRE SUISSE



## TABLE DES MATIÈRES.

QUINZIÈME ANNÉE. — 1870.



### N° 1. — 1<sup>er</sup> JANVIER.

Reconnaissance de la vallée du Rhône, par M. le colonel C. Borgeaud. — Angles de mire et déviations moyennes des fusils suisses de petit calibre et du Martini-Henry. — Nouvelles et chronique.

### N° 2. — 19 JANVIER.

Fragments (par le général Dufour). (*Suite.*) — Manœuvres de l'armée autrichienne à Bruck.

**REVUE DES ARMES SPÉCIALES.** — Reconnaissance de la vallée du Rhône, par M. le colonel C. Borgeaud. (*Suite.*) — Message du Conseil fédéral sur l'armement de la cavalerie. — Actes officiels.

### N° 3. — 8 FÉVRIER.

Fragments (par le général Dufour.) (*Suite.*) — Reconnaissance de la vallée du Rhône, par M. le colonel C. Borgeaud. (*Suite.*)

**SUPPLÉMENT.** — Tableau des écoles militaires fédérales.

### N° 4. — 26 FÉVRIER.

Fragments (par le général Dufour.) (*Suite.*) — L'armée suisse et le projet d'organisation militaire fédérale.

**REVUE DES ARMES SPÉCIALES.** — Rapport sur le fusil suisse à répétition. — Reconnaissance de la vallée du Rhône, par M. le colonel C. Borgeaud. (*Suite.*) — Transformation des pièces lisses de position en canons rayés.

### N° 5. — 15 MARS.

Fragments (par le général Dufour.) (*Suite.*) — L'armée suisse et le projet d'organisation militaire fédérale suisse. (*Suite.*) — Rapport du général commandant en chef de l'armée des Etats-Unis au secrétaire de la guerre.

## N° 6. — 31 MARS.

Fragments (par le général Dufour). (*Suite.*) — L'armée suisse et le projet d'organisation militaire fédérale. (*Suite.*)

**REVUE DES ARMES SPÉCIALES.** — Reconnaissance de la vallée du Rhône, par M. le colonel C. Borgeaud. (*Suite.*) — Rapport sur le fusil suisse à répétition. (*Fin.*)

## N° 7. — 15 AVRIL.

Fragments (par le général Dufour.) (*Suite.*) — Reconnaissance de la vallée du Rhône, par M. le colonel C. Borgeaud. (*Suite.*) — L'armée suisse et le projet d'organisation militaire fédérale. (*Suite.*)

## N° 8. — 30 AVRIL.

Fragments (par le général Dufour). (*Suite.*) — Projet de réforme de la loi militaire fédérale.

**REVUE DES ARMES SPÉCIALES.** — Reconnaissance de la vallée du Rhône, par M. le colonel C. Borgeaud. (*Suite.*)

## N° 9. — 18 MAI.

Fragments (par le général Dufour). (*Fin.*) — Reconnaissance de la vallée du Rhône, par M. le colonel C. Borgeaud. (*Fin.*)

## N° 10. — 31 MAI.

La tactique de l'avenir. — Société militaire fédérale. Résumé des rapports de sections sur le projet d'organisation militaire fédérale. — Bibliographie. (*Les armes à feu portatives rayées de petit calibre*, par E. Odiardi. — *Du nombre des tués dans les batailles*, par Ed. de la Barre-Duparcq — *L'administration de l'armée française*. — *Journal de campagne* de Claude Blanchard, par Maurice La Chesnais. — *De l'impasse politique actuelle.*)

**REVUE DES ARMES SPÉCIALES.** — Sur la fortification polygonale. — Instruction sur la connaissance et l'entretien du fusil à répétition modèle de 1869 (Vetterli), avec une planche.

## N° 11. — 18 JUIN.

Nécrologie Van Berchem, Chausson, de Pourtalès. — Tactique de l'avenir. (*Suite.*) Bibliographie. (*Campagnes d'Afrique par le duc d'Orléans, le comte de Paris et le duc de Chartres.*)

**SUPPLÉMENT EXTRAORDINAIRE.** — Rapport du Département militaire fédéral sur sa gestion en 1869.

## N° 12. — 30 JUIN.

Tactique de l'avenir. (*Fin.*) — Bibliographie. (*Sommario di storia militare per Carlo Corsi.* — *Le service pratique de campagne*, par le feld maréchal baron de Hess.) — Rassemblement de troupes de 1870. — Société militaire fédérale.

**REVUE DES ARMES SPÉCIALES.** — Sur la fortification polygonale. (*Fin.*) — Manœuvre de la mitrailleuse américaine (Gatling-Gun). — L'emploi de l'artillerie rayée sur le champ de bataille, — Bibliographie. (*De la bouche à feu, type unique de l'artillerie de campagne*, par Wille.)

**N° 13. — 9 JUILLET.**

Sur le projet de réorganisation militaire suisse. — Société militaire fédérale. Programme général de la réunion à Neuchâtel. — Bibliographie. (*Études d'histoire militaire*, par F. Lecomte.) — Guerre d'Algérie.

**N° 14. — 27 JUILLET.**

Armée fédérale. Mise sur pied. — Gestion militaire fédérale en 1869.

**N° 15. — 19 AOUT.**

Société militaire fédérale. — Doit-il y avoir, à côté de l'instruction populaire, une instruction militaire et sous quelle forme (major Moschell). — Pièces officielles.

**REVUE DES ARMES SPÉCIALES.** — Influence du fusil à tir rapide. — Guerre d'Algérie. — Pièces officielles.

**N° 16. — 30 AOUT.**

Doit-il y avoir, à côté de l'instruction populaire, une instruction militaire et sous quelle forme (major Moschell). (*Fin.*) — Pièces officielles.

**SUPPLÉMENT.** — Cartes du théâtre de la guerre.

**N° 17. — 13 SEPTEMBRE.**

Guerre franco-allemande de 1870, et rapports prussiens.

**REVUE DES ARMES SPÉCIALES.** — Institutions militaires et progrès de l'art militaire sous Louis XIV.

**N° 18. — 30 SEPTEMBRE.**

Guerre franco-allemande de 1870, et rapports prussiens. (*Suite.*) — Fortifications de Paris, avec un plan.

**REVUE DES ARMES SPÉCIALES.** — Institutions militaires et progrès de l'art militaire sous Louis XIV. (*Fin.*) — Révision de la Constitution fédérale. — Pièces officielles.

**N° 19. — 19 OCTOBRE.**

Instruction pour les officiers du génie chargés de la direction d'ouvrages de campagne (*avec planche*). — Guerre franco-allemande de 1870. Rapports d'opérations.

**REVUE DES ARMES SPÉCIALES.** — Siège de Paris.

**N° 20. — 29 OCTOBRE.**

Guerre franco-allemande de 1870. — Bibliographie. (*Ueber die Strategie*, par C. v. Ellger.)

**N° 21. — 12 NOVEMBRE.**

Rapport général sur le service d'occupation des frontières de la II<sup>e</sup> division. — Guerre franco-allemande de 1870. — Lyon.

**REVUE DES ARMES SPÉCIALES.** — Siège de Paris. — Sur la capitulation de Metz. — Bibliographie (*Kriegsverwaltung*, par le lieutenant fédéral Hegg)

**N° 22. — 24 NOVEMBRE.**

Sur la question de Savoie. — Guerre franco-allemande de 1870. — Lyon.

**N° 23. — 3 DÉCEMBRE.**

Sur la question de Savoie. — Guerre franco-allemande de 1870. Rapport officiel français sur la bataille de Coulmiers. Paris. Lyon.

**REVUE DES ARMES SPÉCIALES.** — Sur la capitulation de Metz. — Buzine et Changarnier. — Bataillons de carabiniers. — Bibliographie. (*De la fusion de projectiles qui viennent à frapper une plaque de fer*, par E. Hagenach.)

**N° 24. — 16 DÉCEMBRE.**

Guerre franco-allemande de 1870. — Sur l'armement de l'armée suisse.

Table des matières, titre et couverture du volume de la *Revue militaire suisse* de 1870.





# REVUE MILITAIRE SUISSE

XV<sup>e</sup> Année.

**SOMMAIRE.** — Reconnaissance de la vallée du Rhône, par M. le colonel C. Borgeaud.  
— Angles de mire et déviations moyennes des fusils suisses de petit calibre et du Martini-Henry. — Nouvelles et chroniques.

## RECONNAISSANCE

**DE LA VALLÉE DU RHONE, DU LAC LÉMAN AU ST-GOTHARD,**  
opérée en 1865, du 3 au 16 septembre, par des officiers de l'Etat-major fédéral.

**MÉMOIRE RÉDIGÉ PAR LE COLONEL BORGEAUD, CHEF DE LA RECONNAISSANCE.**

La partie supérieure du bassin du Rhône descend du St-Gothard au lac Léman ; elle comprend le Valais, plus le second arrondissement militaire du canton de Vaud.

## CHAPITRE PREMIER.

### Statistique.

|                                               |                      |
|-----------------------------------------------|----------------------|
| POPULATION: Valais, . . . . .                 | 90,792 âmes.         |
| Vaud, 2 <sup>e</sup> arrondissement militaire | 57,417 •             |
| Total .                                       | <u>148,209 âmes.</u> |

|                     |                                                     |                          |                              |
|---------------------|-----------------------------------------------------|--------------------------|------------------------------|
| <b>SUPERFICIE :</b> | <b>Valais,</b>                                      | <b>. . . . .</b>         | <b>. 228 lieues carrées.</b> |
|                     | <b>Vaud, 2<sup>e</sup> arrondissement militaire</b> | <b>. 50</b>              | <b>»</b>                     |
|                     |                                                     | <b><u>          </u></b> |                              |
|                     | <b>Total</b>                                        | <b>. 258</b>             | <b>lieues carrées.</b>       |

*Habitants par lieue carrée.*

|                                                  |       |
|--------------------------------------------------|-------|
| Valais, . . . . .                                | 400   |
| Vaud, 2 <sup>e</sup> arrondissement militaire. . | 1,250 |
|                                                  | <hr/> |
| Moyenne pour les pays sus-indiqués               | 500   |

***Divisions administratives.***

**Le 2<sup>e</sup> arrondissement militaire du canton de Vaud se divise en 3 districts et en 30 communes.**

**Le canton du Valais se divise en 13 districts et en 169 communes.**

*Tableaux des districts et communes.*

| DISTRICTS  | COMMUNES                   | Population | Maisons<br>habitées | Ménages |
|------------|----------------------------|------------|---------------------|---------|
| BRIEG.     | 1. Brieg . . . . .         | 1012       | 92                  | 190     |
|            | 2. Brigesbad . . . . .     | 70         | 13                  | 15      |
|            | 3. Bürgisch . . . . .      | 198        | 32                  | 41      |
|            | 4. Eggerberg . . . . .     | 241        | 37                  | 50      |
|            | 5. Glyss . . . . .         | 700        | 90                  | 143     |
|            | 6. Mund . . . . .          | 486        | 92                  | 94      |
|            | 7. Naters . . . . .        | 964        | 126                 | 196     |
|            | 8. Ried . . . . .          | 646        | 80                  | 119     |
|            | 9. Simplon . . . . .       | 385        | 59                  | 78      |
|            | 10. Therminen . . . . .    | 384        | 48                  | 68      |
|            | 11. Zwischbergen . . . . . | 104        | 16                  | 18      |
|            | Totaux .                   | 5190       | 685                 | 1012    |
| CONTHEY.   | 1. Ardon . . . . .         | 1033       | 136                 | 222     |
|            | 2. Chamoson . . . . .      | 1258       | 176                 | 246     |
|            | 3. Conthey . . . . .       | 2624       | 492                 | 571     |
|            | 4. Nendaz . . . . .        | 1871       | 308                 | 398     |
|            | Totaux .                   | 6786       | 1112                | 1437    |
| ENTREMONT. | 1. Bagnes . . . . .        | 4327       | 560                 | 910     |
|            | 2. Liddes . . . . .        | 1308       | 219                 | 277     |
|            | 3. Orsières . . . . .      | 2384       | 439                 | 496     |
|            | 4. St-Brancher . . . . .   | 737        | 143                 | 157     |
|            | 5. St-Pierre . . . . .     | 336        | 75                  | 74      |
|            | 6. Vollèges . . . . .      | 882        | 158                 | 175     |
|            | Totaux .                   | 9974       | 1594                | 2089    |
| GOMS.      | 1. Ausserbinnen. . . . .   | 64         | 8                   | 12      |
|            | 2. Bellwald . . . . .      | 287        | 46                  | 59      |
|            | 3. Biel . . . . .          | 109        | 19                  | 24      |
|            | 4. Binn . . . . .          | 215        | 41                  | 47      |
|            | 5. Blitzigen . . . . .     | 182        | 37                  | 46      |
|            | 6. Ernen . . . . .         | 418        | 55                  | 82      |
|            | 7. Fisch . . . . .         | 327        | 45                  | 74      |
|            | 8. Fischerthal . . . . .   | 148        | 30                  | 30      |
|            | 9. Geschinen . . . . .     | 128        | 20                  | 33      |
|            | 10. Glurigen . . . . .     | 135        | 20                  | 26      |
|            | 11. Lax . . . . .          | 189        | 39                  | 39      |
|            | 12. Müllebach . . . . .    | 118        | 23                  | 26      |
|            | 13. Münster . . . . .      | 412        | 76                  | 98      |
|            | 14. Niederernen . . . . .  | 74         | 12                  | 15      |
|            | 15. Niederwald . . . . .   | 117        | 20                  | 27      |
|            | 16. Obergestelen . . . . . | 265        | 42                  | 61      |
|            | 17. Oberwald . . . . .     | 326        | 33                  | 54      |
|            | 18. Reckingen. . . . .     | 344        | 68                  | 75      |
|            | 19. Ritznigen . . . . .    | 107        | 16                  | 24      |
|            | 20. Selkingen . . . . .    | 103        | 18                  | 25      |
|            | 21. Steinhaus . . . . .    | 101        | 17                  | 20      |
|            | 22. Ulrichen . . . . .     | 280        | 46                  | 58      |
|            | Totaux .                   | 4449       | 731                 | 955     |



| DISTRICTS         | COMMUNES                     | Population | Maisons<br>habitées | Ménages |
|-------------------|------------------------------|------------|---------------------|---------|
| RARON.<br>A. Est. | 1. Betten . . . . .          | 342        | 48                  | 79      |
|                   | 2. Bister . . . . .          | 82         | 14                  | 18      |
|                   | 3. Bitsch . . . . .          | 221        | 45                  | 46      |
|                   | 4. Filet . . . . .           | 138        | 22                  | 28      |
|                   | 5. Göppisberg . . . . .      | 83         | 12                  | 19      |
|                   | 6. Greich . . . . .          | 77         | 11                  | 17      |
|                   | 7. Grengiols . . . . .       | 476        | 78                  | 108     |
|                   | 8. Martisberg . . . . .      | 103        | 13                  | 21      |
|                   | 9. Mörel . . . . .           | 220        | 34                  | 53      |
|                   | 10. Ried . . . . .           | 262        | 37                  | 57      |
|                   | 11. Ausserberger . . . . .   | 340        | 57                  | 74      |
|                   | 12. Birchen . . . . .        | 383        | 54                  | 81      |
|                   | 13. Blatten . . . . .        | 272        | 48                  | 54      |
|                   | 14. Eischoll . . . . .       | 441        | 57                  | 96      |
|                   | 15. Ferden . . . . .         | 204        | 33                  | 45      |
|                   | 16. Hothen . . . . .         | 102        | 17                  | 24      |
|                   | 17. Kipfel . . . . .         | 167        | 23                  | 34      |
|                   | 18. Niedergestelen . . . . . | 193        | 42                  | 46      |
|                   | 19. Raron . . . . .          | 517        | 82                  | 108     |
|                   | 20. Steg . . . . .           | 218        | 50                  | 50      |
|                   | 21. Unterbach . . . . .      | 280        | 39                  | 64      |
|                   | 22. Wyler . . . . .          | 221        | 42                  | 42      |
|                   | Totaux .                     | 5342       | 858                 | 1164    |
| ST-MAURICE.       | 1. Collonge . . . . .        | 392        | 63                  | 85      |
|                   | 2. Dorénaz . . . . .         | 340        | 54                  | 68      |
|                   | 3. Evionaz . . . . .         | 659        | 96                  | 142     |
|                   | 4. Finschants . . . . .      | 433        | 79                  | 79      |
|                   | 5. Massongex . . . . .       | 588        | 73                  | 106     |
|                   | 6. Mex. . . . .              | 129        | 22                  | 22      |
|                   | 7. St-Maurice . . . . .      | 1543       | 166                 | 302     |
|                   | 8. Salvan . . . . .          | 1595       | 313                 | 313     |
|                   | 9. Verossaz . . . . .        | 553        | 106                 | 106     |
|                   | Totaux .                     | 6232       | 972                 | 1223    |
| SIERRE.           | 1. Ayer . . . . .            | 769        | 160                 | 167     |
|                   | 2. Challais . . . . .        | 687        | 92                  | 138     |
|                   | 3. Chandolin . . . . .       | 123        | 28                  | 30      |
|                   | 4. Chippis . . . . .         | 185        | 32                  | 42      |
|                   | 5. Granges . . . . .         | 219        | 27                  | 46      |
|                   | 6. Grimenzi . . . . .        | 227        | 58                  | 60      |
|                   | 7. Gröne . . . . .           | 475        | 81                  | 99      |
|                   | 8. Lens . . . . .            | 1963       | 259                 | 375     |
|                   | 9. Luc . . . . .             | 462        | 63                  | 119     |
|                   | 10. Miège . . . . .          | 296        | 62                  | 65      |
|                   | 11. Mollens . . . . .        | 266        | 48                  | 62      |
|                   | 12. Randogne . . . . .       | 258        | 50                  | 51      |
|                   | 13. St-Jean . . . . .        | 307        | 55                  | 75      |
|                   | 14. St-Léonard . . . . .     | 424        | 57                  | 81      |
|                   | 15. Syders . . . . .         | 1095       | 170                 | 249     |
|                   | 16. Varpaz . . . . .         | 153        | 22                  | 25      |
|                   | 17. Venthône . . . . .       | 393        | 65                  | 83      |
|                   |                              | 8302       | 1329                | 1767    |



| DISTRICTS        | COMMUNES                         | Population | Maisons<br>habitées | Ménages |
|------------------|----------------------------------|------------|---------------------|---------|
| VIÈGE.           | 1. Allmagell . . . . .           | 156        | 22                  | 31      |
|                  | 2. Balm . . . . .                | 229        | 29                  | 50      |
|                  | 3. Baltscheider . . . . .        | 141        | 26                  | 31      |
|                  | 4. Emdt . . . . .                | 224        | 30                  | 46      |
|                  | 5. Eyholz . . . . .              | 209        | 25                  | 38      |
|                  | 6. Eysten . . . . .              | 187        | 33                  | 38      |
|                  | 7. Fec. . . . .                  | 217        | 34                  | 46      |
|                  | 8. Gassenried . . . . .          | 174        | 25                  | 36      |
|                  | 9. Grächen . . . . .             | 369        | 46                  | 62      |
|                  | 10. Grundsas. . . . .            | 237        | 33                  | 60      |
|                  | 11. Gründen . . . . .            | 47         | 8                   | 10      |
|                  | 12. Lalden . . . . .             | 184        | 18                  | 30      |
|                  | 13. Randa . . . . .              | 198        | 38                  | 38      |
|                  | 14. St-Niclaus Dorfmark. . . . . | 215        | 29                  | 42      |
|                  | 15. St-Niclaus Matt . . . . .    | 261        | 39                  | 48      |
|                  | 16. Stalden . . . . .            | 351        | 52                  | 72      |
|                  | 17. Staldenried . . . . .        | 256        | 36                  | 55      |
|                  | 18. Täsch . . . . .              | 182        | 24                  | 33      |
|                  | 19. Törbel . . . . .             | 539        | 64                  | 106     |
|                  | 20. Vispach . . . . .            | 623        | 78                  | 129     |
|                  | 21. Visperterbirmen . . . . .    | 617        | 72                  | 126     |
|                  | 22. Zeneggen . . . . .           | 237        | 45                  | 45      |
|                  | 23. Zurmatt . . . . .            | 424        | 51                  | 108     |
|                  | Totaux . . . . .                 | 6277       | 857                 | 1280    |
| RÉCAPITULATION.  |                                  |            |                     |         |
| CANTONS          | DISTRICTS                        | Population | Maisons<br>habitées | Ménages |
| VALAIS.          | 1. Sion . . . . .                | 7964       | 898                 | 1541    |
|                  | 2. Brieg. . . . .                | 5190       | 685                 | 1012    |
|                  | 3. Conthey . . . . .             | 6786       | 1112                | 1437    |
|                  | 4. Entremont . . . . .           | 9974       | 1594                | 2089    |
|                  | 5. Goms . . . . .                | 4449       | 731                 | 955     |
|                  | 6. Hérens . . . . .              | 6003       | 1062                | 1220    |
|                  | 7. Leuk. . . . .                 | 5365       | 998                 | 1148    |
|                  | 8. Martigny . . . . .            | 9928       | 1591                | 2050    |
|                  | 9. Monthey . . . . .             | 8980       | 1523                | 1954    |
|                  | 10. Raron . . . . .              | 5342       | 858                 | 1164    |
|                  | 11. St-Maurice . . . . .         | 6232       | 972                 | 1223    |
|                  | 12. Siders . . . . .             | 8302       | 1329                | 1767    |
|                  | 13. Visp . . . . .               | 6277       | 857                 | 1280    |
|                  | Totaux . . . . .                 | 90792      | 14210               | 18840   |
|                  | Résumé.                          |            |                     |         |
| VAUD . . . . .   | . . . . .                        | 37417      | 6016                | 8635    |
| VALAIS . . . . . | . . . . .                        | 90792      | 14210               | 18840   |
|                  | Totaux . . . . .                 | 128209     | 20226               | 27475   |

**Logements militaires.** — Afin de ne pas être obligés d'indiquer ce que chaque localité peut loger de troupes, nous dirons ici, une fois pour toutes, que nous admettons qu'une ville, qu'un bourg ou qu'un village peut loger une population militaire égale à sa population civile ; que cependant il vaudra mieux que la population militaire soit seulement le moitié de la population civile, mais que, dans un inoment de concentration et pour quelques jours seulement, une ville peut abriter une population militaire double de sa population civile ; qu'un bourg peut abriter une population militaire triple de sa population civile, et qu'enfin un village peut abriter une population militaire quadruple de sa population civile.

**Villes, bourgs et villages.** — Le bassin du Rhône ne renferme que deux villes, Vevey et Sion, qui présentent des ressources considérables à une armée ; mais il renferme un bon nombre de petites villes bien distribuées, qui rendraient des services, comme Villeneuve, Aigle, St-Maurice, Martigny, Loèche et Brieg. Le nombre des grands et riches villages est encore plus considérable, et ils ne sont pas moins bien distribués. Nous citerons : Chardonne, Corsier, La Tour-de-Peilz, Montreux, Ollon, Bex, Yverne, Ormont-dessous, Ormont-dessus, Château-d'OEx, Rougemont, Rossinières, Monthey, Vouvry, le Bouveret par sa position, Troistorrents, Salvan, Lavey et les Bains, Martigny-Bourg, St-Brancher, Orsière, Liddes, Saxon, Fully, Conthey, Chamoson, Nendaz, Ardon, Savièse, Hermence, Sierre, Lens, Loèche-les-Bains, Viège, Raron, Naters et Munster.

**Constructions en pierre.** — Dans les districts vaudois, les bâtiments sont en pierre, ils sont confortables, bien établis et bien entretenus.

Dans la vallée du Rhône proprement dite (partie valaisanne), depuis le lac jusqu'à Brieg, les bâtiments sont aussi généralement en pierre, assez spacieux, mais moins confortables et moins bien entretenus.

**Constructions en bois.** — Dans les vallées latérales, dans la vallée de Conche et sur les versants, les bâtiments sont en bois, de petites dimensions, peu confortables, souvent mal entretenus ; mais ils sont nombreux, et avec de la paille, ils peuvent encore servir d'abri à une armée.

**Langues.** — Dans le haut Valais, soit les districts allemands au-dessus de Sion, on parle la langue allemande ; cependant sur les routes principales on parle aussi le français. Dans le bas Valais, au-dessous de Sion et dans les districts vaudois, on parle français. Généralement les patois allemands et français sont les langues dominantes du pays.

**Instruction et mœurs.** — L'instruction publique est en progrès.

Les mœurs sont simples et en général primitives, sauf dans quelques localités corrompues par les touristes.

**Force physique et morale.** — Le montagnard est plus fort que l'habitant des plaines ou des bords du Rhône ; il est aussi plus beau et d'un esprit plus vif ; les localités les moins favorisées sous ce rapport sont placées aux débouchés des grandes vallées latérales.

Les habitants de ce bassin sont fins chasseurs et bons militaires par nature, comme ils l'ont du reste prouvé en 1798 et 1799, lors de l'invasion de leur pays par les armées françaises.

Ils joueront toujours un grand rôle dans la défense nationale par la ténacité avec laquelle ils défendront leurs vallées ; mais pour cela il faudra leur laisser la liberté d'action que comporte la guerre de guérillas.

**Religion.** — Les habitants des districts vaudois sont protestants, ceux du Valais sont catholiques. Le curé valaisan, chasseur et belliqueux, conduira son troupeau au bon coin du défilé pour la défense de la paroisse.

Les couvents, assez nombreux dans le Valais, pourront servir d'hôpitaux ou d'am-

bulances, sans parler des grands hospices du St-Bernard et du Simplon, qui pourront recevoir des destinations spéciales.

*Nature des terrains.* — On peut approximativement classer les terrains de la manière suivante :

|                                                   |     |      |     |                 |
|---------------------------------------------------|-----|------|-----|-----------------|
| Terrains incultes, improductifs et inhabitables . | 1/2 | soit | 129 | lieues carrées. |
| Pâturages et forêts. . . . .                      | 1/4 | »    | 64  | »               |
| Prés artificiels, champs et vignes . . . . .      | 1/8 | »    | 32  | »               |
| Prés naturels . . . . .                           | 1/8 | »    | 32  | »               |
| <hr/>                                             |     |      |     |                 |
| Total .                                           | 1   | soit | 258 | lieues carrées. |

*Productions.* — On voit par le classement des terrains que les productions principales sont :

*a) FORÊTS DE SAPINS ET DE MÉLÈZES.*

Il existe dans le canton du Valais des forêts de sapins et de mélèzes superbes, mais ces forêts ne sont pas exploitées faute de routes, ou elles le sont d'une manière inintelligente et sans principes.

Il faut cependant reconnaître que les gouvernements du Valais et de Vaud font actuellement de louables efforts pour arriver à un aménagement régulier des forêts.

Les bois de construction et les bois à brûler sont la source d'un revenu considérable par l'exportation qui s'en fait dans les cantons de Vaud et de Genève. Les bois de construction sont exportés même jusqu'en France.

*b) PATURAGES.*

A eux seuls ils couvrent une étendue considérable du pays.

L'élève du bétail est une source de revenus importants.

Le lait, le fromage et le beurre font la base des substances alimentaires de la majorité des valaisans.

*c) PRAIRIES NATURELLES.*

Placées sur les versants, elles sont fort étendues, très fertiles et en général irriguées à grands frais. Elles produisent un fourrage dit de montagne de première qualité. Ce fourrage succulent convient surtout au bétail à cornes ; les chevaux ne supportent pas volontiers une nourriture aussi forte.

*d) PRAIRIES ARTIFICIELLES.*

Celles-ci sont dans la plaine du Rhône. Elles sont productives et donnent un fourrage qui convient aux chevaux, mais elles ne sont malheureusement pas étendues, ce qui fait qu'on ne trouverait pas dans le Valais les fourrages nécessaires à une bien grande quantité de chevaux, même pour peu de temps.

*e) CÉRÉALES.*

Dire qu'il y a peu de prairies artificielles, c'est dire que la culture des céréales n'est pas bien étendue ; aussi la production du *froment* est inférieure à la consommation, qui elle-même est faible, relativement à la population.

Peu d'*orges*.

Peu de *seigles*.

*Fèves* et *maïs* superbes dans les proportions de la grande culture.

*Avoine* de première qualité, mais en quantité insuffisante à la consommation des chevaux du pays.

Par conséquent, pour faire subsister une armée dans le Valais, il faudra tirer entièrement les farines et les avoines du dehors, ainsi qu'une partie considérable des foin et la presque totalité de la paille.

*f) VIGNOBLES.*

Les vignobles sont considérables, ceux de Villeneuve, d'Aigle, d'Yverne sont connus en Suisse, ils font la principale richesse du district d'Aigle.

Dans le Valais les vignobles sont encore plus étendus, et ils ne sont pas moins distingués, seulement les procédés de culture de la vigne et la manutention des vins laissent à désirer.

Nous citerons les vins de Martigny, de Fully, de Salgues, d'Ardon, de Chamoson, de Conthey, de Sierre. Le Lamarque, le Coquinpey, le vin du glacier, la Malvoisie douce et la Malvoisie amère sont les plus réputés.

Une nouvelle culture de la vigne et une meilleure manutention des vins sont destinées à faire la future richesse du Valais.

*g) ARBRES FRUITIERS ET LÉGUMES.*

Le noyer, le châtaignier, le poirier, le pommier, le cerisier réussissent admirablement dans la vallée du Rhône, rien de plus beau que les châtaigneraies de Monthey et que les vergers au-dessous d'Ollon ou ceux au-dessus de Chamoson ou de Conthey.

La pomme de terre, les choux, etc., en quantité et de bonne qualité.

|                                                        |        |
|--------------------------------------------------------|--------|
| <i>Bétail.</i> — Vaches . . . . .                      | 26,000 |
| Bœufs. . . . .                                         | 800    |
| Jeunes bêtes . . . . .                                 | 12,000 |
| Total .                                                | 38,800 |
| Moutons . . . . .                                      | 50,000 |
| Chèvres . . . . .                                      | 12,000 |
| Porcs . . . . .                                        | 4,500  |
| Total .                                                | 66,500 |
| <i>Bêtes de somme ou de trait.</i> — Chevaux . . . . . | 3,400  |
| Mulets . . . . .                                       | 1,400  |
| Anes . . . . .                                         | 200    |
| Total .                                                | 5,000  |

*Industrie.* — Les forges et fonderies d'Ardon, qui exploitent le minéral de fer, sont un grand établissement métallurgique. Plusieurs exploitations des mines de plomb argentifères. Mines d'anthracite en exploitation. Gyps, chaux, marbres et granits. Hôtels et guides pour touristes. Grands moulins à Aigle et à Bex. Bains et eaux minérales de Lavey, de Saxon et de Loèche. Ces derniers établissements pourront être utilisés très avantageusement comme ambulances ou pour hôpitaux militaires.

*Commerce.* — Peu considérable.

*Exportation.* — Vins. Bois. Fromages et beurre. Bétail. Laines. Gyps, chaux, sel, marbres et granits.

*Importation.* — Etoffes, sel et denrées coloniales.

*Transit.* — Presque nul.

|                                                      |               |
|------------------------------------------------------|---------------|
| <i>Revenus publics.</i> — Canton du Valais . . . . . | fr. 650,000   |
| Districts vaudois . . . . .                          | » 450,000     |
| Total .                                              | fr. 1,100,000 |

Ce revenu pourrait être beaucoup plus considérable, mais le canton du Valais n'a pas encore pu asseoir un bon système d'impôts.

Les revenus des communes et ceux des couvents ne sont pas compris dans les chiffres sus-indiqués.

*Population militaire.* — Le tableau suivant donne une évaluation assez approximative de la population militaire du canton du Valais et des districts vaudois.

|                                           |               |
|-------------------------------------------|---------------|
| Districts vaudois : Carabiniers . . . . . | 3 compagnies. |
| Infanterie : Elite fédérale . . . . .     | 6 »           |
| » Réserve fédérale . . . . .              | 3 »           |
| » Réserve cantonale . . . . .             | 8 »           |
| Volontaires . . . . .                     | 4 »           |

Total . 24 compagnies.

|                                          |               |
|------------------------------------------|---------------|
| Canton du Valais : Carabiniers . . . . . | 3 compagnies. |
| Infanterie : Elite fédérale . . . . .    | 18 »          |
| » Réserve fédérale . . . . .             | 9 »           |
| » Réserve cantonale . . . . .            | 13 »          |
| Volontaires . . . . .                    | 13 »          |

Total . 56 compagnies.

Total général . 80 compagnies.

Nous verrons plus tard la manière d'utiliser convenablement ces forces que j'appelle auxiliaires, bien qu'elles soient considérables.

(A suivre.)

**Comparaison entre les angles de mire et les déviations moyennes des fusils suisses de petit calibre et du nouveau fusil anglais Martini-Henry du calibre de 11<sup>mm</sup>,43.**

Les indications que nous allons donner sont prises, pour les fusils suisses, dans le rapport publié en 1868 par le Département militaire fédéral sur le fusil à répétition (qui est un résumé des protocoles de la commission des fusils), et pour le fusil anglais, dans le rapport officiel du comité chargé par le ministère de la guerre du choix d'une arme de guerre se chargeant par la culasse.

Nous n'indiquerons les chiffres des angles de mire et des déviations moyennes que pour deux distances qui sont les mêmes pour les fusils suisses et pour le fusil anglais, c'est-à-dire 500 et 800 yards anglais qui font 609 et 975 pas suisses et nous admettrons que pour ces deux distances les résultats des fusils suisses diffèrent très peu de ceux obtenus à 600 et 1000 pas.

| DISTANCE.     |                | ANGLE DE MIRE. |                |
|---------------|----------------|----------------|----------------|
| Fusil suisse. | Fusil anglais. | Fusil suisse.  | Fusil anglais. |
| 609 pas.      | 500 yards.     | 1°,19'         | 1°,1',26"      |
| 975 »         | 800 »          | 2°,22'         | 2°,2',29"      |

Quant aux déviations moyennes aux deux mêmes distances, il faut remarquer que pour le fusil suisse le rayon indiqué n'est que pour la



meilleure moitié des coups, tandis que pour le fusil anglais la dé-  
viation moyenne est indiquée pour tous les coups et obtenue par 5  
séries de 20 coups.

*Déviation moyennes.*

| DISTANCE.     |                | DÉVIATION MOYENNE. |                |
|---------------|----------------|--------------------|----------------|
| Fusil suisse. | Fusil anglais. | Fusil suisse.      | Fusil anglais. |
| 609 pas.      | 500 yards.     | 30 cent.           | 29 cent.       |
| 975 »         | 800 »          | 78 cent. 9         | 45 cent.       |

On peut se figurer, d'après ces chiffres, la différence de précision  
qu'il y aurait entre les deux fusils, si les Anglais n'indiquaient que le  
rayon de la meilleure moitié des coups.

Nous terminerons ces renseignements, en indiquant l'angle de mire  
et la déviation moyenne du fusil Martini-Henry à 1200 yards, c'est-à-  
dire à 1462 pas suisses.

Angle de mire . . . . . 3°, 31', 37"

Déviation moyenne . . . . . 1 mètre.

Nous rappellerons encore que ces résultats ont été obtenus avec le  
canon et la munition de Monsieur Henry, armurier à Edimbourg. Le  
canon a 7 surfaces inclinées dont la torse est de 559<sup>mm</sup>. Le projectile  
Henry pèse 31 grammes, et sa substance se compose d'une partie  
d'étain pour 12 de plomb, ce qui le rend beaucoup plus dur. La  
charge de poudre est de 5 gr., 85. Cette poudre a une très grande  
force.

**NOUVELLES ET CHRONIQUE.**

Le département militaire de la Confédération suisse a adressé aux autorités mi-  
litaires des cantons la circulaire suivante :

*Berne, le 17 décembre 1869.*

Tit. — Quelques autorités militaires cantonales ayant exprimé le désir qu'il  
soit apporté quelques changements de détails aux nouvelles gibernes et aux nou-  
veaux havre-sacs, nous avons chargé l'instructeur en chef de l'infanterie de pro-  
fiter de la dernière école générale des instructeurs et de la présence des instruc-  
teurs en chef des Cantons pour les réunir et leur demander un préavis sur ces  
modifications.

En nous référant au résultat des délibérations qui en sont résultées, nous avons  
l'honneur de vous faire les communications ci-après :

*A. Gibernes.*

1° Le bouton en cuivre servant à fermer la giberne est plus pratique qu'une

boucle, parce qu'il est plus facile de fermer et surtout d'ouvrir avec le bouton en cuivre ; on ne doit pas non plus perdre de vue que lorsque la giberne est remplie de cartouches, le poids de celles-ci exerce une pression suffisante sur le bouton pour faciliter l'ouverture de la giberne. Il y a donc lieu de s'en tenir au bouton prescrit par l'ordonnance du 16 octobre 1868, mais en faisant toutefois remarquer que le règlement demande un bouton solide, attendu que la plupart des gibernes soumises à l'examen étaient un peu courtes et pourvues de boutons trop faibles et à têtes trop peu saillantes.

2° Quant à la *pochette intérieure*, la commission envisage qu'elle doit être fermée au moyen de 2 boutons en cuir au lieu d'un, petit changement que nous autorisons volontiers pour les nouvelles acquisitions.

La susdite commission demande également que cette pochette soit divisée en deux compartiments, dont l'un servirait à y placer un flacon à huile de forme plate. Comme la fermeture des fusils à chargement par la culasse exige un fréquent graissage et que l'homme doit, à cet effet, en avoir le moyen sous la main, le Département partage l'avis de la commission qu'un flacon à huile soit placé dans la giberne. Mais, comme il n'existe pas encore de modèle pratique pour cela, nous vous prions d'inviter votre administration de l'arsenal et d'autres connaisseurs, cas échéant, à nous faire parvenir les propositions qui leur paraîtraient les plus propres à atteindre le but que l'on se propose.

3° *La manière de fixer* la giberne au ceinturon n'est pas modifiée, c'est-à-dire qu'elle continue d'être celle prescrite par l'ordonnance du 16 octobre 1868, parce que la cartouchière doit être solidement fixée, afin que l'homme ne soit pas trop incommodé dans les manœuvres et qu'il ne perde aucune cartouche.

Du reste, l'homme porte ordinairement la giberne sur le devant du corps.

#### B. *Havre-sac.*

Les dimensions du havre-sac fixées par la susdite ordonnance doivent être scrupuleusement observées, mais nous rappelons encore une fois qu'elles doivent être mesurées entre les côtés intérieurs du havre-sac. En revanche la courroie de gamelle est un peu trop courte. Il serait également utile, selon la proposition de la commission, que les courroies cousues de chaque côté du sac pour assujettir la capote, soient remplacées par une seule courroie passant à l'intérieur derrière les planchettes du havre-sac, afin qu'en tirant fortement elle ne puisse pas être arrachée du sac.

En vous priant de donner connaissance des communications qui précèdent à votre intendant d'arsenal, nous saisissons cette occasion de vous renouveler, tit., etc.

*Le chef du Département militaire fédéral,*  
V. RUFFY.

---

Nous complétons les noms des membres de la commission chargée d'arrêter définitivement l'ordonnance du nouveau fusil à répétition en ajoutant ceux de MM. le colonel Bruderer et le major Chausson, contrôleur fédéral.

---

*La Société militaire vaudoise des officiers du génie, de l'artillerie et de l'état-major général* a tenu sa réunion annuelle le 4 décembre dernier, à l'Hôtel-de-Ville, à Lausanne.

M. le colonel Quinlet, le plus élevé en grade des officiers présents, occupait le fauteuil de la présidence, conformément aux termes du règlement. Après avoir invité l'assemblée à se lever, l'honorable président a ouvert la séance en rappelant



|                           |                                                                             |
|---------------------------|-----------------------------------------------------------------------------|
| <b>Juge</b>               | M. le capitaine d'artillerie <i>Brocher</i> , Ernest.                       |
| »                         | » lieutenant d'infanterie, <i>Clert-Biron</i> , Edgar.                      |
| <b>Juge suppléant</b>     | » lieutenant-colonel du génie <i>Fendt</i> , Christian.                     |
| »                         | » capitaine d'infanterie <i>Servet</i> , Marc.                              |
| »                         | » 2 <sup>e</sup> sous-lieutenant d'infanterie <i>Pallard</i> , Théodore.    |
| <b>Auditeur</b>           | » capitaine d'infanterie <i>Cherbuliez</i> , Ferdinand.                     |
| <b>Auditeur suppléant</b> | » 1 <sup>er</sup> sous-lieutenant d'infanterie <i>Des Gouttes</i> , Eugène. |
| <b>Greffier</b>           | » capitaine d'infanterie <i>Burnet</i> , Charles.                           |

Lorsque le tribunal militaire statuera sur des fautes de discipline, sans le concours du jury, il sera complété comme suit :

|                       |                                                           |
|-----------------------|-----------------------------------------------------------|
| <b>Juge</b>           | M. le capitaine d'infanterie <i>Vivien</i> , Jacques.     |
| »                     | » lieutenant de carabiniers <i>Latoix</i> , Claude.       |
| »                     | » sergent <i>Livache</i> , Alexandre.                     |
| »                     | » sapeur du génie <i>Léchez</i> , Ls-Fs.                  |
| »                     | » fusilier <i>Ancrenaz</i> , Emile-Marc.                  |
| <b>Juge suppléant</b> | » capitaine d'artillerie <i>Veyrassat</i> , Henri.        |
| »                     | » sous-lieutenant d'infanterie <i>Bourdillon</i> , André. |
| »                     | » fourrier <i>Wagnon</i> , Ami-Louis.                     |
| »                     | » caporal d'artillerie <i>Senglet</i> , Jean-Marc.        |
| »                     | » chasseur <i>Delimoge</i> , Jean-Marc.                   |

Le tribunal militaire, siégeant avec le concours du jury, aura une séance le 14 courant, pour juger les défaillants au service de Bière, qui sont, du reste, presque tous absents du canton sans en avoir obtenu l'autorisation du Département militaire, et seront par conséquent jugés par contumace.

Il doit également juger un homme qui, à la fin de 1868, a brisé volontairement son fusil et qui au commencement de 1869, a frappé un vieillard avec son ceinturon.

Ci-joint vous trouverez le tableau des inspections d'automne qui sont enfin terminées; ces inspections, qui ont été faites d'une manière très sérieuse, ont prouvé que les armes se chargeant par la culasse étaient assez bien entretenues par nos milices, mais que cependant elles devront être surveillées beaucoup plus sérieusement que cela n'avait eu lieu précédemment avec les canons lisses. Les réparations ont été presque nulles, excepté dans la compagnie de carabiniers et dans le bataillon n° 84 qui ont eu un service cette année.

Le Département militaire a promu le 18 septembre au grade d'adjudant-sous-officier les 7 sous-instructeurs d'infanterie de notre canton, qui jusqu'à présent n'avaient que le grade de sergent.

Le Département militaire a appelé le 4 novembre dernier aux fonctions de chef de l'arme de l'artillerie, M. le major fédéral *Wurth* en remplacement de M. le lieutenant-colonel *Perrier* qui avait obtenu sa démission depuis la fin de mars.

Nos sociétés militaires ne commenceront guère leurs travaux d'hiver qu'avec l'année 1870.

Celle des officiers a renouvelé son comité le 4 novembre et il a été composé comme suit :

|                        |                                                           |
|------------------------|-----------------------------------------------------------|
| <b>Président</b>       | M. le major fédéral <i>Diodati</i> , A.                   |
| <b>Vice-président</b>  | » major d'infanterie <i>Meyer</i> , F.-L.                 |
| <b>Secrétaire</b>      | » capitaine fédéral <i>Coutau</i> , Sigismond.            |
| <b>Trésorier</b>       | » capitaine d'infanterie, <i>Rigaud</i> , Charles.        |
| <b>Bibliothécaire</b>  | » capitaine d'artillerie <i>Brocher</i> , Et.             |
| <b>Vice-secrétaire</b> | » sous-lieutenant fédéral <i>Dufour</i> , J.-Etienne.     |
| »                      | » lieutenant d'infanterie <i>Galopin</i> , Jacques-Henri. |
| »                      | » capitaine d'infanterie <i>Berguer</i> , Ernest.         |
| »                      | » capitaine d'infanterie <i>Chauvet</i> , Louis.          |

Le 25 octobre, cette société a constitué définitivement une section (dont ci-joint les statuts) qui compte déjà 63 membres et a eu dans le courant de l'année 10 exercices auxquels ont pris part environ 40 officiers qui ont brûlé 2514 cartouches réparties de la manière suivante :

|           |                 |                   |                     |               |
|-----------|-----------------|-------------------|---------------------|---------------|
| à 300 pas | 940 coups tirés | dont 636 en cible | et 266 en mannequin | soit 28/68 %. |
| à 400 »   | 810             | » 457             | » 153               | » 19/56 »     |
| à 500 »   | 405             | » 192             | » 77                | » 19/47 »     |
| à 600 »   | 359             | » 137             | » 39                | » 11/36 »     |

Totaux 2514 coups tirés dont 1422 en cible et 535 en mannequin soit 21/56 %.

La société des sous-officiers a également renouvelé le 6 novembre son comité actuellement présidé par M. Ami Bosson, caporal d'artillerie.

Le 5 courant la section de tir de cette société a recommencé les exercices de 1870 par un tir extra avec prix, tir qui a eu lieu au Stand de la Jonction et a été suivi d'un modeste banquet au local du cercle. Cette section qui compte 65 membres a donné en 1869 six exercices auxquels ont pris part 226 tireurs qui ont brûlé 9697 cartouches réparties comme suit :

|           |        |                  |      |             |     |                   |                                    |
|-----------|--------|------------------|------|-------------|-----|-------------------|------------------------------------|
| à 300 pas | 1190   | coups tirés dont | 910  | en cible et | 437 | en mannequin soit | 36 <sup>1</sup> / <sub>76</sub> %. |
| à 400     | » 3502 | »                | 1850 | »           | 574 | »                 | 16 <sup>1</sup> / <sub>53</sub> »  |
| à 500     | » 2280 | »                | 1025 | »           | 337 | »                 | 14 <sup>1</sup> / <sub>45</sub> »  |
| à 600     | » 2725 | »                | 1163 | »           | 340 | »                 | 12 <sup>1</sup> / <sub>43</sub> »  |

Totaux 9697 coups tirés dont 4948 en cible et 1688 en mannequin soit 17<sup>1</sup>/<sub>51</sub> %.

La même société organise actuellement une section d'escrime au sabre dont les leçons commenceront prochainement, ainsi que les deux cours que le Département militaire a décidé de faire donner aux sous-officiers.

#### Statuts de la section de tir de la Société militaire de Genève.

ARTICLE PREMIER. La section de tir se compose de ceux des membres de la Société militaire et des autres officiers genevois qui désirent prendre part à quelques exercices réguliers de tir.

ART. 2. La section se conforme pour ces exercices aux prescriptions de l'arrêté fédéral du 13 mai 1864 qui suivent :

a) Elle doit être forte d'au moins 15 membres.

b) Les exercices doivent avoir lieu au moins à 3 distances différentes, parmi lesquelles celles de 400 pas et d'au moins 600 pas, avec les armes d'infanterie transformées de petit calibre.

c) Chaque membre doit prendre part à trois exercices au moins et tirer en tout un minimum de 50 coups répartis convenablement aux différentes distances.

d) Il ne sera tiré que sur des cibles à l'ordonnance fédérale.

ART. 3. La section s'administre par un comité de sept membres, qui pourront être augmentés au besoin, soit : un président, un vice-président, un secrétaire, un vice-secrétaire, un directeur de tir, un commissaire du tir et un trésorier.

ART. 4. La contribution versée par les membres sera annuellement de fr. 2. L'année partira du 1<sup>er</sup> novembre pour se terminer au 31 octobre en raison de la disposition de l'art. 2 de l'arrêté fédéral du 13 mai 1864.

ART. 5. Pour les frais des exercices, il sera versé en outre par chaque tireur et par 10 cartouches tirées, 20 centimes. Si le tir est à répartition, la mise de chaque tireur sera de 5 centimes par coup. Les douilles restent à la section.

ART. 6. Les statuts de la section, ainsi que les modifications qui pourront y être introduites, seront soumis au Département militaire cantonal.

ART. 7. Le comité rendra ses comptes chaque année à la section dans une séance qui aura lieu dans la seconde quinzaine d'octobre. Dans la même séance le comité sera renouvelé.

ART. 8. Le comité est nanti des pouvoirs nécessaires pour statuer dans tous les cas qui ne seraient pas prévus par le règlement.

Celui-ci pourra toujours être révisé par une majorité des membres de la section.

Certifié conforme aux délibérations et résolutions de la séance du 25 octobre 1869.

*Le secrétaire :*

(signé) Capitaine VIVIEN.

Le Département militaire approuve les présents statuts.

Le 29 octobre 1869.

*Le président du Département militaire.*

(signé) Ch. FRIDERICH.

**France et Bavière.** — Nous avons annoncé dans notre dernier numéro que la commission spéciale suisse s'était prononcée sans hésitation sur la nécessité d'armer notre cavalerie de la carabine.

Nous constatons aujourd'hui que la France et la Bavière viennent d'entrer dans la même voie. Conformément à un avis unanime, émis par la commission d'officiers généraux et supérieurs de cavalerie, présidée par M. le général de division Feray, président du comité de la cavalerie, et sur la proposition de son Exc. M. le ministre de la guerre, l'Empereur a prononcé, à la date du 4 décembre dernier, l'adoption d'un fusil de cavalerie, établi sur les principes et dans les conditions du fusil d'infanterie, modèle 1866.

La nouvelle arme de cavalerie, qui est déjà en service dans le 12<sup>e</sup> régiment de chasseurs et le 5<sup>e</sup> régiment de hussards, sera livrée aux régiments de dragons, de chasseurs et de hussards dans les premiers mois de 1870.

Il en est de même en Bavière où la cavalerie légère recevra une carabine tandis que l'artillerie de campagne et la grosse cavalerie seront armées du pistolet. Toutes ces armes auront la boîte de culasse du système Werder et porteront, les premières à 600 pas, les secondes à 100. Les prix de revient sont les suivants : fusil d'infanterie, 72 fr. ; carabine de cavalerie, 47 fr. ; pistolet, 37 fr. 50. La cartouche est métallique à percussion centrale.

Le gouvernement bavarois a pris d'excellentes mesures pour hâter la fabrication des armes du système Werder. Les canons, les boîtes de culasse et les autres pièces sont fournis par l'industrie privée. Au 31 décembre 1869, 15,000 fusils devaient être terminés et, selon toute probabilité, les arsenaux de la Bavière posséderont vers le milieu de 1871 le chiffre de cent mille fusils reconnus nécessaires pour l'armement de l'infanterie de ligne, des chasseurs à pied et pour les approvisionnements de réserve.

La *Revue militaire suisse* paraît deux fois par mois à Lausanne. Elle publie en supplément, une fois par mois, une *Revue des armes spéciales*. — Prix : Pour la Suisse, 7 fr. 50 c. par an. Pour la France, l'Allemagne et l'Italie, 10 fr. par an. Pour les autres Etats, 15 fr. par an. — Pour tout ce qui concerne l'Administration et la Rédaction, s'adresser au Comité de Direction de la *Revue militaire suisse*, à Lausanne, composé de MM. F. LECOMTE, colonel fédéral ; E. RUCHONNET, major fédéral d'artillerie ; Jules DUMUR, capitaine fédéral du génie (à Zurich).

---

## ANNONCES.

---

Il vient de paraître :

# L'ARMÉE SUISSE EN CAMPAGNE

I<sup>re</sup> Partie: DE LA GUERRE

par

E. ROTHPLETZ

colonel fédéral.

II<sup>e</sup> ÉDITION. — En vente chez tous les libraires. — PRIX : fr. 4.

La première édition de cet excellent ouvrage a été entièrement épuisée en 3 mois. Chaque soldat suisse devrait posséder cet ouvrage.

(H. 3790.)

Bâle. SCHWEIGHAUSER, libraire-éditeur.

---

## EN VENTE

à la librairie CHANTRENS, à Lausanne, chez TANERA, à Paris, et chez les principaux libraires :

# ÉTUDES D'HISTOIRE MILITAIRE

ANTIQUITÉ ET MOYEN-ÂGE

par F. LECOMTE, colonel fédéral suisse.

1 vol. in-8°. Prix : 5 francs.

---

LAUSANNE. — IMPRIMERIE PACHE, CITÉ-DERRIÈRE. 3.



# REVUE MILITAIRE SUISSE

N° 2.

Lausanne, le 19 Janvier 1870.

XV<sup>e</sup> Année.

**SOMMAIRE.** — Fragments (par le général Dufour). — Manœuvres de l'armée autrichienne à Bruck. — Nouvelles et chronique.

**REVUE DES ARMES SPÉCIALES.** — Reconnaissance de la vallée du Rhône, par M. le colonel C. Borgeaud (*suite*). — Message du Conseil fédéral sur l'armement de la cavalerie. — Actes officiels.

## FRAGMENTS. (¹)

### PROJET D'UN RASSEMBLEMENT GÉNÉRAL DES CADRES DE L'ARMÉE.

Dès le mois de février 1831, les états-majors divisionnaires et la moitié des états-majors de brigade étaient sur pied pour préparer, sous la direction du grand état-major général, les moyens de défense de la Suisse. Le colonel Dufour exerçait, à cette époque, les fonctions de chef d'état-major. Il mit tous ses soins à l'organisation de l'armée dans toutes les branches et à sa répartition éventuelle en vue d'événements possibles. Il ordonna des reconnaissances de tous les passages de frontières, créa des hôpitaux, pourvut aux approvisionnements, fit exécuter des fortifications sur plusieurs points, demanda aux divisionnaires des plans de défense des parties de territoire qui leur étaient assignées, etc., etc. Il lui sembla que le complément indispensable était la réunion et l'instruction des cadres de toute l'armée; il y attachait une grande importance. Il en fit la proposition au général en chef, monsieur Guiger de Prangins, et lui remit le mémoire suivant qui contenait le développement de ses idées à ce sujet. L'approbation du général était nécessaire pour l'exécution non seulement de ce projet mais de toute chose, et, le général devait en référer à la Diète pour les objets qui entraînaient de grandes dépenses. Il n'avait pas alors la latitude qu'il a eue depuis.

#### *Mémoire.*

**PRÉLIMINAIRES.** — Les avantages d'un rassemblement qui permettrait de donner en peu de temps, à l'armée fédérale, une instruction uniforme et suffisante pour les parties du service que nos troupes connaissaient à peine, ces avantages, disons-nous, sont trop évidents pour qu'il soit nécessaire de les développer.

Si l'on songe à l'extrême importance qu'il y aurait à ne pas arriver sans préparation à une mise sur pied effective de l'armée, à s'assurer d'avance de toutes les dispositions nécessaires pour l'or-

(¹ Voir n° 24 de 1869.

dre et la régularité du service, à éprouver enfin tous les rouages de cette vaste machine avant d'être obligé de la mettre en mouvement pour la défense de notre territoire, on conviendra sans doute que le projet d'un pareil rassemblement mérite bien une sérieuse considération, dût son exécution entraîner quelques sacrifices.

**BASES DU PROJET.** — Le but principal du projet que nous allons développer, serait : l'instruction théorique et pratique des cadres de l'armée pour les trois branches de service qui leur sont le moins familières et qui, cependant, exigent impérieusement l'ordre et la régularité. Ces trois branches sont : le service de campagne, le service intérieur et le service de l'administration. Il s'agit d'atteindre ce but dans le moindre espace de temps et avec le moins de dépense possible, sans rien sacrifier toutefois des résultats qu'on veut obtenir. Il vaudrait mieux ne rien faire que d'avoir recours à des demi-mesures ; une instruction trop imparfaite serait plus nuisible qu'utile et on l'achèterait, à coup sûr, trop cher ; tandis qu'on ne saurait faire trop de sacrifices en vue des avantages qui résulteraient d'une exécution complète du projet.

Pour obtenir ces avantages, il serait indispensable de réunir au complet, d'une part, tous les éléments du personnel pour le service intérieur et administratif ; d'autre part, un nombre suffisant de troupes pour que les cadres d'officiers et de sous-officiers pussent faire une application réelle du service auquel ils seraient appelés en temps de guerre. Il faudrait que les corps fussent rassemblés et mis en cantonnement, que tous les services fussent organisés en réalité, que les rapports s'établissent d'une manière active entre les états-majors de bataillons, de brigades, de divisions et le grand état-major général ; il faudrait, en un mot, mettre en jeu tous les ressorts organiques de l'armée, afin que chacun comprenne bien la place qu'il occupe dans l'ensemble, le rôle qu'il a à jouer, et les devoirs dont il se trouve chargé.

Il serait assurément à désirer, pour arriver à l'uniformité complète dans l'instruction, que l'on pût réunir en un seul et même point, tous les cadres de l'armée, mais un tel projet consommerait en marches inutiles trop de temps et d'argent. On peut arriver à un degré suffisant d'uniformité par des moyens plus en accord avec nos ressources. Au lieu d'un rassemblement complet, il paraît plus avantageux de réunir simultanément les cadres dans les cinq divisions déjà organisées pour les mesures préparatoires de défense, en apportant les modifications nécessaires pour épargner aux contingents cantonaux des marches lointaines et inutiles. Il sera parlé plus bas de ces modifications.

Pour suppléer à ce que ce plan pourrait avoir de défectueux sous le rapport de l'uniformité d'instruction, on proposerait de réunir préalablement dans des écoles centrales, trois officiers de



chaque bataillon qui représentent les trois branches du service que l'instruction aurait pour objet, savoir : un officier commandant pour le service de campagne, l'adjudant-major pour le service intérieur et le quartier-maître pour l'administration. Ces officiers suivraient un cours théorique complet donné par de bons instructeurs et serviraient ensuite de moniteurs dans leurs bataillons respectifs, quand ceux-ci seraient, à leur tour, appelés au rassemblement.

Pour 74 bataillons (<sup>1</sup>), qui composent l'armée, cela ferait 222 officiers. Il faudrait donner les leçons dans les deux langues ; cela nécessiterait trois instructeurs et trois répétiteurs. On estime que dix jours d'instruction et six jours de route en moyenne, en tout seize jours, suffiraient pour ces cours préparatoires.

Dès qu'on aurait, ainsi, assuré l'uniformité de l'instruction, on appellerait sans retard les cadres de l'armée dans les proportions suivantes :

1° Tous les officiers et les sous-officiers nécessaires au service intérieur et d'administration au complet.

2° La moitié des autres officiers des compagnies, le lieutenant pouvant, au besoin, remplacer le capitaine, comme le major peut remplacer le commandant aux écoles théoriques de préparation.

3° Les trois-cinquièmes des sergents et des caporaux.

4° Le tiers des simples soldats.

La durée de l'instruction devrait comprendre 14 jours pleins, temps nécessaire pour arriver à un résultat vraiment utile. Il faut y ajouter une moyenne de six jours de marche pour l'aller et le retour des troupes. En tout 20 jours. Il faudrait, pour diminuer les frais de route, apporter quelques modifications à l'ordre fixé pour la formation éventuelle des cinq divisions composant l'armée, et rapprocher du centre leur lieu de rassemblement (<sup>1</sup>). Un tableau particulier fera connaître ces modifications.

Un calcul, basé sur les données fournies par le commissariat, fait monter à 19000 fr. (ancienne monnaie) soit 28500 fr. de France, le coût de l'école préparatoire seule, et environ 900,000 fr. de France l'ensemble du projet.

Mettons un million pour subvenir à toutes les chances d'augmentation.

EXÉCUTION. — Dans l'exécution, il ne serait point nécessaire d'appeler tous les bataillons à la fois, non plus que les compagnies de carabiniers et de cavalerie (l'artillerie restant en dehors). Au contraire, il y aurait beaucoup de convenance à ne les appeler au camp que par parties. On appellerait, par exemple, un cin-

(<sup>1</sup>) Il ne s'agissait que de l'élite ; la réserve a été comprise plus tard dans l'armée.

(<sup>2</sup>) Toute la Suisse avait été partagée en 5 divisions territoriales assignées aux divisions de l'armée dans l'attente des événements.

quième du tout à la première école où les officiers d'état-major, de tout grade, actuellement sur pied, se formeraient au service qui les concerne; les rapports entre les différentes branches de l'administration militaire se régleraient; on éviterait la confusion inséparable d'une première mise sur pied; en un mot, on engrènerait la machine pour en faire, en quelque sorte, l'essai avant de la mettre en mouvement.

Après cette première réunion, on appellerait la moitié des cadres restants, c'est-à-dire les deux cinquièmes du tout; et après ceux-ci, les deux derniers cinquièmes. L'instruction de la totalité des cadres s'accomplirait donc en trois reprises, comprenant ensemble 48 jours, plus deux jours nécessaires, dans les intervalles, pour les remplacements des bataillons. En tout 50 jours de durée pour les rassemblements successifs.

Si les événements nous surprennent au milieu de l'instruction, il n'y aura pas grand mal, car 1° tous les bataillons auront dans leur intérieur trois hommes pour diriger les officiers dans les trois branches de service; 2° un certain nombre de ces bataillons seront déjà formés; 3° ce qui est le plus essentiel, les commandants de division et de brigade, les commissaires et tous les états-majors seront parfaitement au fait de leur service et des rapports qui doivent exister, soit entr'eux, soit avec le grand état-major général.

L'école, telle qu'on la propose, est sans contredit, la plus complète qu'on puisse imaginer; elle vaudrait une campagne pour tous ceux qui y auraient pris part et procurerait, sous le point de vue militaire, des avantages incontestables à notre pays. N'oublions pas que ce qui manque à nos troupes, tant officiers que soldats, c'est la pratique; notre école y supplée autant que possible. Les dépenses qu'elle nécessite sont certainement considérables; mais indépendamment des avantages que nous venons de signaler, elle nous procurerait encore celui de prouver à l'Europe qu'aucun sacrifice ne nous coûte quand il s'agit de nous mettre en état de faire respecter la neutralité qui est notre existence politique.

RÉPARTITION. — Voici la répartition des troupes qui paraît convenable. On pourra cependant en adopter une autre sans que le système soit changé...

#### *Tableau.*

Dans la première école, qui est moins nombreuse, on ne fera que deux brigades par division; mais les commandants de brigade feront les états à double et commanderont à tour de rôle.....

Les carabiniers et les compagnies de cavalerie seront répartis aussi également que possible. Il sera dressé pour cela un état spécial de répartition.

*Avril 1831.*

NOTA. — Ce projet complet n'a pas été adopté par la Diète, parce que l'orage semblait se dissiper ; elle a reculé devant une dépense qui ne lui paraissait plus nécessaire.

*Projet restreint de rassemblement des cadres de l'armée.*

Quelque temps après le rejet du premier projet de rassemblement des cadres, le général crut devoir, pour couvrir sa responsabilité, en présenter un second plus restreint et par conséquent, moins coûteux. Le chef de l'état-major général fut chargé de la rédaction de ce second mémoire comme il l'avait été de celle du premier. Il était ainsi conçu :

« Rien ne peut remplacer l'expérience pour former les officiers de tout grade et les sous-officiers en service militaire. Les règlements, quelque bons qu'on les suppose, ne suppléent qu'imparfaitement au défaut d'expérience. On ne les connaît jamais bien, si on ne les a pas mis en pratique, et ces règlements eux-mêmes, pour être reconnus bons, ont besoin d'être éprouvés par l'usage.

Ce sont ces considérations qui avaient engagé le général en chef à proposer le rassemblement de tous les cadres de l'armée comme un moyen d'instruction pour les officiers et les sous-officiers, d'épreuve pour nos règlements, et d'essai des différents rouages de notre machine militaire.

La haute Diète n'ayant point adopté le projet dans son entier, et en ayant demandé un plus restreint, c'est de ce nouveau projet qu'il s'agit ici.

On n'a point contesté les avantages du rassemblement des cadres, ils sont trop évidents pour ne pas frapper tous les yeux. Ce sont des raisons d'économie qui ont fait écarter cette idée. On pourrait donc, sans autre modification, se contenter de réunir le premier contingent<sup>(1)</sup>, ce qui réduirait la dépense à peu près à moitié. Nous obtiendrions ainsi les résultats désirés pour la partie de l'armée qui a le plus de chances d'être appelée ; et si toute l'armée devait être mise sur pied, le soin qu'on a pris dans son organisation, de composer les brigades de premier et de second contingent, ferait que partout il se trouverait des officiers instruits à côté de ceux qui ne le sont pas, et les premiers pourraient diriger les seconds. Au bout de peu de temps, l'expérience des uns serait acquise aux autres, et nous pourrions espérer encore d'éviter les désordres qui sont à craindre dans une troupe dont les officiers et les soldats sont également neufs.

(<sup>1</sup>) L'élite était alors partagée en deux contingents. Le premier devant être appelé avant le second, en cas de nécessité. On les a postérieurement fondus ensemble.

Il ne faut pas croire qu'on arriverait à peu près au même résultat, en rassemblant une fraction plus petite des cadres pour diminuer encore plus la dépense. Si la proportion entre ceux qui auront reçu de l'instruction et les autres, est trop faible, l'influence des premiers ne se fera sentir qu'imparfaitement et ne pourra s'étendre qu'à la longue. Le résultat ne sera plus en proportion du sacrifice. On serait d'ailleurs assez embarrassé de désigner les bataillons qui devraient prendre part à ce rassemblement partiel.

Si donc la Diète croyait que le rassemblement de la moitié des cadres fût encore trop dispendieux, nous renoncerions complètement à ce moyen d'instruction pratique, pour nous rabattre sur une instruction purement théorique ayant pour objet le service de campagne, le service intérieur et les diverses branches du service administratif.

On se bornait, dans le premier projet, pour ce qui concerne la théorie, à une école préparatoire où l'on appelait seulement trois officiers par bataillon. On pensait avec raison que les capitaines des compagnies de carabiniers et de cavalerie, se trouvant ensuite cantonnés dans le voisinage des officiers qui auraient pris part à cette instruction, en recevraient les directions nécessaires pour se mettre au fait du service, et que, par conséquent, on pouvait se dispenser de les appeler à cette école préparatoire. Maintenant, qu'on ne peut plus compter sur cette ressource et que l'application ne suivra pas immédiatement la théorie, il a fallu faire, pour les compagnies isolées, ce que nous faisons pour les bataillons.

Cette extension du premier projet, en ce qui concerne la partie théorique, et qui a pour objet de rendre l'enseignement plus généralement profitable, n'est pas la seule qu'il ait reçue. Au lieu de dix jours d'instruction, nous en avons mis douze, nous avons appelé, en outre des trois officiers par bataillon dont il est question dans le premier projet, les adjudants sous-officiers, comme étant chargés d'une partie importante du service. Tous les commissaires et les aspirants au commissariat suivront aussi cette école, et resteront huit jours de plus pour étudier ce qui les concerne plus particulièrement. Indépendamment de cela, on a encore pris en considération le service si intéressant, et jusqu'à présent si négligé, des officiers de santé.

Donnons maintenant quelques détails sur ces différentes parties du nouveau projet.

### § 1. *École pour l'infanterie et la cavalerie.*

On appellerait à cette école: 1° pour chaque bataillon, le commandant ou le major, le quartier-maître, l'aide-major et l'adju-

dant ; 2° des capitaines ou premiers lieutenants des compagnies de carabiniers et de cavalerie ; 3° les adjudants de division et de brigade ; 4° les officiers et les aspirants du commissariat. Le total des personnes appelées serait, d'après nos états, de 420 y compris les instructeurs et les sous-instructeurs. Un aussi grand nombre ne pourrait être réuni que bien difficilement dans une seule ville. On propose donc de les réunir dans deux endroits choisis de manière à diminuer, autant que possible, les distances et par conséquent les frais de route qui entrent pour beaucoup dans la dépense. Les villes de Morat et de Winterthur ont paru réunir ces avantages. Il faudra seulement s'assurer qu'elles peuvent donner assez de logements pour le personnel et des salles convenables pour les cours.

Ces cours seront au nombre de 3 qui se donneront dans la matinée, à des heures différentes ; le premier sera pour le service de campagne, le second pour le service intérieur, le troisième sur la comptabilité et les rapports des corps avec le commissariat. La manière de régler l'emploi du temps et de distribuer les leçons sera discutée avec les instructeurs qu'on réunira à cet effet.

Les intervalles des leçons seront consacrés aux éclaircissements et explications que les instructeurs pourront donner aux officiers qui les demanderont.

Dans les après-midi, les commissaires et les quartiers-mâtres dresseront des modèles de comptabilité d'après des suppositions données ; et les autres officiers se rendront sur le terrain, pour y mettre en pratique, autant que leur petit nombre pourra le permettre, les leçons du matin. C'en sera en quelque sorte la répétition et le développement.

Détails.....

Il faudra, pour cet enseignement, un instructeur en chef, pris parmi les colonels fédéraux qui aura la direction et l'inspection du tout ; trois lieutenants-colonels instructeurs et trois capitaines sous-instructeurs. Plus un quartier-mâitre et un adjoint pour la comptabilité de l'école.

Les mêmes instructeurs, après avoir donné leurs cours dans une des deux villes, se transporteront dans l'autre, à huit ou dix jours d'intervalle, pour y recommencer leurs enseignements d'après la même marche.

Détails.....

## § 2 École du commissariat.

Ainsi qu'il a été dit, les officiers du commissariat et les aspirants à cette branche, suivront, avec les quartiers-mâtres des bataillons,

le cours théorique d'administration. Mais cela ne suffirait pas pour eux. Il faudra donc les retenir dix jours de plus pour s'occuper plus spécialement de tout ce qui concerne leur service dans les différentes branches.

Détails .....

Ce n'était pas assez de penser aux commissaires de l'armée, il fallait encore porter son attention sur les commissaires cantonaux. Les rapports de ces derniers avec l'armée sont d'une telle importance qu'il ne faut rien négliger pour les bien déterminer et assurer. On doit instruire chacun de ce qu'il aurait à faire dans des circonstances données, et notamment lorsqu'elles exigeraient un rassemblement de troupes prompt et nombreux dans le même canton ; car c'est alors que le désordre et la confusion peuvent s'introduire, et l'on sait ce qu'il en résulterait dans des milices. Nous devons tout faire pour éviter cela.

Nous ne pouvons pas appeler les commissaires cantonaux à une école proprement dite, puisqu'ils n'ont pas d'ordres à recevoir de l'autorité militaire fédérale. Mais ils se rendront certainement à l'invitation d'assister à des conférences que l'instructeur pour la branche du commissariat aurait avec eux dans des localités qu'on leur assignerait et qui ne seraient pas trop éloignées. Dans une conférence, aussi bien et mieux peut-être que dans un cours régulier, les difficultés pourront être levées et le règlement éclairci dans tout ce qu'il peut avoir d'obscur.

Les conférences auront lieu après que les écoles auront été fermées ; elles seront de trois ou quatre jours. Les commissaires cantonaux ne recevront pas de solde ; ils seront seulement indemnisés de leurs frais de voyage. Ceci étant entendu seulement en ce qui concerne la caisse fédérale, les cantons restant maîtres d'accorder à leurs ressortissants telle indemnité qu'ils jugeraient nécessaire ou convenable.

### § 3. *École pour les officiers de santé.*

Jusqu'à cette année il a été fait très peu de chose pour le service de santé, en général, et l'on n'a encore rien fait pour l'instruction spéciale du personnel en ce qui concerne son service à l'armée. Les connaissances scientifiques et chirurgicales ne manquent heureusement pas à nos officiers de santé ; mais, dans le nombre, il y en a bien peu qui aient acquis une entière connaissance du règlement qui les concerne et des fonctions qu'ils auraient à remplir à l'armée. La petite expérience que nous avons faite dans le mois de mars, lorsque nous avons appelé trois bataillons en activité de



service, nous a prouvé combien ces deux genres de connaissances sont différents.

Les irrégularités dans le service de santé peuvent avoir de fâcheuses conséquences. Il est de notre devoir de les prévenir autant que possible. Toute l'armée est intéressée à ce que les officiers de santé, à qui tant de soins doivent être confiés, soient parfaitement au fait de leur service et connaissent bien les rapports qui doivent exister entr'eux et les chefs de corps.

Si on paraissait oublier ce service, quand on s'occupe des autres, ce serait donner à croire que ce qui a rapport à la santé et au bien-être des soldats ne touche que médiocrement les chefs de l'armée.

L'école en question se fera successivement dans quatre localités différentes. On y appellera : 1° les six chirurgiens en chef des divisions ; 2° les chirurgiens des ambulances ; 3° les chirurgiens-majors des bataillons ; 4° les chirurgiens des compagnies d'artillerie ; 5° la moitié des aides-chirurgiens ; 6° une partie des infirmiers.

Les chirurgiens-majors étant ceux qui cesseront le plus tôt, en raison de leur âge, de faire partie de l'armée, on n'a pas dû les appeler seuls ; on a pensé aussi à ceux qui sont naturellement appelés à les remplacer.

La moitié des aides-chirurgiens doit, d'après le projet, suivre l'école ; ils instruiront l'autre moitié. L'économie se trouve ainsi conciliée avec la nécessité de pourvoir aux besoins futurs de l'armée.

La moitié des infirmiers seront appelés pour faire le service des sections d'ambulance et prendre connaissance de leur matériel. Ceux-ci également instruiront les autres dans le cas d'une mise sur pied.

Les lieux de réunion pourraient être Zug, Rapperschwyl ou Utznach, Langenthal ou Olten et Yverdon.

La durée de l'école sera de six jours pour chaque arrondissement.

Dans l'intervalle d'une station à l'autre le médecin en chef de l'armée, accompagné d'un des chirurgiens de division, ferait l'inspection du matériel des hôpitaux qui se trouveraient dans l'arrondissement qu'il occupe. Il visitera les emplacements qui ont été désignés par le chef d'état-major pour les hôpitaux militaires.

L'instruction roulerait sur le règlement actuel pour le service de santé.

Il y a une foule de fausses interprétations et de malentendus qu'il faut rectifier et éclaircir; de même qu'il y a des lacunes qu'il est essentiel de remplir. On ferait bien comprendre quelles sont nos ressources dans les ambulances organisées; quelles sont celles qu'il faut tirer du pays; les premières ne pouvant pas toujours suffire.

Le but secondaire, mais également essentiel de cette école, serait pour le médecin en chef, de faire connaissance avec le personnel sanitaire et d'apprécier les capacités diverses de chacun; et pour les officiers de santé entr'eux d'établir un esprit de corps et des rapports mutuels très profitables à l'ensemble du service.

Les infirmiers seraient exercés à emballer et déballer les caisses d'ambulance, ce qui exige beaucoup de soin et d'habitude; à décharger et charger les voitures; à installer un hôpital temporaire, etc. On tâcherait en outre de leur donner quelques notions pratiques sur le service d'hôpital auquel ils seraient appelés.

Telles sont les parties sur lesquelles roulerait principalement l'instruction, sans préjudice de ce que le médecin en chef pourrait encore y faire entrer.

La dépense nécessitée par ces trois écoles extraordinaires n'allait pas au-delà de 100,000 fr. de France.

La Diète n'accepta pas ce projet ainsi réduit, et se borna à autoriser la réunion des cadres de l'artillerie qui lui était subsidiairement demandée à défaut du reste. La nécessité en fut généralement sentie. Cette réunion a eu lieu à Thun, la même année 1831, sous la direction du chef de l'arme, monsieur le colonel Hirzel.

(A suivre.)

---

## MANŒUVRES DE L'ARMÉE AUTRICHIENNE A BRUCK.

Nous empruntons à la *France militaire* l'extrait suivant du rapport adressé par le feld-zeugmeister baron Maroicic, sur les grandes manœuvres qui ont été exécutées au camp de Bruck dans le courant du mois d'août dernier.

COMPOSITION DES TROUPES. — Le corps réuni à Bruck se composait de deux divisions d'armée, comprenant: 4 bataillons de chasseurs; 8 régiments d'infanterie à trois bataillons; 4 régiments de cavalerie à six escadrons; 24 batteries de paix à quatre pièces, soit 96 canons en tout; 2 compagnies du génie; 2 compagnies de pionniers; des détachements d'infirmiers, du train des équipages et de télégraphistes.



Une des divisions était baraquée, l'autre sous la tente. Deux régiments de cavalerie étaient cantonnés ; deux dans des baraques ou sous la tente. L'artillerie avait douze batteries dans les cantonnements et douze au camp. A la mi-août, les troupes cantonnées ont été relevées par les troupes campées.

Il y a eu en tout neuf manœuvres de division et six grandes manœuvres de corps d'armée.

**MARCHE AU CAMP.** — Le général Maroicic se plaint de ce que les troupes mises en marche trop tard dans la matinée ont perdu trois hommes morts de chaleur.

Pour obvier à cet inconvénient, il demande que le ministre prescrive à l'avenir de mettre l'infanterie en route de très grand matin, au besoin à minuit. Il me semble que cette demande dénote peu d'expérience des marches de nuit, qui présentent des inconvénients plus graves que ceux produits par la chaleur. Mais il est dans le vrai quand il s'élève contre l'habitude de faire porter le manteau en bandoulière et recommande de le placer sur le sac. Par le premier système, on oppresse la poitrine et l'on échauffe les hommes.

**JUGES DU CAMP.** — Une fois l'*ordre de bataille* indiqué et les instructions données aux différents chefs de corps, chacun était livré à ses inspirations, avec défense aux officiers généraux d'influencer leurs inférieurs. Le soin de relever les fautes et de décider les questions litigieuses était confié à une commission d'officiers généraux choisis parmi ceux qui suivaient en spectateurs les manœuvres du camp.

**FORMATION SUR UN RANG.** — Le général Maroicic, vu la faiblesse des effectifs, a formé son infanterie sur un rang, pour ne pas trop rétrécir le front des divisions. Dans son rapport, il ne méconnaît pas les graves inconvénients de cette formation. Si elle a le grand avantage d'exercer le coup d'œil de l'officier, l'instruction du soldat y perd beaucoup, car il est impossible à la troupe de marcher en ordre, d'exécuter correctement les feux de file ou d'ensemble, ni de fournir des lignes de tirailleurs suffisamment serrées.

**INFANTERIE.** — Le général en chef se loue de l'attitude de l'infanterie sous les armes : officiers et soldats sont bons marcheurs et fournissent des traites de quatre ou cinq lieues dans les terres labourées ou en friche, à travers monts et vaux, sans paraître fatigués. Les manœuvres ont été bien exécutées, mais on ne saurait en dire autant des feux ; les hommes tirent trop vite, au hasard et sans ajuster ; ils paraissent excités par le bruit des coups de feux et gaspillent leurs munitions.

Les chefs de bataillons s'occupent trop de menus détails et préfèrent à tort se tenir en avant de la ligne de bataille pour diriger une avant-garde insignifiante ou exciter leurs tirailleurs. De cette façon ils abandonnent le tout pour la partie et souvent des bataillons restent sans direction au moment décisif.

Les soldats ont une tendance marquée à occuper le point culminant des hauteurs au lieu de se dissimuler dans les plis de terrain.





café, la troupe reçoit une soupe à la farine et au beurre; les ordinaires laissent à désirer, parce que la proximité du marché aux bestiaux de Vienne a fait monter la viande à 32 kreutzer la livre, soit 1 franc 60 centimes le kilogramme.

Les officiers manquent de tout sous la tente, et en sont réduits à leur mince bagage de campagne. N'ayant rien pour s'organiser en *mess*, ils sont indignement exploités par les restaurateurs du voisinage. Le général Maroicic demande avec instance qu'il soit pris des mesures à cet égard. Il désire également que le train des équipages apporte au camp le pain et le bois, dont le transport à dos d'homme abîme les effets et entraîne une grande perte de temps, vu l'éloignement de l'unique magasin de distribution.

Les malades sont évacués sur les hôpitaux voisins; une ambulance composée de quelques tentes reçoit les hommes dont l'état grave ne permet pas le transport et ceux qui sont atteints légèrement.

Pendant la quinzaine que tous les chevaux d'artillerie et de cavalerie ont passé au bivouac, les variations de température et le manque absolu de repos ont amené un dépérissement général malgré un supplément d'avoine.

Le rapport exprime ensuite le regret que les cantonnements n'aient pu dépasser la rive gauche de la Leitha, les communes hongroises de l'autre rive s'étant obstinément refusées au logement militaire dont elles sont, du reste, dispensées par la loi.



## NOUVELLES ET CHRONIQUE.

### VICTOR RUFFY †

C'est avec un sentiment de profonde tristesse partagée par le pays tout entier que nous portons à la connaissance de nos lecteurs de l'étranger, la nouvelle du décès de M. Victor Ruffy, chef du Département militaire fédéral en 1869, et appelé dans la dernière session des Chambres fédérales au poste éminent de président de la Confédération pour l'année 1870.

Victor Ruffy, dont le nom était promptement devenu le synonyme du magistrat intègre et du loyal confédéré, n'avait pas encore atteint sa 47<sup>e</sup> année lorsqu'il fut enlevé à sa famille et à ses amis, le 29 décembre dernier, à la suite d'une courte maladie. Moissonné dans toute la vigueur de l'âge et la maturité du talent, il promettait encore une carrière des plus utiles à son pays. M. Welti prédécesseur et successeur de Ruffy, comme chef du Département militaire, s'est fait l'organe du sentiment général en rappelant sur la tombe du défunt en termes éloquents et émus les nombreux titres de Ruffy à l'affection et à la reconnaissance de la Suisse toute entière.

---

**Confédération.** — Nous avons déjà signalé dans notre dernier numéro les articles du *Militär-Wochenblatt* sur le service des troupes de la Suisse romande lors du dernier rassemblement, ainsi que la sévérité et la promptitude avec les-

quelles la *France militaire* a relevé les appréciations aussi insolites qu'inconvenantes de la feuille berlinoise sur les chefs et sur l'armée d'un pays voisin et ami. Mais il y a plus encore, car à la grossièreté de la forme s'allie sans pudeur la fausseté des allégations.

N'ayant eu ni *attache* ni *confident* dans les états-majors du rassemblement, nous ne pouvons entrer en discussion avec le *Militär-Wochenblatt* sur le détail des journées successives de manœuvres. M. le colonel Borgeaud s'est du reste chargé de ce soin dans une série d'articles très complets communiqués au *Nouvelliste vaudois*. De telles discussions prennent d'ailleurs trop facilement un caractère *personnel* pour qu'il convienne à la *Revue* de manœuvrer sur ce terrain.

Tous ceux qui ont pris part au rassemblement comme acteurs ou spectateurs ont pu facilement en constater les côtés forts et les côtés faibles. Mais dans ce genre d'exercice les fautes même profitent comme les succès ; l'important est de les discerner, et pour les discerner sainement, il faut encore tenir grand compte de toute la part ressortissant du domaine de la « convention. » Tout dans de telles manœuvres est basé sur des *suppositions* ; impossible de juger sans les connaître. Les faits particuliers semblent souvent parfaitement absurdes sans cette *clef*, et quelque absurdes qu'ils se montrent parfois aux acteurs eux-mêmes, on est cependant obligé de se conformer au programme admis. Parler de la réussite ou non réussite de telle manœuvre, des succès ou des revers de tel ou tel chef plus en évidence dans un engagement, serait donc un travail plus puéril encore qu'épineux, dont nous nous abstiendrons et dont nous laissons volontiers le monopole aux fortes têtes du *Militär-Wochenblatt*.

Nos lecteurs comprendront aisément après ce que nous venons de dire que nous n'ayons pas ajouté foi au bruit très persistant cependant qui attribuait à M. le colonel Hoffstetter la paternité des communications adressées à la feuille de Berlin. Point donc n'était besoin, pour nous du moins, de la déclaration qu'il a formulée sur ce point à la suite des articles de M. le colonel Borgeaud.

Toutefois, et par le fait même que M. Hoffstetter était entièrement étranger aux lettres du *Militär-Wochenblatt*, nous nous étonnons d'autant plus qu'ayant eu connaissance dès l'origine de ces dénigrement étudiés, il n'en ait fait rapport ni au chef du Département militaire fédéral son chef immédiat, ni aux officiers supérieurs du rassemblement ses collègues, pour aviser de concert avec eux au meilleur moyen d'obtenir satisfaction et redressement. En suivant cette ligne de conduite M. Hoffstetter eût montré qu'il comprenait toute l'étendue des devoirs qui lui incombent comme adjoint du Département militaire fédéral et chef du personnel, directement chargé de veiller de haut et d'un œil jaloux à l'instruction, à la discipline et à l'honneur de toute l'armée.

---

**Valais.** — Promotions militaires du Valais pendant le 4<sup>e</sup> trimestre 1869.

Arrondissement oriental : Capitaine : M. Guntren, Antoine, de Munster. Lieutenants : MM. Salamin, Auguste, de Luc, et de Chastonay, Gaspard, de Sierre. 1<sup>er</sup> sous-lieutenant : M. Walpen, Elie, de Binn.

Arrondissement central : 1<sup>er</sup> sous-lieutenant de landwehr : M. Praplan, François, de Lens.

Arrondissement occidental : 1<sup>er</sup> ss-lieutenant : M. Brouzoz, Sévère, de St-Gingolph.

**Genève, 30 décembre. (Corresp.)** — Je vous annonce que le Conseil d'Etat, dans sa séance du 24 courant, a accepté la démission de 3 de nos commandants de bataillon, savoir : MM. Demaurex, Félix, nommé le dit jour lieutenant-colonel ; Chauvet, Marc-Louis, et Vaucher, Albert.

Le Conseil d'Etat a adressé des remerciements à ces trois officiers et particulièrement à M. Demaurex pour les bons services qu'ils ont rendus à nos milices ainsi que pour le dévouement et le zèle dont ils ont donné tant de preuves pendant leur carrière militaire. Ils ont été classés à l'état major cantonal où leur









*Résumé.*

Le Rhône reçoit les eaux de 135 glaciers. Il cesse d'être guéable depuis plusieurs lieues déjà au-dessus de Brieg. Son cours rapide est généralement impétueux, depuis la petite plaine de Münster jusqu'à la grande plaine au-dessous de St-Maurice.

Cette rapidité fait qu'il ne commence à devenir navigable, même pour les radeaux, qu'à St-Maurice, et pour les bateaux à deux lieues seulement du lac Léman.

Cette rapidité du Rhône augmente considérablement ses propriétés militaires comme *obstacle*, à cause de la grande difficulté qu'il présente à l'établissement des ponts.

Nous pensons qu'un ingénieur serait assez embarrassé pour choisir le point de passage, ainsi que la nature du pont à établir, à Riddes par exemple, ou à Sierre, et que quelques compagnies de tirailleurs compromettraient beaucoup une entreprise déjà si hasardée.

Au-dessous de St-Maurice, ces difficultés ne se présenteraient pas au même degré, à cause de la plus grande section des eaux, de l'absence des rochers dans le lit du fleuve et de l'uniformité de son cours, bien que la vitesse y soit encore considérable.

Les grandes rivières du Valais, comme la Dranse, près de Martigny, la Borgne, la Navisonce, la Viège-Viège et la Massa, qui toutes, dans les hautes eaux, sont inguéables au sortir des vallées latérales, présenteraient à peu près les mêmes difficultés à l'établissement des ponts militaires que celles que nous venons de signaler à propos du Rhône.

Une particularité bien importante, au point de vue militaire, des rivières du Valais et par suite du Rhône qu'elles alimentent, c'est que les hautes eaux arrivent toujours dans les mois chauds de l'année et souvent par les grandes sécheresses, à cause de la fonte des glaciers. Je dis que cette particularité est importante au point de vue militaire, parce que en hiver la guerre est impossible et sans but dans le Valais, vu la rigueur du climat et la misère dans laquelle s'y trouverait une armée; et que par conséquent, si jamais nous avons la guerre dans le Valais, nous pourrons toujours compter sur un puissant auxiliaire, savoir, sur les hautes eaux des rivières et du Rhône que les Valaisans appellent : *Le Roi du Pays*.

*Différentes pentes du Rhône.*

Du glacier altitude 1753 à Oberwald, altitude 1361, pente du Rhône pour mille 100.

|                                                                          |         |
|--------------------------------------------------------------------------|---------|
| D'Oberwald, altit. 1361 à Glurigen, altit. 1501, pente du Rhône pr mille | 4       |
| De Glurigen, » 1301 à Brieg, » 705 » » »                                 | 21      |
| De Brieg, » 705 à Sierre, » 558 » » »                                    | 4       |
| De Sierre, » 558 à Sion, » 497 » » »                                     | 2 1/2   |
| De Sion, » 497 à Martigny, » 462 » » »                                   | 1       |
| De Martigny, » 462 à St-Maurice, » 409 » » »                             | 3       |
| De St-Maurice, » 409 au lac, » 375 » » »                                 | 1 1/2 • |

*Vallée du Rhône proprement dite.*

*Vallée de Conche.* — La vallée du Rhône à l'origine de laquelle viennent se réunir la nouvelle route stratégique de la Furka et le vieux sentier muletier du Grimsel, vers l'hôtel du glacier est d'abord resserrée et rapide, elle laisse seulement place au fleuve torrentueux qui, dans cette partie de son cours, va droit au midi sur le village d'Unterwasser, au débouché du Gerenthal où commence la petite plaine un peu marécageuse de Münster. Cette plaine, large de 500 à 800 mètres, ~~est d'une portée de fusil~~, prend sur Martigny la direction générale que nous avons indiquée. Elle a trois lieues de longueur; elle est couverte de villages rapprochés, ce sont : Oberwald, Obergestelen, Ulrichen en face du débou-



dans cette partie du défilé que se trouvent les bois de Finge, devenus célèbres par la belle défense des Valaisans contre les Français en mai 1799. La forêt de Finge est couverte de petites collines sablonneuses. A sa limite inférieure la route passe le Rhône sur un pont en bois pour arriver à Sierre placé sur la rive droite du fleuve.

*Résumé sur la vallée du Rhône de Brieg à Sierre.*

Le défilé que nous venons de décrire est, sans comparaison, de tous les terrains que nous avons eu à reconnaître, celui qui présente les propriétés tactiques les plus remarquables.

a) De Gamsen à Sierre, le défilé a 7 lieues de longueur.

b) A de certains endroits, sa largeur ne dépasse pas 500 mètres, soit une demi-portée de fusil.

c) Sur la moitié de son développement, sa largeur ne dépasse pas 1000 mètres, soit une portée de carabine.

d) Nulle part sa largeur ne dépasse 2000 mètres, soit la portée d'une arquebuse rayée, ou une demi-portée de canon rayé.

e) Dans plusieurs de ses parties il ne peut pas être tourné, même momentanément, par le plus mauvais sentier.

f) Il peut être défendu dans tout son développement, depuis la rive droite, même par les armes portatives.

g) Ce premier avantage ne nous enlève pas la faculté de faire concourir l'artillerie, d'une manière puissante, à la défense du défilé.

h) La rive droite qui commande ce défilé est une vaste forteresse naturelle invulnérable. Son corps de place se compose de la vallée de Leuk ou de la Dalla tout entière, et de plusieurs autres vallées latérales qui en dépendent, pour jouer le rôle d'ouvrages avancés.

On peut, si l'on veut, considérer notre place comme appuyant son front contre le Rhône, ses derrières contre les sommets des Alpes, sa gauche au glacier d'Aletsch et à la Massa, sa droite à la Dala, le défilé de *Varen* est la seule porte par laquelle l'ennemi peut tenter de pénétrer dans le corps de place; mais cette mauvaise porte sera défendue, et d'ailleurs il n'est pas probable que l'ennemi puisse jamais occuper la partie de la rive droite du Rhône, sur laquelle se trouve Sion et Sierre, ainsi que nous aurons l'occasion de le voir.

i) Cette forteresse a une ligne d'opérations auxiliaire, indépendante, savoir: la route de la Gemmi qui conduit directement au centre de la Suisse, elle jouit de l'avantage de ne pouvoir être coupée ou tournée par notre adversaire.

j) Notre forteresse ne peut être enlevée ni à coups de canons, ni à coups de fusils, ni à la bayonnette.

k) La défense offensive de front devra et pourra toujours être combinée avec les feux qui partiront de la rive droite, sur le flanc des colonnes ennemies, nos colonnes auront toujours leur ligne de retraite et leur flanc parfaitement assuré, soit que l'ennemi descende, soit qu'il monte.

l) Aux deux modes de combattre sus-indiqués, on pourra, dans de certaines circonstances, faire de vigoureuses attaques sur la queue de la colonne ennemie.

m) Si l'ennemi passe et que nous restions maîtres de la forteresse, sa ligne d'opération est coupée.

n) Nous n'avons pas deux fronts à établir dans notre forteresse, pour répondre à la double supposition d'une attaque venant de la France, ou d'une attaque venant de l'Italie, ainsi que c'est le cas à St-Maurice par exemple, mais le seul et même front invulnérable nous sert également bien, dans l'une comme dans l'autre supposition.

o) Enfin cette position jouit des avantages d'être historique, d'être populaire, chez ceux qui précisément seraient appelés à la défendre, elle leur rappelle d'héroïques souvenirs.

*Vallée du Rhône, de Sierre, par Sion, à Martigny.*

De Sierre à Sion, la vallée se rélargit, elle a généralement de 2000 à 2500 mètres. Le Rhône la traverse obliquement plusieurs fois pour passer de la droite à la gauche et pour revenir de la gauche à la droite. Une singularité de cette partie de la vallée, de Salgesch au-dessus de Sierre, jusqu'à la Morge au-dessous de Sion, ce sont les nombreuses et les bizarres éminences dont la plaine est parsemée. Ces éminences sont tantôt des rochers, dans le genre de Valère et de Tourbillon, qui dominent la ville de Sion, tantôt des collines de sable et de pudding, comme les restes d'une ancienne moraine glacière, emportée par le fleuve et parsemée çà et là dans la plaine. Une de ces éminences est le rocher de Gérondo, placé entre Sierre et le Rhône qui le fait tourner à gauche pour former le défilé de Chippis. La forêt de Finge est parsemée de ces éminences.

C'est surtout aux environs de Sierre, de Salgesch et de Noës, sur la rive droite, que l'on en rencontre le plus. Sur la rive gauche on en trouve aussi près de Chablais et de Grange.

Après Valère et Tourbillon, les plus remarquables sont celles placées sur la rive droite, entre le Rhône et la route, en-dessus de la Morge : elles forment une véritable petite chaîne de montagnes très pittoresque, qui n'est pas sans importance militaire, à cause du défilé qu'elles forment avec la colline voisine de droite, et dans lequel passe la route de Sion à Vétroz. C'est dans cette position en arrière de la Morge, que les hauts Valaisans tinrent en échec les troupes françaises du Directoire en 1798.

Dans cette partie de la vallée de Sierre à Sion, les versants des montagnes ne sont plus abruptes ; mais ils se présentent sous la forme de coteaux fertiles et bien cultivés, où les riches prairies, les vergers et la vigne se disputent les préférences du cultivateur.

Les principaux villages de la rive droite sont : Salgesch, St-Maurice de Lac, Venthonne, Montana, Chermignon, Sens, St-Léonard sur la Rièse qui descend du Rawil, Avent et Grimisuat.

Sur la rive gauche nous avons : Chippis au débouché de la Navisonce, Vercorin, Chaley, Granges, St-Martin, Mage, Vernamièse, Nax, Hermence, Vex et Bramois au débouché de la Borgne.

De Sion à Riddes, la vallée conserve les mêmes caractères généraux, avec cette différence que l'on commence à rencontrer des parties marécageuses.

A Conthey, au débouché de la Morge, qui descend du Sanetsch, finissent les monticules dont nous avons parlé, la vallée s'élargit : à Vétroz, elle n'a pas moins de 5000 mètres. A Ardon, débouché de la Lizerne, qui descend du pas de Chevillon, se trouvent de grandes forges. Chamoson, St-Sierre et Leitron sont les derniers villages de la rive droite, avant d'arriver à Riddes qui se trouve dans la rive gauche.

La route passe le Rhône de droite à gauche, sur un pont en pierre qui a remplacé l'ancien pont en bois, brûlé pendant les événements politiques de 1844. Plus tard nous aurons l'occasion de remarquer qu'un pont en bois serait bien préférable, au point de vue militaire, à ce nouveau pont en pierre, qu'on serait obligé de faire sauter jusqu'à la dernière pile, dans le système de défense que nous proposerons.

Dans cette partie de la plaine, de Sion à Riddes, le Rhône s'appuie constamment à gauche contre le flanc de la montagne, ce qui fait que toute la largeur de la plaine se trouve sur la rive droite.

Les principaux villages de la rive gauche sont : Vièsonne, Nendaz près de la Prinze et Isérable.

















pris connaissance d'un préavis de M. Nessler, directeur de l'école de tir de Vincennes, qui, toutefois, s'exprime en faveur du fusil Remington, s'est décidée pour la *carabine à répétition de Vetterli*.

Afin toutefois d'avoir l'occasion d'améliorer encore le modèle de carabine définitif en y apportant les changements de détails qui pourraient être reconnus nécessaires après les essais qui auront lieu encore une fois sur une plus grande échelle, la commission propose de ne faire pour l'année prochaine qu'une acquisition de 100 carabines d'essai qui seraient employées dans toutes les écoles de recrues de dragons, en sorte qu'après la clôture des écoles militaires de l'année prochaine, on pourrait s'occuper de la fixation du modèle définitif.

Quant à la troupe de cavalerie qui ne serait pas armée de la carabine, ainsi que pour les officiers, sous-officiers et trompettes d'artillerie montés, la commission a fait à l'unanimité la proposition d'introduire un pistolet à deux coups. La commission se prononce contre le revolver parce qu'elle estime qu'aucun des modèles connus ne convient comme arme de guerre en raison de sa fragilité.

En conséquence nous avons l'honneur de vous soumettre le projet d'arrêté ci-après et de vous renouveler l'assurance de notre haute considération.

Berne, le 6 décembre 1869.

Au nom du Conseil fédéral suisse,  
*Le Président de la Confédération,*  
WELTI.

*Le Chancelier de la Confédération,*  
SCHIESS.

---

## NOUVELLES ET CHRONIQUE.

Le Département militaire de la Confédération suisse a adressé aux autorités militaires des Cantons les circulaires suivantes :

*Berne, le 28 décembre 1869.*

Tit. — Comme il est dans l'intérêt même de la défense du pays, que les carabines, les fusils de chasseurs et ceux d'infanterie, qui se trouvent entre les mains de particuliers, soient transformés en armes se chargeant par la culasse, et comme il peut être procédé à bien meilleur compte à la transformation d'un grand nombre de ces armes, qu'à de petites quantités, le département soussigné a décidé, en profitant à cet effet de votre concours, de rendre possible la transformation des armes dont il s'agit.

En conséquence le département vous prie de bien vouloir porter les communications suivantes, de la manière qui vous paraîtra la plus convenable, à la connaissance de ceux qui sont actuellement en possession de carabines d'ordonnance, de fusils d'infanterie et de fusils de chasseurs.

1. Le Département militaire fédéral se déclare prêt à faire procéder à la transformation et au contrôle des carabines d'ordonnance, fusils de chasseurs et fusils d'infanterie qui se trouvent entre les mains de particuliers contre le paiement d'une somme de fr. 20 par pièce. Les propriétaires des armes supporteront les frais de transport à l'arsenal du canton et retour. En revanche la Confédération se charge des frais de transport des armes de l'arsenal du canton aux ateliers de transformation et retour.

2. Les carabines, fusils de chasseurs et fusils d'infanterie à transformer doivent remplir les conditions suivantes :

Les carabines doivent être exactement conformes à l'ordonnance de 1864, les fusils de chasseurs et les fusils d'infanterie doivent être établis suivant le modèle fédéral, mais ces armes doivent surtout être en parfait état sous tous les rapports. Les armes défectueuses seront refusées ou remises en bon état aux frais de leurs propriétaires.

PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES.

*Le canon* sans gerçures, ni fentes ou creux, sans traces trop fortes de forage, exempt de cendrules (taches noires au métal), de pailles et de rouille tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. L'intérieur du canon doit être parfaitement droit.

|                                                | Carabines.    | Fusils de chasseurs<br>et fusils d'infanterie. |
|------------------------------------------------|---------------|------------------------------------------------|
| Calibre: Diamètre du cylindre de réception . . | 10,35 millim. | 10,35 millim.                                  |
| » » » de rebut . . . .                         | 10,80 »       | 10,80 »                                        |

*La platine* et double détente à jeu régulier, le grand ressort d'une force suffisante.

*La monture* sans défauts apparents, ni réparations.

*Numérotage.* Comme la transformation consiste à couper la partie postérieure du canon avec la culasse, les canons et les montures devront être munis d'une nouvelle numérotation et du nom ou de l'écusson du canton qui devront être placés immédiatement devant ou à côté de la hausse; cette opération doit avoir lieu sans détériorer les pans du canon.

3. Les demandes de transformation devront être adressées aux Autorités militaires des cantons jusqu'au 31 janvier prochain au plus tard, qui à leur tour les transmettront à l'expiration de ce délai au Département militaire fédéral.

4. Le Département militaire fédéral ne se chargera de faire procéder à la transformation qu'à la condition qu'il y ait 300 fusils au moins d'annoncés. Dans ce cas les armes devront être transmises aux arsenaux des cantons qui devront les munir d'un contrôle et d'une numérotation exacts. Les intendants d'arsenaux attendront de même les nouveaux ordres qui leur seront donnés sur le lieu où les armes devront être expédiées pour la transformation. L'emballage doit en avoir lieu avec soin et dans des caisses appropriées à cet effet.

Comme la transformation d'armes isolées par des armuriers particuliers a au moins coûté fr. 30 par pièce jusqu'à présent et qu'une occasion aussi favorable que celle qui se présente ne se reproduira plus à l'avenir, nous espérons que nos offres seront bien accueillies par les tireurs.

En conséquence nous vous prions de les encourager à faire transformer leurs armes et, pour ce qui vous concerne, de bien vouloir aussi prendre les mesures d'exécution nécessaires dans ce but.

Agréez, Messieurs, etc.

Berne, le 30 décembre 1869.

Tit. — A l'occasion des réclamations faites par la troupe dans les cours de cette année dans le but d'obtenir une blouse de travail pour le service des pièces, la Commission d'artillerie a cru devoir renouveler la proposition qu'elle a déjà faite antérieurement de remettre à tous les canonnières un sareaux en fil semblable à celui des soldats du train.

Nous sommes totalement convaincus de l'utilité d'une mesure pareille, mais nous n'avons toutefois pas l'intention de proposer au Conseil fédéral de modifier de nouveau le règlement d'habillement en vigueur. En revanche et conformément à

la proposition de la Commission d'artillerie, nous vous recommandons d'introduire pour les canonniers de votre canton, afin de protéger les autres effets d'habillement, un sareau semblable à celui qui est prescrit pour les soldats du train.

Nous profitons de cette occasion pour vous rappeler que le sac à pain n'est pas supprimé ainsi qu'on paraît le croire de divers côtés, mais qu'au contraire l'ordonnance qui le prescrit est encore en vigueur dans toute sa portée.

Agréez, Messieurs, etc.

*Pour le chef du Département militaire fédéral,  
Le remplaçant, WELTI.*

---

*Berne, le 6 janvier 1870.*

Tit. — Afin de déterminer quelles sont les prestations à supporter par la Confédération et les Cantons à teneur des arrêtés fédéraux concernant l'établissement d'approvisionnements de munitions, le Département soussigné a rendu à cet effet l'instruction ci-jointe dont l'Administration du matériel de guerre fédéral est chargée de l'exécution.

Nous vous prions en conséquence de prendre en ce qui vous concerne, les mesures d'exécution nécessaires et d'inviter dans ce but vos intendants d'arsenaux à se mettre en relations avec l'Administration du matériel de guerre fédéral.

Agréez, tit., etc.

*Le Chef du Département militaire fédéral,  
WELTI.*

---

Le Département militaire de la Confédération suisse a adressé aux chefs d'armes et chefs de dicastères, et aux inspecteurs de l'infanterie la circulaire suivante :

*Berne, le 8 janvier 1870.*

Le Département militaire soussigné vous informe qu'il supprimera à l'avenir dans sa correspondance officielle avec tous les fonctionnaires fédéraux placés sous ses ordres et avec les officiers de l'état-major fédéral, le titre et les salutations usités jusqu'ici.

Vous êtes prié de vous conformer au même procédé dans votre correspondance adressée au Département.

*Le Chef du Département militaire fédéral,  
WELTI.*

---

**Autriche.** — Il circule une nouvelle qui mérite confirmation, car, si elle était fondée, la situation financière de l'Autriche, déjà si obérée, empirerait encore. On dit que les fusils du système Werndl, dont plus de cent mille sont déjà entre les mains des soldats, laissent beaucoup à désirer. Les plaintes du corps expéditionnaire de Dalmatie sur les inconvénients de la nouvelle arme seraient si vives, que le gouvernement s'occuperait déjà de chercher mieux. Mais il est fort possible que ces bruits soient propagés par des inventeurs désireux d'écouler leur marchandise.

---

# REVUE MILITAIRE SUISSE

N° 3.

Lausanne, le 8 Février 1870.

XV<sup>e</sup> Année.

SOMMAIRE. — Fragments (par le général Dufour). — Reconnaissance de la vallée du Rhône, par M. le colonel C. Borgeaud (*suite*). — Nouvelles et chronique.

SUPPLÉMENT. — Tableau des écoles militaires fédérales.

## FRAGMENTS. (¹)

### NEUTRALITÉ DE LA SUISSE.

La Suisse, bien dotée par la nature pour sa propre défense, est comparativement si petite qu'elle ne saurait, sans compromettre son existence, prendre une part active aux guerres européennes. C'est un point sur lequel on est parfaitement d'accord dans toute l'étendue de la Confédération. La neutralité est donc, pour nous, une nécessité, un principe de vie. Heureusement que cette neutralité est, dans l'intérêt réel et bien entendu des puissances qui nous avoisinent. C'est l'opinion des hommes les plus éminents et les plus compétents, en tête desquels il faut placer les deux plus grands capitaines des temps modernes, l'empereur Napoléon et le prince Charles.

La Suisse neutre peut, en effet, être considérée comme un obstacle naturel, un grand lac par exemple, offrant un couvert ou un appui aux armées qui sauront en profiter. Elles ne seront plus dans l'obligation de s'étendre outre mesure pour occuper une immense frontière, partout vulnérable. Elles pourront, par conséquent, se concentrer sur les points les plus essentiels à garder, ou les plus menacés; sans crainte pour leurs flancs et n'ayant que des attaques de front à repousser, leurs opérations se simplifient et leur défense devient plus efficace. Ces avantages sont à peu près les mêmes pour la France et pour l'Autriche, que la guerre se fasse sur le Rhin ou en Italie. La Suisse neutre est pour elles un véritable bouclier, utile surtout dans la défensive. Il est vrai qu'il n'en est pas tout à fait de même pour l'offensive, parce que les armées ne peuvent pas exécuter les manœuvres qui auraient pour but de surprendre l'ennemi, de l'attaquer en flanc ou par derrière, en se portant rapidement, à un moment donné, et par le chemin le plus court, d'un côté à l'autre de l'échiquier stratégique. Mais, réduites à des attaques de front, ces mêmes armées trouveraient dans la sécurité de leurs mouvements et la solidité de leurs flancs, une ample compensation à cette gêne qui, d'ailleurs, étant réci-

(¹) Voir n° 2 de 1870.

proque, cesse d'être un inconvénient pour aucune d'elles. C'est, au reste, ce qui montre toute l'importance du poste que nous occupons entre la France, l'Italie et l'Allemagne.

Si la neutralité de la Suisse est avantageuse aux nations voisines, elle l'est bien davantage à la Suisse elle-même en éloignant d'elle les fléaux de la guerre, et en la mettant à l'abri d'une occupation militaire toujours désastreuse, lors même que la population ne serait point appelée à prendre les armes et pourrait rester simple spectatrice des événements.

La Suisse doit donc faire en sorte que cette neutralité qui, d'ailleurs, lui est garantie par les traités les plus solennels, soit une réalité. Et, pour cela, il faut qu'elle s'efforce, par tous les moyens possibles, de détruire une opinion, hélas trop répandue, l'opinion qu'elle ne peut être neutre qu'avec le bon plaisir des puissances belligérantes; qu'elle est trop petite, trop faible, trop désunie pour se faire respecter; qu'on la traversera quand on y trouvera son compte, comme les alliés l'on fait en 1815. En y réfléchissant un peu, on verra cependant que nous pouvons, sans trop préjuger de nos forces, nous croire en mesure de maintenir, à nous seuls, et sans secours étranger, cette neutralité qu'on voudrait nous dénier. Et, d'abord, par une heureuse circonstance topographique, la Suisse ne se trouve pas sur le passage obligé des armées et n'est pas forcément, fatalement menacée en cas de guerre. Les lignes naturelles d'opérations entre l'Allemagne et la France font entr'elles un angle dans l'intérieur duquel la Suisse est placée.

La première, allant de Vienne à Paris, par la vallée du Danube, coupe la frontière du Rhin entre Mayence et Strasbourg; l'autre traverse la Corynthie et se dirige sur Vérone. En sorte que, pour entrer en Suisse, il faut se détourner de son objet; ce qui serait folie, puisque la Suisse placée en dehors des lignes d'opérations n'offre qu'un pays hérissé de difficultés locales et de peu de ressources pour une armée. Ce n'est pas là qu'on doit s'engager quand les voies sont largement ouvertes ailleurs. Ce serait se créer des chances d'insuccès sans compensation suffisante, on y rencontrerait plus d'obstacles que d'avantages stratégiques. Napoléon dit quelque part « une ligne d'opérations ne doit point passer par un pays de montagnes..... Le prince Charles, en attaquant de front la Suisse, et en s'engageant dans une guerre de montagnes, a neutralisé les avantages qu'il avait déjà obtenus. La Suisse offre à chaque pas des positions et des lignes. Le principe général devait guider l'archiduc: « Tourner et ne pas traverser les pays de montagnes. »

On a vu, en effet, dans cette campagne de 1799 à laquelle l'empereur Napoléon fait allusion, ce qu'il en coûte pour occuper



militairement un pays tel que le nôtre et le peu de profit qu'on en retire pour le résultat final d'une campagne.

Nous devons donc espérer que nous serions à l'abri d'un tel danger, et que, mieux instruites des inconvénients et des embarras d'une guerre de montagnes, les puissances ne s'y engageraient pas, et que nous n'aurions pas à repousser une attaque de ce genre. Mais on peut toujours craindre (et c'est ce qu'on met constamment en avant pour nier la possibilité d'une neutralité efficace) qu'un corps de troupes vînt emprunter une de nos routes pour prévenir l'ennemi sur quelque point essentiel, le tourner pendant la bataille ou lui couper ses communications. Et, quand on parle ainsi, c'est toujours la grande et belle route du Simplon qu'on a en vue. Là est, sans doute, le véritable danger pour nous qui sommes les gardiens de cette route et qui, pour ainsi dire, en tenons les clefs.

Mais, pour conjurer ce danger, qui est bien réel, il suffit d'être déterminé à faire résistance, car; aussitôt que le passage n'est pas absolument libre, et que, pour le pratiquer, on s'expose à des pertes de temps causées par les combats qu'on aura à livrer, et les obstacles à surmonter; cette route, la plus courte en apparence, devient la plus longue en réalité, et les avantages qu'on s'en promettait, s'évanouissent en grande partie. On a en outre, sur les bras, un ennemi de plus qui n'est pas à dédaigner et avec lequel il faudra aussi compter. Ce qu'il nous faut donc c'est de nous mettre à même de déjouer de semblables projets et d'ôter à l'étranger toute velléité d'une pareille tentative. Si nous pouvons amener chez nos voisins la conviction que nous voulons et que nous pouvons empêcher un passage de troupes à travers notre territoire nous serons à l'abri d'un tel événement qui, non seulement pourrait nous coûter cher, mais serait une honte pour nous!

Que faut-il pour cela? Resserrer toujours plus le lien fédéral et faire, sur l'autel de la patrie, le sacrifice de toute prévention, de toute rancune cantonale; n'avoir en vue que le bien et le salut de la Confédération. C'est la chose essentielle. Il faut ensuite améliorer, perfectionner nos institutions militaires, mettre notre armée sur un pied respectable et ne pas reculer devant quelques dépenses ayant pour objet de nous procurer tout le matériel nécessaire à une bonne défense et d'opposer à l'étranger une barrière qu'il ne puisse pas franchir aisément. Nous avons déjà fait bien des progrès dans ce sens et la Suisse d'aujourd'hui est bien différente de ce qu'elle était au commencement de ce siècle. Nos institutions militaires se sont considérablement améliorées depuis une trentaine d'années; elles ont apporté l'instruction et l'uniformité dans nos bataillons qui, maintenant, marchent sous un seul et même drapeau, emblème d'union entre les confédérés et symbole de nationalité. Partout se développe l'esprit militaire et le sentiment que





tablissement des ponts autres que ceux des équipages réguliers que nous possédons. Ce sont encore des lits et des fournitures d'hôpital, de toute espèce. Et nos routes dans les montagnes sont-elles tout ce qu'on pourrait désirer? N'y a-t-il aucune amélioration à apporter à celles qui existent; n'y en a-t-il pas de nouvelles à créer? On n'ignore pas combien un bon réseau de routes est favorable à une défense active et énergique. C'est le complément nécessaire de tout système défensif et particulièrement de celui qui nous convient. Nous ne pouvons donc pas, à cet égard, rester au-dessous de cette exigence de notre position <sup>(1)</sup>. Il faut, le plus tôt possible, commencer ceux de ces ouvrages qui sont les plus urgents, car il ne sont pas de nature à s'achever en un jour. Et, pour être fidèles à notre système de neutralité, il faut, quand il s'agit de fortifications, travailler simultanément sur les deux frontières.

Quand on nous verra sérieusement à l'œuvre pour toutes ces choses, on prendra peut-être de nous une meilleure opinion. Et ce que nous aurons fait pour augmenter nos moyens de résistance, sera précisément ce qui nous épargnera les périls et les désastres que nous pourrions redouter. Le sang précieux des enfants de la Suisse ne sera pas répandu et notre neutralité sera néanmoins respectée. Qui oserait tenter un passage, connaissant de telles dispositions? Cette réflexion ne suffit-elle pas pour justifier toutes les dépenses que les mesures militaires, ci-dessus indiquées, quoique de simple précaution, peuvent réclamer! Si l'étranger, au lieu d'un simple passage par une de nos routes, cherchait à pénétrer dans la Suisse pour s'en emparer, ce qui est sans doute et heureusement un cas moins probable, il faudrait encore nous opposer à ses projets et ne pas craindre de se mesurer avec lui. Nous aurions d'abord à résister à la frontière même et dans une certaine mesure, pour bien marquer la violation de notre neutralité et couvrir celui des états confédérés qui serait particulièrement et le premier menacé: puis, disputant ensuite le terrain pied à pied, et avec acharnement, ne céder qu'à des forces prépondérantes, ou s'il le fallait, s'ensevelir sous des ruines. Il ne s'agit pas ici de nous conduire exclusivement selon les règles de la grande guerre qui prescrivent certaines parties pour se concentrer et mieux défendre les autres. La Suisse est trop petite pour lui appliquer, sans restriction, ces règles d'une bonne stratégie; elle serait entamée et complètement démoralisée, incapable, par conséquent, de toute résistance ultérieure si, par des dispositions militaires qui seraient mal comprises et mal interprétées, on laissait ainsi l'ennemi pé-

<sup>(1)</sup> La création récente des routes dites stratégiques, satisfait en partie à ces conditions.

nétrer plus ou moins avant sans lui opposer de résistance sérieuse. Il serait alors bien à craindre que cet effort qu'on se propose de faire dans le cœur du pays, en quittant la frontière, fût sans efficacité, et que la Suisse entière subît honteusement la loi de l'étranger sans avoir versé une goutte de sang ! Ah ! périr cent fois les armes à la main plutôt que de finir ainsi !! Nous sommes constitués de telle sorte que chaque état confédéré a le même droit à être protégé contre les attaques du dehors et défendu, autant que cela ce peut, par les autres états quand son existence est menacée. Aucun ne doit, en principe, être sacrifié. Dès lors les considérations politiques l'emportent sur les considérations purement militaires, et la défense doit commencer où commence l'attaque, quel qu'en puisse être le résultat. Il y aurait plus à perdre moralement qu'à gagner militairement en agissant en conformité des grands principes de la guerre.

D'ailleurs, répétons-le, notre devoir, comme notre intérêt, nous oblige, en qualité de pays neutre, de faire connaître, dès le début, notre ferme intention de maintenir à tout prix notre libre indépendance et de marquer fortement la violation de nos frontières.

Mais si la défense doit, pour nous, se porter ainsi à l'extrême frontière, cela n'empêche pas qu'il faille satisfaire, autant que possible, à la loi de concentration sans laquelle il ne saurait y avoir de défense efficace, et éviter soigneusement une trop grande dissémination qui conduirait à un fatal système de cordon. C'est la conciliation de ces deux principes, en quelque sorte contradictoires, qui, dans de telles circonstances, rendrait délicate et difficile la tâche du commandant en chef de nos troupes.

En tout cas, il ne faut compter que sur soi pour repousser l'invasion : réclamer des secours étrangers serait humiliant ; et il y aurait danger à les accepter quand ils seraient offerts. Car, après l'étranger qui vous attaque, rien n'est plus à redouter que l'étranger qui vous prend sous sa protection ; bientôt il sera votre maître, ou un protecteur exigeant. Mieux vaut succomber honorablement que d'avoir recours à un tel moyen. Tout peuple qui ne peut pas se défendre lui-même, ou qui manque d'énergie, n'a qu'une existence éphémère ; il doit devenir, tôt ou tard et par la force des choses, la proie de ses voisins. Que fût devenue la Confédération helvétique sans le courage et le dévouement de ses fondateurs, sans l'ardent patriotisme et l'inébranlable fermeté de leurs descendants !

(Novembre 1860).



## RECONNAISSANCE

**DE LA VALLÉE DU RHONE, DU LAC LÉMAN AU ST-GOTHARD,  
opérée en 1865, du 3 au 16 septembre, par des officiers de l'Etat-major fédéral.**

**MÉMOIRE RÉDIGÉ PAR LE COLONEL BORGEAUD, CHEF DE LA RECONNAISSANCE.**

*(Suite.)*

### *Vallée du Rhône de Martigny au lac Léman.*

Martigny occupe une position stratégique importante, elle est placée au débouché du passage du St-Bernard, à cheval sur la Dranse, aux débouchés des passages par la Forclaz et par Salvan, qui conduisent à Chamonix.

Elle se trouve sur la route du Simplon et sur la voie ferrée du Bouveret à Sion, en un point forcé pour les communications entre les parties supérieures et inférieures de la vallée du Rhône, attendu que, sur la rive droite, le fleuve bat les contreforts de la dent de Morcles, et qu'il n'y existe pas de chemin. De Martigny à St-Maurice la vallée se resserre, elle n'a que 1000 mètres de largeur; elle continue à être marécageuse jusqu'à Vernayaz, au débouché du Trient et à celui du chemin de Salvan.

Près de Vernayaz, le Rhône passe de la droite à la gauche de la vallée pour venir former le défilé de Miéville et de la Barma, qui se prolonge jusqu'à Evionnaz. De Miéville à la Barma, ce défilé ne laisse que la largeur de la route entre le Rhône et les rochers; à Evionnaz, il est un peu plus large, mais ici il est commandé par une redoute et par une batterie dirigée du côté de Martigny.

Le défilé de la Barma peut être défendu avantageusement.

Après Evionnaz, le Rhône se jette de nouveau contre les rochers de la rive droite pour faire place au cône d'éboulement du St-Barthelémy, sur lequel se trouve le Bois Noir, qui est ici le pendant du bois de Finge, dans le haut Valais.

Sur la rive droite se trouvent les villages d'Outre-Rhône et de Collonges, enclavés entre le Rhône et la dent de Morcles, sans autre communication que celle d'un pont en bois sur le Rhône, placé précisément entre Miéville et Evionnaz, qui sont les deux portes du défilé, distantes l'une de l'autre d'environ 5300 mètres.

Cette enclave d'Outre-Rhône me paraît ne pas avoir été étudiée avec tout l'intérêt qu'elle mérite, au point de vue militaire. Il est possible que combinée avec le défilé de Miéville-Evionnaz, elle soit bien supérieure à St-Maurice.

Nous arrivons à la position bien connue de St-Maurice. Elle se compose de deux plateaux, qui s'avancent en pointe l'un vers l'autre, et qui ne laissent passage qu'au fleuve. La route de droite et celle de gauche ont dû être taillées dans le roc. Un pont en pierre, d'une seule arche, bâti par les Romains, relie les deux rives.

Je renvoie, pour les ouvrages d'art qui défendent cette position, au rapport de M. le major du génie Dominici, me bornant ici à l'examen de la position de Saint-Maurice en elle-même, et indépendamment des travaux d'art qui s'y trouvent.

La position de St-Maurice a assez bonne mine, aussi nous comprenons que des officiers très distingués l'aient acceptée à première vue. D'ailleurs il faut dire que depuis cette époque, la Savoie a été annexée à la France, ce qui change sensiblement les conditions du problème.

*Défauts et avantages des fortifications de St-Maurice.* — Cette position présente les défauts et avantages suivants :

1° Elle est généralement trop élevée, les feux qui en partiraient seraient trop plongeants.

2° Elle se compose de deux parties séparées par le Rhône, qui est précisément l'obstacle que l'on devrait présenter à l'ennemi.







à l'embouchure du Rhône, pour interdire tout passage du fleuve et battre au loin le lac. Cet ouvrage, dans un endroit marécageux, serait dans les très bonnes conditions des fortifications de plaines, et il ne serait pas difficile à défilér des points dangereux, Port-Valais, Bouveret, par exemple. Ces deux ouvrages seraient reliés par deux batteries intermédiaires, dont les emplacements sont faciles à indiquer sur les lieux.

De l'autre côté de la rade et du défilé, à Chillon, par exemple, il place un troisième fort avec casemates à l'épreuve de la bombe; batteries hautes creusées dans le roc et une puissante artillerie, en mesure de croiser ses feux avec le fort des bouches du Rhône, et d'interdire l'entrée de la rade.

*Valeur des propositions du colonel Simmons.* — Les ouvrages que le colonel Simmons nous présente, devraient satisfaire aux conditions suivantes :

1° Arrêter une armée italienne ou autrichienne qui descend le Rhône.

2° Arrêter une armée française qui veut remonter le Rhône pour passer le Simplon.

3° Arrêter une armée française qui veut pénétrer en Suisse par le district d'Aigle.

4° Nous donner une base d'opérations pour agir dans le Chablais et dans le Faucigny, soit pour forcer la France à s'expliquer au sujet d'une question d'honneur, soit pour la forcer à combattre au sujet d'une prise de possession de Genève.

Or dans ces propositions, le colonel Simmons dit : une position favorable pour cela, se trouve entre la porte du Sex à gauche et le mont Arvel à droite.

Il résulte donc de cette orientation :

1° Que la défense fait front contre le lac, soit de la porte du Sex au Bouveret, contre le Rhône et du Bouveret à Chillon, contre le lac.

2° Dans la première hypothèse d'une armée qui descend la vallée du Rhône, nous tournons le dos à notre adversaire.

3° Pour arrêter une armée française qui veut passer le Simplon, nous sommes pris à revers par douze passages, savoir : les passages de Miex, Vernaz, Savalné, Conche, Recon, La Croix, Morgin, les Creusets, Cou, Sageron; ces dix premiers passages en aval de St-Maurice, plus les passages de Salvan et de la Forclaz, en amont de St-Maurice.

Dans ces douze passages, ceux de Miex, de Morgin, de Cou, de Salvan et de la Forclaz sont plus praticables, même à l'artillerie, que ne l'était le St-Bernard en 1800, lors du passage de l'armée consulaire, sans parler des différences en moins de l'altitude et du parcours.

4° Pour arrêter une armée qui veut envahir la Suisse, les fortifications du colonel Simmons ont tous les défauts que je viens de signaler pour les cas précédents, puisqu'elles laissent les routes de Château-d'OEx à Bulle et de Château-d'OEx à Thoun sans défense, ainsi que notre frontière de Bâle à Genève.

5° Dans le cas où nous aurons à demander une réparation d'honneur par les armes à la France, ou que nous voudrions la forcer à combattre pour une prise de possession de Genève, alors nous n'avons évidemment pas d'autre territoire pour opérer que le Chablais et le Faucigny, qui nous permet, dans le premier cas, de répondre à une insulte par une insulte, et, dans le second cas, de répondre à un envahissement par un autre envahissement. Dans le premier comme dans le second, nous avons ainsi la faculté de forcer notre adversaire à venir s'expliquer par les armes, sur les bords de l'Aar. Dans cette dernière hypothèse comme dans les précédentes, les fortifications proposées par le colonel Simmons sont sans valeur.

(A suivre.)



## NOUVELLES ET CHRONIQUE.

Le Département militaire fédéral a adressé aux autorités militaires des cantons les circulaires suivantes :

*Berne, le 13 janvier 1870.*

Par arrêté fédéral du 23 décembre 1869, le Conseil fédéral a été invité à accorder aux sociétés de tir qui remplissent les conditions réglementaires une indemnité de munitions pour fusils se chargeant par la culasse, à raison de 25 coups par membre ou la valeur équivalente en argent.

En conséquence le Conseil fédéral a révisé le règlement du 13 mai 1864 sur les subsides à accorder par la Confédération aux sociétés volontaires de tir pour le mettre en harmonie avec l'arrêté fédéral ci-dessus mentionné, c'est-à-dire qu'il a rendu un nouveau règlement portant la date du 10 janvier courant.

En vous transmettant quelques exemplaires de ce nouveau règlement, nous vous prions de le porter à la connaissance de vos sociétés volontaires de tir et de leur faire remarquer que l'augmentation du subside, correspondante au prix actuel de vente des cartouches métalliques, ne sera allouée qu'à partir de l'année courante, mais que pour cela les sociétés volontaires de tir qui veulent se mettre au bénéfice de l'indemnité allouée doivent exclusivement se servir, dans leurs exercices de tir, d'armes à feu de campagne et à chargement par la culasse.

Les comités des sociétés de tir doivent certifier sur les tabelles de tir que cette disposition réglementaire a été strictement observée.

---

*Berne, le 15 janvier 1870.*

A la date du 20 décembre 1869, l'Assemblée fédérale a rendu l'arrêté fédéral suivant, concernant la distribution de règlements aux troupes fédérales :

L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse, vu un rapport et les propositions du Conseil fédéral suisse en date du 6 décembre 1869,

*décète :*

« Le conseil fédéral est invité à faire parvenir aux Cantons les règlements et  
« ordonnances dont ils auront besoin et à les leur céder à la moitié du prix de  
« revient de la composition, de l'impression, du papier et de la reliure ; en re-  
« vanche, les Cantons sont tenus de les délivrer gratuitement aux charges et gra-  
« des respectifs des différentes troupes, dans la mesure qui sera fixée par le  
« Conseil fédéral.

En exécution de cet arrêté, le Conseil fédéral a, en date du 10 janvier courant, désigné les règlements qui doivent être remis gratuitement aux charges et grades des différentes armes. La liste de ces règlements ainsi que celle de tous les règlements et ordonnances actuellement en vigueur, avec le prix (la moitié), auquel on peut les obtenir du Commissariat des guerres central, vous seront adressées prochainement par la Chancellerie militaire fédérale.

En vous faisant cette communication, nous croyons devoir vous inviter :

1° De remettre gratuitement aux officiers et sous-officiers que cela concerne les règlements désignés par l'arrêté fédéral du 10 janvier 1870 ;

2° De transmettre au Commissariat des guerres central, jusqu'au 15 février prochain, une liste de tous les règlements dont vous aurez besoin pour l'année courante.

Dès la réception de cette liste, le Commissariat des guerres central vous expédiera les règlements demandés à la moitié du prix coûtant.

---

*Berne, le 24 janvier 1870.*

Tit. — Nous avons l'honneur de vous annoncer que l'examen d'admission que les aspirants à l'état-major fédéral du génie doivent subir à teneur de notre circu-

laire du 31 janvier 1864, aura lieu cette année à Zurich, au bureau de l'inspecteur fédéral du génie, Monsieur le colonel fédéral Wolff.

Nous vous prions en conséquence de vouloir bien donner l'ordre aux aspirants de 1<sup>re</sup> classe à l'état-major fédéral du génie de votre canton, pour le cas où vous en auriez, de se rendre le 11 mars à Zurich, et de se présenter, à neuf heures du matin, au bureau de Monsieur l'inspecteur. L'admission définitive de ces aspirants dépendra de la manière dont ils auront subi l'examen.

Agréer, tit., etc.

Aux cantons fournissant de la cavalerie :

*Berne, le 27 janvier 1870.*

Tit. — L'Assemblée fédérale a décidé dans sa séance du 22/23 décembre dernier que les essais relatifs à l'armement de la cavalerie seraient continués dans toutes les écoles de recrues de dragons de l'année 1870, que dans ce but ces écoles seraient portées à 60 jours, non compris les jours d'entrée et de licenciement, et que l'on se procurerait le nombre d'armes nécessaires pour les essais.

Les recrues de dragons de l'année 1870 sont dispensés du cours préparatoire et du cours de répétition ordinaire de leur compagnie.

En exécution de cette décision nous avons l'honneur de vous faire les nouvelles communications ci-après :

1° Les recrues de dragons et de guides devront se présenter aux écoles de cette année sans pistolets et sans gibernes ;

2° Les dragons et guides incorporés dans les corps avant 1868 et si possible ceux incorporés dès lors devront être envoyés aux cours de répétition avec le pistolet et la giberne à l'ordonnance actuelle ;

3° Les sous-officiers appelés à l'école des sous-officiers et les remonte envoyés aux cours de remonte devront également s'y présenter avec le pistolet actuel et la giberne à l'ancienne ordonnance. Les Cantons sont priés de ne pas se défaire de leurs approvisionnements de gibernes de cavalerie afin que l'on puisse encore s'en servir au besoin ;

4° Quant à la durée des écoles de recrues de guides elle continue d'être la même qu'antérieurement.

En vous priant de prendre les mesures nécessaires à l'exécution des dispositions qui précèdent, nous saisissons cette occasion, tit., etc.

Le Chef du Département militaire fédéral,  
WELTI.

Le comité central de la Société militaire fédérale a adressé aux comités des sections cantonales la circulaire suivante.

*Neuchâtel, 27 janvier 1870.*

Tit. — Nous avons l'honneur de porter à votre connaissance diverses décisions que nous avons prises dans notre séance du 24 de ce mois

1. Le § 13 des statuts prescrit au comité central d'aviser à ce qu'au moins « un travail d'une certaine étendue, traitant un objet d'un intérêt général, soit lu en assemblée de la société.

Ayant reçu communication d'un écrit intitulé « L'armée suisse et le projet d'organisation militaire fédérale » dû à la plume de M. de Perrot, lieutenant-colonel fédéral d'artillerie, nous avons trouvé qu'il répondait en tous points à la pensée du § 13 des statuts, et nous l'avons adopté pour être lu et discuté dans la prochaine assemblée générale. Il est bien entendu d'ailleurs que nous n'avons point voulu par cette décision nous approprier l'œuvre et les idées de l'auteur à l'égard desquelles nous réservons notre opinion.

Mais une discussion sérieuse et profitable n'étant pas possible sur une simple

lecture, nous avons résolu de transmettre dès maintenant aux sections un certain nombre d'exemplaires du travail de M. de Perrot, afin qu'elles puissent l'étudier préalablement à la discussion. Cet envoi accompagne la présente circulaire. <sup>(1)</sup>

2. Quinze sections nous ont fait parvenir les mémoires que nous demandions par notre circulaire du 31 mars dernier, sur le projet d'organisation militaire de M. le conseiller fédéral Welti. Nous avons décidé de condenser en un rapport général les divers mémoires des sections, d'imprimer ce rapport général et de le communiquer aux sections aussitôt que nous le pourrons.

Dans la prochaine assemblée générale de la société, ce travail sera acquis à la discussion conjointement avec celui de M. le lieut.-colonel de Perrot.

3. La société, réunie à Zug le 31 août 1868, a mis au concours les questions suivantes :

« 1<sup>o</sup> Doit-il y avoir, à côté de l'instruction populaire, une instruction militaire, « et sous quelle forme ? »

« 2<sup>o</sup> Doit-il être formé, dans l'infanterie, des détachements de sapeurs et de « pionniers ? Comment doivent-ils être organisés, armés, équipés et répartis dans « l'armée ? »

« 3<sup>o</sup> Quels moyens faut-il employer pour mettre le corps des sous-officiers « suisses à la hauteur de sa mission sous le rapport de l'instruction ? »

Un mémoire unique traitant l'une seulement des questions au concours nous est parvenu jusqu'ici.

En présence de ce fait, nous avons cru devoir proroger jusqu'au 15 mars prochain le délai dans lequel d'autres mémoires sur les questions au concours pourront nous être utilement transmis.

Nous invitons donc d'une manière pressante, les sections et tous les membres de la société, à répondre au nouvel appel que nous faisons ici à leur activité et à leur patriotisme.

4. Le § 15 des statuts nous prescrit de veiller à ce que les sections cantonales nous adressent des rapports sur leur marche, leurs travaux et en général sur leur vie et leur activité intérieures.

Nous vous prions, tit., pour ce qui regarde votre section, de nous faire parvenir pour le 31 mars prochain, le rapport dont nous venons de parler. Il embrassera la période comprise entre la dernière assemblée générale (31 août 1868) et le moment où il nous sera envoyé.

5. Nous invitons d'une manière pressante les sections qui sont en retard à faire parvenir sans délai leurs cotisations échues, au caissier de la société, M. le major Quinche, à Neuchâtel.

Nous vous prions, chers frères d'armes, fidèles et chers confédérés, d'agréer l'expression de nos sentiments affectueux.

Au nom du Comité central de la Société militaire fédérale,

*Le Président,* PHILIPPIN, colonel fédéral.

*Le Secrétaire,* H. SACC, major fédéral.

---

Voici la composition du rassemblement de troupes qui aura lieu du 2 au 15 septembre dans la contrée de Wyl (St-Gall) : Entrée des cadres le 2 septembre, des troupes le 6. — Compagnie de sapeurs n° 2 de Zurich. — *Artillerie* : Batteries n° 8 de St-Gall et 20 de Thurgovie. — *Cavallerie* : Compagnie de guides n° 2 de Schwytz, dragons n° 4 de Schaffhouse et 14 de Thurgovie. — *Carabiniers* : Compagnies n° 6 et 26 de Thurgovie, 18 et 20 d'Appenzell Rh.-Ext. — *Infanterie* : Bataillons n° 7 de Thurgovie, 21 et 23 de St-Gall, 47 d'Appenzell Rh.-Ext., 48 de Zurich, 73 de Glaris.

---

(1) Nous consacrerons un article spécial dans notre prochain numéro à l'analyse du mémoire de M. de Perrot. — (Red.)



Le 1<sup>er</sup> décembre, MM. *Valeiry*, Henri-Etienne, à Nyon, capitaine aux chasseurs de droite du 46<sup>e</sup> bataillon; *Hermenjat*, François-Emile, à la Rippe, capitaine aux chasseurs de droite du 8<sup>e</sup> bataillon R. C.; *Mabille*, Gustave, à Yverdon, capitaine du centre n<sup>o</sup> 1 du 11<sup>e</sup> bataillon R. C.

Le 3, MM. *Redard*, Ch., à Echandens, capitaine de la compagnie de position n<sup>o</sup> 69 R. F.; *Magnin*, John, à Montricher, major du 111<sup>e</sup> bataillon R. F.; *Fauquez*, Frédéric, à Riez, capitaine aux chasseurs de droite du 6<sup>e</sup> bataillon R. C.

Le 3, MM. *Gloor*, John, à Mézières, capitaine aux chasseurs de droite du 10<sup>e</sup> bataillon E.; *Place*, Fs-Dl., capitaine quartier maître du 10<sup>e</sup> bataillon E.; *Chautems*, Samuel, à Champvent, 1<sup>er</sup> sous-lieutenant du centre n<sup>o</sup> 1 du 11<sup>e</sup> bataillon R. C.; *de Miéville*, Edmond, à Yverdon, 1<sup>er</sup> sous-lieutenant du centre n<sup>o</sup> 2 du 45<sup>e</sup> bataillon E.

Le 9, MM. *Carrard*, Ch.-Paul, à Lausanne, capitaine aide-major du 45<sup>e</sup> bataillon d'élite; *Perey*, Auguste, à Chavornay, capitaine aide-major du 50<sup>e</sup> bataillon d'élite; *Vuagniaux*, Ch.-Daniel, à Oron, capitaine aux chasseurs de gauche du 70<sup>e</sup> bataillon; *Magnin*, Jaques-Ls-Henri, à Corcelles sur-Chavornay, capitaine aide-major du 9<sup>e</sup> bataillon R. C.

Le 20, MM. *Gloor*, Ch.-Isaac, à Echallens, major du 112<sup>e</sup> bataillon R. F.; *Gaulis*, Eugène, à Lausanne, capitaine aux chasseurs de gauche du 113<sup>e</sup> bataillon R. F.; *Bovay*, Ami, à Aubonne, capitaine du centre n<sup>o</sup> 2 du 10<sup>e</sup> bataillon E.; *Ramuz*, Ls-Auguste, à Pailly, lieutenant aux chasseurs de droite du 12<sup>e</sup> bataillon R. C.; *Jaccoud*, Jn-Ls, à Sugnens, lieutenant aux chasseurs de gauche du 12<sup>e</sup> bataillon R. C.; *Champod*, John, à Bullet, 2<sup>e</sup> sous-lieutenant du centre n<sup>o</sup> 3 du 26<sup>e</sup> bataillon E.; *Vincent*, Ls, à Rolle, 2<sup>e</sup> sous-lieutenant commis d'exercice.

Le 21, MM. *Fontannaz*, Adalbert, à Cossonay, lieutenant en second de la batterie n<sup>o</sup> 22 E.; *Aubert*, Eugène, au Solliat, lieutenant aux chasseurs de droite du 111<sup>e</sup> bataillon R. F.

Le 28, MM. *Monnet*, Ls, à Montreux, lieutenant en 1<sup>er</sup> de la batterie n<sup>o</sup> 9; *Perey*, Auguste, à Chavornay, capitaine du centre n<sup>o</sup> 2 du 26<sup>e</sup> bataillon; *Berney*, Jn-D., à l'Abbaye, lieutenant du centre n<sup>o</sup> 4 du 111<sup>e</sup> bataillon R. F.; *Jeannin*, Paul, à Yverdon, lieutenant du centre n<sup>o</sup> 1 du 11<sup>e</sup> bataillon R. C.

## AVIS.

L'assemblée générale des actionnaires de la *Revue militaire suisse* est convoquée pour samedi 26 février, à 3 heures de l'après-midi, à l'hôtel des Alpes, à Lausanne.

Le comité de surveillance est convoqué pour le même jour et au même local, à 2 1/2 heures.


*Ordre du jour des deux assemblées :*

1<sup>o</sup> Rapport sur l'exercice de 1869 et examen des comptes ;

2<sup>o</sup> Propositions individuelles.

Bonvillars, le 1<sup>er</sup> février 1870.

*Le Président du Comité de surveillance,*  
Ad. DOMINICÉ, major fédéral.

 Nos abonnés sont informés que nous prendrons prochainement en remboursement sur la poste le montant de l'abonnement de l'année courante.

---

La *Revue militaire suisse* paraît deux fois par mois à Lausanne. Elle publie en supplément, une fois par mois, une *Revue des armes spéciales*. — Prix : Pour la Suisse, 7 fr. 50 c. par an. Pour la France, l'Allemagne et l'Italie, 10 fr. par an. Pour les autres Etats, 15 fr. par an. — Pour tout ce qui concerne l'Administration et la Rédaction, s'adresser au Comité de Direction de la *Revue militaire suisse*, à Lausanne, composé de MM. F. LECOMTE, colonel fédéral (absent); E. RUCHONNET, major fédéral d'artillerie; Jules DUMUR, capitaine fédéral du génie (à Zurich).

---

LAUSANNE. — IMPRIMERIE PACHE, CITÉ-DERRIÈRE. 3.

# REVUE MILITAIRE SUISSE

N° 4.

Lausanne, le 26 Février 1870.

XV<sup>e</sup> Année.

**SOMMAIRE.** — Fragments (par le général Dufour). — L'armée suisse et le projet d'organisation militaire fédérale. — Nouvelles et chronique.

**REVUE DES ARMES SPECIALES.** — Rapport sur le fusil suisse à répétition. — Reconnaissance de la vallée du Rhône, par M. le colonel C. Borgeaud (*suite*). — Transformation des pièces lisses de position en canons rayés.

## FRAGMENTS. (¹)

### CAMPAGNE DU RHIN.

Les menaces de la Prusse au sujet des événements arrivés à Neuchâtel, en 1856, et les préparatifs sérieux qu'elle faisait pour marcher contre la Suisse, avaient engagé les chambres fédérales à lever une partie des troupes en mettant les autres de piquet, et à nommer le général en chef.

La cérémonie de la prestation de serment qui eut lieu le 30 décembre 1856, au milieu d'un immense concours de peuple, fut le signal d'un mouvement patriotique qui se manifesta de toutes parts et dans toutes les classes de la nation, sans distinction d'âge, de croyance ou de parti, chez les femmes même. Cet élan, cette unanimité de sentiments, firent le plus grand honneur à la Suisse et contribuèrent, sans doute, à lui épargner les calamités d'une lutte à laquelle elle était très sérieusement préparée. Ils lui valurent l'estime et les sympathies de bien des gens de cœur. Je trouve dans la relation que j'ai faite de cette campagne, en dehors du rapport officiel qui a été imprimé et distribué aux membres des deux chambres fédérales, les passages suivants bons à conserver dans ce recueil.

« Pendant que les troupes se préparaient au départ, je voulus voir, dans leurs cantonnements, les différents corps. J'allai à St-Gall, à Schaffhouse et à Bâle. Partout, sur mon passage, je reçus les témoignages de la plus vive sympathie. Il en avait déjà été de même à Zurich lors de notre arrivée, et tout le long de la route. Les populations, les femmes aussi bien que les hommes, étaient sur pied quelle que fût l'heure du passage; les maisons étaient pavoisées le jour, illuminées la nuit; processions aux flambeaux, banquets, concerts, harangues, se succédaient dans tous les endroits où nous nous arrêtions; des hourras et des vivats, des détonations, annonçaient notre arrivée ou saluaient notre passage; les hôtels étaient décorés pour recevoir l'état-major; la foule remplis-

(¹) Voir n° 3 de 1870.



sait les rues au point que nos voitures avaient de la peine à avancer. C'était évidemment pour tous un grand événement. On ne peut expliquer un tel enthousiasme que par l'idée que le général en chef était, en ce moment, la personnification du sentiment qui animait la nation tout entière, et dont la manifestation fournira certainement une belle page à l'histoire de la Suisse.

« Le Conseil fédéral, de son côté, en annonçant à l'armée son licenciement, lui déclara qu'elle avait, encore une fois, bien mérité de la patrie, faisant allusion à la campagne de 1847 (Sonderbund), où l'ancienne Diète avait rendu à l'armée le même témoignage.

« Il y eut à Berne un grand banquet où se trouvèrent réunis plus de 200 officiers avec les premiers magistrats du canton et les membres du Conseil fédéral. C'était dans le théâtre; les loges étaient pleines de spectateurs des deux sexes. Là, comme dans les autres villes, le général a dû prendre la parole pour répondre aux discours prononcés en l'honneur de l'armée.....

« Ainsi se termina en six semaines, et d'une manière pacifique, cette campagne qui menaçait de devenir très sérieuse et à laquelle on s'était préparé sans jactance, mais avec calme et dans la ferme résolution de soutenir la lutte jusqu'à la dernière extrémité. Et cette forte et généreuse résolution, digne d'un peuple libre, ne contribua pas peu à conjurer l'orage.

« Cet armement, quoique bien court, n'en a pas moins coûté 3,000,000 fr. à la Confédération, sans compter les frais d'occupation du canton de Neuchâtel où les troupes fédérales ont dû rester plus de 4 mois, en petit nombre, il est vrai, mais sans discontinuité. Cette dépense de trois millions n'est pas à regretter; elle est largement compensée par la position que la Suisse s'est faite en Europe et le bel exemple d'union et d'énergie qu'elle a donné dans un moment où on la croyait faible et en proie aux partis qui divisent quelques pays. »

---

#### NOTE HISTORIQUE.

Il y a dans l'histoire de Genève une époque qui offre de beaux exemples à suivre, au point de vue militaire. C'est ce qui m'engage à la rappeler ici. Elle est de la fin du seizième siècle et a suivi d'une quarantaine d'années notre réformation.

« Les trois années 1589, 1590 et 1591 forment une époque glorieuse pour la petite république de Genève. Elle a soutenu une guerre opiniâtre contre le duc de Savoie Charles Emmanuel et a dû, pour cela, s'imposer les plus grands sacrifices. Le patriotisme des citoyens n'a jamais fait défaut; leur énergie les a soutenus



dans les moments les plus critiques ; et , par leur courage , ils ont pu combattre, et souvent vaincre, un ennemi supérieur en nombre et plus exercé.

« De concert avec leurs alliés (les Bernois) ils ont fait la conquête du Chablais, du bas Faucigny et du bailliage de Gex. — Mais, de tout cela, il ne leur est rien resté , le duc ayant repris ses provinces et les Bernois ayant gardé pour eux tout le pays entre le Jura et le Rhône. Le seul avantage que les Genevois aient retiré de ces guerres a été la démolition d'un grand nombre de châteaux du voisinage , car les dépouilles qu'ils emportaient des pays conquis n'étaient qu'une bien faible compensation des énormes dépenses qu'ils furent obligés de faire pour la solde et l'entretien des troupes et les autres besoins de la guerre. Réduits à leurs seules forces par l'abandon d'alliés assez exigeants et intéressés , ils ne se sont point découragés ; ils ont continué la lutte et ont guerroyé autour de Genève et principalement dans la province de Carouge. Dans tous ces combats , ils ont fait preuve d'intelligence militaire et d'une grande valeur.

« Le territoire de la république était alors extrêmement restreint ; il n'allait pas au-delà de Vandœuvres d'un côté et du petit Saconnex de l'autre ; l'Arve le limitait au sud. Les mandements de Peney et de Jussy appartenaient bien à Genève , mais leur isolement les exposait aux invasions de l'ennemi et ils ne pouvaient être que d'un faible secours.

« Si l'on entre dans les détails de cette guerre de trois ans , on verra d'abord que les Genevois, pour mettre leur petit territoire à l'abri des incursions d'un ennemi toujours menaçant, construisirent à la tête du pont qu'ils avaient sur l'Arve un fortin en terre qui, à ce qu'il paraît, n'était pas sans quelque valeur , puisqu'il soutint et repoussa plusieurs attaques sérieuses, attaques, il est vrai, assez mal dirigées quoique en présence du duc lui-même, puisqu'on n'y amena pas de canons. Ce fort devait se trouver à l'endroit marqué aujourd'hui par le pont de pierre à l'entrée de Carouge. Cette ville n'existait point encore ; il n'y avait là que quelques maisons. Le pont de bois actuel , construit en 1596 , à 5 ou 600 mètres plus bas, eût offert un emplacement plus favorable à cause de la forme rentrante du fleuve. Mais , tel qu'il était et quoique situé sur un contour saillant de la rivière, le fort atteignit complètement son but, puisqu'il empêcha le passage chaque fois qu'il fut tenté.

« On voit ensuite la petite armée alliée , dans laquelle les genevois figurent pour 2000 hommes d'infanterie et 200 cavaliers, s'emparer de Bonne, de Gex et de Thonon, cette dernière ville par un siège pendant lequel le château de Ripaille fut pris et démantelé.





culée du pont pour y loger une certaine quantité de poudre, laquelle dépend de la force du pont. En tout cas il ne faut pas couper un pont pour peu que le passage à côté soit praticable ; car ce ne serait que causer un dégât inutile.

Les sapeurs du bataillon doivent être instruits à rompre les ponts de bois. Il est plus sûr de les couper quand on en a le temps que d'y mettre le feu, parce qu'il arrive souvent que, par une cause quelconque, l'incendie s'arrête et laisse quelque pièce du pont assez intacte pour que l'ennemi puisse encore s'en servir. Mais quand on ne peut pas faire mieux, on entasse sur le plancher des fagots de bois sec, de la paille, etc., et l'on y met le feu qui ne tarde pas à se communiquer à la charpente. On en assure l'effet en suspendant quelques fagots sous le plancher du pont. On se sert pour cela de crochets ou de gros fil de fer. Des attaches ou liens ordinaires ne suffiraient pas, parce que, se consumant avec les fagots, ils ne les retiendraient pas assez longtemps pour assurer l'effet.

**ABATTIS.** — Les abattis sont pour la défense des défilés. Si on y emploie des arbres rameux on les dépouille de leurs petites branches et on ne conserve que les grosses pour les présenter de pointe à l'ennemi. Il en faut plusieurs rangées enchevêtrées. Un abattis trop étroit a peu de valeur. Avec des sapins on se contente de poser les arbres en travers avec toutes leurs branches et leurs feuilles. Si l'on peut disposer en arrière d'un abattis, ou sur ses côtés, quelque logement pour des carabiniers il n'en vaudra que mieux.

**BUISSONS. VIGNES.** — Les buissons, les vignes peuvent, dans certains cas, embarrasser la marche des colonnes ennemies. Il faut, pour cela, couper les buissons à 0<sup>m</sup> 40 ou 0,50 de hauteur, et appointir les souches. S'il y a quelque espace vide on y plantera des petits piquets, aigus et assez rapprochés pour qu'il soit difficile de marcher au milieu. Pour les vignes, c'est en liant entr'eux les sarments et les tenant à une certaine hauteur, qu'on en fera un obstacle, mais qui ne vaut pas le précédent. Encore faut-il que pour celui-ci les buissons soient assez forts pour qu'il vaille la peine de les préparer comme il a été dit, sans quoi on les laisse tels quels et l'on ne compte pas trop sur l'obstacle qu'ils peuvent offrir.

**EMBUSCADES.** — Près des ponts, en arrière des ruisseaux, qu'on veut défendre, on construit des tranchées pour tirailleurs. On les laisse, autant que possible, masquées par les buissons et les haies, afin de voir sans être vu. Un mètre de profondeur suffit pour ces tranchées avec une largeur de 1<sup>m</sup> 30 à 2<sup>m</sup>. La terre, rejetée en bourrelet, sur le devant, forme grossièrement une espèce de parapet qui suffit pour abriter les tirailleurs.

Quand ces tranchées se font sur une pente accessible, dans l'intention d'empêcher l'ennemi de la gravir, on les fait moins longues et on les multiplie de manière à former plusieurs lignes successives où les chasseurs et les carabiniers qu'on y place puissent se replier de l'une dans l'autre. Chaque ligne est formée d'un certain nombre d'embuscades (on donne ce nom aux fragments de tranchées qu'on fait ainsi,) que l'on établit sur les points les plus favorables. On ne leur donne de longueur que ce qu'il faut pour 5 ou 6 tirailleurs, 8 à 9 mètres suffisent et deux travailleurs font aisément cet ouvrage dans une nuit.

**TROUS DE LOUP.** — Ils se font en quinconce sur plusieurs rangs. On en marque les centres très aisément au moyen d'un cordeau de 10<sup>m</sup> 50 plié en triangle équilatéral et qu'on promène le long de la ligne. Les trous seront ainsi à 3<sup>m</sup> 50 de centre à centre, dans tous les sens. Il faut au moins trois lignes de trous de loup; deux seraient insuffisantes, une serait sans valeur aucune.

Chaque trou, ou puits, de forme circulaire, aura 1<sup>m</sup> 80 d'ouverture en gueule, et 0<sup>m</sup> 60 au fond, avec une profondeur de 1<sup>m</sup> 20. Les terres sont accumulées dans les intervalles. Si l'on peut planter dans le fond un pal éguisé ne dépassant pas le bord, cela n'est que mieux.

Si le temps pressait on pourrait ne donner aux puits que 1<sup>m</sup> de profondeur et seulement 1<sup>m</sup> 60 de diamètre en haut.

On ne peut employer ce genre d'obstacle que sur un espace limité. C'est en général, sur un saillant de fortification, devant une porte, ou débouché d'un pont, dans un défilé, etc.

## § 2. *Moyens de défense.*

Indépendamment des fortifications proprement dites, il est une foule de moyens dont tout officier doit savoir se servir pour mettre la position qu'il occupe en état de résistance.

**MURS CRÉNELÉS.** — On choisit les murailles qui, par leur ensemble, peuvent former tout ou partie d'une enceinte, offrant, si possible, quelque flanquement. On démolit les autres. On peut cependant conserver à l'extérieur celles qui, par leur direction, gêneraient les mouvements latéraux de l'ennemi sans l'abriter.

**LES CRÉNEAUX** (trous percés dans la muraille) doivent être assez élevés au-dessus du sol pour que l'ennemi ne puisse pas les emboucher. On pratique en-dedans, avec ce qu'on a sous la main, de petits échafaudages pour faire usage des créneaux, ou tirer par dessus la muraille quand on n'a pas pu la créneler, ou qu'elle s'est trouvée trop basse pour être percée convenablement.

**HAIES.** — On se sert des haies quand elles sont assez fournies pour présenter un véritable obstacle.

On pratique en arrière une tranchée de tirailleurs en relevant les terres contre la haie et cette tranchée, étant couverte, peut se réduire à fort peu de chose et s'établir en très peu de temps, par exemple 1<sup>m</sup> ou même 0<sup>m</sup> 80.

Les défenseurs peuvent voir sans être vus, s'ils savent se ménager de petites ouvertures à travers le feuillage. Et ce n'est pas un mince avantage. Il est bon aussi que les haies conservées se flanquent autant que possible. Celles qui, extérieurement sont parallèles à la position, peuvent offrir un couvert favorable à l'ennemi; elles doivent donc être abattues.

**PALANQUES.** — Les palanques, ou fortes palissades, s'emploient pour fermer une rue, un défilé, une avenue; pour masquer une porte. Leur emploi est toujours restreint. On les fait en gros troncs jointifs, fichés de 1<sup>m</sup> en terre, dressés sur les côtés pour se mieux juxtaposer, et appointis par le haut. Ces bois doivent avoir au moins 3<sup>m</sup> hors de terre; en tout 4<sup>m</sup>.

A 2<sup>m</sup> 20 on perce des créneaux de 3 en 3 pièces. On élève en arrière une banquette en terre, ou en charpente, de 0<sup>m</sup> 90 de hauteur pour pouvoir se servir des créneaux.

**LA PALISSADE** — ne diffère de la palanque qu'en ce qu'on y emploie des bois moins gros et moins longs, et qu'on laisse quelque intervalle entre les palis. Aussi ne l'emploie-t-on guère que comme moyen de fermeture; tandis que la palanque offre une assez bonne défense, même contre de la petite artillerie qui n'y fait que le trou.

**BARRICADES.** — Les barricades dans les rues remplacent les coupures régulières avec parapet en arrière. On les fait avec tout ce qu'on trouve sous sa main, et, en particulier, avec des chariots dont on enterre les roues et qu'on charge de pierres ou de fumier; les pierres ont l'inconvénient de causer des ricochets dangereux, le fumier est préférable.

Une barricade entre deux maisons où l'on peut poster quelques tirailleurs est un bon moyen de défense locale. Mais elle ne signifie rien si on peut aisément la tourner. Ce sont donc les longues rues des villes qui sont essentiellement favorables à l'établissement des barricades.

**INONDATIONS.** — Quand il se trouve près de la position qu'on occupe un ruisseau encaissé, on peut, au moyen d'un barrage, le convertir en un fossé plein d'eau d'autant plus long que le ruisseau a moins de pente. Et encore faut-il que le barrage soit sous le feu des défenseurs, afin que l'ennemi ne puisse pas aisément le détruire.

Les inondations en plaine ont peu de valeur parce qu'elles man-

quent de profondeur. Ce n'est pour l'ennemi qu'un bain de pieds qui ne l'arrêtera pas.

En hiver, le gel peut rendre ce genre d'obstacle tout à fait illusoire.

**OUVRAGES DE CAMPAGNE.** — La protection des ouvrages de campagne est directe par leurs propres défenseurs ; mais elle dépend surtout des dispositions qui se prennent en arrière. Ainsi l'artillerie destinée à leur flanquement sera bien placée si elle est dans l'intervalle de deux ouvrages et assez en arrière pour échapper aux attaques fortuites de cavalerie. Ne craignant rien pour elle, son feu en sera plus efficace. Le tir doit prolonger les faces des ouvrages, en balayer les glacis et avoir pour principal objet la défense des saillants qui sont les points d'attaque.

Les troupes se déploient dans les intervalles pour faire usage de leur feu, ou se massent derrière la gorge des ouvrages, prêtes à se porter elles-mêmes contre l'attaquant.

**ORDRE RENFORCÉ.** — Il est des cas de surprise où l'on n'a pas le temps de se former en carré pour repousser une attaque de cavalerie et où il serait dangereux de rester trop étendu. C'est le cas de doubler les rangs comme l'ont fait avec succès les Russes à la bataille de Balaclava, en 1855. On conserve ainsi une moitié de son feu et le bataillon acquiert une assez grande solidité pour soutenir le choc si la troupe conserve son sang-froid. Voici comment on prendra cet ordre, auquel j'ai donné le nom d'ordre renforcé.

Le bataillon étant déployé, avec les chasseurs derrière les ailes, la compagnie de gauche aussi bien que celle de droite (comme je pense que cela devrait toujours être) le chef commandera :

1° pour doubler les rangs ;

2° première division par le flanc gauche ; quatrième division par le flanc droit ;

3° à gauche et à droite, marche !

Les deux divisions des ailes marcheront à la rencontre l'une de l'autre et viendront se placer derrière celles du centre en serrant autant que possible, et l'ordre renforcé sera formé.

Les chasseurs, s'ils ne sont pas lancés en tirailleurs, se formeront en petites colonnes serrées par section derrière les ailes du bataillon pour les renforcer ou être prêtes à agir extérieurement : celle de droite la gauche en tête, selon la règle, et celle de gauche, au contraire, la droite en tête.

(A suivre.)



## L'ARMÉE SUISSE ET LE PROJET D'ORGANISATION MILITAIRE FÉDÉRALE (').

Le projet d'organisation militaire élaboré par M. le conseiller fédéral Welti continue à attirer l'attention et à faire naître de plusieurs côtés des discussions intéressantes soit sur des points spéciaux soit sur l'ensemble de la question. Nous avons actuellement sous les yeux une brochure de 71 pages publiée par M. le lieutenant-colonel de Perrot, « L'armée suisse et le projet d'organisation militaire fédérale », dans laquelle l'auteur, tout en cherchant à démontrer que notre organisation militaire a encore de grands progrès à accomplir et qu'elle est susceptible de modifications avantageuses, en poursuit cependant la réalisation par d'autres voies et moyens que ceux exposés au projet.

Les vues de M. de Perrot, toujours empreintes d'une grande indépendance de jugement, nous ont paru assez intéressantes pour que nous n'hésitions pas à en faire part à nos lecteurs. Le fait que le comité central de la Société militaire fédérale a admis ce travail conjointement avec les mémoires des sections pour servir de base et de point de départ aux discussions de la prochaine assemblée générale, contribue d'ailleurs à fixer sur lui l'attention et justifie la place un peu étendue que nous allons consacrer à son analyse.

L'auteur se montre tout d'abord frappé de l'insuffisance de contact entre la troupe et ses officiers supérieurs durant le service d'instruction proprement dit, c'est-à-dire durant la plus grande partie du temps que le soldat passe sous les drapeaux, et il insiste vivement sur la nécessité de faire surveiller autant que possible l'instruction des troupes directement par leurs propres chefs. Dans le système actuel tout le poids de l'instruction est exclusivement concentré dans les mains des instructeurs-chefs des Cantons pour l'infanterie et dans celles des instructeurs-chefs fédéraux ou inspecteurs pour chacune des armes spéciales. Nos officiers supérieurs d'infanterie, d'artillerie, du génie ou de l'état-major général sont laissés totalement en dehors de l'instruction, durant laquelle les instructeurs sont tout et les chefs réels de la troupe rien ou à peu près. Ces derniers, comme trainés à la remorque, restent toujours faibles et ont mille peines à se tenir au courant de ce qui se produit de nouveau. Ils sont appelés, il est vrai, à commander à leur tour les cours de répétition qui leur incombent ; mais même dans ces courts services dont le tour de rotation ne revient au plus pour chacun d'eux que tous les deux ans, ils n'exercent qu'une minime influence sur l'instruction réglementée pour ainsi dire d'heure en heure par un programme fixé d'avance et imposé qui, en leur enlevant toute liberté, leur ôte également toute initiative et les décharge de toute responsabilité sérieuse.

Avec un tel système, en cas de mise sur pied rapide, nos officiers entreraient en campagne sans posséder la pratique et l'autorité du commandement. N'ayant pas été mis à même de se former lorsque cela

(') *L'armée suisse et le projet d'organisation militaire fédérale*, par L. DE PERROT, lieutenant-colonel fédéral d'artillerie. Neuchâtel, imprimerie de James Attinger, 1869.







Pour les sous-officiers d'artillerie, le lundi 7 mars, à 9 heures du matin, à Thoune (caserne).

Pour les sous-officiers de cavalerie, qui devront se présenter non montés, lundi 7 mars, à 9 heures du matin, à Thoune.

Pour les sous-officiers de carabiniers, lundi 7 mars, à 8 heures du matin, à Aarau (caserne).

Nous prions en conséquence les autorités militaires des Cantons, qui auront des sous-officiers à présenter, de nous en faire parvenir la liste jusqu'au 15 février prochain au plus tard et de leur donner l'ordre de se rendre sur les places d'armes respectives aux jour et heure indiqués et de se présenter à l'Instructeur en chef de leur arme.

Agréez, etc.

---

Berne, le 2 février 1870.

Tit. — Nous avons l'honneur de vous transmettre l'état des sociétés volontaires de tir de votre Canton qui reçoivent le subside fédéral pour 1869 et nous y ajoutons l'indication du montant de ce subside.

Le Commissariat supérieur des guerres a été autorisé à vous envoyer le montant de ce subside par fr.....

En ce qui concerne les sociétés qui ne figurent pas sur cet état quoique vous nous ayez adressé leurs tabelles de tir, vous trouverez à la fin de la présente les motifs pour lesquels les subsides n'ont pas pu leur être appliqués.

Nous sommes de nouveau cette année dans le cas de faire les mêmes observations qu'antérieurement, car nous trouvons encore un grand nombre de sociétés dont les tables de tir ne sont pas remplies d'après leurs rubriques et d'après les instructions données; ainsi sur les unes on n'indique pas le nombre des mannequins ou bien ils sont compris dans *un seul* chiffre avec les coups en cible; sur d'autres, le résultat du tir n'est pas additionné et n'est pas non plus reporté au verso du formulaire. Plusieurs sociétés ne paraissent en outre faire aucune attention aux prescriptions formelles qui se trouvent au pied des tabelles de tir, ce qui est à leur propre préjudice, car pour 1869, 18 sociétés ont dû être éliminées comme n'ayant pas droit au subside, attendu qu'elles n'ont tiré qu'à 2 distances au lieu de tirer au moins à 3 distances ainsi que cela est prescrit.

Nous désirons aussi savoir de nouveau pour l'année courante de quelles armes les sociétés de tir de votre Canton auront fait usage, notamment s'il s'agit de fusils de *grand* ou de *petit* calibre, car cette indication manque dans les dernières tabelles de tir d'un grand nombre de sociétés.

En vous priant de bien vouloir faire à ce sujet les communications nécessaires à vos sociétés de tir, nous vous invitons à renvoyer aux sociétés de qui elles émanent toutes les tables de tir qui ne seraient pas conformes aux prescriptions indiquées et à leur donner l'ordre de les rétablir conformément à ces indications.

Dans l'envoi qui vous sera fait prochainement des formulaires de tabelles de tir pour l'année 1870, nous vous adresserons un certain nombre d'exemplaires de la présente circulaire pour être transmise aux sociétés de tir de votre Canton.

Agréez, etc.

---

Berne, le 12 février 1870.

Tit. — Dans sa séance du 5 janvier courant, le Conseil fédéral a déclaré définitivement en vigueur les règlements d'exercice pour les troupes fédérales, introduits par arrêté fédéral du 22 décembre 1868, et a en même temps décidé d'y faire apporter quelques petits changements de rédaction, sous la forme d'errata, qui vous seront expédiés par le Commissariat supérieur fédéral des guerres.

En vous informant de ce qui précède nous vous prions de vouloir bien faire

ajouter ces errata aux règlements qui vous ont été expédiés par le Commissariat supérieur des guerres et qui sont encore en provision entre vos mains ou qui se trouvent déjà entre celles de la troupe.

Agréez, tit., etc.

Le Chef du Département militaire fédéral,  
WELTI.

---

Les officiers ci-après ayant demandé leur démission de l'état-major fédéral, le Conseil fédéral la leur a accordée en termes honorables et avec remerciements pour les services qu'ils ont rendus.

I. *Etat-major général.*

MM. \*Jacques *Scherz*, à Berne, colonel; \*Joseph *Vonmatt*, à Lucerne, lieut.-colonel; Jean *Bringolf*, à Unter-Neuhaus (Schaffhouse), lieut.-colonel; Charles-Louis-Em. *Baldinger*, à Baden (Argovie), lieut.-colonel; Joseph-Aloïs *Siegwart*, à Lucerne, major; Jean-Albert *Tribelhorn*, à Vienne, major; Georges *Mayr*, à Lucerne, major; Godefroi *Friedli*, à Berne, capitaine.

II. *Etat-major d'artillerie.*

M. Charles-Louis *Curchod*, à Paris, lieutenant-colonel.

III. *Etat-major judiciaire.*

MM. \*Georges *Kulli*, à Olten, major; \*Renward *Meyer*, à Lucerne, capitaine; \*Edouard *Häberlin*, à Weinfelden, capitaine.

IV. *Etat-major du Commissariat.*

MM. Henri *Hotz*, à Zurich, major; Frédéric-Guillaume *Borel*, à Neuchâtel, capitaine; Frédéric *Schmitter*, à Aarau, capitaine.

V. *Etat-major de santé.*

MM. Jules *Lardy*, au Locle, major; Samuel-Henri *Bonnard*, à Lausanne, capitaine; Benj.-Franç.-Antoine *Bäriswyl*, à Fribourg, lieutenant; Rodolphe *Ringier*, à Lenzbourg, lieutenant; Martin *Burkhardt*, à Zurich, lieutenant.

*Secrétaires d'état-major.*

MM. Jaques *Hasler*, à Meilen; Oscar *Dietsch*, à Schaffhouse.

NOTE. — Les officiers désignés par un \* conservent, à teneur de l'art. 36 de l'organisation militaire, les prérogatives d'honneur de leur grade.

---

Par suite du décès de M. le Conseiller fédéral *Ruffy* et de son remplacement par M. Paul *Cérésole*, le Conseil fédéral a dû modifier pour 1870 la répartition de ses Départements qui a eu lieu le 14 décembre dernier. D'après la nouvelle répartition le Département militaire demeure dévolu à M. le conseiller fédéral *Welti* avec M. le conseiller fédéral *Cérésole* pour remplaçant.

---

Le comité central de la Société militaire fédérale, siégeant à Neuchâtel, a composé le jury chargé de statuer sur le mérite des mémoires qui pourront être fournis sur la seconde question mise au concours par l'assemblée générale de Zug : *Doit-il y avoir à côté de l'instruction populaire une instruction militaire et sous quelle forme ?* de MM. Meyer, colonel fédéral à Berne, président; Wieland, colonel à Bâle, et de Buman, major à Fribourg.

---

Neuchâtel. — Le Conseil d'Etat a composé comme suit, pour l'année 1870 :

A. *Le Tribunal militaire cantonal :*

|                       |                                                         |
|-----------------------|---------------------------------------------------------|
| 1 <sup>er</sup> juge. | <i>Morel</i> , Numa, commandant de bataillon.           |
| 2 <sup>e</sup> »      | <i>Perrochet</i> , Edouard, major fédéral d'artillerie. |















**Résultat du tir d'essais avec le fusil à répétition en septembre 1867,  
avec l'emploi d'un tireur exercé.**

**Distance 300 pas. Grandeur de la cible 1,8<sup>m</sup>/1,8<sup>m</sup>.**

| Nature des feux<br>et mode de chargement.                                           | Vitesse ou nombre<br>des coups par minute.                  | Touchés<br>pr %. | Les essais se font<br>sur : |         |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------|------------------|-----------------------------|---------|
|                                                                                     |                                                             |                  | coups.                      | séries. |
| <b>Chargement successif.</b>                                                        |                                                             |                  |                             |         |
| a) Debout . . . . .                                                                 | 13                                                          | 100              | 78                          | 3       |
| b) A genoux . . . . .                                                               | 10,6                                                        | 100              | 60                          | 2       |
| c) Couché . . . . .                                                                 | 10,3                                                        | 100              | 30                          | 1       |
| <b>Emploi du magasin<br/>avec 14 cartouches.</b>                                    |                                                             |                  |                             |         |
| a) Debout . . . . .                                                                 | 14 coups en 40 secon-<br>des ou une vitesse de<br>21 coups. | 100              | 42                          | 3       |
| b) A genoux . . . . .                                                               | 14 coups en 42 secon-<br>des ou une vitesse de<br>20 coups. | 100              | 14                          | 1       |
| c) Couché . . . . .                                                                 | 14 coups en 36 secon-<br>des ou une vitesse de<br>23 coups. | 100              | 14                          | 1       |
| <b>Emploi du magasin en<br/>continuant avec le char-<br/>gement successif . . .</b> | 15                                                          | 96               | 26                          | 1       |
| <b>Idem, feux en avançant.</b>                                                      | 18                                                          | 100              | 16                          | 1       |
| <b>Emploi du magasin et<br/>recharger celui-ci . .</b>                              | 12                                                          | 100              | 28                          | 1       |
| <b>Feu de vitesse sans viser.</b>                                                   |                                                             |                  |                             |         |
| a) avec emploi du magas.                                                            | 37                                                          |                  | 28                          | 2       |
| b) chargement successif.                                                            | 16,5                                                        |                  | 33                          | 1       |

(A suivre.)

## RECONNAISSANCE

**DE LA VALLÉE DU RHONE, DU LAC LÉMAN AU ST-GOTHARD,  
opérée en 1865, du 3 au 16 septembre, par des officiers de l'Etat-major fédéral.**

**MÉMOIRE RÉDIGÉ PAR LE COLONEL BORGEAUD, CHEF DE LA RECONNAISSANCE.**

(Suite.)

### *Résumé sur la plaine du Rhône.*

La partie intérieure ou de droite de la plaine du Rhône, soit le district d'Aigle, a une importance militaire considérable, pour les raisons suivantes :

1° Il est comme une grande forteresse appuyant sa droite au lac, sa gauche à la

dent de Morcles ; ses derrières aux Alpes intérieures ; son front sur le Rhône, du Bouveret au pied de la dent de Morcles, à Pisse-Chèvre, ou même à Outre-Rhône.

2° Cette vaste plaine est la base d'opération pour agir dans le Valais, dans le Chablais et dans le Faucigny.

3° Cette place communique avec la base d'opération principale qui est sur les bords de l'Aar :

A SA DROITE.

- a) Par la voie du lac, puis le chemin de fer des Morges jusqu'à Berne ;
- b) Par la voie ferrée, Aigle, Lausanne, Bienne, Berne ;
- c) Par la voie ferrée, Aigle, Lausanne, Fribourg, Berne ;
- d) Par la route, Aigle, Lausanne, Moudon, Berne ;
- e) Par la route, Aigle, Vevey, Moudon, Berne ;
- f) Par la route, Aigle, Vevey, Bulle, Fribourg, Berne.

SUR SES DERRIÈRES.

- a) Par la route, Aigle, les Mosses, Bulle, Fribourg, Berne.
- b) Par la route, Aigle, les Mosses, Château-d'Œx, Thoune, Berne.
- c) Par la route, Gryon, la Croix, Pillon, Thoune, Berne.

Elle a une communication directe à sa gauche par Anzeindaz-Cheville avec la place centrale du Valais, Fully, Sion, Sierre.

4° Elle fait tête de colonne pour arrêter un adversaire qui descend la vallée du Rhône, soit du Simplon, soit de la Furka, soit du St-Bernard.

5° Elle fait tête de colonne, pour prendre en queue une armée ennemie, qui remonte la vallée du Rhône.

6° Elle fait face à la France, lorsque celle-ci voudrait pénétrer en Suisse, par l'extrême droite de son front.

7° Elle fait tête de colonne ou base d'opération pour agir dans le Chablais et dans le Faucigny, lorsque nous voudrions forcer la France à venir s'expliquer par les armes, sur les bords de l'Aar, soit à propos d'une insulte faite à la Suisse, soit à propos d'une prise de possession de Genève.

8° Les trois lignes principales de retraite de cette place, qui sont d'abord excentriques, deviennent ensuite concentriques, ce sont :

- a) Chillon, Vevey, Berne ;
- b) Aigle, les Mosses, Bulle, Fribourg, Berne ;
- c) Gryon, la Croix, Pillon, Thoune, Berne.

9° Aigle est le centre de la position d'où l'on partirait pour repousser toute tentative de l'ennemi sur les bords du Rhône.

10° Le rocher de St-Triphon, placé comme une île au centre de la plaine du Rhône permettrait d'offrir la bataille à un ennemi dont les forces ne seraient pas trop disproportionnées par rapport aux nôtres. Si l'ennemi descend la vallée, nous appuyons notre droite au Rhône, notre centre au rocher de St-Triphon, notre gauche à la montagne, aux villages d'Ollon et d'Antagne. Nous présentons ainsi la forme concave à notre adversaire, ce qui donne à nos feux une direction convergente. Notre retraite est assurée par les Mosses et par Chillon.

Si l'ennemi remonte la vallée, alors nous appuyons notre droite sur Yverne, Aigle, notre centre au rocher de St-Triphon et notre gauche au Rhône.

Nous retrouvons les mêmes avantages de la forme concave. Nos lignes de retraite seraient la future route stratégique de Gryon, la Croix-Pillon, ou la route de la Furka. Mais celle-ci nous conduit au St-Gothard, au lieu que la première nous conduit à Berne, qui est un point bien plus important. Le rocher de St-Triphon, dans l'une comme dans l'autre des deux suppositions que je viens de faire sur notre front, présente les trois avantages suivants :







A Eybols, pont en bois sur le Rhône et chemin de montagne, qui conduit au Bistenen-pass et à l'hospice du Simplon.

A Gamsen, pont en bois sur le Rhône, qui conduit à Mund.

A Glyss, autre chemin de montagne, qui conduit au passage de Bistenen et à l'hospice du Simplon.

A Brieg, pont en bois sur le Rhône, qui conduit à Naters ; route de la Furka. — Sur la Massa, pont en pierre. — Au-dessous de Grengiols, la route passe sur la rive gauche du Rhône, puis, au-dessus de Grengiols elle repasse de nouveau sur la rive droite par un pont en pierre.

Un sentier muletier conduit de Grengiols dans le Binnenthal et aux passages de l'Albrun, de Rossa et de Boccareccio. De Grengiols, au-dessus d'Oberwald, la route reste sur la droite du Rhône ; à Ulrich elle détache le sentier muletier de l'Eginenthal, qui conduit aux passages du Nufenen et des Griess. A Obergestelen elle détache le sentier du Grimsel.

D'Oberwald, dernier village de la vallée, la route passe plusieurs fois le Rhône sur des petits ponts, qui sont généralement en pierre. Elle arrive à l'hôtel du glacier, d'où elle se dirige, par le flanc méridional de la montagne sur le col de la Furka, pour passer ensuite dans la vallée de l'Urseren.

#### *Récapitulation des distances.*

|                                   |                  |
|-----------------------------------|------------------|
| De Villeneuve à St-Maurice . . .  | 5 lieues         |
| De St-Gingolph à St-Maurice. . .  | 8 »              |
| De St-Maurice à Martigny . . .    | 3 »              |
| De Martigny à Riddes. . . . .     | 3 »              |
| De Riddes à Sion . . . . .        | 4 »              |
| De Sion à Sierre . . . . .        | 4 »              |
| De Sierre à Turtmann . . . . .    | 4 »              |
| De Turtmann à Brieg. . . . .      | 6 »              |
| De Brieg à Munster . . . . .      | 10 »             |
| De Münster à Oberwald . . . . .   | 2 »              |
| D'Oberwald au glacier . . . . .   | 2 »              |
| Du glacier au col de la Furka . . | 2 »              |
|                                   | <hr/> 45 lieues. |

La route de la Furka a moins de largeur que celle du Simplon, mais les deux sont admirablement bien tracées.

(A suivre.)



#### **Transformation des pièces lisses de position en canons rayés.**

Le département militaire de la Confédération suisse a adressé aux autorités militaires des cantons la circulaire suivante :

*Berne, le 27 décembre 1869.*

Tit. — En exécution de l'arrêté fédéral du 27 juillet 1869 concernant la transformation des pièces lisses de position en canons rayés, le Département militaire a rendu les dispositions suivantes approuvées par le Conseil fédéral :

En vertu de l'arrêté fédéral ci-dessus mentionné, les obusiers courts de 24 livr., les obusiers de 15 centimètres, les canons de 8 livr. et les pièces de position de 6 livr. non conformes à l'ordonnance actuelle, doivent être transformés en pièces rayées de 8 livr. en bronze, à chargement par la culasse, les autres canons de 6 livr. et le reste des obusiers longs de 12 livr. en pièces rayées de 4 livr., à chargement par la bouche.

En conséquence le matériel qui devra être livré et transformé en pièces rayées de 8 livr. à chargement par la culasse est le suivant :



| De                         | Obusiers courts de 24 livr. ou de 15 centim. avec affûts. | Canons lisses de 8 livr. avec affûts. | Canons lisses de 6 livr. contraires à l'ordonnance avec affûts. | Affûts de rechange pour     |                                                            | Caissons pour        |                   |                                       |
|----------------------------|-----------------------------------------------------------|---------------------------------------|-----------------------------------------------------------------|-----------------------------|------------------------------------------------------------|----------------------|-------------------|---------------------------------------|
|                            |                                                           |                                       |                                                                 | obusiers courts de 24 livr. | canons de 8 livr. à l'ordonnance et pour canons de 6 livr. | obusiers de 24 livr. | canons de 8 livr. | canons de 6 livr. non à l'ordonnance. |
| La Confédération . . . . . | 2                                                         | —                                     | —                                                               | —                           | —                                                          | 4                    | —                 | —                                     |
| Canton de Zurich . . . . . | 2                                                         | 9                                     | —                                                               | 1                           | 1                                                          | 3                    | 10                | —                                     |
| Id. Berne . . . . .        | 4                                                         | —                                     | —                                                               | —                           | —                                                          | 8                    | —                 | —                                     |
| Id. Lucerne. . . . .       | 4                                                         | 8                                     | —                                                               | 1                           | 1                                                          | 15 cent. 9           | 14                | —                                     |
| Id. Schwytz. . . . .       | —                                                         | —                                     | 4                                                               | —                           | —                                                          | —                    | —                 | 4                                     |
| Id. Zoug . . . . .         | —                                                         | —                                     | 1                                                               | —                           | —                                                          | —                    | —                 | 1                                     |
| Id. Fribourg . . . . .     | 2                                                         | —                                     | —                                                               | —                           | —                                                          | 4                    | —                 | —                                     |
| Id. Soleure . . . . .      | —                                                         | 2                                     | —                                                               | —                           | —                                                          | —                    | 4                 | —                                     |
| Id. Argovie . . . . .      | 2                                                         | —                                     | —                                                               | —                           | —                                                          | 4                    | —                 | —                                     |
| Id. Vaud . . . . .         | 2                                                         | —                                     | —                                                               | —                           | —                                                          | 4                    | —                 | —                                     |
| Id. Valais . . . . .       | —                                                         | —                                     | 2                                                               | —                           | —                                                          | —                    | —                 | 2                                     |
| Total . . . . .            | 18                                                        | 19                                    | 7                                                               | 2                           | 2                                                          | 36                   | 28                | 7                                     |

Total des pièces de canons 44

Le matériel qui devra être livré et transformé en *pièces rayées de 4 livr. à chargement par la bouche* est le suivant :

| CANTONS.                   | Canons de<br>6 livr. à l'or-<br>donnance. | Obusiers<br>longs<br>de 12 livr. | Affûts de rechange |          | Caissons |          |
|----------------------------|-------------------------------------------|----------------------------------|--------------------|----------|----------|----------|
|                            |                                           |                                  | 6 livr.            | 12 livr. | 6 livr.  | 12 livr. |
| Berne . . .                | 8                                         | —                                | —                  | —        | 8        | —        |
| Lucerne. . .               | 4                                         | 2                                | 1                  | 1        | 2        | —        |
| Glaris . . .               | 2                                         | —                                | —                  | —        | 2        | —        |
| Fribourg . .               | 4                                         | —                                | —                  | —        | 4        | —        |
| Bâle-Ville . .             | 6                                         | —                                | —                  | —        | 6        | —        |
| Schaffhouse .              | 4                                         | —                                | —                  | —        | 4        | —        |
| Tessin . . .               | 2                                         | —                                | —                  | —        | 2        | —        |
| Vaud . . .                 | 4                                         | —                                | —                  | —        | 4        | —        |
| Neuchâtel . .              | 4                                         | —                                | —                  | —        | 4        | —        |
| Genève . . .               | 4                                         | —                                | —                  | —        | 4        | —        |
| Total                      | 42                                        | 2                                | 1                  | 1        | 38       | 2        |
| Total des bouches à feu 44 |                                           |                                  |                    |          |          |          |

Le matériel ci-dessus mentionné provient de celui que les Cantons doivent fournir conformément à la loi fédérale du 27 août 1851 sur le contingent en matériel à fournir par les Cantons et la Confédération à l'exception toutefois du matériel contraire à l'ordonnance que dans le temps les Cantons ont attendu de faire transformer pour les pièces de position jusqu'à ce que la nouvelle transformation de l'artillerie de position, que l'on prévoyait alors et qui aujourd'hui doit être exécutée, fût décrétée.

Dans le matériel ci-dessus est également compris celui qui à l'occasion de la transformation des anciennes batteries de canons lisses de 8 livr., n° 41 de Zurich, de 8 livr., n° 42 de Lucerne, et de 6 livr., n° 12 de Lucerne, devait passer aux pièces de position.

La transformation doit être complètement terminée dans le terme de 5 ans, en réservant toutefois les nouvelles décisions que pourrait prendre l'Assemblée fédérale, en sorte qu'à l'exception de l'année 1869 (dans laquelle on n'établira que 8 pièces de 8 livr. en bronze), il sera établi 11 pièces de 4 livr. et 9 pièces de 8 livr. dans chacune des 4 années suivantes 1870, 1871, 1872 et 1873.

Le tour de rôle de la transformation a été fixé comme suit :

1869.

2 obusiers courts de 24 livr. d'Argovie, 4 obusiers courts de 24 livr. de Berne, 2 obusiers courts de 24 livr. de Vaud, en 8 pièces rayées de 8 livr. à chargement par la culasse.

1870.

5 canons lisses de 8 livr. de Zurich, 4 canons lisses de 8 livr. de Lucerne, en 9 pièces rayées de 8 livr. à chargement par la culasse.



5° Les pièces et caissons à transformer, pour autant qu'ils seront à l'ordonnance de 1843 et en bon état, subiront les changements suivants :

A. POUR LES PIÈCES DE POSITION RAYÉES DE 4 LIVR.

1. *Affûts avec avant-trains.*

Transport des deux crochets de prolonge de l'affût à l'avant-train, placement d'une semelle de pointage, d'un nouveau crochet porte-écouvillon et d'un étrier porte-écouvillon aux affûts, transformation du couvercle et de la disposition intérieure du coffret de réserve, transformation de la distribution intérieure du coffre de l'avant-train.

2. *Caissons.*

Transformation de la disposition intérieure des 3 coffres à munition.

B. POUR LES PIÈCES DE POSITION RAYÉES DE 8 LIVR.

1. *Affûts et avant-trains.*

Transport de la vis de pointage et transformation du coffret de réserve, placement de fourches porte-refouloir et doublure des encastrement des tourillons, transformation de la disposition intérieure du coffre de l'avant-train, disposition du corps d'avant-train pour y placer une boîte à savon et y boucler le coffret de l'appareil de fermeture.

2. *Caissons.*

Transformation de la disposition intérieure des coffres à munition.

La transformation en pièces de position rayées de 4 livr. aura lieu à teneur de l'ordonnance du 27 juin 1864 sur la transformation du matériel des canons lisses de 6 livr. pour les batteries rayées de 4 livr., celle en pièces de position rayées de 8 livr., selon l'ordonnance du 12 mai 1869 sur le matériel des batteries de canons rayés de 8 livr. et selon les modèles spécialement établis pour la transformation des affûts d'obusiers de 24 livr. et des affûts de 8 livr. en affûts de 8 livr. pour les pièces à chargement par la culasse.

Des dispositions spéciales sont réservées pour la transformation des caissons Gribeauval, cas échéant.

6° L'administration militaire fédérale bonifiera aux Cantons : pour la transformation d'un affût d'obusier de 24 livr. avec avant-train fr. 93, pour un affût de 8 livr. de Zurich fr. 100, pour un affût de 8 livr. de Lucerne fr. 130, pour la transformation d'un ancien affût de 6 livr. en un affût de 4 livr., y compris celle de la disposition intérieure des coffres d'avant-trains et des coffrets de réserve, fr. 80 ; pour la transformation d'un caisson réglementaire en un caisson de 4 livr. fr. 150, et pour la transformation d'un caisson de 8 livr. fr. 122 ; pour tous, l'équipement excepté.

7° L'équipement sera fourni à teneur du règlement spécial ci-joint, rendu à cet effet. A teneur de ce règlement les cantons doivent fournir ceux des objets d'équipement exigés qui doivent déjà exister dans le matériel à transformer provenant de l'équipement réglementaire actuel. Tous les autres objets d'équipement nécessaires, neufs ou à compléter, seront fournis et mis en état par l'administration militaire fédérale.



Les travaux de transformation de l'artillerie de campagne de Thonon pour les transformations.

10° Si une ou partie de munitions d'artillerie de campagne mentionnées précédemment ou d'autres que ces munitions d'artillerie de campagne, ou d'autres de tout genre, sont transformées par des travaux de transformation, l'administration militaire fédérale ne bonifiera que l'indemnité qu'elle aura versée pour la transformation de ces mêmes objets à l'administration des arts et métiers.

11° Si la munition est en état de servir, par exemple : l'artillerie jusqu'ici en vigueur, ou si elle est en état de servir en service de campagne, les Cantons respectifs supporteront la dépense des travaux de transformation de la transformation des affûts et des munitions.

12° La Direction militaire fédérale se réserve de faire surveiller les travaux de transformation exécutés par les Cantons, de faire examiner le travail et le matériel et d'obliger les Cantons à faire améliorer ce qui serait trouvé insuffisant ou à la transformation satisfaisante. L'indemnité accordée par la Confédération ne sera payée aux Cantons qu'après que lorsque le matériel à transformer aura été accepté par le commandant fédéral.

13° A l'usage de l'article 3 de l'arrêté fédéral du 27 juillet 1869, les Cantons doivent mettre à la disposition de la Confédération les munitions prescrites par la loi sur les contingents pour les pièces à transformer ou en bonifier la valeur équivalente en argent.

La nature et la quantité de munition à mettre à la disposition de la Confédération par chaque canton sont indiquées dans le tableau ci-dessus.

Les Cantons devront mettre la munition ci-dessus mentionnée à la disposition de la Confédération dans l'état ci-après :

- 1° Les boulets sans sabots ni bandeslettes ;
- 2° Les balles à mitraille telles quelles, ou les boîtes vides, les culots et les balles à part ;
- 3° Tous les obus déchargés ;
- 4° La poudre provenant du déchargement des obus doit être dépouillée de la composition qui l'entoure, tamisée et emballée dans des sacs ;
- 5° Les charges de 8 liv. et de 12 liv. telles quelles avec sabots et sachets, ou l'équivalent de poudre dans des sacs d'un quintal et le nombre correspondant de sachets, suivant entente spéciale avec les Cantons ;
- 6° Le nombre d'étoupilles correspondant à celui des coups.

L'administration du matériel de guerre fédérale s'entendra avec celles des arsenaux des Cantons sur le lieu et le mode d'expédition de la munition de fer, charges, etc., et de ceux indiqués ; elle s'occupera de même de la liquidation successive et aux meilleures conditions possibles de ces anciens approvisionnements, afin d'en débarrasser les arsenaux.

14° L'administration militaire fédérale transmettra la munition de remplacement aux Cantons pour les pièces transformées, dans la proportion de 200 coups par pièce, suivant les dispositions du règlement spécial ci-joint sur l'équipement de munition de ces pièces.

Veuillez agréer, etc.

Pour le Chef du Département militaire fédéral.

Son remplaçant : W. G. N.

# REVUE MILITAIRE SUISSE

N° 5.

Lausanne, le 15 Mars 1870.

XV<sup>e</sup> Année.

**SOMMAIRE.** — Fragments (par le général Dufour). (*Suite.*) - L'armée suisse et le projet d'organisation militaire fédérale. (*Suite.*) Rapport du général commandant en chef de l'armée des Etats Unis au secrétaire de la guerre. — Nouvelles et chronique.

## FRAGMENTS.

### Ch. I. — FORTIFICATION DE CAMPAGNE.

(*Suite.*)

**ORDRE ÉTENDU.** — Il est des cas, au contraire, où un bataillon doit s'étendre pour donner moins de prise au feu de l'ennemi, ou pour défendre à la manière des tirailleurs, une position de difficile accès. L'introduction dans les armées des armes de précision rendra peut-être cet ordre habituellement nécessaire en première ligne.

Pour prendre l'ordre étendu, on commandera, le bataillon étant déployé à la manière ordinaire :

- 1° pour ouvrir les rangs ;
- 2° par le flanc droit et le flanc gauche ;
- 3° à gauche et à droite, marche !

Et la manœuvre s'exécutera comme à l'école des chasseurs 2 4, avec cette différence qu'on ne mettra que deux pas d'une file à l'autre, du moins en bataille, et que les hommes du second rang resteront derrière ceux du premier, chacun à chacun.

Ce ne sera que pour border un ravin, un ruisseau, etc., que les files pourront s'ouvrir davantage et les hommes du second rang entrer dans le premier. C'est qu'alors le bataillon tout entier se transforme par la nécessité des circonstances en une bande de véritables tirailleurs.

Mais en plaine les files ne prendront que deux pas d'intervalle, et comme ce sera la règle il n'est pas nécessaire d'indiquer cette distance dans le commandement, chacun sachant ce qu'il doit faire.

Les hommes du second rang restent derrière ceux du premier pour que l'ordre conserve quelque consistance, et pour que le front offre toujours plus de vide que de plein ; car tel est le but de cette formation qui donnera au bataillon une étendue de 320 ou 350 pas au lieu de 120 qu'il a dans l'ordre ordinaire.

Le ralliement au drapeau se fera à la course, au signal convenu. Chacun reprend sa place à mesure qu'il arrive et le bataillon se retrouve formé comme avant.

**MANOEUVRES.** — Les manœuvres sont, après tout, le meilleur moyen de défense puisqu'elles répondent à tout quand on sait bien les employer. Je n'ai, à ce sujet, qu'une recommandation à faire, en renvoyant au règlement, c'est de préférer, pour la formation des masses, la colonne d'attaque à la colonne serrée ordinaire, parce qu'elle peut se partager instantanément en deux demi-colonnes pouvant agir séparément et chacune selon le besoin, et parce que le déploiement est plus prompt et toujours le même, se faisant exclusivement sur la tête de la colonne.

Je recommande encore de ne pas craindre de reposer un ou deux pelotons derrière une aile quand un bataillon manque de place pour se déployer. Ces pelotons sont bien placés; ils renforcent l'aile derrière laquelle ils se trouvent, et pourront toujours rentrer en ligne quand le bataillon, en avançant, trouvera plus d'espace.

**DÉFILEMENT.** — Quand un ouvrage de fortification est construit en face d'une hauteur occupée par l'ennemi, ou qu'il peut occuper, il faut le défiler, c'est-à-dire que sa crête doit être dans un plan qui passe au-dessus de la hauteur d'une quantité suffisante pour laisser au-dessous de lui les batteries que l'ennemi pourrait construire sur cette hauteur.

Mais c'est toujours une mauvaise chose que d'être obligé de se défiler et l'indice d'une position plus ou moins défectueuse.

Le défilement est facilité quand l'ouvrage a peu de profondeur comparativement à son étendue, qu'il est épâté. On est également conduit à cette forme par la convenance d'éviter autant que possible l'enfilade, qui est ce qu'il y a le plus à redouter en fortification.

Mais le défilement concerne l'officier du génie; on n'en parle ici que pour l'intelligence de ce mot technique.

### § 3. *Instruction.*

Dans la campagne du Rhin de 1857, le commandant en chef des troupes fédérales donna l'instruction suivante pour l'exécution des ouvrages de campagne qu'on pourrait être appelé à construire. Je la rapporte parce qu'elle a quelque rapport à ce qui précède.

« Les troupes du génie pouvant avoir un grand nombre d'ouvrages à construire et peu de temps pour les achever, il faut adopter un profil qui mette promptement les défenseurs à l'abri de la fusillade et qui permette de donner, plus tard, plus de consistance aux ouvrages.

« Quant au *tracé*, il se pliera, avant tout, au terrain en adoptant en général des ouvrages détachés qui permettent les manœuvres et les retours offensifs.





sauvera à la course, si cela est nécessaire. Deux ou trois sapins jetés en travers du passage, comme une espèce de cheval de frise, rassureront les défenseurs contre la crainte d'une poursuite trop vive.

---

(Janvier 1857.)

## Ch. II. — DISPOSITIFS ET ACTIONS DE GUERRE.

Sans entrer dans beaucoup de détails ce qui serait inutile pour le plus grand nombre de nos jeunes officiers, je donnerai ici quelques notions générales sur les dispositifs et les actions de guerre, renvoyant aux traités spéciaux sur la matière ceux qui voudront approfondir ce sujet.

### § 1. Positions défensives.

Il y a deux espèces de positions, celles pour la défense passive, celles pour la défense active, ou à retours offensifs. Les premières ne conviennent qu'à des troupes numériquement très faibles, les autres conviennent à des troupes plus en proportion avec l'attaquant; celles-ci sont plus efficaces et mieux faites pour des troupes valeureuses dont elles soutiennent et relèvent le moral. On peut encore dire que les unes conviennent à des troupes peu exercées et de nouvelle levée, les autres à des troupes très exercées et habituées aux combats. Les positions pour la défense passive sont d'autant meilleures que les obstacles sur leur front seront plus grands; ainsi des escarpements difficiles à gravir, d'épaisses broussailles, un profond cours d'eau, etc. Il faut, avec cela, que les ailes soient si bien appuyées que toute crainte d'être tourné soit bannie: un lac, un profond ravin, des rochers abruptes, sont ce qu'il y a de mieux pour appuyer les ailes; un bois, quoiqu'épais, ne vaut pas ces obstacles, parce qu'il faut l'occuper en forces pour en disputer la possession à l'ennemi. Une bonne position pour la défense active est celle qui domine les environs et offre assez d'espace pour y déployer les troupes sur deux lignes et une réserve, avec des pentes douces et découvertes du côté de l'ennemi, en sorte que les actions de vigueur ou retours offensifs y soient possibles. Un petit bois, un village sur le front est avantageux comme poste dont l'ennemi devra, au préalable, s'emparer. Mais, des maisons de bois sont à redouter à cause du feu. Une grande ferme, bien bâtie, entourée de murailles, vaut encore mieux qu'un village dont les rues sont plus ou moins accessibles. Ainsi la ferme d'Ugoumont à Waterloo, qui a joué un si grand rôle dans cette célèbre bataille. Si le terrain en arrière de la position est en contre-pente, cela ne sera que mieux, parce que les mouvements des réserves seront cachés. Les ailes doivent encore être appuyées; mais ici des bois peuvent suffire.







## 2. 2. Jusqu'à la guerre

La guerre de 1870-1871 nous a montrés que les opérations les plus difficiles à exécuter et les plus coûteuses sont presque toujours celles qui sont imposées aux armées par elles-mêmes, et non celles qui sont imposées par l'ennemi à l'initiative qui peut le faire franchir à la guerre.

La guerre de 1870-1871 nous a montrés que les opérations les plus difficiles à exécuter et les plus coûteuses sont presque toujours celles qui sont imposées aux armées par elles-mêmes, et non celles qui sont imposées par l'ennemi à l'initiative qui peut le faire franchir à la guerre.

(A suivre.)

## L'ARMÉE SUISSE ET LE PROJET D'ORGANISATION MILITAIRE FÉDÉRALE

(Suite.)

Après avoir exposé ses vues sur l'organisation du personnel en-  
trainant et sur la nécessité de faire participer les officiers supérieurs  
de l'armée dans une plus large mesure à la direction de l'instruction,  
M. de Frenet glisse avec prestement et avec une quasi indifférence  
sur la question capitale de la centralisation de l'instruction de l'in-  
fanterie, sans presque paraître se douter des importantes questions  
politiques qui s'y rattachent indissolublement, et il en vient à l'examen  
d'un *vermerk* défaut de notre armée résumé par le projet comme suit :  
« On s'aperçoit toujours davantage que l'instruction actuelle ne suffit  
« plus, et l'opinion générale, surtout parmi les personnes compé-  
« tentes, est qu'il faut prolonger le temps qu'on y consacre si l'on  
« veut que notre armée de milices réponde aux exigences actuelles  
« et ne reste pas au-dessous des progrès accomplis dans d'autres  
« armées. »

Notre objectif étant de nous mettre en mesure de pouvoir, dans  
un moment donné et dans des circonstances données, tenir tête avec  
succès aux armées permanentes qui nous entourent, il est nécessaire  
d'examiner si l'instruction donnée à nos troupes est suffisante pour  
atteindre ce but, et, à cet effet, de la comparer à l'instruction mili-  
taire des pays qui nous environnent.

L'Allemagne, la France, la Belgique, etc., estiment que pour former  
une armée solide il faut une durée de service de 3 à 5 années passées  
sous les drapeaux. L'Allemagne et l'Autriche admettent, il est vrai,  
le système de volontaires s'équipant à leurs frais et autorisés à ne  
servir que pendant un an après avoir fait preuve d'une bonne ins-  
truction; mais ces volontaires, au nombre de trois à quatre par com-  
pagnie, ne modifient pas sensiblement le principe. La France, in-  
corporant en temps de guerre des hommes qui n'ont pas passé 5 an-  
nées sous les armes, leur donne une instruction préalable de 6 mois  
répartie sur deux années. Ces hommes, encadrés au milieu de sol-



























## § 1. Castramétation.

On sait avec quel soin les Romains établissaient leurs camps sur le passage, soit de l'armée. Ils étaient de forme carrée et présentaient l'apparence d'une petite ville où chacun savait non-seulement le quartier mais encore la place qu'il devait occuper; en sorte que le camp était très promptement établi. On le couvrait toujours, ne fût-il que pour une nuit, d'une enceinte. Pour un camp de passage cette enceinte consistait en une simple palissade précédée d'un petit fossé de 5 à 6 pieds de largeur et de 4 pieds de profondeur. Les terres étant employées à former une petite banquette. Mais pour les camps de séjour on donnait 15 pieds de largeur au fossé et 9 à 10 pieds de profondeur; avec les terres on formait un rempart sur lequel on plantait la palissade, de manière à donner au tout une hauteur de 16 à 17 pieds depuis le fond du fossé. Les palissades nécessaires étaient portées constamment par les soldats eux-mêmes et par des chariots qui suivaient l'armée. Les Romains campaient ainsi rassemblés parce qu'ils y trouvaient plus de sûreté et qu'ils n'avaient pas à craindre les ravages de l'artillerie. Les modernes, non-seulement ne peuvent pas le faire et sont obligés de s'étendre davantage, mais encore ils ont dû renoncer à couvrir leurs camps de fortifications qui, pour être à l'épreuve du canon, exigeraient trop de temps pour leur établissement. Ils campent, autant que possible, dans l'ordre de bataille pour être toujours prêts à repousser l'ennemi. Et, quand ils se servent de tentes, la castramétation, ou l'art de disposer un camp, a des règles qui fixent leur distribution, la largeur des rues, l'emplacement des cuisines, celui des faisceaux d'armes, etc. Ces règles se trouvent dans tous les traités de fortification. C'est aux officiers du génie qu'en est confiée l'application.

Mais les véritables campements sont rares, si ce n'est pour des réunions d'instruction ou d'exercice. On ne fait plus guère usage des grandes tentes trop embarrassantes pour la marche des armées. La troupe est ordinairement cantonnée, ou bivouaquée avec ou sans les tentes-abris. (Les tentes-abris servent à 5 hommes dont chacun porte une partie de la tente.) C'est en choisissant de bonnes positions et en portant au loin des corps d'éclaireurs pour y établir des avant-postes, qu'on assure la tranquillité d'un camp contre les entreprises de l'ennemi.

**BIVOUACS.** — Les bivouacs se prennent en ligne ou en colonne. En ligne, on les établit à une trentaine de pas en arrière des faisceaux d'armes que la troupe forme avant de rompre ses rangs. On forme deux rangées de feux, chacun de ces feux servant à 15 ou 20 hommes. Les feux des officiers sont sur une 3<sup>me</sup> ligne plus en arrière.



prend au fermier toute la paille dont on a besoin pour la couchée des hommes. On s'étale dans ces hangars, granges, écuries et chaque homme arrange sa couchette. Il est vrai que le pauvre diable de fermier (à qui on remet quelquefois un bon, mais qui est toujours en perte) se rattrape, autant qu'il peut, en faisant payer cher son vin, ses œufs, sa volaille, etc. Pour la santé des soldats le cantonnement vaut beaucoup mieux que les tentes, surtout pour les temps de pluie abondante.

Cependant, pour peu que cela soit possible, il convient de régulariser le cantonnement, en faisant précéder la troupe par des officiers d'état-major pour distribuer les logements aussi bien qu'on le peut.

Les quartiers-maîtres les reçoivent de ceux-ci; en font eux-mêmes une répartition détaillée entre les fourriers qui les accompagnent; et, enfin, ceux-ci indiquent à leurs compagnies respectives, quand elles arrivent, les maisons ou granges qui leur sont affectées. Voici quelques prescriptions à ce sujet qui devraient servir de règle dans nos armements.

1° Observer, autant que possible, l'ordre de bataille dans la répartition des logements.

2° Mettre tout un bataillon dans un même village, lors même qu'une partie devrait bivouaquer. Et, à cet effet, la répartition commencera alternativement par la droite et par la gauche du bataillon.

3° N'occuper que les rez-de-chaussée, et de préférence les granges et les hangars.

4° Compter un homme pour chaque pas dans la longueur de la pièce. Pour pouvoir mettre les hommes sur les deux côtés de la pièce, il faut qu'elle ait, au moins, six pas de largeur.

5° La troupe doit être nourrie par distribution, ou apporter ses vivres.

6° Ne rien exiger des habitants que ce qu'on peut payer, à l'exception de la paille de couchage pour laquelle on fournira des bons réguliers.

7° Les bivouacs se font à tour de rôle et par compagnie

### § 5. *Manœuvres de protection.*

On ne trouve pas partout des obstacles naturels pour y appuyer les ailes d'une ligne de bataille; il faut donc y suppléer par l'ordre de bataille lui-même qui, d'ailleurs, a l'avantage d'être mobile, quand un obstacle ne l'est pas et vous oblige, par conséquent, à rester en place pour profiter de l'appui qu'il peut offrir.

Il y a plusieurs moyens d'atteindre ce but.









































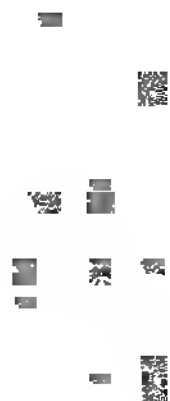








TRAJECTOIRE MOYENNE.





#### IV. Précision.

En ce qui concerne la justesse de tir, le fusil à répétition se relie à l'ordonnance suisse et à son système. Les résultats de précision qui caractérisent le système, particulièrement les résultats de quelques armes isolées, obtenus par le tir au chevalet, sont exprimés, d'après les observations faites jusqu'ici, par les moyennes suivantes.

**Rayon moyen de la meilleure moitié des coups.**

*Fusil d'infanterie transformé et fusil à répétition.*

| Distance en pas | RAYONS EN CENTIMÈTRES |                 |
|-----------------|-----------------------|-----------------|
|                 | Observations          | Nombres adoptés |
| 300             | 14,7                  | 14,7            |
| 400             | 19,5                  | 18,6            |
| 500             |                       | 23,7            |
| 600             | 30                    | 30,0            |
| 700             |                       | 37,8            |
| 800             | 48,3                  | 48,3            |
| 900             |                       | 62,1            |
| 1000            | 78,9                  | 78,9            |

Les rayons des écarts moyens se montrent encore comme plus favorables que ceux des armes précédentes avec chargement par la bouche, ce qui devait être en présence de l'augmentation du projectile en conservant sa même coupe.

#### V. Conditions de balistique.

Les observations avec l'appareil électrique de Navez-Leurs donnèrent pour le fusil d'infanterie transformé et la munition d'ordonnance, charge  $3\frac{3}{4}$  grammes, poids du projectile 20,2 grammes, une vitesse initiale de 440<sup>m</sup>.

**Vitesses initiales.**

| ARME                       | Calibre  | Vitesse initiale | Ecart moyen      | Observations                   |
|----------------------------|----------|------------------|------------------|--------------------------------|
|                            | mm.      | m.               | m.               |                                |
| Fusil d'infanterie n° 2888 | 10,6     | 442,6            | 4,4              | Sur 10 coups pour chaque arme. |
| » » » 3798                 | 10,4     | 434,2            | 2,7              |                                |
| » » » 9925                 | 11       | 442,9            | 4,3              |                                |
| » » » 4                    | 10,4     | 439,3            | 3,4              |                                |
|                            | Moyenne: | 440 <sup>m</sup> | 3 <sup>m</sup> 7 |                                |

**Vitesse initiale avec différents poids de charge.**

| Arme N° | Charge  | Vitesse initiale | Observations                  |
|---------|---------|------------------|-------------------------------|
|         | Grammes | Mètres           |                               |
| 2888    | 3,0     | 383,6            | Sur 10 coups pour chaque arme |
| »       | 3,5     | 420,7            |                               |
| »       | 3,75    | 442,6            |                               |
| «       | 4,0     | 457,8            |                               |

**Vitesse initiale avec le canon raccourci successivement de 5 poudres.**

| Fusil | Longueur<br>du canon | Vitesse initiale | Ecart moyen<br>sur 10 coups | Observations                                                                                              |
|-------|----------------------|------------------|-----------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| N° 4  | m.                   | m.               | m.                          |                                                                                                           |
|       | 0,93                 | 439,3            | 3,4                         |                                                                                                           |
|       | 0,78                 | 430,8            | 4,3                         |                                                                                                           |
|       | 0,63                 | 420,1            | 3,2                         |                                                                                                           |
|       | 0,48                 | 397,6            | 4,7                         |                                                                                                           |
|       | 0,33                 | 363,0            | 2,5                         |                                                                                                           |
|       | 0,18                 | 295,3            | 4,6                         |                                                                                                           |
|       | 0,075                | 173,7            | 5,0                         |                                                                                                           |
|       | 0,047                | 114,6            | 2,7                         | Le projectile serre dans les rayures dans toute sa longueur.<br>Le projectile ne touche plus les rayures. |

D'après la règle déduite des chiffres ci-dessus, les moyennes de vitesse initiale seraient pour les armes raccourcies :

| ARME                     | Longueur<br>du canon | Vitesse initiale<br>moyenne |
|--------------------------|----------------------|-----------------------------|
|                          | m.                   | m.                          |
| Fusil d'inf. transformé. | 0,93                 | 440                         |
| Fusil de chasseur . .    | 0,87                 | 437                         |
| Fusil à répétition . .   | 0,84                 | 435                         |
| Carabines . . . . .      | 0,78                 | 432                         |

L'observation ne fut cependant faite que sur une arme de chaque espèce :

Fusil de chasseur 430<sup>m</sup>.

Carabine . . . . 429<sup>m</sup>.

Les propositions de déperdition de vitesse par suite de la résistance de l'air sur le projectile sont établies comme suit, pour le projectile à l'ordonnance, ensuite de deux observations de vitesse faites au moyen de l'appareil électrique :

| Arme       | Distance | Vitesse | Observation sur |
|------------|----------|---------|-----------------|
|            | m.       | m.      |                 |
| Carabine . | 30       | 499,2   | 10 coups.       |
| N° 1258 .  | 245      | 398,4   | 10 coups.       |

Avec le coefficient de la résistance de l'air sur le projectile à l'ordonnance, les valeurs de vitesse initiale données plus haut ont été tirées d'un côté des deux observations (à 30 mètres) et d'un autre côté sur les distances succes-



# REVUE MILITAIRE SUISSE

N° 7.

Lausanne, le 15 Avril 1870.

XV<sup>e</sup> Année.

SOMMAIRE. — Fragments (par le général Dufour). (*Suite.*) — Reconnaissance de la vallée du Rhône, par M. le colonel C. Borgeaud (*suite.*) — L'armée suisse et le projet d'organisation militaire fédérale. (*Suite.*) — Nouvelles et chronique.

## FRAGMENTS.

### Ch. II. — DISPOSITIFS ET ACTIONS DE GUERRE.

(*Suite.*)

#### § 1. Abris-vent.

Une troupe au bivouac se garantit du vent, si ce n'est de la pluie, par des abris-vent; et c'est déjà quelque chose dans certaines circonstances atmosphériques.

La construction des abris-vent se fait à la hâte, demande moins de temps et moins de matériaux que les baraques proprement dites, où le soldat trouve un abri contre la pluie, mais qui ne peuvent se faire que rarement et dans les camps d'une certaine durée.

L'établissement d'un simple abri-vent n'exige pas beaucoup de régularité (je veux dire dans leur disposition collective); il suffit que les compagnies ne soient pas confondues. Le bivouac en colonne ne permet pas même ces petits établissements. On ne peut donc les prendre que tout à fait en passant et pour de simples détachements. Et encore faut-il être à proximité d'un bois.

Quoiqu'il en soit, voici quelques directions qui pourront servir dans l'établissement de l'abri même. Il se construit en plantant, de distance en distance (à 4 ou 5 pieds), des branches d'arbre disposées par couple et liées en haut, sous forme de chevalet. Les fourches que l'on forme ainsi ont une perche horizontale qu'on assujettit aux chevalets et qui leur donne ainsi une certaine stabilité; puis on étend dans le même sens et du côté du vent des branches plus minces pour supporter la paille ou le feuillage dont l'abri-vent sera recouvert. Ces petites branches, espèce de lattes, doivent aussi être fixées aux jambes des chevalets pour ne pas glisser à leurs pieds.

La branche du chevalet qui doit supporter le feuillage doit être plus inclinée que l'autre qui n'est qu'un simple support. On fera le chevalet de 1<sup>m</sup> 30 de hauteur et de 2<sup>m</sup> sous la grande branche. On pourrait même les faire moins profonds; cela vaudrait toujours mieux que rien.

Les soldats se couchent sous l'abri, la tête sur le sac placé au fond et les pieds en dehors vers le feu de bivouac.

Il faut compter un mètre ou, au moins, un pas (0<sup>m</sup>.75) par homme dans la longueur. Ainsi un abri de 4 mètres servira pour 4 hommes qui se seront employés à sa construction. Il faudra 3 chevalets pour cette longueur. Il est bon que les petites branches débordent un peu de chaque bout pour être mieux couvert sous l'abri.

Mais le peu de profondeur de l'abri, et sa forme qui ne permet pas de mettre à profit tout l'espace couvert, exposent les hommes à avoir les pieds mouillés quand ils ont besoin de s'étendre.

On corrige ce défaut en construisant sur le devant un petit toit ou couvert, s'appuyant sur le faite et soutenu par d'autres piquets. On peut ainsi gagner un mètre ; mais le travail en est un peu augmenté. S'il pleut fort, il vaut la peine de l'entreprendre. On s'en passe s'il fait beau.

L'abri-vent sera plus commode si l'on relève un peu l'extrémité des branches qui supportent le feuillage au moyen d'un bourrelet de terre ou de gazon ; ce qui peut se faire très lestement si on a une pioche : une petite tranchée extérieure fournit la matière du bourrelet. Un relèvement de 0<sup>m</sup> 25 à 0<sup>m</sup> 30, ou davantage, obtenu de la sorte, donnera beaucoup de facilité pour poser les sacs et se coucher sous l'abri.

## § 2. Fougasse-pierrier.

La fougasse-pierrier est destinée, comme son nom l'indique, à produire un effet analogue à celui des pierriers de l'artillerie, mais sur une plus grande échelle. Le mortier ou pierrier ordinaire a, il est vrai, un assez grand diamètre et peut, par conséquent, lancer une assez grande quantité de pierres ; mais la fougasse-pierrier est une véritable mine qui en lance bien davantage et de plus grosses. Celle-ci se fait partout, le pierrier ne se trouve que dans les arsenaux et sa pesanteur en rend le transport difficile.

La fougasse, en terrain ordinaire, se creuse dans les dimensions et suivant la coupe ci-après. Les terres se placent principalement à l'opposé de l'ouverture et un peu sur les côtés, pour que l'effet se produise en avant. Le talus du fond qui surplombe doit être soutenu par des planches ou un bon gazonnage. Les côtés ou joues se font en talus ordinaire, suivant la nature des terres, et aussi raides que possible.

La boîte aux poudres se place, vide, au fond de la fougasse, et, par dessus on pose en biais un plateau épais d'un mètre carré destiné à la séparer des cailloux qu'on entasse devant. La caisse doit être capable de contenir une trentaine de livres (15 kilog.) de poudre, qu'on y introduit, au moment conve



d'un tuyau ou auget, vertical, correspondant à une ouverture de la caisse et du plateau. Ainsi on n'a point à craindre les inconvénients de l'humidité ; mais le chargement prend quelque temps : il ne faut donc pas attendre le dernier moment pour l'opérer. On pourrait être pris au dépourvu. C'est là un inconvénient réel de la fougasse-pierrier. Son feu peut manquer, mais elle jouit toujours d'un effet moral considérable.

Le feu se met au moyen d'un fil électrique convenablement adapté, et qui traverse le massif postérieur de la fougasse.

La charge de quinze kilogrammes suffit pour lancer à 60 ou 70 mètres de distance environ 2<sup>m</sup> cubes de gros cailloux présentant un poids de plus de 2000 kilogrammes, même en admettant que le cube réel soit réduit de près de moitié par les vides. Avec cette portée moyenne, la dispersion est d'environ 50<sup>m</sup>. On en conçoit l'effet sur une troupe serrée si le coup part à propos. Ce moyen de défense peut être fort utilement employé dans les défilés où, suivant la disposition du terrain, on pourra préparer une succession de fougasses qui joueraient l'une après l'autre. Elles pourraient encore offrir de grands avantages pour la défense des retranchements : on les établirait à couvert derrière le parapet et on les ferait jouer de manière à couvrir la contrescarpe d'une grêle de pierres au moment où l'ennemi se présenterait. Il faudrait, dans ce cas, diminuer la charge selon la portée qu'on voudrait avoir. Ceci regarde les ingénieurs.

On voit qu'une pile voltaïque et un approvisionnement convenable de fils conducteurs sont indispensables dans un fourgon du génie.

### § 3. *Des mines ordinaires.*

Il est bon de dire ici quelques mots des mines, bien que leur emploi soit assez rare à la guerre. Mais il est bon d'en connaître les effets.

On emploie les mines dans les sièges, à différents usages :

1<sup>o</sup> Pour renverser une contrescarpe, ou telle autre muraille, en pratiquant derrière un fourneau auquel on met le feu au moyen d'un saucisson (boudin de toile rempli de poudre) ou de l'étincelle électrique. Cela suppose que la muraille soutient des terres, comme la contrescarpe, sans quoi on ne ferait pas de fourneau ; on se contenterait de placer contre le pied du mur quelques sacs de poudre qui, allumés, suffiraient pour le renverser.

2<sup>o</sup> Pour faire brèche à l'escarpe quand on ne peut ou ne veut pas y employer le canon. A cet effet, le mineur, convenablement protégé, perce la muraille à son pied pour aller, par un retour, se placer derrière un fourneau qui, venant à jouer, renverse la muraille avec le parapet qu'elle supporte et ouvre la place à l'assiégeant.

3° Pour la guerre souterraine, telle qu'on en a vu un grand exemple au siège de Sébastopol, en 1855.

On distingue trois espèces de mines, suivant leur effet plus ou moins considérable : *Le camouflet*, la *mine ordinaire* et le *globe de compression*. Pour les distinguer il faut savoir qu'un amas de poudre qui fait explosion ne borne pas son effet destructeur à soulever et lancer dans les airs une masse de terre plus ou moins considérable, mais qu'encore elle ébranle et pulvérise le sol autour d'elle jusqu'à une certaine distance, non-seulement sur les côtés mais même en dessous.

*Le camouflet* est la mine dont tout l'effet est intérieur et se réduit à une sphère de terre pulvérisée. On s'en sert pour écraser ou étouffer le mineur ennemi dans sa galerie.

*La mine ordinaire* éclate au dehors et lance les matériaux plus ou moins loin suivant qu'elle est plus ou moins chargée. Son caractère est que l'excavation qu'elle produit ait un diamètre double de la profondeur, ou plutôt de la ligne de moindre résistance qui se mesure de la surface extérieure du milieu où la mine a été pratiquée, au fourneau. En d'autres termes, la mine ordinaire est celle dont le rayon de l'entonnoir (c'est le nom de l'excavation) est égal à la ligne de moindre résistance.

*Le globe de compression*, ou fourneau surchargé, est, comme son nom l'indique, la mine qui a reçu plus de poudre qu'il n'en faut pour produire un entonnoir ordinaire. Ses effets, tout autour, peuvent s'étendre jusqu'à une distance triple de la ligne de moindre résistance et même étendre horizontalement et dans l'intérieur des terres un ébranlement destructeur jusqu'à quatre fois cette ligne.

Dès que le diamètre de l'entonnoir a plus de deux fois la ligne de moindre résistance, c'est un globe de compression qui l'a produit. Mais quelque charge qu'on mette dans le fourneau on ne produira pas d'entonnoir dont le diamètre ait plus de six fois, ou le rayon plus de trois fois cette profondeur. Ce diamètre est un maximum. Mais on doit croire que pour l'effet intérieur il n'y a pas de limite.

En contrebas du fourneau une galerie peut encore être rompue à une distance au moins égale à la ligne de moindre résistance. La portion de terrain pulvérisée par le globe de compression et dans l'intérieur de laquelle toute maçonnerie sera rompue est assez bien représentée par un ellipsoïde dont le petit axe est vertical et le grand axe horizontal, ayant pour centre le fourneau des poudres. C'est ce qu'on appelle la sphère de rupture. L'ellipsoïde n'est pas nécessairement régulier; il s'aplatit si le terrain inférieur est plus compacte que le supérieur. Le grand axe varie, mais il est toujours plus grand que le diamètre de l'entonnoir.

On emploie aussi, avec beaucoup de succès, les mines aux démolitions.

C'est même le premier emploi qu'on en ait fait: En 1501, Pierre de Navarre, qui servait sous le grand capitaine Gonzalve de Cordoue, proposa et employa ce moyen pour faire sauter le château de l'OEuf à Naples. Il eut un plein succès, et dès lors on en a fait un constant usage.

Un mot à ce sujet sur l'invention de la poudre qui a eu de si grandes conséquences sur la civilisation et sur l'humanité en général.

Ce n'est pas au moine Schwartz Berchtold qu'il faut attribuer l'invention de la poudre; ce n'est pas même à Roger Bacon, qui vivait avant lui et qui, selon quelques auteurs, l'aurait découverte en 1280. Antérieurement, et dans le milieu du XIII<sup>me</sup> siècle, Marcus Græcus avait déjà consigné, dans un livre intitulé *Liber ignium ad comburendos hostes*, la recette pour la composition de la matière fusante et même détonnante, dont on se servait déjà chez les Chinois et chez les Arabes pour faire des fusées et des pétards. Ensorte que cette invention doit être attribuée à l'Orient et plus particulièrement aux Chinois, d'où elle a passé aux Arabes, et de ceux-ci en Occident par Marcus Græcus.

Mais ce n'a d'abord été que la force de propulsion de la poudre qui a été utilisée pour lancer des flèches plus fort et plus loin que par les moyens ordinaires. Pour cela on adaptait, près du fer de la flèche, une espèce de cartouche remplie de matière fusante, qui, une fois allumée, emportait la flèche bien au-delà du point où une grosse arbalète aurait pu la lancer.

Ce n'est que plus tard qu'on a pensé à utiliser la force explosive pour lancer des projectiles. Et, à cet égard, il paraît bien constaté que c'est Schwartz qui, le premier, en a eu l'idée. Ensorte que s'il n'est pas le véritable inventeur de la poudre, il doit, à juste titre, être regardé comme l'inventeur des armes à feu.

Bien défectueuses dans le début, comme tout ce qui commence, elles sont restées longtemps inférieures aux anciennes arbalètes. On ne savait pas, ou l'on n'osait pas, donner à la poudre toute sa force. Ce n'a été qu'en permettant le recul, auquel on s'opposait autant que possible dans ces premiers temps, que les armes à feu et surtout les canons ou bombardes, se sont peu à peu perfectionnés, au point de laisser bien loin en arrière les anciennes armes et machines de jet. Mais il a fallu du temps pour cela; près d'un siècle s'est écoulé avant qu'on ait eu une véritable artillerie de feu.

Ce furent d'abord des armes portatives ou des tubes d'un très-petit calibre fixés à des espèces d'affûts, avec lesquels on lançait des garrots, ou flèches d'arbalète munies d'une grosse pointe de fer ou d'acier.

Le feu se mettait à la main, ou avec un fer rougi au feu. Com-

bien ce procédé était imparfait ! On en vint ensuite à faire de véritables canons, soit en fer, soit en bronze, pour lancer des boulets de pierre et ensuite des boulets de fer. Mais le canon ne tirait que dans une direction unique, et par là même son effet était peu efficace. Les armes portatives se perfectionnèrent par l'invention du serpentín ou porte-mèche, et celle du bassinet pour recevoir l'amorce.

Les canons, ou bombardes, augmentèrent de calibre d'année en année, jusqu'à pouvoir lancer des pierres de 600 à 700 livres.

Ce n'est que dans la seconde moitié du XIV<sup>m</sup><sup>e</sup> siècle, époque marquée par la grande figure de Duguesclin, que l'artillerie à feu prit le dessus et remplaça petit à petit les trébuchets et les grosses arbalètes. Jusque-là elle leur avait été inférieure et les chefs d'armée en faisaient peu de cas. Mais, depuis, elle s'est bien dédommagée de ce dédain. On sait toutes les phases par lesquelles elle a passé pour arriver à nos canons actuels se chargeant par la culasse et pouvant tirer plusieurs coups à la minute avec une précision merveilleuse.

Les armes portatives ont eu aussi leurs perfectionnements successifs : au serpentín a succédé le rouet ; au rouet la batterie à silex ; à celle-ci la batterie à percussion. Puis on a imaginé différents moyens de charger le fusil par la culasse. On y a réussi et l'on est parvenu à construire des armes de précision qui portent à 1,000 ou 1,200 pas et peuvent fournir jusqu'à 10 ou 12 coups par minute !

(A suivre.)

## RECONNAISSANCE

**DE LA VALLÉE DU RHONE, DU LAC LÉMAN AU ST-GOTHARD,**  
opérée en 1865, du 3 au 16 septembre, par des officiers de l'Etat-major fédéral.

MÉMOIRE RÉDIGÉ PAR LE COLONEL BORGEAUD, CHIEF DE LA RECONNAISSANCE.

(Suite.)

*Val de Ferret.*

*Col de Ferret.* — D'Orsière part un chemin qui remonte le col de Ferret, par le village de Som-la-Proz, de Ville-d'Issert, les Arlaches et Praz-de-Fort. En continuant à remonter la Dranse par un sentier muletier, on arrive aux chalets de Folly, où le val, ainsi que le sentier, se bifurquent. A droite en remontant se trouve un petit val latéral qui conduit au col de Ferret (altitude 2492 mètres) en trois heures depuis Folly, soit en 7 heures depuis Orsière. Du col de Ferret on descend par le val de Ferret italien, à Courmayeur, sur la Doire, en 5 heures.

*Col de la Peulaz.* — Depuis Folly, en continuant d'abord à suivre la Dranse, puis ensuite en la laissant à gauche pour passer par les chalets de Peulaz, on remonte par la droite au col de la Peulaz (altitude 2530 mètres), par un mauvais sentier en 7 fortes heures depuis Orsière.

Les cols de la Peulaz et de Ferret ont le même débouché sur le versant italien.

*Col de Fenêtre.* — Des chalets de Ferret, en remontant la Dranse, on arrive

aux chalets du plan de la Chaux ; alors, laissant la Dranse à droite et remontant le flanc de la montagne à gauche par un mauvais sentier, on arrive aux lacs, puis, après une dernière ascension, on se trouve au col de Fenêtre (altitude 2699 mètres) après une marche de huit fortes heures depuis Orsière.

Du col de Fenêtre on descend à Aoste en 8 heures.

Du col de Fenêtre on va en deux heures au St-Bernard.

#### *Vallée de Bagne.*

La vallée de Bagne est la plus peuplée. Les villages de Sembrancher, Vollège, Levron, Chable, Villette, Medièrè, Montagnier, Bruson, Verségère et Sareyer dans sa partie inférieure, sont très rapprochés les uns des autres.

*Col de fenêtre dans la vallée de Bagne.* — La vallée de Bagne conduit, par le développement de toute sa longueur au col de Fenêtre (altitude 2786 mètres) qui est à peu près impraticable.

On compte 12 lieues de marche depuis Sembrancher au col de Fenêtre du val de Bagne.

Ce col conduit en 8 heures à Aoste par le val d'Ollémont.

*Communications entre la vallée de Bagne et la vallée du Rhône.* — Plusieurs sentiers établissent des communications directes entre la vallée de Bagne et la grande vallée du Rhône.

a) Le premier conduit de Sembrancher, par Vence-en-Chemin, sur Martigny-Bourg ;

b) Un second conduit de Sembrancher, par Vence, les mines de fer Le Planard et la Fesaz, au Guercet, entre Charrat et Martigny-Bourg ;

c) Un troisième conduit de Sembrancher, par Levron, aux deux précédents.

d) Un quatrième conduit de Sembrancher, par Vollège, Cries et Levron, au Pas-du-Lens, pour descendre sur Cordelune, Sapino et Saxon ;

e) Un cinquième conduit de Sembrancher, par Chable, au col d'Etablou, passe aux chalets de ce nom et descend sur Saxon.

#### *Positions.*

Les positions de ces trois vallées sont :

a) Celle du St-Bernard ;

b) Celle du Sembrancher.

#### *Position du St-Bernard.*

La position du St-Bernard est bonne en elle-même ; elle n'est pas trop large, puis elle a l'avantage de défendre à la fois le col du St-Bernard et celui de Fenêtre, qui débouche dans la vallée du Ferret. Mais ici, comme toutes les fois qu'on voudra défendre sérieusement un col, on devra commencer la défense aussi bas que possible sur le flanc opposé de la montagne pour en retirer les avantages suivants qui sont bien simples :

a) Eviter une surprise sérieuse ;

b) Profiter des avantages que présente toujours le terrain pour le combat, lorsqu'on se retire du pied d'une montagne sur un col, où se passera le dernier acte de la lutte.

Pour les raisons ci-dessus, si l'on ne veut pas se borner à observer le passage du St-Bernard, mais qu'on se décide à le défendre sérieusement, il faut occuper immédiatement St-Rémy.

#### *Positions de Sembrancher.*

La position de Sembrancher n'est pas mauvaise en elle-même, mais elle a un défaut bien grave, c'est que le résultat final dépend des positions simultanées suivantes :

a) La position d'Orsière, défendant le passage de Champey, qui conduit d'Orsière à Bovernier ;

b) La position fort étendue, mais rapprochée, de Vollège à Chable, qui couvre les cinq passages conduisant du val de Bagne à la grande vallée du Rhône.

On sait que la clef de la position de Sembrancher se trouve au tunnel de l'île Bernard; mais la défense active doit partir du mont St-Jean qui commande Sembrancher et qui prend la route du St-Bernard en flanc sur un développement d'une lieue. La position de Vollège appuie sa droite (qui doit être fortement occupée) à Sembrancher et sa gauche plus à claire-voie à Chable.

La position d'Orsière se compose d'une colline qui commande Orsière et qui s'élève jusqu'au lac de Champey. Ici les flancs sont mal assurés et la distance, pour correspondre de cette position à Sembrancher, par Champey, ne doit pas être estimée à moins de 5 heures de marche.

*Inconvénients stratégiques de la route projetée en tunnel sous le col de Menouve.*

*Tunnel sous le col de Menouve.* — Les inconvénients stratégiques de la route projetée sous le col de Menouve sont graves et au nombre de trois:

a) Cette route serait la plus directe pour une armée qui voudrait passer d'Italie sur le plateau suisse, lequel s'étend des rives du Léman à celles du lac de Constance, puisqu'elle n'aurait guère que 12 lieues de développement, pour passer d'Italie dans la plaine du Rhône, au-dessous de St-Maurice;

b) Elle serait une voie de communication que choisirait volontiers une armée, qui partirait d'Italie pour envahir la France;

c) Elle serait également une tentation pour une armée française qui voudrait passer en Italie.

Dans cette dernière hypothèse, une fois que la route projetée de Martigny à Chamounix serait exécutée, et même déjà aujourd'hui, avec les routes muletières actuelles de la Forclaz et de Salvan, la Suisse serait impuissante à faire observer la neutralité de son territoire, puisque l'occupation seule de Martigny par cette armée française suffirait pour protéger son passage.

*Résumé sur les différentes communications entre le Valais et l'Italie.*

Toutes les communications du Valais en Italie tombent dans deux bassins principaux:

- a) Le bassin de la Doire;
- b) Le bassin du Tessin.

Les communications à droite du mont Rosa débouchent dans le bassin de la Doire.

Les communications à gauche du mont Rosa débouchent dans le bassin du Tessin.

Le bassin de la Sésia, placé entre les deux précédents, et appuyé au mont Rosa, n'a pas de communications directes avec la Suisse.

Les deux passages principaux d'une armée italienne qui choisirait la vallée du Rhône pour pénétrer dans la Suisse centrale, sont:

- a) Le Simplon;
- b) Le St-Bernard.

Dans le premier cas, elle aurait à enlever les positions suivantes:

- a) La position de Gondo;
- b) La forteresse de Louèche, pour franchir le défilé des bois de Finge;
- c) La position de St-Maurice, qui est bonne dans cette hypothèse.

Cette armée aurait à soutenir une lutte de tous les instants:

- a) De front, contre nos colonnes, de Gondo à St-Maurice;
- b) De flanc, contre nos tirailleurs et contre notre artillerie, depuis Naters, par Louèche, Sion, Brâçon et Lavey;
- c) En queue, depuis la vallée de Conches à St-Maurice.



En faisant étudier et en exécutant les travaux nécessaires à Gondo et à la place de Louèche, nous estimons que pendant que les Suisses n'auront pas dégénéré, ils n'ont rien à craindre d'une pareille attaque.

Dans le cas où l'armée italienne choisirait le passage du St-Bernard, elle aurait à surmonter les obstacles suivants :

- a) Enlever le col du St-Bernard et le passer avec tout son matériel d'artillerie ;
- b) Enlever la position de Sembrancher ;
- c) Déboucher au Brocard, en face de la position excellente qui appuie sa droite au Brocard et dans le val qui conduit à la Forclaz, son centre aux collines de la Bathiaz et sa gauche jusqu'au Rhône, avec la Dranse pour couvrir tout le front, du Brocard jusqu'au Rhône. Cette armée aurait une lutte de tous les instants à soutenir :

- a) De front, contre nos colonnes, du St-Bernard à St-Maurice ;
- b) Sur ses deux flancs, depuis Orsière à St-Maurice ;
- c) En queue, depuis Martigny, par notre colonne qui partirait de Sion.

Cette marche serait plus avantageuse à l'ennemi que la précédente, pour une surprise ; elle est plus courte, mais les désastres en seraient encore plus éclatants.

Puisqu'il n'est pas probable que l'Italie dirige jamais une armée par la vallée du Rhône, pour attaquer la Suisse centrale, jetons un coup d'œil sur les autres parties de notre frontière italienne.

#### *Coup d'œil sur nos frontières italiennes, pour la défense de la Suisse centrale.*

Les bassins au midi des Alpes, qui communiquent directement avec la Suisse centrale, sont au nombre de trois :

- a) Le bassin de la Doire, qui a pour principal passage le St-Bernard ;
- b) Le bassin du Tessin, au centre, dont les principaux passages sont : le Simplon, le St-Gothard et le St-Bernardin ;
- c) Le bassin de l'Adda, dont le principal passage est le Splügen.

Les bassins de la Suisse centrale, qui communiquent directement avec le versant méridional des Alpes, sont aussi au nombre de trois :

- a) Le bassin du Rhône, dont les principaux passages sont le St-Bernard et le Simplon ;
- b) Le bassin de la Reuss, au centre, dont le principal passage est le St-Gothard ;
- c) Le bassin du Rhin, dont les principaux passages sont ceux du St-Bernardin et du Splügen.

En supposant que le canton du Tessin soit déjà occupé par l'armée italienne, ce qui est probable dans l'éventualité que nous discutons, on voit tout de suite que les passages menacés sont : le St-Gothard, le St-Bernardin et le Splügen.

#### *Route du St-Gothard.*

La route du St-Gothard est celle qui conduit le plus directement, par Lucerne, au centre de la Suisse ; mais il est possible que les difficultés que présente la route de l'Axenbergl soient de nature à faire préférer le bassin oriental ; d'ailleurs, depuis le pont du Diable, nous avons deux routes différentes qui conduisent sur la ligne d'opération de notre adversaire, à savoir : celle de la Furka, qui part de la vallée de Conches, et celle de l'Oberalp, qui part de Dissentis.

#### *Routes du St-Bernardin et du Splügen.*

Ces deux routes se réunissent au Splügen.

Si l'armée italienne s'empare de la vallée de l'Inn, en opérant par la Valteline, soit par le bassin de l'Adda, alors les deux routes du St-Bernardin et du Splügen tombent au pouvoir des Italiens, qui vont jusqu'à Ragatz sans avoir rien à craindre

et sur leur droite, et en regard des derniers sommets situés sur leur gauche, du col de Lomagne. On voit à l'ouest le premier Zurich, à gauche, pour point d'appui, et ensuite à l'est et les cols de Wimmis et de Zurich.

Cette dernière manière de traverser est facile, mais elle est plus sûre, pour une armée du nord d'Italie, que la première.

C'est à tout le moins une sûreté pour se rendre à Zurich.

Lorsque la Suisse devra servir de barrière, les troupes politiques et militaires s'aligneront à l'extrême, par tous les passages dans ce arc de cercle, du Stelvio à Courmayeur, mais que les Italiens ne pourraient y pénétrer que par Lecco.

**Massif de montagnes de la vallée de St-Gratien, entre le Valais et la Suisse, actuellement entre la France.**

La Dents du Midi forme ce massif en deux parties :

1. La partie de droite comprend les montagnes et les passages placés au-dessus de St-Maurice et qui séparent le Valais de Frongny ou du bassin de l'Arve.
2. La partie de gauche comprend les montagnes et les passages placés au-dessous de St-Maurice et qui séparent le Valais de Chablais ou du bassin de la Dranse.

Les communications entre le Valais et le Frongny, au-dessous de St-Maurice, sont :

1. La route par le col de la Forclaz
2. La route par Salvan

#### *Route par le col de la Forclaz*

Partant de Martigny-Ville, et passant par Martigny-Bourg, on arrive au village La Crix, où l'on quitte la route du St-Bernard, qu'on laisse à gauche, pour prendre le chemin qui conduit au col de la Forclaz.

Ce chemin passe par le village Les Rappes, laissant le monticule du Brocard à gauche, puis il continue à monter par Fontaine, Serguieux et les Fratzes, pour arriver au col de la Forclaz (altitude 1525 mètres), d'où l'on descend au village du Trient.

A Trient, sur le Trient, le chemin détache à gauche un mauvais sentier muletier qui conduit, par des zig-zags, aux chalets de Zertozière et au col de Balme (altitude 2204 mètres). Ce sentier est plus direct, mais plus pénible que la continuation de la route de la Forclaz qui passe par la Tête-Noire, où elle est en plusieurs endroits taillée dans le roc et même en tunnel.

À Châtelard elle va, de la rive droite à la rive gauche de l'Eau-Noire, par un petit pont en bois, à demi-lieue de la frontière.

Le chemin par le col de la Forclaz est une belle route muletière, dans tout son développement, jusqu'à la frontière. Elle est bien construite, bien tracée et bien entretenue. Les artilleurs pourraient passer leurs pièces, dételées, sans de trop grandes difficultés. La route peut être coupée facilement, surtout à la Tête-Noire.

De Martigny à la Forclaz, 5 lieues ;

De la Forclaz à la Tête-Noire, 1 lieue ;

De la Tête-Noire à la frontière, 1 lieue ;

De Martigny à la frontière, 5 lieues ;

De la frontière à Chamounix, 5 lieues ;

#### *Route par Salvan.*

La route de Salvan est établie dans les mêmes conditions que celle de la Forclaz ; elle part des gorges du Trient, à Vernayaz, d'où l'on monte, par des zig-zags, à Salvan, en 1 lieue et demie.

De Salvan, qui est un beau et grand village de montagne, on met une heure pour arriver à Trient. Dans ce dernier développement la route est facile à couper, par le col de la Forclaz, sur lequel on passe le torrent qui descend du col de















# REVUE MILITAIRE SUISSE

N° 8.

Lausanne, le 30 Avril 1870.

XV<sup>e</sup> Année.

SOMMAIRE. — Fragments (par le général Dufour). (*Suite.*) — Projet de réforme dans la loi militaire fédérale. — Nouvelles et chronique.

REVUE DES ARMES SPECIALES. — Reconnaissance de la vallée du Rhône, par M. le colonel C. Borgeaud (*suite*).

## FRAGMENTS.

(*Suite.*)

### POLIORCÉTIQUE DES ANCIENS.

J'ai réuni aux fragments qui précèdent quelques détails sur la *Poliorcétique* des anciens, c'est-à-dire sur leurs machines de guerre et de siège, dans la pensée que nos jeunes camarades y trouveront de l'utilité pour l'intelligence des auteurs qui ont écrit sur la matière. La lecture de leurs ouvrages n'est pas indifférente et doit être recommandée.

Ce mémoire comprend trois chapitres : les machines de jet, sous la dénomination d'*Artillerie*, ce mot pouvant s'appliquer aux anciens engins de guerre aussi bien qu'aux nouveaux ; les *appareils de siège* ; et la marche d'une *attaque régulière* contre une place fortifiée.

#### CH. I. DE L'ARTILLERIE.

Les machines de jet étaient de deux espèces : les unes à tir parabolique, les autres à tir plus ou moins rasant. Les premières ne lançaient que des pierres, les secondes des pierres et des traits, ou seulement des traits, suivant leur force et leur grandeur. Il en est de même pour nos bouches à feu modernes.

##### § 1. Dénomination.

Les Grecs appelaient *Petrobole* toute machine qui lançait des pierres, et *Oxybèle* celle qui décochait des traits. Les Romains les ont distinguées par les noms de *Catapulte*, de *Baliste* et de *Scorpion*.

Les historiens confondent souvent les deux premières dénominations ; mais, en s'en rapportant à César, auteur bien compétent, on voit que la catapulte ne lançait que des pierres, la baliste projetait indistinctement des pierres ou de très-gros traits, et le scorpion des traits plus ou moins effilés. Pour les Grecs, la catapulte était exclusivement un petrobole et le scorpion une machine oxybèle : la baliste tenait de l'un et de l'autre.

Les catapultes jouaient dans les sièges le même rôle que nos







poser les vignes en galerie soit parallèlement, soit perpendiculairement à la place assiégée.

b) *Porticus*. Quand on était très-rapproché des murs, comme par exemple au bord du fossé, ou que les machines des assiégés étaient puissantes, les vignes, même en doublant les parois de clayonnage, ne suffisaient plus pour se garantir des coups de la place. On remplaçait alors les vignes par une construction à demeure et plus solide, à laquelle on donnait le nom de *Porticus* à cause de sa ressemblance avec un véritable portique. Et, quoi qu'on y employât des bois assez forts, il n'en est pas moins rangé parmi les machines transportables, parce qu'on le construisait par parties.

Le portique était soutenu par de véritables colonnes de 6 à 8 pouces d'équarrissage et les claies y étaient remplacées par des poutrelles placées longitudinalement les unes contre les autres, ou par de forts plateaux. On pratiquait, sur les côtés de l'espèce de muraille formée ainsi, de petites ouvertures à travers lesquelles on pouvait voir l'ennemi et lui décocher des traits.

L'emploi des galeries, à l'exclusion des tranchées que nous pratiquons dans nos sièges, s'explique par la nature des armes. Les nôtres sont puissantes et tirent horizontalement; il faut s'enterrer pour se mettre à l'abri de leurs coups. Celles des anciens n'étaient que d'une force médiocre, leur tir était plongeant; il fallait se couvrir par le haut plus encore que par les côtés.

c) *Mantelets*. Pour poser les vignes, ou monter les portiques, il fallait être couvert. On se servait pour cela de mantelets (*clypei*).

C'étaient des panneaux en planches, assemblés deux à deux et montés sur des châssis triangulaires qui leur donnaient une assiette suffisante. Leur hauteur devait être, à peu près, celle des vignes, c'est-à-dire de 6 à 7 pieds; leur largeur de 3 à 4. Une ouverture étroite était ménagée sur chaque face pour voir au dehors et lancer des traits sur l'ennemi quand il chercherait à s'approcher.

Le mantelet offrait donc l'image de deux plans verticaux, faisant entr'eux un certain angle et maintenus par deux châssis ou cadres triangulaires, l'un en haut, l'autre en bas. Trois roulettes à pivots pareilles à celles de nos lits, mais plus grosses, étaient adaptées au cadre inférieur et permettaient de pousser le mantelet dans tous les sens avec une égale facilité.

On faisait aussi le *pluteus*, ou mantelet, en clayonnage, et l'on désignait sous ce nom tout appareil portatif qui pouvait servir à se garantir des traits. Non-seulement les mantelets, proprement dits, quelle que fût leur forme, mais encore des rideaux faits en cordes tressées, en gros tissus ou en peaux de bœufs qu'on suspendait levant un ouvrage pour en couvrir les travailleurs, étaient classés dans la catégorie des *pluteus*.







étages, on faisait de simples échelles ; on ne lambrissait que trois faces, celle de derrière restant absolument ouverte, soit pour donner de l'air et de la lumière aux différents étages, soit pour y placer les appareils à monter toutes les pièces des machines de guerre qu'on plaçait dans la tour. Enfin, on diminuait notablement la largeur dans le haut, ce qui contribuait en même temps à assurer la stabilité.

### CH. III. ATTAQUE DES PLACES, EMPLOI DES MACHINES.

#### § 1. Investissement.

Quand l'armée arrivait devant une place, elle en formait l'investissement, c'est-à-dire qu'elle occupait toutes les avenues par lesquelles l'ennemi aurait pu envoyer des secours ou des vivres aux assiégés. C'est un usage dicté par la raison que nous avons reçu des anciens et que, comme eux, nous pratiquons dans nos sièges.

L'armée établissait ses camps dans les positions les plus avantageuses, au point de vue militaire, et les plus saines, hors de la portée des machines de guerre et, par conséquent, beaucoup plus près que de nos jours.

Chacun des camps était fortifié séparément de manière à former autant de places d'armes. Puis on établissait de l'un à l'autre un retranchement approprié à la forme du terrain ; ce qu'on appelait *brachium ducere*. Ensorte que l'ouvrage étant fini, la ville était entourée d'une ligne continue qui empêchait les sorties. On en faisait autant du côté de la campagne pour s'opposer aux secours, en se bornant toutefois aux endroits les plus accessibles.

La ligne extérieure s'appelait et s'appelle encore la circonvallation.

L'autre, tournée vers la place, est la contrevallation. César, dans plusieurs de ses sièges et particulièrement à Alise, a donné de beaux exemples de ces travaux qui se pratiquent encore et qui se pratiqueront toujours, parce qu'ils sont indépendants de la nature des armes et sont conformes aux règles de la prudence, immuables dans tous les temps.

Les ouvrages dont on fortifiait les camps étaient beaucoup moins considérables que les nôtres ; un fossé en cul de lampe, c'est-à-dire triangulaire, de 15 à 16 pieds de large et de 7 à 8 pieds de profondeur, en faisait la façon. Les terres étaient relevées en rempart ou large banquette de 4 pieds de hauteur, où l'on plantait une palissade jointive aussi de 4 pieds hors de terre.

Le tout formait un parapet de 15 à 16 pieds de hauteur totale au-dessus du fond du fossé. Dans les parties les plus attaquables, on creusait un avant-fossé, parallèlement au fossé proprement dit et assez rapproché. Les terres de cet avant-fossé, dont les fouilles récentes exécutées à Alise et dans d'autres localités ont prouvé













~~une armée de 200,000 hommes~~ Pour ces troupes, quelques jours de ~~service de réserve~~ sont nécessaires, mais serait-il impossible de trouver, pour cela, dans chaque canton, des localités qui ~~permettraient au~~ pour le milicien de réserve de trop grands déplacements. Il suffirait d'une sortie du canton.

Les ~~mêmes~~ ~~jours~~ de rassemblement suffiraient aux carabiniers pour ~~exercer le tir~~, et l'infanterie pourrait profiter de ces réunions ~~pour un~~ semblable. Tout cela est affaire de détail et d'organisation. Mais nous ne voulons pas parler pour le moment, mais nous ~~montrons~~ ~~seulement~~ sur les principes suivants :

Un an comme recrue, et cette année trois mois de service, peut-être quatre pour artillerie et cavalerie, de 20 à 21 ans.

Cinq ans de service d'élite, à quinze jours de réunion de bataillon, de 21 à 25 ans. Après cela, le milicien ne quitte plus son canton que dans une mise sur pied sérieuse.

Cinq ans de service de réserve, de 26 à 31 ans, après quoi le milicien passe à la landwehr.

En faisant ces propositions, nous savons parfaitement :

1° Que nous augmentons les charges du milicien d'élite ; mais nous le faisons dans un temps où les sacrifices se font plus volontiers et plus facilement : l'homme n'est pas marié, ou du moins rarement ; puis, n'est-ce pas une grande compensation que de savoir qu'après 25 ans révolus, on ne pourra plus être appelé loin de son domicile ! Puis, en outre, plus vite dans la landwehr.

2° Nous savons aussi que, si l'on adoptait nos vues, le chiffre de l'armée fédérale proprement dite en serait diminué et ramené peut-être à 100,000 hommes en tout. A cela, nous répondrons *tant mieux*, car cette armée, mieux exercée et mieux commandée, vaudra infiniment plus que les 150,000 hommes actuels. La tactique change, les combats de tirailleurs prennent toujours plus d'importance ; une armée très nombreuse et mal dirigée se fondrait bientôt dans ces affaires.

Mais si nous diminuons l'armée fédérale quant au chiffre, nous l'augmentons par la valeur, et de plus nous avons, ensuite des changements proposés, une landwehr sérieuse et non pas hypothétique, de sorte que, bien loin de diminuer le chiffre de l'armée suisse, en suivant nos propositions, on l'augmenterait *réellement*. Il ne faut point perdre de vue que nous ne touchons pas à la loi fondamentale, qui dit que tout Suisse est soldat de 20 à 45 ans, et qu'au fond nous ne proposons que de répartir différemment ce temps de service.

Nous ne cachons pas que nous demandons beaucoup plus de service au jeune milicien, mais nous sommes persuadés que cela est nécessaire, si les dépenses que nous faisons pour notre armée doivent porter des fruits véritables ; et puis, si nous chargeons le jeune milicien, nous abrégeons aussi la durée des sacrifices de temps et d'argent. Nous soumettons, du reste, nos idées à la critique de nos concitoyens.

Neuchâtel, avril 1870.

DE MANDROT, colonel fédéral.

---

## NOUVELLES ET CHRONIQUE.

**Tessin.** -- Promozioni e nomine militari (risoluzione governativa 28 marzo 1870).

### PROMOZIONI.

*Nello Stato-Maggiore cantonale.* — Capitano : Bernasconi, Giosia, Riva S. Vitale.

*Nello Stato-Maggiore giudiziario.* — Magg<sup>o</sup> Uditore : Baroffio, Angelo, Mendrisio.

*Nel Commissariato di guerra.* — 1<sup>o</sup> Sotto tenente : Varrone, Edoardo, Bellinzona; Primavesi, Pietro, Lugano.

### ARMI SPECIALI.

*Artiglieria. Batteria n<sup>o</sup> 21.* — 1<sup>o</sup> Sotto tenente : Pedroni, Costantino, Mendrisio.

*Cavalleria. 1/2 compagnia guide n<sup>o</sup> 8.* — Capitano : Bonzanigo, Gio., Bellinzona. Tenente : Martignoni-Rè, Carlo, Bellinzona.

### Carabinieri.

*Compagnia n<sup>o</sup> 44.* — 1<sup>o</sup> Sotto-tenente : Bianchetti, Battista, Locarno.

*Compagnia n<sup>o</sup> 60.* — Capitano : Tatti, Carlo, Bellinzona. Tenente : Bacilieri, Giuseppe, Locarno.

### INFANTERIA.

*Battaglione n<sup>o</sup> 2.* — Tenente Alfiere, Andreazzi, Emilio, Ligornetto. Tenente, Pasta, Feliciano, Mendrisio. 1<sup>o</sup> Sotto tenente, Spinelli, Erennio, Sagno. Capitano, Cometti, Gaspare, Caneggio. Tenente, Andina, Carlo, Curio. 1<sup>o</sup> Sotto-tenente, Brenni, Emilio, Salorino.

*Battaglione n<sup>o</sup> 8.* Cap.-Aiut. Magg. Raposi, Luigi, Lugano. Tenente Alfiere, Bernasconi, Giorgio, Carona. 1<sup>o</sup> Sotto tenente, Raposi, Federico, Lugano; Censi, Andrea, Lamone; Gianini, Franc., Corticiasca.

*Battaglione n<sup>o</sup> 12.* — Maggiore, Guidotti, Carlo. Semione. Tenente, Minetta, Francesco, Lodrino. 1<sup>o</sup> Sotto-tenente, Sorgesa, Dionigi, Corzoneso. Tenente, Genasci, Luigi, Airolo. 1<sup>o</sup> Sotto-tenente, Guidinetti, Carlo, Ponto-Valent. Capitano, Mariotti, Gaetano, Bellinzona. Tenente, Rusconi, Filippo, Bellinzona. 1<sup>o</sup> Sotto-tenente, Fedele, Emilio, Bellinzona. Capitano, Lezzani, Claudio, Bellinzona. Tenente, Delcò, Fulgenzio, Bellinzona. 1<sup>o</sup> Sotto-tenente, Ostini, Gerolamo, Ravecchia.

*Battaglione n<sup>o</sup> 25.* Alfiere 1<sup>o</sup> Sotto-tenente, Madonna, Giuseppe, Locarno. 1<sup>o</sup> Sotto-tenente, Vescovi, Filippo, Aquila. Tenente, Brughelli, Giacomo, Lavertezzo. 1<sup>o</sup> Sotto-tenente, Martinelli, Mansueto, Maggia. Tenente, Pancaldi, Firmino, Ascona. 1<sup>o</sup> Sotto-tenente, Celio, Enrico, Quinto. Capitano, Berri, Carlo, Vogorno. 1<sup>o</sup> Sotto-tenente, Mæstretti, Alberto, Verscio.

### RISERVA.

*Battaglione n<sup>o</sup> 109.* — Comandante, Stoppa, Francesco, Lugano. Maggiore, Gambazzi, Giovanni, Novaggio. Cap.-aiut.-magg. — Veladini, Francesco, Lugano. Tenente, Albisetti, Franc., Morbio-Inf<sup>o</sup>.

*Battaglione n<sup>o</sup> 110.* — Alfiere tenente, Mallè, Luigi, Cadenazzo. Chirurgo-magg., Meschini, Francesco, Piazzogna.

### LANDWEHR.

*Genio-Zappatori.* — Capitano, Cremona, Stefano, Manno.

*Battaglione n<sup>o</sup> 44.* — Comandante. Bruni, Giovanni, Dongio. Maggiore, Molo, Enrico, Bellinzona.

### NOMINE.

*Battaglione n<sup>o</sup> 2.* — 2<sup>o</sup> Sotto-tenente, Venezia, Franc., Morbio-Sup<sup>o</sup>.

*Battaglione n<sup>o</sup> 109.* — 2<sup>o</sup> Sotto-tenente, Dotta, Luigi, Airolo.









En effet, en prenant pour base d'opération le district d'Aigle et le bas Valais, nous pouvons occuper le haut Faucigny et une bonne partie du Chablais sans rien avoir à craindre sur nos derrières, ni sur nos ailes, puisque la droite de notre front stratégique s'appuie au lac Léman et que sa gauche s'appuie aux Alpes.

Cette faculté de pouvoir ainsi occuper militairement une fraction du territoire français, sans trop s'exposer, me paraît devoir mériter l'attention la plus sérieuse ; car parmi toutes les suppositions qu'il serait possible de faire et qu'elle permet de résoudre, je me bornerai aux deux suivantes :

a) Supposons que la France fasse une offense morale ou un tort matériel considérable à la Suisse, et que nous devions, pour sauver notre honneur, venger cette offense par les armes.

Sans le Faucigny et le Chablais, la chose serait à peu près impossible, car la France, restant l'arme au pied et sans bouger, nous ne saurions où trouver le défaut de sa cuirasse impénétrable ;

b) Supposons que par un décret la France réunisse Genève à son territoire, et qu'elle se borne à en prendre purement et simplement possession, comment couvrir Genève du corps de la Suisse entière ? Par l'occupation du Faucigny et du Chablais vous forcerez la France à venir combattre sur les bords de l'Aar, où elle trouvera la Suisse entière décidée à vaincre comme à Morat, ou à périr comme les défenseurs de St-Jacques.

Les graves *inconvenients* de l'annexion de la Savoie à la France, sont :

a) La neutralité du Chablais n'existe plus que virtuellement ;

b) Le canton de Genève, qui avait déjà assez de frontière française, est aujourd'hui presque entièrement enclavé dans la France ;

c) La France, qui avait déjà un front d'opération en Suisse, s'étendant de Bâle à Genève, s'est donné, par l'annexion de la Savoie, un second front perpendiculaire au premier, s'étendant de Genève à Martigny. Les deux fronts stratégiques de la France contre la Suisse renferment les questions les plus graves qui puissent être posées à un officier. Elles feront le sujet du dernier chapitre de mon travail.

#### CHAPITRE IV.

##### CHAÎNE DE MONTAGNES A LA DROITE DU RHÔNE, DU ST-GOTHARD, PAR LE GALENSTOCK, PAR LE RAWILHORN ET PAR LA DENT DE JAMAN A VEVEY.

Cette chaîne se divise en trois parties, par la nature des bassins :

a) Du St-Gothard au Galenstock, entre le Rhône et la Reuss ;

b) Du Galenstock au Rawilhorn, entre le Rhône et les différents affluents de l'Aar.

c) Du Rawilhorn à la Dent de Jaman, entre le Rhône et la Sarine.

##### *Massif de montagnes du St-Gothard au Galenstock, entre le Valais et le canton d'Uri.*

Ce massif renferme le col de la Furka et la nouvelle route de la Furka, qui a une si grande importance stratégique, ainsi que nous avons eu l'occasion de le voir précédemment.

##### *Massif de montagnes du Galenstock au Rawilhorn, entre la vallée du Rhône et le bassin de l'Aar, au-dessus de Berne.*

Les principales vallées latérales sont :

a) Dans le Valais :

1° La vallée du glacier du Rhône et du cours de ce fleuve, depuis ses sources jusqu'à Oberwald ;

2° La vallée de la Rière, qui descend du Rawil.

b) Dans le bassin de l'Aar :

1° La vallée de l'Aar ; des glaciers de l'Aar, à Berne ;

2° La vallée de la Kander, soit le Kanderthal ;

3° La vallée de la Simmen, soit le Simmenthal.

Les passages qui correspondent de la vallée du Rhône à celle de l'Aar, sont :

a) Le passage du Grimsel ;

b) Le passage de la Gemmi ;

c) Le passage du Rawil.

#### *Passage du Grimsel.*

Le passage du Grimsel se fait par un vieux chemin muletier qui, du col du Grimsel, a deux débouchés dans la vallée du Rhône, l'un à l'hôtel du glacier et l'autre à Obergestelen.

De l'hôtel du glacier, on met deux heures pour monter au col du Grimsel.

D'Obergestelen, on met deux heures et demie pour monter au col du Grimsel (altitude, 2165 mètres).

Les Autrichiens et les Français se disputèrent ce col en 1799, sous le Directoire.

Du col à l'hospice une demi-heure, par une forte descente.

L'hospice n'est pas un établissement religieux. Il peut loger une vingtaine de voyageurs et abriter deux compagnies.

L'Aar a sa source au glacier de l'Aar, à une lieue, à l'occident de l'hospice.

De l'hospice à Guttannen, quatre heures et demie, par un chemin pavé irrégulièrement de gros blocs, qui le rendent difficile pour les chevaux et dangereux pendant la nuit.

On passe cinq fois l'Aar, sur trois ponts en pierres et sur deux en bois.

De Guttannen, en continuant à descendre par le même chemin, on arrive à Meyringen, en trois heures et demie.

Avant d'arriver à Meyringen, on traverse la moraine remarquable de Kirchet, qui est d'une grande élévation et qui se présente comme un rempart, au débouché du chemin du Grimsel, et à celui de la route du Joch, qui conduit en 8 heures à Engelberg.

On voit que Meyringen a une certaine importance militaire, par le fait du débouché des trois vallées de l'Oberhasli, du Susten et du Joch, devant la moraine du Kirchet, qui se présente comme un rempart.

De Meyringen à Brientz, trois heures, dans la plaine.

De Meyringen à Berne, 18 lieues.

#### *Itinéraire.*

|                                            |                               |         |
|--------------------------------------------|-------------------------------|---------|
| D'Obergestelen au col du Grimsel . . . . . | 2 <sup>1</sup> / <sub>2</sub> | lieues. |
| Du col du Grimsel à l'hospice . . . . .    | <sup>1</sup> / <sub>2</sub>   | "       |
| De l'hospice à Guttannen . . . . .         | 4 <sup>1</sup> / <sub>2</sub> | "       |
| De Guttannen à Meyringen . . . . .         | 3 <sup>1</sup> / <sub>2</sub> | "       |
| De Meyringen à Brientz . . . . .           | 3                             | "       |
| De Brientz à Thoune . . . . .              | 9                             | "       |
| De Thoune à Berne . . . . .                | 6                             | "       |
| Total . . . . .                            | 29                            | lieues. |

#### *Passage de la Gemmi.*

Le passage de la Gemmi relie la vallée de Louèche, en Valais, à celle du Kanderthal, dans le canton de Berne.

Nous considérons la vallée de Louèche comme une place forte, parce qu'elle prend en flanc la route du Simplon, dans le défilé des bois de Finge, et que l'on ne peut y pénétrer que par deux portes, dont l'une, sur son front, est le pont en bois sur le Rhône, en face de Louèche, et dont l'autre, en arrière, est le passage de la Gemmi.





d'opération auxiliaire, pour aider, pour faciliter et enfin pour parer à de certaines éventualités, comme celles d'une prompt occupation, d'une retraite, etc.

Je crois cependant qu'on fera bien d'examiner si, les intérêts des relations ordinaires, d'accord avec les intérêts militaires, il ne conviendrait pas de construire une belle route carrossable entre Louèche-les-Bains et Kandersteg.

Je sais le danger que présentent ces routes perpendiculaires à la frontière, qui conduisent sur le centre, comme celle du St-Gothard-Axenbergl, mais je crois qu'une route qui doit passer par la forteresse que nous venons de définir, pour ensuite gravir une parois verticale de rochers de 3000 pieds de hauteur; je pense, dis-je, qu'une pareille route présenterait à l'ennemi des obstacles suffisants pour que sa construction soit sans dangers.

De Kandersteg à Thoune, il existe une bonne route, carrossable.

#### *Itinéraire.*

|                                                   |            |
|---------------------------------------------------|------------|
| De Louèche-la-Ville à Louèche-les-Bains . . . . . | 3 lieues.  |
| De Louèche-les-Bains au col de la Gemmi . . . . . | 2 »        |
| Du col à Kandersteg . . . . .                     | 4 »        |
| De Kandersteg à Thoune . . . . .                  | 7 »        |
| De Thoune à Berne . . . . .                       | 6 »        |
| <hr/>                                             |            |
| Total,                                            | 22 lieues. |

#### *Passage du Rawil.*

Le chemin de Sion à Avent est à peine praticable à l'artillerie; depuis Avent, une fois qu'on entre dans les gorges de la Rière, on n'a plus qu'un mauvais sentier, sans tracé, et pour l'entretien duquel il n'est absolument rien fait. On ne comprend pas le canton du Valais de négliger à ce point cette communication, qui ne manquerait pas d'une certaine importance, si elle était en meilleur état. Un corps un peu considérable d'infanterie ne pourrait pas s'engager dans ce passage difficile, qui serait facilement défendu par un petit nombre de tirailleurs.

De Sion on monte, au col du Rawil, en six fortes heures (altitude 1823 mètres). Du col, le sentier est entretenu sur la partie bernoise; il descend, en zigs-zags, le flanc escarpé du Mittaghorn, où il serait fort dangereux de se laisser surprendre par la nuit.

Du col, on descend facilement à la cascade, dans le joli val de Poschenried, en 4 heures. De la cascade à Lenk, on a une heure, par un bon petit chemin carrossable. De Lenk à Zweisimmen, on compte 3 heures, par un bon chemin communal. De Zweisimmen à Thoune, route du Simmenthal, 8 lieues.

Le passage du Rawil aurait une certaine importance militaire s'il avait une bonne route muletière, comme celle actuelle de la Gemmi; parce qu'il pourrait rendre les services d'une route auxiliaire, entre la partie centrale du Valais et notre base, qui est dans les environs de Berne.

Il n'y aurait d'ailleurs pas à craindre que l'ennemi s'en serve pour pénétrer dans l'intérieur de la Suisse, parce qu'une route muletière ne sera jamais suffisante à une armée ennemie pour pénétrer au cœur de la Suisse.

#### *Itinéraire.*

|                                        |            |
|----------------------------------------|------------|
| De Sion à Avent . . . . .              | 4 lieue.   |
| D'Avent au col du Rawil . . . . .      | 5 »        |
| Du col du Rawil à la cascade . . . . . | 4 »        |
| De la cascade à Lenk . . . . .         | 1 »        |
| De Lenk à Zweisimmen . . . . .         | 3 »        |
| De Zweisimmen à Thoune . . . . .       | 8 »        |
| De Thoune à Berne . . . . .            | 6 »        |
| <hr/>                                  |            |
| Total,                                 | 28 lieues. |



l'on part sur Berne, soit par le Simmenthal, soit par la vallée de la Sarine, sur Château-d'OEx, Bulle, Fribourg, Berne.

Si le chemin du Sanetsch était une bonne route muletière, elle pourrait servir comme voie de communication auxiliaire, entre Berne et la partie centrale du Valais, soit par Thoune, soit par Fribourg.

*Itinéraire.*

|                                         |            |
|-----------------------------------------|------------|
| De Sion au col du Sanetsch . . . . .    | 5 lieues.  |
| Du col du Sanetsch à Gsteig . . . . .   | 3 »        |
| De Gsteig à Saanen . . . . .            | 3 »        |
| De Saanen à Berne, par Thoune . . . . . | 16 »       |
| <hr/>                                   |            |
| Total,                                  | 27 lieues. |

*Passages de La Croix et de Pillon.*

Nous avons déjà fait pressentir l'importance des passages de La Croix et de Pillon; nous verrons la nécessité d'une bonne route par ces passages.

Cette route est déjà établie de Bex à Gryon, mais de Gryon à Ormont-dessus, nous n'avons plus qu'un mauvais sentier muletier, par le col de La Croix (altitude, 1739 mètres).

Des Ormonts-dessus à Gsteig, par Pillon (altitude, 1562 mètres), le sentier est encore plus mauvais, à cause de certains terrains marécageux dans lesquels le sentier s'engage.

L'importance de la route stratégique La Croix-Pillon, avec trois débouchés: l'un sur Ollon, l'un sur Bex, le troisième sur Chatel-Lavey-Le Pont de Saint-Maurice, tient à deux causes:

a) Afin d'avoir une ligne de retraite assurée, quel que soit le point sur lequel une lutte acharnée s'engage, sur cet important terrain d'Ollon aux bains de Lavey.

b) Pour pouvoir déboucher rapidement avec un corps qui viendrait de Thoune, pour couper la ligne d'opération à une armée qui marcherait sur Berne, par Vevey, Bulle, Fribourg.

*Itinéraire.*

|                                    |            |
|------------------------------------|------------|
| De Bex à Gryon . . . . .           | 2 lieues.  |
| De Gryon à Ormont-dessus . . . . . | 4 »        |
| D'Ormont-dessus à Gsteig . . . . . | 3 »        |
| De Gsteig à Saanen . . . . .       | 3 »        |
| De Saanen à Berne . . . . .        | 16 »       |
| <hr/>                              |            |
| Total,                             | 28 lieues. |

*Route des Ormonts combinée avec celle des Mosses.*

La route des Ormonts combinée avec celle des Mosses est pour nous de la plus grande importance militaire. Nous pouvons d'abord lui appliquer tout ce que nous avons dit à propos de celle projetée par La Croix-Pillon; mais ce qui la caractérise, c'est que, arrivée vers Les Moulins, elle se bifurque, pour Berne, par Fribourg ou par Thoune, à volonté.

Une autre propriété de cette route, c'est que si les corps, placés à Chillon et à Montreux, peuvent tenir deux jours, ceux qui passent par les Mosses pourront venir prendre part à la défense des vignobles soit par Jaman, soit par Bulle et Vevey.

La route des Ormonts est facile à couper en plusieurs endroits. Au-dessous du Sépey, elle est taillée en corniche dans le roc.

Depuis Aigle, elle se trouve, dans tout son développement, sur la rive droite de la Grande-Eau. L'ancienne route, qu'il faudrait aussi surveiller, se trouve, par contre, sur la rive opposée.

La gorge des Ormonts est facile à défendre.

La route des Mosses, qui relie le Sépey à Les Moulins, ou la route (altitude, 1346 mètres) des Ormonts à celle de Château-d'OEx, est en pleine construction; on peut déjà passer, dans tout son développement, avec toutes les armes, par conséquent nous devons la considérer, d'ors et déjà, comme un fait accompli.

*Itinéraires.*

|                                   |                        |
|-----------------------------------|------------------------|
| D'Aigle à Sépey . . . . .         | 2 1/2 lieues.          |
| Du Sépey à Les Moulins . . . . .  | 4 »                    |
| De Les Moulins à Saanen . . . . . | 2 1/2 »                |
| De Saanen à Berne . . . . .       | 16 »                   |
| Total,                            | <hr/> 25 lieues. <hr/> |

|                                  |                        |
|----------------------------------|------------------------|
| D'Aigle à Sépey . . . . .        | 2 1/2 lieues.          |
| Du Sépey à Les Moulins . . . . . | 4 »                    |
| De Les Moulins à Bulle . . . . . | 4 1/2 »                |
| De Bulle à Fribourg . . . . .    | 6 »                    |
| De Fribourg à Berne . . . . .    | 6 »                    |
| Total,                           | <hr/> 23 lieues. <hr/> |

*La route des Ormonts combinée avec celle du Pillon.*

Du Sépey ou Ormont-dessous, au Plan ou Ormont-dessus, on a établi, dans ces dernières années, un bon chemin carrossable. Deux lieues de développement.

*La route des Mosses combinée avec le col de Pierre du Mouellé, qui conduit dans le val de l'Hongrin.*

Du Sépey, par le col de Pierre du Mouellé (altitude, 1711 mètres), on suit un sentier qui conduit, par le val de l'Hongrin, en 4 heures, au Plan ou col de Jaman, d'où l'on peut descendre sur Montreux ou sur Vevey, ou encore, suivant les circonstances, continuer à suivre l'Hongrin jusqu'à Montbovon.

*Le passage des Agittes, qui conduit dans le val de l'Hongrin.*

D'Aigle, par Yvorne, Corbeyrier et les Agittes, on entre, par le col d'Ayerne (altitude, 1455 mètres), dans le val de l'Hongrin, et l'on arrive, par un sentier, au col de Jaman (altitude, 1485 mètres), en six heures de temps.

Un autre sentier, d'Aigle par Veyge, Leysin, Pierre du Mouellé et le val de l'Hongrin, conduit au col de Jaman, également en six heures de temps.

*Chemin de Villeneuve, par le col de En-Chaude, le val de l'Hongrin, le passage du Tabouset et les Crettes, à Les Moulins.*

De Villeneuve on remonte, par un mauvais chemin, le val de la Tinière. On passe le col de En-Chaude (altitude, 1465 mètres); puis l'on descend dans le val de l'Hongrin, jusqu'à Lavanchy, par un mauvais sentier, pour remonter ensuite le val jusqu'au Tabouset, passer aux Crosets et descendre à Les Moulins.

De Villeneuve à Les Moulins, 8 lieues.

*Passage par le col de Jaman.*

Du col de Jaman (altitude, 1485 mètres), un sentier muletier descend directement sur Montreux; un autre descend sur Avent, où commence la route carrossable qui conduit à Clarens.

Du col de Jaman on descend sur Montbovon, dans la vallée de la Sarine, où l'on trouve la route de Château-d'OEx à Bulle.

(On compte 5 heures de marche, de Montreux ou de Clarens à Montbovon.)

*Col de Saanen.*

Le col de Saanen se trouve sur la ligne de séparation des eaux de la Simmen et de la Sarine. La belle route du Simmenthal passe par ce col, d'où elle descend



sur Saanen, pour se diriger, par Château-d'OEx, sur Bulle, ou par Château-d'OEx et les Mosses, sur Aigle.

La colline qui descend du col sur Saanen est un terrain militaire important que nous n'avons pu examiner.

#### *Passage par Anzendaz.*

Le passage par le col d'Anzendaz conduit de la partie centrale du Valais dans le district d'Aigle, en tournant la position de St-Maurice.

Partant de Gryon, où la nouvelle route arrive, il faut compter 8 heures de marche pour se rendre à Vétroz. Avec quelques réparations, ce sentier serait praticable aux chevaux.

#### *Résumé des communications intérieures.*

##### *a) Voies ferrées :*

1° Sion, Lausanne, Neuchâtel, Bienne, Berne ;

2° Sion, Lausanne, Fribourg, Berne ;

3° Lucerne, Olten, Berne.

##### *b) Grandes voies ordinaires :*

1° Sion, Vevey, Lausanne, Moudon, Berne ;

2° Sion, Vevey, Moudon, Berne ;

3° Sion, Vevey, Bulle, Fribourg, Berne ;

4° Sion, Aigle, Les Mosses, Bulle, Fribourg, Berne ;

5° Sion, Aigle, Les Mosses, Thoune, Berne ;

6° Sion, la Furka, Altorf, Lucerne, Berne.

##### *c) Chemins auxiliaires :*

1° Jaman, Bulle, Fribourg, Berne ;

2° La Croix-Pillon, Saanen, Thoune, Berne ;

3° Le Sanetsch, Gsteig, Saanen, Thoune, Berne ;

4° Le Rawil, Lenk, Zweisimmen, Thoune, Berne ;

5° La Gemmi, Kandersteg, Frutigen, Thoune, Berne ;

6° Le Grimsel, Meyringen, Thoune, Berne.

#### *Résumé général du terrain que nous avons eu à reconnaître.*

Ce terrain se divise en six parties, par la physionomie ou le cachet militaire de chacune d'elles :

a) *Le district d'Aigle*, qui servira toujours de base pour opérer dans la vallée du Rhône, quelle que soit l'éventualité qui se présente ;

b) *La vallée de Conches*, qui joue dans le haut Valais un rôle correspondant à celui du district d'Aigle dans le bas ;

c) *La forteresse de Louèche*, telle que nous l'avons définie, du glacier d'Aletsch au pont de Sierre ;

d) *La partie centrale et vitale du Valais*, sur la rive droite du Rhône, de Sierre, par Sion, à Brançon, en face de Martigny ;

Partie qu'il faut soustraire à l'occupation de l'ennemi, soit pour conserver ce principe vital, soit pour créer des difficultés à notre adversaire.

e) *La partie du Valais*, sur la rive gauche du Rhône, du Simplon, au St-Bernard et à St-Maurice, inclusivement, sur laquelle se porteraient les principaux coups, dans l'éventualité d'un passage de cette partie des Alpes par une armée étrangère, et dans laquelle il faudrait confiner cette armée ;

f) *La partie du Valais*, sur la rive gauche du Rhône, de Martigny à St-Gingolph, avec le Faucigny et le Chablais, considérés comme frontière française.

#### *Points sur lesquels doivent être établis les dépôts ou magasins.*

D'après le résumé sur les communications intérieures et aussi d'après celui sur les diverses parties du terrain que nous avons eu à reconnaître, on voit que, selon les circonstances, nous pourrions avoir nos dépôts dans les localités suivantes :



















et Martigny couverts par le second corps. Si les résultats de la bataille d'Aigle ne le lui permettaient pas, ou si le bassin du Trient tombait au pouvoir des Français, avant la retraite du premier corps principal, alors son infanterie se retirerait sur Sion par les passages d'Anzendaz, du Sanetsch et du Rawil.

L'artillerie prendrait à Bulle la voie ferrée pour Lucerne et rentrerait dans le haut Valais par la Furka.

Notre manœuvre suppose une entente du mouvement avec le gouvernement italien, pour les vivres qui nous arriveraient par le St-Bernard, ainsi que pour la liberté et la protection accordées à notre corps, dans ses mouvements en Italie, du St-Bernard au Simplon, par lequel il rentrerait en Suisse.

Je pense que la description que nous avons donnée du terrain, fait comprendre l'importance de cette manœuvre, aussi hardie que décisive.

La route du Simplon est fermée par une forteresse. Par une simple manœuvre, nous transformons le bassin de la Dranse en une autre forteresse de premier ordre, qui ferme la route du St-Bernard.

Or, pendant que l'armée française fait bélier devant Louèche, ou au défilé de Bovernier, elle est prise en queue et en flanc par toutes les réserves de la Suisse, qui marchent sur le district d'Aigle pour décider que cette fière armée impériale terminera à Martigny, à deux lieues de sa frontière, une campagne qui avait l'Adige ou Florence pour objectif.

Les points successifs à défendre dans le défilé de Bovernier, sont :

- a) Le Brocard ;
- b) Le Borgeau ;
- c) Bovernier ;
- d) La galerie entre Bovernier et Sembrancher ;
- e) La position de St-Jean, au-dessus de Sembrancher.

Les deux dernières positions combinées sont très fortes.

Mais pour cela il faut tenir le sentier qui conduit du village le Borgeau à Champey.

Il faut surveiller les débouchés des sentiers, presque impraticables, il est vrai, qui conduisent du glacier du Trient soit à Orsière, soit à Champey.

Il faut surveiller tous les sentiers et, en général, la montagne où se trouvent les passages qui conduisent de la vallée du Rhône à Sembrancher et dans la vallée de Bagno.

Dans toutes les dispositions générales sur les versants, nos lignes formeront des angles rentrants au fond des vallées, et des angles saillants sur les crêtes, en imitation de celles du sage Fabius en présence d'Annibal.

#### Guerre entre la France et la Suisse.

Passons maintenant à l'éventualité d'une guerre entre la France et la Suisse.

La France a deux fronts pour opérer contre la Suisse :

- a) Sa frontière de Bâle à Genève ;
- Sa nouvelle frontière de Genève à Martigny ;
- Ces deux fronts peuvent agir séparément ou simultanément ;
- Ces deux fronts forment un angle aigu à Genève..
- Ils déterminent un triangle dans lequel sont placés :
- a) Le canton de Genève ;
- b) Le canton de Vaud ;
- c) Le canton de Neuchâtel ;
- d) Le Porrentruy, plus Bienne et Aarberg ;
- e) Le canton de Fribourg.

Le centre de gravité du triangle que nous venons de définir, sera le centre stratégique du triangle lui-même, soit pour la France agissant contre la Suisse, soit dans les dispositions de la Suisse pour repousser une invasion française.

C'est le Seeland qui renferme le point stratégique sus-indiqué ; il devra donc faire le sujet d'une étude spéciale.

Mais pour cela commençons par jeter un coup d'œil sur la géographie militaire de la Suisse.

La Suisse se divise en trois parties :

- a) Les Alpes ;
- b) Le Jura ;
- c) Le Plateau.

*Importance militaire relative de chacune de ces trois parties.*

a) Les Alpes sont un rempart pour la Suisse, du lac de Constance, par le Saint-Gothard, au lac Léman ;

b) Le Jura fait désirer qu'il soit un rempart pour la Suisse, de Bâle à Genève ;

c) Le plateau, c'est la Suisse.

*Cours d'eau.*

a) Le Rhin sert de rempart à la Suisse, des Alpes d'où il sort, au Jura qu'il touche ;

b) Le Rhône sert de rempart à la Suisse, des Alpes d'où il sort, au Jura qu'il traverse ;

c) L'Aar sert de coupure à la Suisse, des Alpes soit de Thoune d'où elle sort, au Jura, sous Sonceboz, contre lequel elle se heurte.

La Suisse est une grande redoute quadrangulaire, dont les forces sont :

- a) Le Alpes ;
- b) Le Jura ;
- c) Le Rhin ;
- d) Le Rhône ;

Le plateau sert de terre-plein à cette redoute.

L'Aar lui sert de traverse intérieure.

Voici le rôle de cette traverse ou coupure de la Suisse :

a) Pour agir du côté du Rhin, nous nous établirons au midi de l'Aar, afin qu'elle couvre notre base d'opération ;

b) Pour agir du côté du Rhône, nous nous établirons au nord de l'Aar, afin qu'elle couvre notre base d'opération ;

c) Pendant que nous sommes maîtres de cette coupure, nous sommes encore maîtres de l'une des deux moitiés du plateau suisse, laquelle nous sert de base pour reconquérir l'autre moitié ;

d) La ville fédérale est placée sur cette coupure, à égale distance de Thoune et de Meyenried ;

e) La partie du Seeland, qui doit renfermer le centre stratégique de notre frontière française, s'appuie précisément sur notre coupure. Sa base s'étend sur l'Aar, de Meyenried à Oligen.

Notre première coupure intérieure relie les Alpes et le Jura.

Cherchons une seconde coupure intérieure qui relie le Rhin et le Rhône.

De Meyenried à Coblenz, la dernière section de l'Aar, laisse seulement un corridor entre elle et le Jura.

Ce corridor se prolonge le long des lacs et de la Thièle, jusqu'à Yverdon ; mais le plateau reste sans coupure d'Yverdon au lac Léman.

De Thoune part un second corridor par le Simmenthal, Saanen, Château-d'OEx, les Mosses, les Ormonts, Aigle, qui relie l'Aar au Rhône.

Ce second corridor est dans les Alpes, au lieu d'être au pied des Alpes et le long d'un fleuve.

La coupure se compose de la chaîne qui part du Stockhorn, près de Thoune, par le Moléson, au rocher de Naye sur Chillon.

Ainsi, en arrière de nos deux fronts extérieurs contre la France :

a) Le Jura, le Rhôde à Genève :

b) Le Rhône, de Genève à Martigny.

Tous trois sont coupures intérieures principales, qui forment la seconde ligne :

a) L'Aar, de Thourne à Meyenried.

b) L'Aar, du Rhin, par Meyenried et les lacs, à Yverdon ;

c) La chaîne des Alpes, du Stokhorn, près de Thourne, par le Moléson, au nord de Nave sur Chillon.

Ces trois coupures donnent

a) Un angle rentrant à Thourne :

b) Un angle saillant à Meyenried :

c) Une flèche partant de Meyenried et plongeant jusqu'à Yverdon, en avant du centre stratégique des fronts d'opération de la France.

La coupure de Thourne à Meyenried relie les Alpes au Jura.

Ces trois coupures, prises simultanément, relient le Rhin au Rhône.

### *Le Seeland.*

La partie du Seeland qui nous intéresse plus spécialement se trouve comme prise dans un triangle qui a :

a) Pour base :

L'Aar, de Meyenried par Aarberg, à Olügen ;

b) Pour face de droite :

La basse Thièle, de Meyenried à Nidau ; le lac de Bienne à Landeron ; la Thièle moyenne, de Landeron au lac de Neuchâtel ;

c) Pour face de gauche :

Le lac de Neuchâtel, de Vessel à la Saugie ; la basse Broie, du lac de Neuchâtel au lac de Morat ; plus une ligne passant par Kerzess et arrivant à Olügen par les marais.

### *Quelques-unes des propriétés de ce triangle.*

a) Ce triangle couvre l'angle saillant de notre coupure intérieure ;

b) Sa base est garantie par l'Aar ;

c) Sa face de droite est garantie par le lac de Bienne et par la Thièle ;

d) Sa face de gauche est garantie par les marais ;

e) L'angle saillant formé par la base et par la face de droite, est défendu en capitale par le prolongement de l'Aar dans la direction Soleure ;

f) L'angle formé par la base et par la face de gauche, est défendu en capitale par le prolongement de l'Aar dans la direction Berne ;

g) L'angle saillant, formé par la face de droite et par la face de gauche, a son secteur privé de feu, entièrement occupé par le lac d'Yverdon ;

h) Il occupe le centre stratégique des fronts d'opération de la France ;

i) Il est le centre de toutes les dispositions défensives de la Suisse contre la France ;

j) Les circonstances du terrain qui sert d'enveloppe à son périmètre, le garantissent des grandes portées actuelles de l'artillerie. Le lac de Bienne, le lac d'Yverdon, le lac de Morat et le grand marais, comme une vaste crinoline, tiennent tout infréquent à distance respectueuse ;

k) De Nidau au Rhin, la coupure de l'Aar est flanquée stratégiquement par nos ponts sur la Thièle ;

l) De St-Blaise à Yverdon, le corridor est commandé par nos ponts sur la Thièle ;

m) Une armée venant du pays de Vaud, arrivée à Payerne, qu'elle se dirige sur Morat ou sur Fribourg, sera prise en flanc ou à revers par la route de la Saugie à Chevroux.

n) Par nos ponts sur l'Aar, nous passons de notre triangle sur la rive droite, ou nous revenons de la rive droite sur la rive gauche. Nous plaçons ainsi à volonté

l'Aar entre nous et notre adversaire, où nous le saisissons, corps à corps, si nous jugeons les circonstances favorables.

*o)* Une armée venant du pays de Vaud, qui voudra passer l'Aar au-dessous d'Oltigen, ou la Sarine au-dessus d'Oltigen, aura une affaire de front et sera simultanément prise en flanc par nos chaussées dans les marais ;

*p)* *Il est vaste* : Il n'a pas moins de 28 kilomètres de longueur sur 4 de largeur moyenne.

Les belles collines qui s'étendent de Jolimont, en face de la Thièle moyenne, au Jensberg, en face de la basse Thièle, sur tout le développement de la rive droite du lac de Bienne, n'ont pas moins de vingt-quatre kilomètres de longueur sur environ quatre kilomètres de largeur.

Les quarante villages placés sur ces collines ou dans la plaine, sont :

|                        |                   |                     |
|------------------------|-------------------|---------------------|
| 1° Meyenried ;         | 15° St-Niklaus ;  | 28° Finsterhennen ; |
| 2° Schwadernau ;       | 16° Belmund ;     | 29° Freiten ;       |
| 3° Bürglen intérieur ; | 17° Nidau ;       | 30° Brütelen ;      |
| 4° Ägerten ;           | 18° Ipsac ;       | 31° Gaeserz ;       |
| 5° Studen ;            | 19° Sutz ;        | 32° Lüscherz ;      |
| 6° Worbon ;            | 20° Lathigen ;    | 33° Müntschemier ;  |
| 7° Aarberg ;           | 21° Mörigen ;     | 34° Ins ;           |
| 8° Bargaen ;           | 22° Walperswyl ;  | 35° Vinelz ;        |
| 9° Kappelen ;          | 23° Epsach ;      | 36° Gampelen ;      |
| 10° Werdtthof ;        | 24° Gerlafingen ; | 37° Tschugg ;       |
| 11° Jens ;             | 25° Täuffelen ;   | 38° Mullen ;        |
| 12° Bühl ;             | 26° Hagneck ;     | 39° Glas ;          |
| 13° Hermerigen ;       | 27° Siselen ;     | 40° Erlach ;        |
| 14° Merzligen ;        |                   |                     |

Plus l'île de St-Pierre.

*q)* Les voies de communication de la Suisse convergent vers ce triangle.

*A. Chemins de fer :*

- 1° Bâle, Olten, Soleure, Landeron ;
- 2° Locle, Neuchâtel, Landeron ;
- 3° Les Verrières, Neuchâtel, Landeron ;
- 4° Genève, Neuchâtel, Landeron ;
- 5° Sion, Lausanne, Fribourg, Berne, Landeron ;
- 6° Thoun, Berne, Landeron ;
- 7° Lucerne, Olten, Landeron ;
- 8° Coire, Zurich, Olten, Landeron ;
- 9° Lac de Constance, St-Gall, Zurich, Landeron ;
- 10° Schaffhouse, Aarau, Landeron.

*B. Routes ordinaires :*

En jetant un coup d'œil sur la carte, on sera encore plus saisi de voir l'ensemble avec lequel toutes les routes de la frontière française du Jura convergent vers Bienne ou Landeron.

Par les routes qui conduisent dans le bassin du Rhône et, par suite, à la frontière française de ce bassin, toutes sont dans les vallées : ou de l'Aar, ou de la Kander, ou de la Simmen, ou de la Sarine, ou de la Broye, ou de l'Orbe, dont la concentration des eaux constitue le terrain militaire que nous signalons.

*C. Voies de communication par les eaux :*

Les trois lacs, l'Aar, la Thièle, la Broye sont des voies de communication qui ajoutent à l'importance militaire de notre triangle.

*r)* L'ennemi ne peut pas nous envelopper, il faudrait qu'il se décomposât en trois corps, savoir :

1° Un premier corps aux environs de Bienne-Landeron, séparé de celui à notre droite par l'Aar, et séparé de celui à notre gauche par le lac d'Yverdon ;



Le second front, de Genève à Martigny, se décompose en deux sections stratégiques, savoir :

a) La première section s'étend du fort de l'Ecluse à Genève, par le Rhône, et se prolonge de Genève au Bouveret, par le lac Léman. Elle correspond à la ligne de Chillon au Brassus, ou à la section de l'Aar, de Thoun à Meyenried ;

b) La seconde section s'étend du Bouveret à Martigny. Elle correspond au Rhône de Martigny au lac.

Nous avons donc en tout six sections de frontières stratégiques différentes avec la France.

Si au lieu de six sections, il ne nous en restait que trois, ou que deux à défendre, le problème serait simplifié.

**Réduction du nombre des sections stratégiques de frontières entre la France et la Suisse, par voie d'élimination.**

Commençons par notre extrême gauche, soit par la sixième section qui s'étend du Bouveret à Martigny.

Dans une guerre entre la France et la Suisse, les opérations de la France, par cette section, ne peuvent avoir que l'un ou l'autre des trois objectifs suivants :

a) Le St-Gothard ;

b) Thoun, par le Simmenthal, en prenant nos coupures à revers ;

c) Fribourg, par Bulle.

Or :

Le St-Gothard est fermé par la place de Louèche.

Thoun sera couvert par le fort de Wimmis.

Bulle est couvert : ou par le Rhône et par le vignoble de Lavaux-Montreux-Chillon ; ou par le Rhône et les difficultés que présentent la route des Ormonts, le passage de la Tine-Montbovon et le débouché près Gruyères.

Les difficultés que nous venons d'indiquer sont si grandes, comparées à celles de la marche d'une armée, de Jougne ou de la vallée du lac de Joux sur Fribourg, qu'il est impossible d'admettre la première hypothèse.

Je considère donc la sixième section comme éliminée par la construction du fort de Wimmis.

La cinquième section comprend le lac Léman, du Bouveret à Genève, plus le Rhône, depuis le lac au fort l'Ecluse.

Une armée ne passera jamais le lac Léman, pendant qu'une frontière, comme celle de Ste Croix au fort l'Ecluse, sera ouverte.

Je crois à la presque neutralité des eaux du lac Léman, même pendant une guerre entre la France et la Suisse, et je conclus à l'inutilité de toute fortification ayant pour but d'abriter un port, ainsi qu'à celle de constructions navales sur le lac Léman.

Pour ce qui est du Rhône, dans la partie que nous avons à considérer, en dessous du lac, son passage par une armée française équivaut à l'occupation de la ville de Genève par la France.

Or, cette occupation peut avoir deux buts : ou une démonstration avec d'autres simultanées, à Bâle et sur le centre, pour diviser nos forces et frapper le coup décisif sur une fraction seulement de l'armée fédérale, ou une prise de possession pure et simple de Genève.

Dans l'un comme dans l'autre cas, nous ne pouvons pas combattre à Genève, sur la rive droite du lac, car le plus petit mouvement sur Cossonay, qui est le véritable point de direction d'une attaque sérieuse de la France contre la Suisse, suffirait pour tout compromettre.

Dans le premier cas, la guerre est transportée au centre de la Suisse, et Genève sera défendue par la Suisse entière.

Dans le second cas, si la France reste l'arme au pied, après avoir pris possession de Genève, alors nous engagerons la lutte dans le Chablais et le Faucigny, pour





Elle correspond à la brèche ouverte entre le lac de Neuchâtel et le Léman, entre Yverdon et Morges.

Ici, le Jura suisse a peu de profondeur et le nombre de bonnes routes qui correspondent avec la France est considérable.

La base d'opération de l'armée française est Besançon ; ses forts, détachés sur notre section, sont à Jougne et aux Rousses. C'est de ces deux foris que l'armée française partira pour franchir la frontière. Des corps, en seconde ligne, pourront passer par le fort de l'Ecluse et par Genève.

L'armée française prendra, pour direction générale, Cossonay, Echallens, Moudon, Payerne.

De Jougne partent les routes principales suivantes :

- a) Jougne, Ballaigues, Orbe, Cossonay, Echallens ;
- b) Jougne, Vallorbes, La Sarraz, Oulens, Echallens ;
- c) Jougne, Orbe, Chavornay, Echallens ;
- d) Jougne, Ste-Croix, Yverdon.

Des Rousses partent les routes principales suivantes :

- a) Les Rousses, la vallée du lac de Joux, le Pont, Cossonay, Echallens ;
- b) Les Rousses, le Brassus, Bière, Cossonay, Echallens ;
- c) Les Rousses, St-Cergues, Nyon, Morges, Echallens.

Les corps en seconde ligne, partant du fort l'Ecluse, suivront la route : Genève, Lausanne, Moudon, Payerne.

L'armée française, arrivée à hauteur d'Yverdon, fait un changement de front à gauche, l'aile droite en avant, avec Yverdon pour pivot.

On voit qu'Echallens est le premier point commandé de concentration de l'armée française.

Ici, rien n'est accentué dans notre système de défense jusqu'au moment où nous arrivons à Morat, devant notre place.

Cependant, comme la section d'attaque de l'ennemi est peu étendue et qu'elle est bien déterminée, nous pourrons, dès l'origine, présenter des forces respectables pour défendre toutes les parties du terrain qui nous sont favorables.

Comme terrain favorable je me borne à signaler :

a) Pour la première ligne : Ste-Croix, Ballaigues, Vallorbes, le Pont (point très important), le Brassus, Bière, Aubonne. Mais la ligne de l'Aubonne tombe par un mouvement en avant sur Cossonay ;

b) Pour la seconde ligne :

1° Les hauteurs de Pomy, Belmont et Chavornay en face d'Yverdon et d'Orbe. Mais cette position tombe par le changement de front de l'armée française avec Yverdon pour pivot, l'aile droite avec le centre en avant sur Echallens ;

2° Les bois d'Oulens en face de La Sarraz ;

3° Le pont sur la Venoge, au-dessous de Cossonay ;

4° Les terrains coupés entre Crissier et St-Croix, sur la route de Morges à Echallens.

On voit que la concentration de l'ennemi se fait sur Echallens ; c'est donc à Echallens où nous devrions être en mesure de livrer une bataille décisive.

Mais, malheureusement, le terrain nous refuse les garanties nécessaires à un acte aussi solennel ; nous défendrons à outrance le lit encaissé de la Mentue, à Peyres-Possens, puis nous nous retirerons.

Arrivée à Morat, devant notre place centrale, l'armée française devra s'arrêter et dresser ses tentes sur les ossuaires de ses pères.

**Encore un mot sur notre place centrale.**

Les meilleurs esprits militaires sentent depuis longtemps la nécessité d'une vaste place de guerre, qui nous serve à la fois : de base d'opération, de pivot stratégique et de réduit.













section dans le rang ou en détachement, tous peuvent dire qu'ils font de la tactique. En réalité cette branche de l'art militaire comprend un champ immense ; de plus ce champ en comprend un millier de restreints, s'unissant, se cotoyant ou s'ignorant parfois les uns les autres. Il est clair que suivant le champ particulier dans lequel on s'est placé et suivant l'étendue de l'horizon qu'on embrasse de là, on aura pu s'écrier avec autant de justesse que de conviction : « Nouveaux fusils, vieille tactique, » ou « nouveaux fusils, nouvelle tactique, » sinon même « vieux fusils, nouvelle tactique. »

Les principes de la tactique renferment en effet deux sortes d'éléments ; des éléments à peu près fixes et d'autres incessamment mobiles, en un mot des constantes et des variables. Il s'agirait en premier lieu, dans tout débat sur ce sujet, de bien déterminer ces deux éléments ; le reste viendrait de soi à titre de simple déduction.

Parmi les principes généraux, il est certain que les notions d'un front régulier, d'une profondeur normale et de leurs subdivisions plus ou moins symétriques ; celles d'actions de fortes masses secondées d'actions de groupes plus légers et d'individus débandés ; celles d'armes de choc et d'armes de jet, sont presque aussi anciennes que le monde et déjà parfaitement nettes chez les Grecs d'Homère, d'Epaminondas et d'Alexandre. D'autres notions plus spéciales, celles par exemple d'ordres de bataille sur deux lignes et une réserve ; celles d'avant-garde, d'arrière-garde, de flanqueurs, de petits postes à proximité, de masses à intervalles ou en échelons, de camps retranchés, etc., remontent peut-être moins haut. Cependant on les trouve employées déjà dans les armées de Jules-César et bien définies dans celles de tous les capitaines modernes depuis Gustave-Adolphe et Turenne jusqu'à Napoléon et à ses élèves. Il est donc constant que plusieurs principes généraux de tactique et particulièrement de grande tactique datent de longtemps, ont traversé même la grande crise de l'introduction des armes à feu ; qu'il n'est donc pas à présumer qu'une simple quoique très réelle amélioration de ces armes nécessite une telle révolution dans ces principes qu'on doive en dater une ère nouvelle. Et sous ce rapport qu'il nous soit permis, en passant, de dire à l'*Esercito* du 17 mai écoulé qu'elle a presque raison de reprocher au récent volume du colonel Lecomte sur le militaire de l'antiquité et du moyen-âge, de n'avoir pas placé assez haut dans son programme la connaissance de la tactique des anciens peuples ; l'excellent journal florentin aurait même complètement raison si, du même coup et par une regrettable contradiction, il n'amoindrissait trop l'importance de l'histoire dans l'étude des autres branches de l'art militaire, notamment de la stratégie.

Quoiqu'il en soit, les expériences de nos devanciers sont toujours bonnes à connaître, souvent utiles à consulter. C'est en se basant sur elles autant que sur le raisonnement purement spéculatif, qu'on peut estimer que les ordres de bataille usuels de grandes masses des trois armes n'auront pas à subir, par le fait du présent accroissement de puissance des feux, des modifications fondamentales. Deux lignes à intervalles et une réserve ; un mélange de masses, de petits groupes et de débandés, de colonnes plus ou moins profondes et de lignes plus ou moins espacées, de diversions et d'attaques, voilà quelques principes généraux, pas absolus sans doute, qui sont familiers à tous les militaires de notre temps, qui subsisteront longtemps encore et dont l'histoire offre des applications par milliers.

Une difficulté se présente pourtant dans cette appréciation pour qu'elle se dégage de toute utopie. C'est de pouvoir séparer les principes généraux et de grande tactique de ceux de détail et de tactique élémentaire. La difficulté est réelle, car le plus souvent, en dehors de la place d'exercices ou des prescriptions des livres, les deux tactiques se confondent de manière à réagir forcément l'une sur l'autre. Suivant la formation que prendront les bataillons ou les compagnies, il est clair





















à la commission de tir française l'enthousiasme qu'elle avait fait naître en Suisse. En premier lieu, sa construction comme ARME DE GUERRE prêta avec raison beaucoup à la critique. Elle avait une double détente.... mécanisme dangereux entre les mains du soldat; une crosse cintrée.... fort incommode pour la mise en joue, la baïonnette se fixant au moyen d'une douille brasée sur le côté droit du canon; on trouva ce mode d'attache bien imparfait; la hausse circulaire fut jugée délicate; le système de tirettes, qui fixait le canon sur la monture, peu solide; la cheminée trop fragile; la baguette, munie d'un arrêt pour empêcher la déformation de la balle, trop massive; enfin, le poids total de l'arme sembla bien lourd, et la platine, quoique bien agencée, ne convint pas, la noix n'ayant qu'un seul cran, le cran du départ.

« Quant à son tir, il n'offrit pas non plus des résultats bien brillants, ce qui tint, il est vrai, à des causes indépendantes de l'arme. A cette époque (nous parlons d'une quinzaine d'années), on était loin d'être favorable en France à l'adoption d'armes rayées d'un aussi petit calibre. On les regardait comme nécessitant des cartouches trop longues et par suite peu solides, comme s'encrassant trop facilement, et leurs coups ne semblaient pas suffisamment meurtriers.

« Cette première raison fit d'abord qu'en voyant un calibre de 10<sup>mm</sup>,3 seulement à cette arme, qui n'avait même pas de cartouches puisqu'on la chargeait avec des charges de poudre et des balles séparées, on la considéra comme peu digne d'intérêt au point de vue d'une étude sur l'armement. Ensuite, ses détails de construction achevèrent de compléter cette fâcheuse impression. Les tirs de cette arme ne furent donc pas exécutés avec autant de soins et dans des conditions aussi favorables qu'en Suisse. Dans les épreuves, on employa l'ancienne poudre française dite à mousquet, qui était détestable pour le tir des armes rayées, et la balle du poids réglementaire fut entourée assez grossièrement d'un simple papier graissé au lieu d'être enveloppée dans des calepins circulaires de coton de 31<sup>mm</sup>,5 de diamètre et de 0<sup>mm</sup>,58 d'épaisseur. En un mot, on expérimenta cette carabine pour la forme, par pur acquit de conscience, de sorte que si, dès son apparition, ce premier modèle suisse ne fut pas très en faveur chez nous, ce fut bien autre chose quand on l'eut, soi-disant, essayé. A partir de ce moment, on ne crut plus aux éloges que les échos de la Suisse lui avaient décernés.

« D'ailleurs remarquons encore que les balles de nos carabines de chasseurs pesaient alors 48 grammes, et que si les balles d'infanterie n'en pesaient que 32, cependant comme tout le monde s'accordait à reconnaître que ce poids était trop faible pour le calibre en service, on demandait généralement, malgré les réclamations présentées par l'artillerie à propos des approvisionnements en campagne, l'adoption d'une balle plus lourde. On était donc assez peu disposé à prendre au sérieux, comme projectiles militaires, les balles suisses dont le poids correspondait seulement au tiers du poids de nos meilleures balles allongées. »

On voit par ces citations que la défaveur du petit calibre date de loin et de haut. Malgré cela, les promoteurs suisses de la réduction poursuivirent avec persévérance et conviction leur marquante réforme, qui devait aussi coordonner l'unité de calibre; l'on doit tout particulièrement aux constants efforts de M. le colonel Würstemberger l'heureuse issue à laquelle elle a abouti. L'auteur, en montrant tous les avantages du petit calibre et tous les obstacles qu'il eut à surmonter, félicite vivement la Suisse de son initiative à cet égard, initiative suivie d'abord par la Hollande, puis successivement par tous les Etats de l'Europe.

Il montre ensuite que les mêmes justes vues amenèrent la Suisse, pour garder son honorable rang en matière d'armement d'infanterie, à être le premier Etat de l'Europe doté du fusil à répétition pour toutes ses troupes, en principe au moins, car la fabrication matérielle n'a pas encore répondu aux exigences des autorités ni à l'impatience du public. Sous ce rapport encore, M. le capitaine Odiardi félicite notre pays du bon exemple qu'il donne, et il estime aussi, après minutieux exa-





toujours, complété de notes où toutes les sources sont abondamment indiquées et d'un tableau final donnant les chiffres des pertes des principales batailles de l'antiquité et des temps modernes.

---

*L'administration de l'armée française.* Paris, 1870. Henri Plon, éditeur, 1 v. in-8°.

Un grand procès est actuellement pendant devant le public militaire français entre deux puissantes corporations, l'intendance d'une part, le corps médical de l'autre. Ce dernier, par l'organe d'un de ses chefs les plus habiles, M. Chenu, qui a publié récemment un livre fort important sur le service sanitaire des armées, élève de vives réclamations sur la fâcheuse position hiérarchique qui lui est faite, réclamations fort justes à notre humble avis. On croira difficilement, en Suisse, que dans un pays aussi avancé que la France, le corps médical militaire est encore sous la dépendance directe de l'intendance militaire, de ce que nous appelons le commissariat des guerres. Il saute aux yeux que c'est là une énormité que rien ne justifie en fait, et que si l'un des deux corps devait être subordonné à l'autre, ce serait assurément à l'intendance à être en sous-ordre.

Le service sanitaire est en effet un service *spécial*, qui doit être entièrement sous la direction des hommes *spéciaux*, seuls responsables vis-à-vis de l'autorité supérieure, tandis que les fonctions de l'intendance constituent un service *général* s'appliquant aux bien-portants comme aux malades et ne demandant aucune connaissance ni aucune faculté particulière ou transcendante. Mais comme le corps très privilégié de l'intendance compte un grand nombre de personnalités d'élite, il défend vigoureusement sa position, et le tournoi en devient vraiment attrayant. « Au nom de l'unité de l'administration, s'écrie l'intendance par l'organe de l'éloquent M. Darricau, les ambulances doivent être commandées par des sous-intendants, et les commandants en chef doivent faire passer leurs projets d'opérations au crible de l'intendance qui en pèsera les possibilités matérielles ! » La prétention, on en conviendra, est aussi que naïve que large. C'est ce qu'a senti l'auteur anonyme de l'ouvrage dont nous parlons, et qu'on dit être M. le général Trochu. Il arrive en troisième larron dans le débat, avec beaucoup de chaleur et d'esprit, réclamant les droits du *commandement* sur les prétentions rivales de Messieurs les non-combattants, et demandant en somme que le rôle de l'intendance soit plus subordonné qu'il ne l'est aux généraux et aux chefs de corps. Les nombreuses et souvent piquantes raisons données par l'auteur à l'appui de son opinion nous paraissent des plus justes et irréfutables ; nous nous étonnons seulement qu'il en faille tant pour prouver une telle évidence.

Nous ne saurions toutefois partager son opinion quand il veut remplacer, dans la direction des hôpitaux, l'intendance par l'état-major des places et non par le corps médical. Nous estimons, comme nous l'avons dit ci-dessus, que ce service tout *spécial* doit être aux mains dirigeantes des spécialités : mais que les médecins militaires doivent aussi être suffisamment administrateurs pour savoir faire marcher convenablement leur service, avec l'aide des économes et des comptables nécessaires, toujours sous la haute surveillance de l'autorité militaire supérieure, soit du commandant en chef, soit des chefs de corps d'armée ou de division. Dans tous les pays il a été reconnu que ce n'est pas en malmenant et rabaissant le corps médical, composé généralement d'hommes d'esprit et dont le niveau scientifique est ordinairement supérieur à celui de tous les autres corps de l'armée, qu'on en obtient les meilleurs services, mais au contraire en lui accordant la plus grande somme d'initiative et d'indépendance compatibles avec le service général. — Des propositions positives de réformes de diverses lois et ordonnances terminent l'intéressant livre en question, ainsi qu'un tableau montrant que ces réformes feraient réaliser une économie annuelle de 870,220 francs.

---



tement par une conquête, soit indirectement par de dévoués satellites. En tout cas la Russie nous paraît mieux inspirée, dans ses propres intérêts, en renonçant catégoriquement à cette tradition, qui peut lui être chère à plus d'un titre, mais qui est un fâcheux boulet qu'elle traîne constamment après elle. Si le cabinet de Pétersbourg retranchait, pour le moment au moins, cette embarrassante et trop sentimentale question d'Orient de son bagage politique, il aurait bien des chances de devenir l'arbitre des alliances européennes, tandis qu'aujourd'hui il est presque condamné par elle à l'isolement.

Au point de vue de la simple statique, il nous semble donc que la France n'a pas à hésiter sur l'avance indirecte qui lui est faite, et qu'elle n'y peut répondre que de manière à ne pas perdre la possibilité d'une alliance éventuelle avec l'Autriche et l'Angleterre, éventualité qui pourrait être compromise par l'adoption du dit programme sur les affaires d'Orient.

Quant à la troisième question, nous sommes pleinement d'avis qu'elle n'est qu'un fantôme à reléguer dans ses chimériques domaines. Mais parfois les fantômes ont leur utilité, et l'on ne peut exiger qu'ils se détruisent tout seuls !

### NOUVELLES ET CHRONIQUE.

**Berlin.** Dans le courant de cet hiver notre Conseil d'Etat a nommé M. Alfred Heynck, major commandant du 5<sup>e</sup> bataillon (élite), et M. Schwab, major commandant du 1<sup>er</sup> (élite). Tout le monde ici a été fort satisfait de ces heureuses nominations. Au cours pendant les quelques jours de cours de répétition que ces deux bataillons viennent de passer, ces officiers supérieurs ont suffisamment prouvé qu'ils étaient à la hauteur de leurs fonctions.

Le 23 mai est mort après une courte maladie M. le lieut.-colonel Nicolas von der Weid, chef des carabiniers. C'est une perte douloureuse pour ce corps.

**France.** — (C'urr. part.) Le chiffre des votants de l'armée au dernier plébiscite a été de 321,807, dont 273,637 oui et 46,210 non. Quelques attentions accidentelles, qui ont eu lieu, ne changeraient pas cette proportion. On peut dire qu'il y a près de 50 mille mécontents, très mécontents dans l'armée et qui ont voulu marquer de cette façon leur mécontentement. Mais n'y voyez pas autre chose, surtout pas l'expression d'une opinion politique. Ce qui m'étonne c'est qu'il n'y ait pas eu plus de non. Assurément de braves et vigoureux jeunes gens qu'on paie un sou par jour et qui en gagneraient 40 à 50 dans la vie civile, n'ont guère de motifs de voir fort en rose les affaires, y compris le gouvernement. Si vous y ajoutez les passe droits ordinaires et l'humiliante paix à tout prix qui semble prévaloir à l'endroit de la Prusse, vous aurez tout le secret de ces manifestations négatives.

**Grèce.** — On nous écrit d'Athènes, en date du 7 mai: Les cruelles scènes de brigandage de Marathon et d'Oropos ont amené une crise ministérielle. M. le colonel Botzaris, appelé de Corfou pour remplacer le ministre de la guerre déchu, a décliné cet honneur et a déposé un refus écrit et motivé entre les mains du président du conseil. L'honorable colonel veut, avec raison, des réformes profondes et sérieuses dans notre système militaire et dans l'organisation de la justice et de la police. Suivant lui, l'armée actuelle est trop faible pour ce qu'elle coûte au pays et pour la tâche qui lui incombe. Elle compte 8 à 10 mille hommes de troupes permanentes, où les cadres sont trop nombreux et où il y a trop d'exemptions et de dérogations à la loi. Avec les 12 millions de francs qu'elle coûte annuellement, on pourrait avoir beaucoup mieux, mais en entrant largement dans le système des milices.

La *Revue militaire suisse* paraît deux fois par mois à Lausanne. Elle publie en supplément, une fois par mois, une *Revue des armes spéciales*. — Prix: Pour la Suisse, 7 fr. 50 c. par an. Pour la France, l'Allemagne et l'Italie, 10 fr. par an. Pour les autres Etats, 15 fr. par an. — Pour tout ce qui concerne l'Administration et la Rédaction, s'adresser au Comité de Direction de la *Revue militaire suisse*, à Lausanne, composé de MM. F. Lecomte, colonel fédéral; E. Ruchonnet, major fédéral d'artillerie; Jules Dumur, capitaine fédéral du génie (à Zurich).













Il est incontestable aussi que, deux ans avant la publication du premier écrit de M. Vandevelde, un officier d'artillerie belge, M. le lieutenant-colonel Ezens, avait dit à la Chambre des représentants : « Nous ne saurions atteindre le but de la guerre, en cherchant à défendre les frontières par le cordon de nos fortifications. »

Enfin, malgré son antipathie pour les ingénieurs, M. Vandevelde ne peut ignorer que les places à camps retranchés, dont les stratéges modernes ont tiré un si grand parti, sont une création de Vauban, améliorée et complétée par le général du génie Bogniat.

En rappelant ces faits, j'ai sans doute irrité la fibre de mon honorable contradicteur. Il se venge sur mes travaux : c'est son droit ; mais j'ai, de mon côté, le droit de trouver mauvais et même très-mauvais ce qu'il dit d'Anvers et du nouvel armement dans lesquels le pays et l'armée ont une confiance qui doublera leur force au jour du danger.

M. Vandevelde, comparant Anvers, place à défense active, pourvue de deux camps retranchés, à Mantoue, place à défense passive, complètement entourée de lacs et de marais, dit :

« Campée dans des polders où la fièvre règne presque en permanence, l'armée perdrait non-seulement la santé, la vigueur, si indispensables à la guerre, mais encore, au milieu de ces inondations fétides, elle fondrait comme la neige fond sous les rayons d'un soleil brûlant... »

Appeler *inondations fétides* des eaux fournies par la marée et que l'on peut renouveler à volonté, c'est une exagération qui dépasse toutes les bornes ! et prétendre que ces *eaux vives* seront mortelles pour l'armée, laquelle *fondra comme la neige au soleil*, c'est méconnaître les faits les mieux établis et l'autorité des juges les plus compétents. (J'en appellerai sur ce point aux rapports et aux discours de M. Vleminckx, ancien inspecteur général du service de santé). Un grand nombre de places, parmi lesquelles on peut citer Colberg, Dantzig, Ostende et Anvers, ont été défendues avec succès, bien qu'elles fussent entourées d'eaux *provenant de la marée*, et nulle part on n'a constaté ces effets meurtriers, cet affaissement moral que M. Vandevelde prédit à l'armée belge en vrai prophète de malheur.

« Si le réduit d'Anvers n'était pas fait, dit M. Vandevelde, il ne se ferait plus. »

Sur quel fait se fonde-t-il pour justifier cette assertion téméraire ? M. Vandevelde serait fort embarrassé de répondre à cette question. Il ne pourrait pas même invoquer en faveur de sa thèse l'opinion des écrivains qui ont critiqué les fortifications d'Anvers au point de vue de leur développement ou de leur tracé, tels que MM. P. de B..., de Villenoisy, Prevost et le pseudonyme Mangonneau. Aucun d'eux, en effet, n'a contesté la supériorité d'Anvers comme base d'opérations et comme réduit de la défense nationale.

La question de la fortification de Bruxelles a été mûrement discutée, en 1859, dans une commission où siégeaient 27 de nos officiers les plus distingués. M. Vandevelde y développa ses idées avec une entière liberté ; mais, au moment du vote, il ne trouva qu'un seul adhérent.

Dans le Parlement, son système ne fut pas mieux accueilli. Deux ou trois ora-

la lecture du livre de l'officier du génie français lui a suggéré l'idée de défendre la Belgique au moyen d'une grande place centrale. On lit, en effet, p. 101, de ce livre (*Essai sur la défense des Etats par la fortification*) :

« Un moyen inmanquable de sauver l'Etat... est de créer une *place centrale* unique de plusieurs marches de circonférence, renfermant toutes les troupes, tous les arsenaux, toutes les ressources militaires de l'Etat. »













N'y a-t-il pas bien loin de ces gigantesques projets à la conviction émise que la position d'Anvers TELLE QU'ELLE EST, sans y ajouter une pelletée de terre ou une brique, peut être considérée comme invulnérable ?

Dans nos réponses à M. Mangonneau, nous avons démontré à l'évidence, qu'en admettant qu'Anvers pût être régulièrement attaqué, le siège (de l'ouverture de la tranchée jusqu'à l'arrivée au pied du glacis du corps de place) durerait trois fois aussi longtemps que durent généralement les guerres d'aujourd'hui.

Il est vrai que, pour donner plus de sécurité politique au pays, nous proposons d'élever une grande forteresse autour du centre de puissance de l'Etat ; mais nos adversaires ne proposent-ils pas d'élever une semblable forteresse autour de Liège ?

En quoi la première de ces propositions peut-elle être plus dénigrante que la dernière pour notre dispositif de défense actuel ?

Serait-ce parce qu'elle fait plus péremptoirement ressortir que sa rivale, la faute commise par nos hommes d'Etat de n'avoir pas, *avant tout*, couvert le cœur, le centre politique du pays ?

On n'a pas essayé de réfuter ce que nous avons écrit sur ce défaut capital de notre dispositif de défense. Or signaler un défaut visible et reconnu comme tel par l'immense majorité de ceux qui s'occupent de ces sortes de questions, ne saurait être taxé de dénigrement. C'est un avertissement, un avertissement salutaire, dont on aurait tort de ne pas tenir compte. S'il n'y a pas à revenir sur ce qui est fait, rien ne s'oppose à revenir sur ce qu'on a rejeté, à réaliser ce qui aurait dû être fait.

En ce qui concerne l'armement, nous avons dit que celui de l'infanterie comme celui de l'artillerie, *de toutes les armées de l'Europe*, est en désarroi, oui en désarroi, et sur ce point nous ne sommes pas seul de notre avis : Que l'on consulte ceux qui s'occupent spécialement de cette branche de la science militaire, par exemple, les directeurs de manufactures d'armes, et ils répondront ce qu'on nous a répondu : « que, dans toutes les armées de l'Europe, l'armement de l'infanterie est un armement TRANSITOIRE, et que celui de l'artillerie a à se perfectionner grandement pour devenir un bon engin de champ de bataille. » Or cette opinion, s'adressant à toutes les armées, ne doit affecter le moral d'aucune, puisque toutes se trouvent dans les mêmes conditions.

Ce sont les ministres des finances qui se sentiront probablement le plus affectés de la précipitation qu'on a mise à changer l'armement transitoire.

Nous n'avons fait aucune comparaison entre « Mantoue et Anvers ; » c'est à propos des inconvénients que présentent les inondations autour des places, que nous avons comparé les résultats obtenus à Vérone, chaque fois que l'une de ces places a servi de base et de pivot à la défense de la Vénétie, et nous en avons déduit que les inondations, les marais et tous les obstacles de ce genre sont généralement plus nuisibles qu'utiles, aux places à grand développement surtout.

En faisant ressortir, au point de vue de la défense du pays, tous les avantages que possède le site de Bruxelles sur celui d'Anvers, entre autres, nous avons signalé que les polders, — où la fièvre règne presque en permanence, — sont infiniment moins salubres que les hauts plateaux. On cherche timidement à contester cette vérité, appréciée à sa juste valeur par la généralité des militaires belges, par les médecins de l'armée surtout.

Nous avons dit : « Si le réduit d'Anvers n'était pas fait, il ne se ferait plus. » On nous demande sur quel fait nous nous fonderions pour justifier cette assertion. D'abord sur la faible majorité que le projet d'Anvers a obtenue dans les Chambres, puis sur l'opinion publique qui, depuis le vote de ce projet a fait du chemin

sur cette question, et enfin sur l'opinion de l'archiduc Charles <sup>(1)</sup>, du général Jomini, d'un grand nombre de militaires belges, — qui ont même voté contre Bruxelles et pour Anvers, — de tous les hommes d'Etat de l'Europe, à quelques rares exceptions près, et aussi en vertu même du principe bien connu par nos adversaires : « que le réduit central de la défense occupera le point stratégique décisif du pays, c'est-à-dire le point dont l'ennemi doit nécessairement s'emparer pour atteindre son but.

(A suivre.)

## INSTRUCTION SUR LA CONNAISSANCE ET L'ENTRETIEN DU FUSIL A RÉPÉTITION MODÈLE DE 1869 (VETTERLI) <sup>(2)</sup>.

### I. PARTIES PRINCIPALES DU FUSIL A RÉPÉTITION.

1. Le canon, la mire et le guidon ;
2. La boîte de culasse avec l'appareil de détente ;
3. Le cylindre obturateur (culasse mobile) avec les appareils de percussion et d'extraction ;
4. L'appareil pour le transport des cartouches ;
5. La monture composée du fût avec réservoir à cartouches et de la crosse ;
6. Les garnitures ;
7. La baguette ;
8. La baïonnette.

### II. DESCRIPTION DES DIFFÉRENTES PARTIES DE L'ARME.

#### *Le canon.*

Le calibre de l'arme 10,35 millimètres, avec 4 rayures en hélices, tournant de gauche à droite, un peu plus larges que les champs et d'une profondeur uniforme ;

La chambre à cartouche, pour la réception des cartouches ;

Le bouton fileté, pour visser le canon dans la boîte de culasse, avec une rainure pour le crochet de l'extracteur ;

Les deux canaux à gaz ;

La mire dont le pied est fixé dans la rainure du canon au moyen d'une vis ;

Les joues de la mire, qui font partie du pied, sont marquées sur leurs bords de traits indiquant la distance ;

La feuille de mire avec le cran de mire ;

Les deux ressorts ;

La vis du pied de la mire ;

Le tenon de baïonnette qui sert de base au guidon.

#### *La boîte de culasse avec l'appareil de détente.*

La boîte de culasse avec une bande supérieure et une bande inférieure ; la bande supérieure est pourvue d'une rainure dans laquelle glisse l'ailette inférieure de la broche et d'une ouverture pour la gâchette et la vis de bande inférieure ; à la bande inférieure une ouverture pour la détente, pour le crochet de sous-garde et pour les deux vis de bande.

Vis : la vis de bande supérieure (vis à fer) et la vis de bande inférieure (vis à bois).

L'appareil de détente composé de :

La détente proprement dite avec 2 goupilles ;

La gâchette ;

Le ressort de gâchette, avec sa vis.

---

(1) La capitale, est-il dit dans ses principes de stratégie, le foyer politique, le centre de puissance de l'Etat, le cœur, l'âme de la monarchie, qui communique la vie et imprime l'activité à toute la nation, doit surtout fixer l'attention du général ; c'est vers ce point qu'il doit diriger la retraite et concentrer ses moyens de défense, afin de le tenir jusqu'à la dernière extrémité.

(2) Cette instruction officielle, arrêtée par le Département militaire fédéral, en date du 6 septembre 1869, vient d'être publiée avec les dernières modifications survenues depuis cette date. Voir d'ailleurs nos numéros 13 et 18 de 1869, avec planches.



















entre quelques-unes des coleries qui déchirent si malheureusement les plus hauts parages de notre état-major fédéral. Il dut parfois entendre de lourds et pénibles clabaudages, assister du bout des yeux à de pitoyables menées; il n'en fut au moins jamais ni le complice, ni la dupe. De délicates réserves en faveur de l'absent étaient ordinairement la seule part qu'on l'amenait à y prendre.

D'un caractère à la fois enjoué et réfléchi portant en soi ses ressources, il se trouvait à l'aise partout où les hasards du service le plaçaient; d'une intelligence supérieure, tous les sujets scientifiques lui étaient abordables et familiers: lieutenant-colonel à 32 ans, colonel à 37 ans, possédant par sa famille et par lui-même de nombreuses relations dans le meilleur monde, sans dédain de l'autre, joignant aux dons de l'esprit ceux d'une tournure élégante et les avantages d'une belle fortune en perspective, rien ne semblait manquer à son avenir et à ses souhaits. La Providence en a décidé autrement. Inclignons-nous devant ses sentences, si dures qu'elles soient. Nous les respectons encore en disant que tous ceux qui connurent van Berchem lui garderont un pieux et fervent souvenir et que tant qu'il y aura une armée et des tireurs suisses sa mémoire s'y conservera vivante et honorée.

:

Le major *Chausson* marchait dignement sur les traces militaires du colonel van Berchem. Comme lui il s'était voué exclusivement, depuis quelques années, à la carrière militaire permanente et à la spécialité du tir et des armes portatives, par les fonctions de contrôleur fédéral des nouveaux fusils. Ses premières études n'avaient pas été aussi classiques que celles du modèle qu'il s'efforçait de suivre. Elles s'étaient passées plus souvent sur les pics d'Arvel et de Malatray, à la poursuite du chamois, que dans les salles de cours. Mais s'acquérir, comme *Chausson* le fit, la réputation d'un des meilleurs tireurs et des plus hardis chasseurs du pays, est aussi un élément d'éducation militaire qui a bien son prix, surtout dans une armée telle que la nôtre. D'ailleurs le défunt n'avait pas toujours dédaigné les livres: on peut même dire qu'il les aimait, après la clôture de la chasse: il possédait une de ces bonnes instructions secondaires qui facilitent aux louables ambitions toutes les études ultérieures et leur ouvrent les avenues nécessaires. Dans ces dernières années il en avait profité avec zèle pour accroître largement le champ de ses connaissances, et il y avait réussi tout en se rendant redoutable aux sangliers du Jura.

Longtemps aide-major de bataillon, il s'y était rompu à tous les services pratiques et fait hautement apprécier de ses alentours. L'an dernier il fut chargé de la direction de deux cours d'armuriers à Zolégue, dont les juges compétents firent les plus grands éloges.





























# REVUE MILITAIRE SUISSE

N° 12.

Lansanne, le 30 Juin 1870.

IV<sup>e</sup> Année

**SOMMAIRE.** — Tactique de l'avenir. (Fin.) — Bibliographie. *Sommario di storia militare per Carlo Corsi*; — *Le service pratique de campagne*, par le feld-maréchal baron de Hess. — Rassemblement de troupes de 1870. — Société militaire fédérale. — Nouvelles et chronique.

**REVUE DES ARMES SPÉCIALES.** — Sur la fortification polygonale. (Fin.) — Manœuvre de la mitrailleuse américaine (Gatling-Gun) L'emploi de l'artillerie rayée sur le champ de bataille. — Bibliographie *De la bouche à feu, type unique de l'artillerie de campagne*, par Wille. — Nouvelles et chronique.

## LA TACTIQUE DE L'AVENIR (\*).

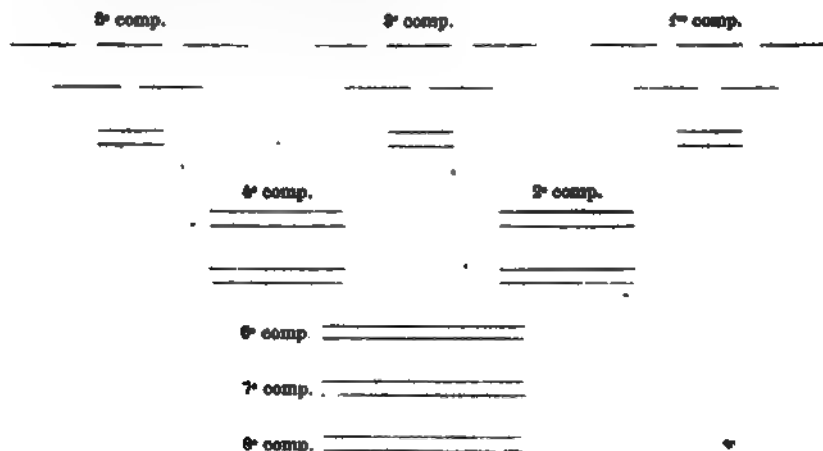
### L'école du bataillon.

Le bataillon, pour l'auteur, toujours de huit pelotons, doit être en colonne double. En parade ayant ses grenadiers et ses voltigeurs (2) sur la première ligne; en colonne de combat, sur la dernière, les grenadiers et voltigeurs faisant toujours partie des réserves des bataillons. Pour les déploiements en première ligne trois compagnies déployées comme il a du peloton; deux compagnies en colonnes par section en des intervalles des compagnies de la première ligne; la troisième compagnie en arrière du centre du déploiement général loton.

La première ligne, attaque effective; la deuxième ligne, fausse attaque; la troisième ligne, réserve.

Mêmes principes, feux à commandements prescrits à l'école de peloton. Même manière pour engager et conduire le combat.

Le bataillon aura une position représentée par la figure ci-contre et les profondeurs seront déterminées par la nature du sol.



(\*) Suite à nos deux précédents numéros.

(2) Supprimées maintenant. — Réd.

### *L'école du régiment.*

Dans cette école, l'auteur placerait d'une façon invariable deux bataillons en première ligne et le troisième en seconde destiné à être la réserve du régiment; en parade, les compagnies d'élite sur la première ligne, en formation de combat sur la dernière ligne des bataillons toujours en colonne double. Dans cette position, il ferait face à droite, en portant le bataillon de la deuxième ligne à la droite du premier bataillon de la première ligne ayant fait face à droite, le deuxième bataillon de la première ligne devenant réserve ou deuxième ligne de cette nouvelle position.

On fera face à gauche par les moyens inverses; face en arrière en faisant faire demi-tour aux bataillons de la première ligne, en portant en avant celui de la deuxième ligne et lui faisant faire demi-tour après qu'il aura dépassé la première ligne; le mouvement de ce bataillon ne pouvant en rien empêcher le déploiement immédiat des deux autres.

### *L'école de la brigade.*

La brigade serait formée, dans l'ordre perpendiculaire, de deux régiments à trois bataillons, plus d'un bataillon de chasseurs destiné à devenir la réserve générale de la brigade. Ses manœuvres seraient une extension de l'école du régiment.

### *L'école de la division.*

Cette école, chargée d'appliquer les règles qui ont servi de base aux écoles précédentes, dépendrait entièrement de l'intelligence et des intentions du général commandant la division; ce serait une véritable école de guerre. Elle ne serait praticable que dans des terrains vastes et accidentés, après la rentrée des récoltes. La division est formée de deux brigades et peut être appelée à opérer seule. Ses manœuvres seraient des plus simples, elles seraient subordonnées au terrain; on apprendrait surtout le service en campagne, les petites opérations de la guerre, et la manière de se garder.

On a pu remarquer que l'auteur avait des tendances, quel que soit son effectif, à placer en réserve toujours les meilleures troupes. Voici les raisons qu'il en donne :

Les réserves dans l'ordre perpendiculaire sont appelées à frapper le coup décisif; il est donc nécessaire qu'elles soient solides. D'ailleurs, une troupe jeune doit être exposée pour acquérir de l'expérience; il n'y a que l'action et le feu pour la rendre peu à peu solide pour la défensive et vigoureuse pour l'offensive. Les troupes jeunes se font avec le temps et peuvent à leur tour devenir réserve, quand des troupes plus jeunes sont venues les secourir et les relever. Si l'on peut obtenir des résultats suffisants avec des troupes moins bonnes, pourquoi s'exposer à voir diminuer et s'affaiblir des troupes sur la vigueur desquelles on sait pouvoir compter.

Par qui les remplacer si on les épuise ?

D'ailleurs, des troupes jeunes, mais se sentant bien soutenues par des troupes qu'elles sauront vigoureuses, marcheront presque aussi bien que de vieilles troupes qui n'auront aucune confiance dans leurs soutiens.

Après une campagne longue et difficile, des troupes tout-à-fait jeunes et sans expérience seront les seules qui resteront si on engage constamment les bonnes troupes.

C'est ce qui est arrivé en Crimée avec le système des ~~troupes~~ ~~abandonnés~~ ~~à~~ eux-mêmes. Le besoin d'un résultat sûr, prompt immédiat fait en  
gager de préférence, pendant le siège, les ~~zouaves~~ ~~troupes~~





















La prochaine assemblée générale recevra communication d'un rapport complet sur la marche et l'état des sections. Elle aura enfin à statuer sur les propositions individuelles et sur les actes de son administration ordinaire.

Encore une fois, chers frères d'armes, fidèles et chers confédérés, venez en grand nombre.

Dans cette attente, nous vous serrons affectueusement la main.

*Au nom du comité central :*

Le président, PHILIPPIN, colonel fédéral. Le secrétaire, H. SACC, major fédéral.



## NOUVELLES ET CHRONIQUE.

L'Europe vient de s'occuper beaucoup de la Suisse, à propos de la *question du St-Gothard* portée au Corps législatif français par quelques députés de l'opposition qui ont cru découvrir dans nos récentes conventions de subsides avec l'Italie et de la Prusse divers dangers pour la France et pour la neutralité helvétique. MM. les ministres français n'ont pas eu de peine à réfuter ces exagérations d'un sentiment légitime au premier coup-d'œil. Examinant à fond la question ils ont prouvé qu'il n'y avait pas lieu à tant de susceptibilité ; ils ont rendu pleine justice à la manière à la fois habile et loyale avec laquelle notre Conseil fédéral avait su agir en la circonstance vis-à-vis des puissances européennes et attirer certains capitaux étrangers en Suisse, tout en les séparant des défiances et des intrigues politiques qu'ils auraient pu amener avec eux.

Non-seulement les orateurs du gouvernement français se sont déclarés complètement satisfaits des procédés de nos autorités fédérales, ce que nous notons avec grand plaisir, mais ils ont exprimé, par la voix de M. le duc de Grammont et de M. le maréchal Leboeuf, les sentiments les plus flatteurs et les plus sympathiques à l'endroit de la Suisse. Ils ont solennellement promis de défendre notre neutralité s'il en était besoin, et nous enregistrons aussi cette déclaration avec reconnaissance, tout en étant persuadés que la Suisse sera toujours en état de défendre sa neutralité elle-même, sans intervention ni secours direct d'aucun de ses puissants voisins.

Ajoutons que si quelqu'un est en droit de se plaindre des conventions du St-Gothard, ce n'est pas la France, ce n'est pas l'étranger, mais bien quelques Cantons cruellement sacrifiés à l'entreprise gothardiste par le partial appui de l'autorité fédérale, qui, en violation de la loi de 1852 laissant nos chemins de fer à l'industrie privée et cantonale, a prêté l'office de tous les Confédérés, qu'elle représente, à la spéculation de quelques-uns contre quelques autres, et n'a pu contenir ses privilèges qu'en se fourvoyant dans des sollicitations et dans des compromis diplomatiques qui pourraient nous devenir un jour très préjudiciables. (Voir l'histoire de la guerre du Danemark en 1864.)

Non, la France n'a pas précisément à se plaindre. Notre neutralité, qui l'intéresse si fort aujourd'hui, a été admirablement préservée sur le papier, car c'est cette préservation même qui a servi de prétexte exceptionnel au Conseil fédéral pour s'ingérer dans cette affaire particulière et pour la favoriser ainsi d'un caractère *fédéral* et *d'utilité générale* qu'elle ne saurait avoir pour nous. En revanche il est certain que toute la Suisse a été mise au Mont-de-piété prusso-italien pour procurer 85 millions à MM. les entrepreneurs du St-Gothard ; et c'est sur ce petit compte-là, subside déguisé de la caisse fédérale, sans parler du reste, que les Cantons non aveuglés par la satisfaction des intérêts matériels s'appréhendent sagement à faire toutes leurs réserves pour l'avenir.





















- 1<sup>re</sup> Manœuvre de la pièce ;
- 2<sup>es</sup> Manœuvres techniques ;
- 3<sup>e</sup> Appendice.

### *Manœuvre de la pièce.*

1. Le détachement pour le service de la pièce est le même que celui d'une pièce de campagne et se manœuvre de la même manière et avec les mêmes commandements, sauf les modifications suivantes :

#### *Prenez équipement.*

2. L'artificier marche à la culasse et distribue les sacoches aux n<sup>os</sup> 4 et 5. Ceux-ci les portent comme cela est prescrit pour les n<sup>os</sup> 5 et 7, paragraphe 100 du manuel de la pièce, tactique de l'artillerie de campagne. L'instructeur place alors les canonniers, dégage la pièce, forme le détachement en avant et front contre la pièce, et indique les noms de chacune des parties suivantes en les désignant, savoir :

- Le grand arbre, ou axe principal ;
- La plaque de volée (qui supporte l'extrémité antérieure des canons) ;
- La plaque de culasse (dans laquelle les canons sont fixés) ;
- Les canons ;
- Le bras de la manivelle ;
- La tranche des canons ;
- La trémie ;
- Le fronteau avec grain de mire ;
- La vis de pointage ;
- La baguette ;
- Le transporteur ;
- La manivelle ;
- Les tourillons ;
- Le cran de mire ;
- Le châssis de fer ;
- Le logement des boîtes à munition et les poignées ;
- L'extracteur.

#### *Commandement et pointage.*

3. Outre la surveillance générale des autres canonniers, le chef de pièce a les devoirs suivants à exercer : En recevant le commandement ou le signal de commencer le feu, il commande : *Chargez*, et saisit l'extrémité du levier de pointage avec la main droite et le milieu avec la gauche ; il place son genou gauche contre la main gauche ou se penchant en avant, le genou droit légèrement plié, il regarde par-dessus la pièce et donne la direction. Il va ensuite à la culasse et donne l'élévation en levant ou abaissant la hausse au moyen de la manivelle de la vis de pointage ; il place son pied droit en arrière, se penche en s'appuyant sur sa main gauche et regarde à travers l'encoche de la mire.

Après la pièce est chargée et pointée, il commande « Prêt » et se place à l'angle droit du front, il peut le mieux voir les effets des coups et des commandements.

#### *Commencez le feu.*

Après avoir commandé « Commencez le feu » l'instructeur dit : *Chargez*, la pièce se charge et recommence le même exercice que ci-dessus ; seulement il ne commande pas « Commencez le feu » jusqu'à ce que l'ordre en soit donné. Après le commandement : *Commencez le feu*, l'action est dirigée par le chef de pièce tant que l'instructeur commande jusqu'à l'ordre de cesser le feu.

Après le commandement : *Chargez*, le n<sup>o</sup> 1 se place à angle droit du front, aligné sur la partie antérieure des roues. Au commandement de : *Chargez*, il fait



Pour remplir une boîte à munitions, on la place sur l'avant-bras gauche (le côté où se trouve le trou tourné en haut), l'extrémité ouverte reposant sur la paume de la main gauche. La première cartouche est introduite (la pointe à gauche) et est graduellement poussée au fond de la boîte par celles qui lui succèdent.

Dans aucun cas on ne doit faire rouler les cartouches au fond de la boîte, car elles pourraient facilement se placer à rebours ou tout à fait en biais. Au commandement : « Cessez le feu, » les boîtes vides sont remplies et replacées dans le coffret d'avant-train, dont le n° 6 ferme le couvercle.

12. Pour faire manœuvrer la pièce à la main, avec ou sans l'avant-train, faire des changements de front en avant, en arrière, à droite ou à gauche, ôter ou remettre l'avant-train, changer les coffres de munitions ou les roues, faire monter les canonniers, démonter et remonter les voitures et relever celles qui ont été renversées, on emploiera les commandements et les prescriptions contenues dans le règlement sur le service de la pièce, Tactique de l'artillerie de campagne, avec les modifications qui sont nécessaires et qui sont indiquées ci-dessus. Lorsque la nécessité l'exige le canon Gatling peut être démonté et remonté comme une pièce de campagne, en ayant soin toutefois de placer un bloc de bois pour appuyer l'extrémité de la bouche à feu et pour prévenir tout dommage à la plaque antérieure ou aux canons.

La mitrailleuse peut aussi être montée et démontée avec la grue. Afin d'éviter de fatiguer le n° 1 et de soulager le n° 2 de sa position gênée, le chef de pièce, sans interrompre le feu, fera de temps en temps relever le n° 1 par le n° 3 et le n° 2 par le n° 4.

#### *Instruction pour démonter le canon.*

1° Calez le châssis et les canons ;

2° Enlevez la trémie ;

3° Enlevez la plaque ou bouton de culasse ;

4° Enlevez la clavette du pignon et ensuite tournez la manivelle en bas, puis retirez l'arbre ou tige de la manivelle dans cette position ;

5° Enlevez la hausse et retirez ensuite la grande roue d'engrenage ;

6° Retirez le tampon postérieur placé dans le diaphragme, et tournez ensuite doucement le canon jusqu'à ce qu'une batterie se présente sur une même ligne avec le trou du diaphragme, par lequel on peut retirer les batteries les unes après les autres ;

7° Retirez les grandes vis des côtés de l'enveloppe de la culasse et ensuite tirez l'enveloppe en arrière (ayez soin d'avoir le cylindre de batterie et le canon soutenus, de manière à maintenir la ligne centrale du grand arbre parallèle avec le sommet du châssis, ce qui est nécessaire pour empêcher la culasse intérieure ou arrière de la pièce de s'abattre lorsque l'enveloppe est retirée) ;

8° Le grand écrou de derrière, placé sur l'arbre en arrière du cylindre de batterie, et qui sert de guide pour les extrémités arrière des batteries, est fixé à sa place par une broche et une vis à main à gauche. Pour retirer cet écrou, la broche doit être retirée et l'écrou tourné à droite. On retire alors le cylindre de batterie et le porteur du grand arbre.

Il n'est pas nécessaire de retirer la came spirale hors de l'enveloppe pour démonter le canon.

#### *Instructions pour monter la pièce.*

1° Mettez le grand arbre en place à travers les plaques qui maintiennent les canons et ensuite remettez à leurs places : le porteur, le cylindre de





*Cible de 48 pieds de long sur 6 de haut, divisée en quatre sections :*

| Numéros. | Nombre des coups tirés. | Projectile. | Poids.                              | Charge.                           | Élévation. | Distance. Yards. | Durée du feu.                      | Nombre de touchés. |
|----------|-------------------------|-------------|-------------------------------------|-----------------------------------|------------|------------------|------------------------------------|--------------------|
| 1        | 73                      | Mitraille   | 9 <sup>1</sup> / <sub>2</sub> onces | <sup>5</sup> / <sub>4</sub> onces | 0.55       | 200              | 1 m. 30 sec.                       | 278                |
| 2        | 74                      | »           | »                                   | »                                 | »          | »                | » »                                | 322                |
| 3        | 53                      | »           | »                                   | »                                 | 1.5        | »                | 1 » 17 »                           | 263                |
| 4        | 101                     | Chevrotines | 9 <sup>1</sup> / <sub>4</sub> onces | »                                 | 0.50       | 150              | 1 » 30 »                           | 691                |
| 5        | 29                      | »           | »                                   | »                                 | 0.30       | 100              | — 22 <sup>1</sup> / <sub>2</sub> » | 201                |

**Cible de 24 pieds de long sur 6 de haut, en deux sections de 12 pieds sur 6 de haut.**

|   |     |        |                                     |                                  |      |      |              |    |
|---|-----|--------|-------------------------------------|----------------------------------|------|------|--------------|----|
| 1 | 110 | Plein. | 9 <sup>1</sup> / <sub>2</sub> onces | <sup>5</sup> / <sub>4</sub> onc. | 2.35 | 800  | 1 m. 23 sec. | 49 |
| 2 | 92  | »      | »                                   | »                                | 3.20 | 1000 | 1 » 00 »     | 50 |
| 3 | 87  | »      | »                                   | »                                | 4.30 | 1200 | 1 » 00 »     | 22 |

A la fin de ce tir d'essai, la pièce fut mise de côté, l'huile complètement essuyée, puis on versa de l'eau dessus et elle resta exposée à la pluie deux nuits et un jour, ce qui la couvrit de rouille; on tira alors 97 coups en 1 <sup>1</sup>/<sub>2</sub> minute, la manivelle tournant avec quelque difficulté. Une cartouche fut engagée dans les rainures de l'engrenage et la manivelle mise en jeu, afin de s'assurer si elle pouvait prendre feu par compression. La balle fut écrasée et forcée de passer à travers l'engrenage, mais il n'y eut point d'explosion.

Les cartouches du canon Gatling sont fabriquées avec des feuilles de cuivre n° 18.

La boîte à mitraille se compose d'un étui terminé d'un côté par un double fond qui renferme la composition et de l'autre par un disque de cuir. Elle renferme 15 balles de 0.48 de diamètre pour le calibre d'un pouce. La composition explosive contient :

**Fulminate de mercure 3 parties.**

**Nitre en poudre 2 »**

**Poussière de verre <sup>4</sup>/<sub>2</sub> »**

**Chlorate de potasse 1 »**

**Le tout est humecté avec de l'eau gommée.**

**La charge est de <sup>5</sup>/<sub>4</sub> once poudre à mortier, fulminate 6 grains.**

Le projectile plein consiste dans un étui, contenant la même composition et la même charge de poudre, plus un boulet cylindro-conique pesant 7 <sup>1</sup>/<sub>2</sub> onces.

Les cartouches sont fabriquées et expédiées par les arsenaux dans des boîtes en carton.



dépassées ; dans les combats d'artillerie, elles ont varié entre 2000 et 4000 pas ; les circonstances du terrain ne permirent pas, dans la plupart des cas, de s'approcher davantage de l'ennemi ; on combattit presque toujours en terrain montagneux ; la crête des hauteurs indiqua continuellement les positions à occuper.

Les canons ennemis, placés dans des positions défensives excellentes, ne laissèrent voir que leur gueule ; ils commencèrent parfois leur feu à des distances de 4000 pas, connues à l'avance et marquées sur le terrain par des signes particuliers ; c'est ce qui obligera souvent nos batteries à s'écarter des principes du prince Blücher.

Pour s'approcher de l'ennemi, nos canons descendirent dans la vallée, et furent contraints de tirer du bas vers le haut, ce qui nuisit à l'effet de leur tir, et leur fit éprouver des pertes sérieuses.

Ces circonstances défavorables s'imposèrent d'une manière inéludable dans presque toutes les rencontres ; on ne peut en déduire avec raison que le nouveau matériel est inefficace aux grandes distances ; que ses résultats ne sont pas en rapport avec la consommation des munitions, et qu'enfin il est tout aussi impropre au combat éloigné que l'ancien matériel lisse.

L'artillerie de campagne considère le combat éloigné comme sa mission principale ; elle se tient donc systématiquement à l'écart, tandis que les autres troupes approchaient des positions ennemies. Le contact des trois armes fut perdu de vue ; l'infanterie et la cavalerie furent privées de leur soutien le plus sérieux au moment qu'il leur devenait le plus nécessaire.

Disons-le sans détour, c'était là une estimation outrée du combat éloigné, une dépréciation regrettable de celui rapproché, un procédé contraire aux règles de l'art, qui exige avant tout la protection mutuelle des trois armes.

L'artillerie de campagne possédera une action tactique d'autant plus grande qu'elle s'efforcera de tirer plus au loin, pourvu que les effets des décharges puissent être constatés et observés à simple vue.

L'appréciation exacte et immédiate des résultats ne peut être effectuée à plus de 2000 pas de distance.

L'œil sain, non pourvu de lunettes, ne peut au-delà de cette limite reconnaître clairement le but, apprécier son éloignement avec une justesse suffisante, distinguer le bond des obus ou corriger les erreurs commises et régler la hausse.

Les artilleurs les plus expérimentés commettent déjà des erreurs de 300 pas, dans l'estimation des distances supérieures à 2000 pas. Nous savons que les batteries emploient toujours, au moment de l'ouverture du feu, un cran de la hausse plutôt inférieur que supérieur, pour corriger ensuite *de visu*. Il n'est pas moins vrai qu'il est excessivement difficile de distinguer les bonds des projectiles quand plusieurs batteries voisines tirent ensemble ; quand les éclairs lancés par les canons ennemis augmentent les fausses illusions ; quand la fumée de la poudre et la poussière cachent le but à battre ; quand enfin la position ennemie est couverte par des accidents de terrain.

Plus le cran employé de la hausse sera élevé, plus l'angle de chute du projectile augmentera, plus le tir direct à obus se rapprochera de celui indirect, plus l'espace dangereux deviendra petit, plus la pénétration du projectile dans le sol se fera profondément, moins l'effet d'éclatement sera violent, plus les chances d'atteindre deviendront problématiques.

Ces inconvénients sont inséparables du tir à grande distance ; ils existent déjà à 2000 pas du but ; d'où il résulte que nous devons considérer toutes les distances supérieures à cette limite comme appartenant à la sphère du feu éloigné.

Nous ne pouvons fixer les écarts, permis en campagne, de cette limite de 2000 pas, ils varient avec la plus ou moins grande exactitude apportée dans l'estimation



Les batteries prussiennes furent retirées vers 9 heures, sur l'ordre du général commandant; celles autrichiennes cessèrent aussitôt leur feu. Bien qu'un bâtiment dépendant de Gradlitz, qui avait été choisi pour quartier-général, fût en flammes, on ne jugea pas à propos d'introduire un changement dans l'établissement des troupes.

Les Prussiens ne perdirent dans cette bruyante affaire qu'un officier et 25 hommes; leurs adversaires, un officier, 25 hommes et 25 chevaux, ce qui fut sans aucune influence sur les opérations.

### **B. Direction du feu.**

La mission d'un commandant de batterie, pendant l'action, consiste à désigner le but offensif, apprécier sa distance, décider la nature du tir à employer, et indiquer les pauses à introduire dans les feux. Il surveille l'établissement de la batterie dans la position choisie, tient constamment en main la direction des décharges, dont il observe les effets et fait rectifier les premières visées, toujours défectueuses, car il est impossible d'apprécier exactement, sur le champ de bataille, l'éloignement de l'ennemi.

Le chef de section corrige les crans de hausse employés; il descend de cheval pour se convaincre souvent de la bonne direction de ses pièces, qu'il visite l'une après l'autre. Il doit aussi signaler les défauts qu'il remarquera dans la visée des pièces voisines.

Les chefs des pièces surveillent attentivement le service. Les pointeurs et les canonniers chargés de faire partir la charge seront pris parmi les hommes les plus instruits et les plus calmes; ils seront donc choisis avec un soin tout particulier.

Le feu ordinairement employé est celui à la volée; quand on veut prévenir une attaque prochaine, on a recours à la mitraille.

Il faut être sobre de munitions; ce principe doit être observé quand les dépôts sont éloignés et que l'approvisionnement est difficile à exécuter.

On doit empêcher le feu précipité, surtout quand il est fourni aux grandes distances, sans résultats sérieux.

Quand les circonstances empêchent de distinguer nettement le but, d'évaluer exactement son éloignement et de surveiller l'effet des décharges, on tire lentement; quand on peut obtenir de bons résultats aux distances moyennes, les coups doivent se succéder rapidement; enfin, au moment décisif, ou s'il s'agit de repousser une attaque, le feu doit être très nourri.

Un temps nébuleux ou pluvieux bornait l'horizon au commencement de la bataille de Königgrätz; le commandant de la 2<sup>e</sup> armée prussienne ordonna à ses batteries de répondre lentement aux décharges autrichiennes, jusqu'à ce que le ciel se fût éclairci.

Enfin, il est de la plus grande importance de concentrer les feux des batteries sur un but objectif.

Dans les actions d'artillerie contre artillerie, on obtiendra le résultat le plus rapide, en indiquant un canon ennemi pour but objectif, à chaque section, pour une distance de 1500 pas; à chaque demi-batterie pour une distance de 2000 pas. Les premières bouches à feu, désignées ainsi pour but, seront choisies vers le centre.

*(Journal de l'armée belge.)*

---

# BIBLIOGRAPHIE.

*De la bouche à feu, type unique de l'artillerie de campagne*, par Wille, premier lieutenant d'artillerie, avec 3 gravures sur bois. Berlin, 1870, Ernest Siegfried Mittler et fils, libraires-éditeurs de la cour. Prix de l'ouvrage, 2 fr. 40. (Extrait du 66<sup>e</sup> volume des archives pour les officiers de l'artillerie et du génie.)

Comme ce titre l'indique, l'auteur propose un modèle de bouche à feu qui remplacerait avantageusement à lui seul tous les modèles existants; il est inutile de faire ici ressortir les nombreux avantages que l'on retirerait de l'adoption d'un calibre unique; toutes les artilleries du monde sont à la recherche de la solution de ce problème. Selon l'auteur, la bouche à feu de campagne type doit être très efficace; ces deux qualités doivent se balancer et entrer également en considération, dans l'établissement des règles relatives à sa construction. M. Wille prouve, chiffres en main, que le canon de 4 prussien satisfait le mieux à la première condition, et qu'il se prête parfaitement aux rapides évolutions; il reste à savoir comment il se comporte, par rapport à la seconde condition, l'efficacité.

De nombreux paragraphes sont consacrés à la comparaison entre le 6<sup>u</sup> prussien et le 8<sup>u</sup> autrichien; ils rendent compte des expériences faites en Prusse à ce sujet. Les points de comparaison sont les suivants: 1. Chance absolue de toucher le but: a) Avec l'obus chargé à poudre, tiré sous un angle faible; b) Idem, tiré sous un grand angle; c) Avec l'obus à balles, contre des cibles; d) Avec l'obus à balles, contre des bouches à feu; 2. Chance relative de toucher le but; 3. Effet des obus: a) Sous celui de la force vive; b) Sous celui de la force explosive; 4. Effet des obus incendiaires; 5. Effet des shrapnels; 6. Idem des boîtes à balles; 7. Effets accidentels causés par les coups perdus; 8. Effet moral; 9. Moyens de relever les résultats; 10. Moyens de corriger le tir; 11. Rapidité du feu. Deux pièces de chaque système ont été employées aux expériences. L'auteur estime que l'ancien canon court de 12<sup>u</sup>, tiré à obus, fournissait une trajectoire excessivement rasante, ce qui est, selon lui, le criterium de la bonté d'une bouche à feu. Il prouve ses assertions par des chiffres irrécusables; c'est ainsi qu'à 1500 pas de distance, l'espace dangereux de cet engin est de 95 pas, tandis que ceux du 6<sup>u</sup> prussien et du 8<sup>u</sup> autrichien, ne sont respectivement que de 39 et de 33 pas.

Il résulte clairement de ces nombreuses expériences comparatives, que l'efficacité du canon prussien est de beaucoup supérieure à celle du canon autrichien; il occupe sans contestation le premier rang parmi les engins rayés, sous le rapport des divers effets qu'il produit. Mais sa mobilité n'est guère aussi grande que celle du 4<sup>u</sup>; et si l'auteur propose pour type ce dernier calibre, c'est qu'il est inébranlablement convaincu qu'on peut lui assurer autant de qualités tactiques qu'au 6<sup>u</sup>; tandis qu'il est impossible de procurer à celui-ci toute la mobilité désirable. Il produit, à l'appui de sa thèse, les résultats comparatifs obtenus avec ces deux calibres en présence, sous tous les points de vue ci-dessus mentionnés.

Pour prendre des conclusions, il propose :

1. Un canon de 4<sup>u</sup> en bronze, muni d'un appareil de fermeture à double coin, et d'un cône de passage intérieur modifié. Poids total : 720 livres ;

2. Charge : 1<sup>u</sup>,4 de poudre à tirer prussienne ;

3. Projectiles : a) Obus à manteau de plomb mince, muni d'une fusée à percussion.

Charge intérieure, 17 loths. Poids total, 7<sup>u</sup>.

b) Shrapnell à manteau de plomb mince, muni d'une fusée circulaire, enflammée directement par la charge de la bouche à feu, sans complication d'appareil.

Mitraille composée de cylindres et de segments en fer forgé. Poids total, 12 2/3<sup>u</sup>.  
Ce projectile servirait en même temps de boîte à balles, si l'on ne réglait pas la











élémentaire de chaque arme et de chaque corps, qui est la base de tout. Si pour dresser des généraux, qui n'ont nullement besoin au fond d'un tel dressage, on empiète sur le temps indispensable à former des troupes, où sera l'avance? Il est fort désirable, au contraire, qu'on preserve soigneusement nos classes de recrues de l'invasion déjà trop fréquente de la haute tactique et de la stratégie; que nos cours de répétition de bataillons soient surtout affectés à répéter les règlements d'exercice et de service et à bien mettre la troupe dans les mains de ses cadres naturels, non à refaire tous les jours la campagne de Bohême et la bataille de Sadowa. Or cette tâche d'instruction primaire, tâche fort utile quoique modeste, peut très bien, je le répète, être remplie par le plus petit des Cantons.

Qu'ensuite, mais ensuite seulement, la Confédération vienne accomplir sa tâche d'instruction supérieure. Qu'elle s'y vove avec zèle, je ne demande certes pas mieux. Si elle veut y procéder avec plus de sens et de sacrifices qu'elle ne le fait aujourd'hui, chacun l'en louera. Il lui reste assez de progrès et d'efforts à faire dans son propre domaine, pour que l'activité la plus fiévreuse trouve à s'y contenter, sans avoir besoin d'accaparer d'autre besogne, surtout celle des Cantons.

C'est dans ces idées que je me suis empressé de rechercher les puissants motifs qui avaient pu amener un esprit aussi éclairé et aussi consciencieux que celui de M. de Perrot à se rallier à la centralisation de l'infanterie. Ma recherche a été vaine, et il me faut supposer que l'auteur aura été frappé d'une lumière subite qui n'est pas venue jusqu'à moi. En attendant que j'aie cet heureux privilège, je le laisse se rallier tant qu'il voudra à cette base du projet Welte, et moi je continue, avec les mémoires si bien raisonnés de MM. les officiers de Genève et de Vaud, à rejeter tout le projet à cause de cette base.

Je n'ai point l'intention de chercher noise à la brochure de M. de P. et je ne trouve aucune sorte de plaisir à en faire ressortir les trop nombreuses contradictions; mais puisqu'elle est mise à l'ordre du jour, on est bien obligé de s'en occuper, et c'est seulement par ce motif d'urgence que je dois encore y signaler quelques curieuses anomalies de raisonnement caractérisant assez bien la nature du débat ouvert.

M. de P. débute par nous dire (page 1) que l'armée suisse souffre d'un « mal incurable qui paralyse tous nos efforts: » il ajoute: « qu'un docteur qui veut guérir son malade cherche avant tout la cause de la maladie: or puisque, etc. » J'en demande bien pardon à l'auteur; cette première base de son argumentation est fausse. L'armée suisse éprouve sans doute un malaise momentané, venant surtout de changements trop fréquents de règlements, de tenue, de modes, d'usages divers, dont quelques-uns excellents cependant en soi. malaise qui s'atténue tous les jours par le retour à la stabilité et qui n'a été aggravé peut-être que par l'abondance et l'empressement des mauvais médecins: elle a besoin, comme toutes choses, d'entretien judicieux, d'exercice soutenu: mais elle n'est point si bas qu'on la représente. Ce n'est pas au cheval d'un marchand et couverts de crêpe et de cendre,



voyant arrive au Département militaire, ou que le Conseil fédéral daigne s'occuper un peu plus de ce qui se passe dans ce petit empire absolu au sein de nos républiques, pour que tout y rentre dans l'ordre en quelques semaines. Cela ne manquera pas d'arriver tôt ou tard. Un peu de patience donc de la part de ceux qui déplorent l'état de choses actuel sera plus efficace que les violents remèdes.

M. de P., lui, ne semble pas avoir confiance dans la patience. Il tient à décocher son ordonnance contre le mal du gouvernement personnel. Soit!... Mais c'est pour le coup que la chose devient curieuse. On a vu ci-dessus le remède prescrit, qui consiste à renforcer ce même pouvoir personnel fédéral, dont on se plaint tant, de tout celui des Cantons, dont on se plaint plus encore. Par quel prodige le « mal invétéré » actuel va-t-il devenir un bienfait dès qu'il s'accumulera, c'est ce que l'auteur se garde d'expliquer. C'est sans doute affaire de sentiment et de goût chez lui, ce qui s'accorde assez peu avec le besoin qu'il a éprouvé d'écrire une brochure de 72 pages pour nous amener à son opinion. Comme il ne révèle pas la manière dont il y est arrivé lui-même, je ne puis la discuter davantage <sup>(1)</sup>; je me borne à en signaler l'inconséquence et à faire remarquer combien il serait inconséquent aussi de la part d'une assemblée d'officiers de baser une votation sérieuse sur un tel exposé de motifs. S'il est vrai que, maintenant déjà, la dose du gouvernement personnel est en réalité trop forte et pèse trop lourdement sur les corps de troupes et sur leurs cadres, le mode actuel présente au moins la compensation incontestable que cet excès d'éléments autoritaires se répartit en vingt-six ramifications qui laissent entr'elles quelque place à la liberté. Au contraire, avec le système auquel se rallie si complaisamment M. de P., et où le pouvoir personnel étendra son réseau pédagogique du colonel fédéral au tambour, de la division à l'escouade, du grand rassemblement de troupes à la classe de recrues, que deviendra cette initiative des corps et de leurs chefs, de laquelle on se préoccupe tant et si à juste titre? Il n'en restera que ce que voudra bien céder ce pouvoir personnel, déjà si absorbant qu'on ne sait rien faire sans lui, ainsi que M. de P. le démontre fort bien. C'est donc le cas de dire que le remède proposé est pire que le mal, au moins vingt-cinq fois pire.

A la page 39 de sa brochure, M. de P. me fait, en revanche, un grand plaisir en signalant la déplorable infériorité de notre effectif de

(1) M. de P. dit textuellement, page 9 : « Avec nos 25 instructeurs chefs (cantonaux), nous avons 25 tendances différentes, absolues et sans pondération aucune. » N'ayant rien trouvé aux *Errata* concernant cette phrase, je me demande si l'on s'entend seulement bien sur la valeur grammaticale des expressions que j'ai soulignées? J'en doute. Si les 25 tendances sont différentes et absolues elles doivent se pondérer réciproquement : si elles sont sans pondération aucune elles ne peuvent être si différentes. L'absence de pondération dont on parle ne se rapporte sans doute pas à chacune des 25 tendances prise isolément, car on sait que les instructeurs-chefs cantonaux sont suffisamment pondérés par les officiers supérieurs du Canton, par les autorités cantonales proches voisines, et par M. l'inspecteur fédéral d'arrondissement, sans parler des divergences d'aptitudes et de vues spéciales qui existent, fort heureusement, dans tout corps d'instructeurs fédéral ou cantonal, et d'où sortent l'émulation et le progrès.













11. 8 h. — Réunion des différentes armes dans les locaux désignés, savoir :  
Carabiniers et infanterie dans la grande salle du château.  
Génie et artillerie au 1<sup>er</sup> étage de l'hôtel de ville, grande salle.  
Cavalerie, commissariat, corps judiciaire et médical, au 2<sup>e</sup> étage de l'hôtel de ville.
12. 1 h. — Départ pour la Chaux-de-Fonds. Collation.  
7 h. — Départ pour Neuchâtel.
13. Réunion familiale au local de la fête.
14. 9 h. — Feu d'artifice place du Port.

LUNDI 18 JUILLET.

15. 5 h. — Diane.
16. 7 h. — Rassemblement sur la place du Gymnase, remise du drapeau et départ du cortège pour le Temple du Château, où aura lieu l'assemblée générale. Pendant ce temps, salve de 50 coups de canon.
- Le cortège se composera :
- a) d'un détachement de troupes ;
  - b) de musiques militaires ;
  - c) de l'ancien et du nouveau Comité central, avec la bannière de la Société ;
  - d) des divers comités de la fête ;
  - e) de Messieurs les officiers ;
  - f) d'un détachement de troupes.
17. 2 h. — Banquet au local de la fête ;  
9 h. — Retraite.

Pendant toute la durée de la fête, les Musées et Cercles de la ville seront ouverts à Messieurs les officiers.

Les Comités porteront les marques distinctives suivantes :

Comité central, brassard *rouge et blanc* ; d'organisation, *bleu et blanc* ; de réception, *bleu* ; des logements, *vert et blanc* ; des vivres et liquides, *rose* ; des finances, *blanc* ; des décors, *vert* ; de police, *rouge*.



BIBLIOGRAPHIE.

ETUDES D'HISTOIRE MILITAIRE, par F. Lecomte, colonel fédéral suisse. Antiquité et moyen-âge. Lausanne, librairie Chantrens. Paris, Tanera. 1869. 1 vol. in-8°. — Prix 5 fr.

« Cet ouvrage, dit la *Schw. mil. Zeitung* <sup>(1)</sup>, de M. le colonel Lecomte, dont le nom comme écrivain militaire s'étend aussi au-delà de nos frontières, et que nous pouvons désigner comme le digne élève de son grand maître et modèle Jomini, renferme la substance d'un cours d'histoire militaire donné en 1863 et 1864 au prince de Condé, alors en Suisse pour compléter son instruction militaire sous la direction de M. le colonel fédéral Aubert.

« Comme on devait s'y attendre, l'ouvrage de M. le colonel Lecomte est d'un grand intérêt et très propre à éclairer par l'histoire l'étude de l'art de la guerre. Il aurait cependant une valeur encore plus considérable s'il avait pu être accompagné de quelques plans, présentant à l'œil de clairs et faciles tableaux, lacune

(1) On comprendra aisément que le bulletin bibliographique de la *Revue militaire suisse* se permette quelques oublis à l'endroit des livres de notre collaborateur. Nous croyons cependant pouvoir faire une petite exception à propos de l'importante publication actuelle *Etudes d'histoire militaire* et donner sur le premier volume paru l'appréciation impartiale et sobre de la *Schweizerische militair Zeitung*, telle que nous la traduisons littéralement du n<sup>o</sup> 24. — *Réd.*











# REVUE MILITAIRE SUISSE

N° 14.

Lausanne, le 27 Juillet 1870.

XV<sup>e</sup> Année

**SOMMAIRE.** \*) — Armée fédérale. — Gestion militaire fédérale en 1869. — Nouvelles et chronique.

La guerre qui menaçait depuis quatre ans entre la France et la Prusse vient d'éclater, guerre formidable déjà et qui pourrait trop facilement s'étendre encore et devenir générale. Pour le moment, la ligne du Rhin-moyen, dès Bâle en aval, et le Palatinat, semblent devoir être le théâtre circonscrit de la lutte.

L'autorité fédérale, bien résolue comme tout le peuple suisse, à défendre notre neutralité énergiquement envers et contre tous, a dû subitement ordonner la mise sur pied de cinq divisions et la mise de piquet de tout le reste de l'armée fédérale. En face de cette importante et rapide levée de troupes, qui s'est accomplie avec la plus grande aisance, grâce aux patriotiques efforts de tous, on comprendra que la *Revue militaire suisse*, rédigée par des officiers en activité, doive se montrer particulièrement sobre de nouvelles et de discussions militaires soit étrangères soit intérieures. Le maintien loyal de la neutralité déclarée ne saurait s'allier avec des appréciations ou des mentions des opérations franco-prussiennes dans un moment aussi critique. D'autre part, la Suisse ne fait pas simplement une démonstration, comme quelques-uns le pensent. Elle entend garder effectivement et solidement sa double frontière française et allemande contre toute atteinte accidentelle ou intentionnelle de l'un des grands joueurs aux prises. Sans mépriser leurs courtoises et rassurantes déclarations, elle veut compter en premier lieu sur elle-même et sur son armée toujours prête littéralement, on le voit, à voler à la frontière et qui serait non moins prompte à repousser et à châtier toute violation téméraire.

Dans cet état de choses il n'est pas convenable que nos mesures militaires suisses, nos effectifs, nos dislocations, soient étalés au grand public par des journaux à même d'être exactement renseignés et ayant une part de responsabilité dans le service en cours.

Après que tout danger sera décidément écarté pour notre pays, nous reprendrons, s'il plaît à Dieu, et cela avec de nouveaux et riches matériaux, le rôle réel qui incombe à la *Revue*.

Jusque-là nous nous bornerons tout d'abord, comme tant d'autres, hélas, en Europe, à liquider notre fonds de magasin, puis à enregistrer les principaux documents officiels sur la situation présente.

\*) La REVUE DES ARMES SPÉCIALES sera expédiée avec le numéro prochain.

**ARMÉE FÉDÉRALE.**

modifications, la répartition des troupes formant

Commandant Eckhoff, J. C., col. féd.

Commandant : col. féd. :

Commandant : col. féd. :

Commandant : col. féd. : bataillon 80 et comp. isolée n° 1 Bâle-Campagne. 28 L. Bâle-Campagne.

Commandant : col. féd. :

Commandant : col. féd. : 44 Argovie, 72 Soleure, 92 R. Berne,

Commandant : col. féd. :

Commandant : col. féd. : 81 Bâle-Campagne, 106 R. Argovie, 24 L.

Commandant : col. féd. :

Commandant : col. féd. : lieutenant-col.

Commandant : col. féd. : 19 Bâle-Campagne, 1, 4, 9 Berne, 77 So-

Commandant : col. féd. : 27 et 28 L. Argovie.

Commandant : col. féd. : Greyerz, col. féd.

Commandant : col. féd. : de 4 liv. n° 15 Bâle-Campagne et n° 47 R.

Commandant : col. féd. : de parc n° 76 Berne, 1/2 bataillon de soutien 119 R.

Commandant : col. féd. : 16 et 18 Argovie. Guides n° 4 Bâle-Campagne.

Commandant : col. féd. : 3 Argovie.

Commandant : de Salis, Jaques, col. féd.

Commandant : F., col. féd.

Commandant : colonel.

Commandant : 61 Fribourg, 62 Berne, 96 R. Berne, 50 et 54 L.

Commandant : Gingins La Sarraz.

Commandant : 67 et 69 Berne, 115 R. Neuchâtel, 56 L. Vaud,

Commandant : Wärland.

Commandant : 59 et 60 Berne, 100 R. Soleure, 14 L. Berne,

Commandant : Vacat.

Commandant : 15 Fribourg, 27, 29, 33 Berne, 14 et 17 Neuchâtel, 25 Fri-

Commandant : 41, 42 L. Neuchâtel, 43 L. Genève.

Commandant : n° 2. Lieutenant-colonel de Saussure.

Commandant : n° 3 Berne, de 4 liv. n° 14 Soleure, 52 R. Neuchâtel.

Commandant : Berne. Train de parc n° 80 Vaud. Soutien 1/2 bataillon n° 78 Fri-

Commandant : Escadron, n° 5 et 6 Fribourg, guides n° 6 Neuchâtel.

Commandant : lieutenant-colonel Imhof. Sapeurs n° 4 Berne.

Commandant : — Commandant Barman, J., colonel fédéral.

Commandant : — Major : Gautier, E.-A., colonel fédéral.

Commandant : Colonel Borgeaud.

Commandant : n° 10 Vaud, 20 Genève, 39 Fribourg, 115 R. Vaud, 16 L.

Commandant : 22 L. Fribourg.

**8<sup>e</sup> brigade.** Colonel Grand.

Bataillons n<sup>os</sup> 23 Neuchâtel, 45 Vaud, 84 Genève, 112 R. Vaud, 61 et 62 L. Neuchâtel.

**9<sup>e</sup> brigade.** Tronchin, colonel.

Bataillons n<sup>os</sup> 46 Vaud, 56 Fribourg, 70 Vaud, 125 R. Genève, 47 L., 49 L. Vaud.

**Brigade de carabiniers.** Bonnard, Emile, lieut.-col.

Comp. n<sup>os</sup> 3, 8, 10, 30 Vaud, 61, 62, 73 R. Vaud, 32, 33, 34, 35 L. Vaud.

**Brigade d'artillerie n<sup>o</sup> 3.** De Rham, lieut.-col.

Batteries de 8 liv. n<sup>o</sup> 9 Vaud, de 4 liv., 25 Genève, 25 Vaud.

Parc n<sup>o</sup> 40 Vaud. Train de parc, n<sup>o</sup> 82 Vaud. Soutien,  $\frac{1}{2}$ , bataillon n<sup>o</sup> 118 R. Fribourg.

**Cavalerie.** Escadron, n<sup>os</sup> 15 et 17 Vaud. Guides n<sup>o</sup> 7 Genève.

**Génie.** Raccaud, major. Sapeurs n<sup>o</sup> 1 Vaud.

**IV<sup>e</sup> DIVISION.** — Commandant : Bontems, col. féd.

Chef d'état-major : de Mandrot, col. féd.

**10<sup>e</sup> brigade.** von Greyerz, colonel.

Bataillons n<sup>os</sup> 1 et 16 Berne, 35 Valais,  $\frac{1}{2}$ , 124 R. Valais, 9 L. Berne, 58 L. Valais.

**11<sup>e</sup> brigade.** Veillard, colonel.

Bataillons n<sup>os</sup> 26 Vaud, 40 et 53 Valais, 99 R. Fribourg, 48 L. Vaud, 60 L. Valais.

**12<sup>e</sup> brigade.** Rilliet, colonel.

Bataillons n<sup>os</sup> 18, 58 Berne, 66 et 98 R. Lucerne, 46 L. Vaud, 63 L. Neuchâtel.

**Brigade de carabiniers.** Paschoud, Ch., major.

Comp. n<sup>os</sup> 7 et 32 Valais, 75 et 76 Vaud, 53 R. Fribourg, 63 R. Valais, 64 R. Neuchâtel, 36 et 37 L. Vaud, 38 et 39 L. Valais.

**Brigade d'artillerie n<sup>o</sup> 4.** Fornaro, colonel.

Batteries de 4 liv. n<sup>os</sup> 13 Fribourg, 22 Vaud, 50 R. Vaud.

Parc n<sup>o</sup> 71 R. Berne. Train de parc n<sup>o</sup> 77 Fribourg. Soutien,  $\frac{1}{2}$ , bataillon n<sup>o</sup> 76 Schwytz.

**Cavalerie.** Escadron, n<sup>os</sup> 7 Vaud, 8 Soleure. Guides n<sup>os</sup> 9 R. Berne, 16 R. Genève.

**Génie.** Major Chessex. Sapeurs n<sup>o</sup> 3 Berne.

**V<sup>e</sup> DIVISION.** — Commandant : Meyer, C., colonel fédéral.

Chef d'état-major : Vögeli, A., colonel fédéral.

**13<sup>e</sup> brigade.** Colonel Pfyffer.

Bataillons n<sup>os</sup> 9 Zurich, 14 Thurgovie, 71 Schaffhouse, 105 R. Argovie, 1 et 4 L. Zurich.

**14<sup>e</sup> brigade.** Colonel Brændlin.

Bataillons n<sup>os</sup> 17 Argovie, 34 Zurich, 49 Thurgovie, 88 R. Zurich, 38 L. Argovie, 40 L. Thurgovie.

**15<sup>e</sup> brigade.** Colonel Münzinger.

Bataillons n<sup>os</sup> 11 Zurich, 15 Argovie, 24 Lucerne, 87 R. Zurich, 6 et 42 L. Thurgovie.

**Brigade de carabiniers.** Major Anderegg.

Compagnies n<sup>os</sup> 2, 21, 22, 55, 46 R., 47 R. Zurich, 54 R. Glaris, 74 R., 1 et 2 L. Zurich, 12 et 13 L. Glaris.

*Brigade d'artillerie n° 5.* Colonel Girard.

Batterie de 8 liv., n° 4 Zurich, de 4 liv., n° 18 et 49 R. Argovie.

Parc n° 70 R. Zurich. Train de parc n° 78 Berne. Soutien, compagnies isolées n° 14 R., 15 R. Zoug, 19 R. Schaffhouse.

*Cavalerie.* Escadron, n° 3, 12 Zurich. Guides n° 11 R. Bâle-Ville, 12 R. Bâle-Campagne.

*Génie.* Lieut.-col. Liardet. Sapeurs n° 10 R. Argovie.

VI<sup>e</sup> DIVISION. — Commandant :

Chef d'état-major : de Sinner, R., lieut.-col. fédéral.

16<sup>e</sup> *brigade* Colonel de Büren.

Bataillons n° 42 Argovie, 55 Berne, 57 Lucerne, 91 R. Berne, 10 L. Berne et 17 L. Lucerne.

17<sup>e</sup> *brigade*. Colonel Flückiger.

Bataillons n° 19 Berne, 33 Lucerne, 37 Berne, 97 R. Lucerne, 11 L. Berne, 39 L. Argovie.

18<sup>e</sup> *brigade*. Colonel Amstutz.

Bataillons n° 30 Berne, 38 et 83 Argovie, 94 R. Berne, 51 L. et 52 L. Vaud.

*Brigade de carabiniers.* Major Roten.

Compagnies n° 48 R., 49 R., 50 R. Berne, 28 Zug, 34, 39, 43 Lucerne, 3 L., 4 L., 5 L. Berne, 15 Fribourg.

*Brigade d'artillerie n° 6.* Lieut.-colonel Gaudy.

Batterie de 8 liv., n° 6 Berne, de 4 liv., n° 11 Berne et 19 Argovie.

Parc n° 74 R. Argovie. Train de parc n° 79 Berne. Soutien, compagnies n° 10 R., 11 R. Schwytz, 13 R. Nidwalden.

*Cavalerie.* Escadron, n° 10, 13 Berne. Guides n° 1 Berne.

*Génie.* Major Zschokke. Sapeurs n° 8 R. Berne.

VII<sup>e</sup> DIVISION. — Commandant : Isler J., colonel fédéral.

Chef d'état-major : Am Rhyn, W., colonel fédéral.

19<sup>e</sup> *brigade*. Colonel Bruderer.

Bataillons n° 21 St-Gall, 47 Appenzell, 64 Zurich, 101 R. St-Gall, 2 L. Zurich, 31 L. St-Gall.

20<sup>e</sup> *brigade*. Colonel Stadler.

Bataillons n° 28, 68 St-Gall, 48 Zurich, 108 R. Thurgovie, 3 L. Zurich, 30 L. Appenzell.

21<sup>e</sup> *brigade*. Colonel Zehnder.

Bataillons n° 7 Thurgovie, 52 St-Gall, 82 Appenzell, 103 R. St-Gall, 29 L. Schaffhouse, 41 L. Thurgovie.

*Brigade de carabiniers.* Lieut.-col. Diethelm.

Compagnies n° 18 Appenzell, 5 Thurgovie, 20 Appenzell, 26 Thurgovie, 54 R. Grisons, 55 R. St-Gall, 56 R. Grisons, 59 R. Thurgovie, 17 L., 18 L. Appenzell, 29 L., 30 L. Thurgovie.

*Brigade d'artillerie n° 7.* D'Erlach, lieut.-colonel.

Batterie de 8 liv., n° 8 St-Gall, de 4 liv., n° 20 Thurgovie et 43 R. Zurich.

Parc n° 38 St-Gall. Train de parc n° 81 Berne. Soutien,  $\frac{1}{2}$  bataillon n° 121 R. Appenzell.

*Cavalerie.* Escadron, n° 1 Schaffhouse, 14 Thurgovie. Guides n° 2 Schwytz.

*Génie.* Cuénod, major. Sapeurs n° 7 R. Zurich.

VIII<sup>e</sup> DIVISION. — Commandant : de Salis, Edouard, colonel fédéral.

Chef d'état-major : Stocker, colonel fédéral.

22<sup>e</sup> *brigade*. Trumpi, colonel.

Bataillons n<sup>os</sup> 3 Zurich, 31 St-Gall, 65 et 104 R. Grisons, 5 L. Zurich, 35 L. Grisons.

*23<sup>e</sup> brigade.* Scherer, colonel.

Bataillons n<sup>os</sup> 51 Grisons, 63 St-Gall, 5 et 85 R. Zurich, 32 L. et 33 L. St-Gall.

*24<sup>e</sup> brigade.* Alioth, colonel.

Bataillons n<sup>os</sup> 22 Grisons, 29 Zurich, 73 Glaris, 102 R. St-Gall, 21 L. Glaris, 54 L. Grisons

*Brigade de carabiniers.* Koch, major.

Compagnies n<sup>os</sup> 16 Grisons, 31 St-Gall, 36 Grisons, 37 St-Gall, 12 et 41 Glaris, 42 Schwytz, 19 L., 20 L. St-Gall, 21 L., 22 L. Grisons.

*Brigade d'artillerie n<sup>o</sup> 8.* Schulthess, colonel.

Batteries de 4 liv., n<sup>os</sup> 16 Appenzell, 17 St Gall, 18 R. St-Gall.

Parc n<sup>o</sup> 35 Zurich. Train de parc n<sup>o</sup> 83 Bâle et Schaffhouse. Soutien  $\frac{1}{2}$  bataillon 122 R. Grisons.

*Cavalerie.* Escadron, n<sup>os</sup> 4 et 9 St-Gall. Guides n<sup>o</sup> 5 Grisons.

*Génie.* Major Huber. Sapeurs n<sup>o</sup> 2 Zurich.

**IX<sup>e</sup> DIVISION.** — Commandant : Schädler, colonel fédéral.

Chef d'état-major : Hess, colonel fédéral.

*25<sup>e</sup> brigade.* Fratecolla, lieut.-colonel.

Bataillons n<sup>os</sup> 2, 8, 12, 110 R. Tessin, 43 L., 44 L. Tessin.

*26<sup>e</sup> brigade.* Glotz-Blotzheim, colonel.

Bataillons n<sup>os</sup> 25 Tessin, 74 Unterwalden, 75 Uri, 109 R. Tessin, 19 L., 20 L. Schwytz.

*27<sup>e</sup> brigade.* Arnold, col.

Bataillons n<sup>os</sup> 13 Lucerne, 32 Schwytz,  $\frac{1}{2}$  77 Zug, 116 R. Schwytz, 7 L., Zurich, 18 L., Lucerne,

*Brigade de carabiniers.* Tognola, major.

Compagnies n<sup>os</sup> 6 Uri, 11 Nidwalden, 24 Obwalden, 23 Schwytz, 44, 45, 60 R. Tessin, 8 L. Uri, 9 L. 10 L. Schwytz, 9 L. Unterwald, 31 L., Tessin.

*Brigade d'artillerie n<sup>o</sup> 9.* Hertenstein, lieut-col.

Batteries de 4 liv. n<sup>os</sup> 12 Lucerne, 21 Tessin, 44 R. Berne.

*Parc n<sup>o</sup> 37.* Lucerne. Train de parc n<sup>o</sup> 84, Lucerne, Schwytz, Argovie. Soutien. Compagnies isolées n<sup>os</sup> 8 R., 9 R. Uri, 12 R. Obwalden.

*Cavalerie.* Escadrons n<sup>os</sup> 19 Zurich, 20 Lucerne. Guides n<sup>o</sup> 8 Tessin et 10 R. Schwytz.

*Génie.* Fraschina, lieut.-col. Sapeurs n<sup>o</sup> 6 Tessin.

*Brigades détachées.*

*28<sup>e</sup> brigade.* Benz, colonel.

Bataillons de réserve n<sup>os</sup> 86 Zurich, 89 et 90 Berne,  $\frac{1}{2}$  117 Glaris,  $\frac{1}{2}$  123 Thurgovie

*Carabiniers.* Leuw, major.

Compagnies de réserve n<sup>os</sup> 51 Schwytz, 67 Uri, 68 Obwalden, 69 Nidwalden.

*29<sup>e</sup> brigade.* Fonjallaz, colonel.

Bataillons de réserve n<sup>os</sup> 93 et 95 Berne, 111 Vaud, et 114 Valais.

*Carabiniers.*

Compagnies de réserve n<sup>os</sup> 55 et 66 Lucerne, 70 Zug.

**30<sup>e</sup> brigade.** Vigier-v. Steinbrugg, colonel.

Bataillons de réserve  $\frac{1}{2}$ , 120 Schaffhouse, 126 combiné,  $\frac{1}{2}$  79 Soleure.

Compagnies isolées nos 20 et 21 Appenzell.

**Carabiniers.** Joost, capitaine.

Compagnies de réserve 57 et 58 Argovie, 71 Bâle-Campagne.

### DIVISION DE RÉSERVE D'ARTILLERIE.

Commandant :

Chef d'état-major :

**10<sup>e</sup> brigade d'artillerie.** Meyer, lieut.-col.

Batteries de 8 liv., nos 1 Zurich, 3 Berne.

**11<sup>e</sup> brigade.** Perrier, lieut.-col.

Batteries de 8 liv., nos 3 Argovie, 41 R. Zurich, de 4 liv., 53 R. Genève.

**12<sup>e</sup> brigade.** Falkner, lieut.-col.

Batteries de 4 liv., nos 24 Neuchâtel, 45 R. Berne, 42 R. Lucerne.

**13<sup>e</sup> brigade.** De Perrot, lieut.-col.

Batteries de 4 liv., nos 10 Zurich, 50 Argovie, 46 R. Berne.

**14<sup>e</sup> brigade.** Ruef, lieut.-col.

Batteries de montagne de 4 liv., nos 26 et 34 R. Grisons, 27 et 35 R. Valais.

**15<sup>e</sup> brigade.** Lucot, lieut.-col.

Batteries de 4 liv., nos 28 Zurich, 29 Berne.

**16<sup>e</sup> brigade.** Kuhn, major.

Batteries de 4 liv., nos 1 L. Berne, 2 L. St-Gall, 51 Vaud.

**Parc de l'artillerie de réserve.**

**Colonne n° 1.** Reinert, major.

Parc n° 72. R. Berne. Train de parc 85, Valais, Genève, Neuchâtel

**Colonne n° 2.** Massip, capitaine.

Parc n° 73 R. St-Gall. Train de parc n° 86, Tessin et Grisons.

**Colonne n° 3.** Paccaud, major.

Parc n° 75 R. Vaud. Train de parc n° 87, Fribourg.

### DIVISION DE RÉSERVE DE CAVALERIE.

Commandant : *Quinclet*, colonel fédéral.

Chef d'état-major : *v. Sury*, major.

**1<sup>re</sup> brigade.** Graf, major.

Dragons nos 2, 21 Berne, 23 R. Zurich, 30 R. Schaffhouse, 31 R. St-Gall, 33 R. Thurgovie.

**2<sup>e</sup> brigade.** Schnyder, lieut.-col.

Dragons nos 22, 25 R., 26 R. Berne, 27 R. Lucerne, 29 R. Soleure, 32 R. Argovie.

**3<sup>e</sup> brigade.** Emery, lieut.-col.

Dragons nos 11, 25 R. Berne, 34 R., 35 R. Vaud, 28 R. Fribourg.

*En outre disponibles :* 12  $\frac{1}{2}$  bataillons de landwehr et 12 compagnies isolées d'infanterie, 12 compagnies de carabiniers de landwehr, 9 compagnies de sapeurs du génie, et 8 de pontonniers. — 35 compagnies d'artillerie de position, dont

4 d'élite, n<sup>os</sup> 32 Zurich, 33 Berne, 34 Vaud et 31 Genève; 10 de réserve, (69 Vaud) et 21 de landwehr, dont 6 de Vaud (n<sup>os</sup> 16 à 21), plus 2 compagnies de paro de landwehr, 8 Lucerne, 14 St-Gall.

L'Assemblée fédérale, vu l'importance de la mise sur pied déjà ordonnée et encore en perspective, a procédé à la nomination d'un commandant en chef et d'un chef d'état-major. MM. les colonels fédéraux *Herzog* et *Paravicini* ont été appelés à ces hautes fonctions. M. le colonel *Philippin* a été nommé adjudant-général.

## GESTION MILITAIRE FÉDÉRALE EN 1869.

La commission de gestion des Chambres fédérales pour l'année écoulée a présenté le rapport suivant sur la gestion du Département militaire :

N'ayant aucune observation générale à présenter sur la marche de ce Département, nous suivrons, pour la division des matières, l'ordre adopté par le Conseil fédéral dans son rapport.

### 1. Places d'armes fédérales.

Les rapports de plusieurs commandants d'écoles signalent les conditions peu favorables de certaines places d'armes, et l'état défectueux, essentiellement au point de vue hygiénique, de plusieurs locaux affectés au logement de la troupe. La commission s'est convaincue que ces plaintes n'étaient pas sans fondement, et elle insiste à cet égard sur les points suivants :

- a) La Confédération doit apporter au choix des places d'armes fédérales toute l'attention désirable, et n'accepter comme telles que les localités qui présentent de bonnes conditions hygiéniques ;
- b) Elle doit exiger que les locaux affectés au logement et au service de la troupe remplissent également les mêmes conditions, et qu'il se trouve dans leur voisinage de l'eau potable en quantité suffisante pour les besoins de propreté des miliciens ;
- c) Sauf pour les cas extraordinaires, comme la concentration exceptionnelle d'un grand nombre de troupes sur une place d'armes, on devrait exiger que les casernes fussent garnies d'un matériel de literie convenable et suffisant.

Nous répétons qu'il résulte de plusieurs rapports que ces conditions ne sont point remplies en ce qui concerne certaines places d'armes, et quant au dernier point, la commission exprime l'opinion qu'il y aurait lieu, de la part du Conseil fédéral et du Département militaire, à rendre une ordonnance déterminant le minimum de matériel de literie qui doit être mis à la disposition de la troupe pendant les écoles de recrues et les cours de répétition.

Elle formule en conséquence le postulat suivant :

« Le Conseil fédéral est invité à rendre une ordonnance déterminant le minimum de matériel de literie qui doit être mis à la disposition de la troupe dans les casernes fédérales pendant les écoles de recrues et les cours de répétition. »

### 2. Instruction de l'artillerie.

Le crédit pour écoles de recrues d'artillerie a été dépassé de 26,474 fr., tandis que sur ceux alloués pour cours de répétition de la même arme, il a été réalisé



une économie de 61,570 fr. Le motif en est que les crédits demandés pour cours de répétition sont calculés sur la base de l'effectif réglementaire avec 20 % de surnuméraires des troupes appelées à ces cours, chiffre qui n'est jamais atteint, tandis que le crédit demandé pour écoles de recrues est calculé sur un chiffre de recrues régulièrement inférieur à celui que présentent les cantons. La commission pense qu'il y aurait lieu à l'avenir d'augmenter le crédit porté au budget pour écoles de recrues d'artillerie, afin de faire cesser cette anomalie, et de permettre au Département d'admettre à ces écoles un plus grand nombre de recrues. Le crédit pour cours de répétition devrait en revanche être diminué dans la même proportion.

### 3. *Ecoles de tir pour officiers d'infanterie.*

En étudiant, d'un côté, les rapports des commandants d'écoles de tir, et d'un autre côté, le plan d'instruction de ces cours, on arrive à la conviction que l'on pourrait, sans inconvénient et sans nuire au but de ces écoles, en réduire notablement la durée. La commission appelle l'attention du Conseil fédéral sur ce point.

### 4. *Rassemblement de division à Bière.*

Des conflits regrettables qui se sont produits pendant ce rassemblement, entre officiers supérieurs, démontrent la nécessité de déterminer d'une manière précise les attributions de l'instructeur en chef vis-à-vis des commandants de corps. La commission appuie les observations judicieuses à cet égard contenues dans le rapport du commandant du rassemblement. Elle se joint également aux observations présentées par lui en ce qui concerne la nécessité de prendre des mesures pour que les rapports réciproques des officiers supérieurs pendant le service ne fassent plus de leur part dans les journaux l'objet de polémiques qui ne peuvent que porter atteinte à la considération dont ils doivent jouir, ainsi qu'à la discipline.

Au sujet des scènes de désordre qui ont eu lieu à Bière, et sans vouloir critiquer la décision du Conseil fédéral qui a ordonné la suspension de l'enquête, la commission est d'avis qu'il est regrettable que l'auditeur n'ait pas été appelé, conformément à l'art. 307 du code pénal, à assister à l'enquête dès son début. Elle estime qu'à l'avenir il convient de renoncer au système suivi dans le cas particulier, de n'appeler au service l'auditeur du rassemblement que lorsqu'il s'est produit des faits motivant son intervention.

### 5. *Administration du service de santé.*

Le rapport du Conseil fédéral constate que les blessures aux pieds figurent pour 17,7 % dans les cas de maladie qui se sont produits parmi la troupe appelée aux différents services fédéraux en 1869 ; pour les carabiniers seuls, cette proportion atteint même le chiffre de 37,7 %.

Pour obvier à ces inconvénients, le Département se propose de transmettre aux Cantons un modèle de chaussure conforme aux prescriptions de l'hygiène. La commission approuve cette intention, et désire que l'on examine en même temps quelles mesures pourraient être prises pour obtenir une diminution des cas de réforme accordée pour des difformités des pieds qui sont dues uniquement à une chaussure défectueuse.

En attendant la révision de la loi sur l'organisation militaire, la commission estime qu'il y aurait lieu de centraliser d'une manière complète le service sanitaire et le personnel qui y est attaché, médecins, vétérinaires, infirmiers et fraters. L'instruction spéciale de ce personnel est déjà faite par la Confédération, mais il y aurait encore, croyons-nous, avantage à ce qu'il fût placé constamment sous les ordres et la surveillance du médecin et du vétérinaire en chef, et que le service sanitaire se fit partout d'une manière uniforme.



Au point de vue des services à rendre par ce personnel, il y aurait également tout à gagner à ce qu'il fût tout entier à la disposition de la Confédération qui, mieux que cela ne se fait aujourd'hui par le recrutement de l'état-major sanitaire, pourrait choisir les meilleures forces pour les postes les plus importants.

Enfin il arrive, et le cas se produira toujours plus fréquemment, que des Cantons ne possèdent pas le nombre de médecins ou de vétérinaires militaires nécessaire pour le service de leurs troupes ou de leurs écoles. La centralisation que nous demandons obvierait à cet inconvénient, à mesure que le service de toutes les écoles ou places d'armes serait organisé par la Confédération.

Nous proposons en conséquence la résolution suivante :

« *Le Conseil fédéral est invité : a) A examiner s'il n'y aurait pas lieu à centraliser d'une manière complète le service sanitaire pour les troupes de la Confédération ; b) A présenter à l'Assemblée fédérale un rapport et, cas échéant, un projet de loi sur ce sujet. »*

#### 6. Commissariat.

A) *Service vétérinaire.* La somme payée en 1869 sur 7022 chevaux employés au service, pour dépréciation, frais de traitement et indemnités pour chevaux vendus ou pérus, s'est élevée à 98,753 fr. 80 c. Ce chiffre considérable paraît être en rapport avec un fait signalé par le Conseil fédéral à page 360 de son rapport, à savoir que les commissions d'estimation des chevaux en admettent qui sont impropres au service. La commission estime que le Département doit prendre les mesures nécessaires pour faire cesser cet abus, en s'en tenant rigoureusement aux prescriptions des articles 62 et 63 du règlement d'administration.

D'autres causes paraissent avoir aussi contribué à ce résultat : ainsi le rapport d'un vétérinaire sur une école tenue dans une de nos plus grandes places d'armes fédérales constate que l'arrangement des écuries, spécialement les crèches en granit à angles extérieurs rugueux, occasionnent aux chevaux de fréquentes blessures au-dessus des genoux. Dans des cas semblables, on ne devrait pas attendre que le fait signalé se renouvelât pour prendre les mesures propres à en prévenir le retour.

B) *Approvisionnements de fourrage et d'avoine.* Ces approvisionnements figurent à l'inventaire de la fortune de la Confédération, au 31 décembre, pour la somme de 372,140 fr. 55 c. Sans préjudice des observations qui ont été présentées sous la rubrique : « Département des finances », la commission s'est demandée si ce système des approvisionnements pratiqué sur une si grande échelle, était rationnel, et si le système des fournitures par bottelées ou par rations, qui se pratique déjà concurremment au premier sur un certain nombre de places d'armes fédérales, ne serait pas préférable à l'autre. Il résulte toutefois des renseignements qu'elle a pris à cet égard, que l'administration envisage les approvisionnements comme nécessaires :

- a) Pour être à même de pourvoir aux premiers besoins dans l'éventualité d'une mise sur pied extraordinaire ;
- b) En vue des cours de peu de durée pour lesquels il est difficile de trouver de bons fournisseurs à des prix convenables ;
- c) Pour servir de régulateur pour les prix des fournitures sur les places d'armes que le commissariat n'approvisionne pas lui-même.

La commission a constaté, en outre, que les achats avaient été faits à des époques et à des conditions favorables et que la comptabilité des magasins était tenue avec régularité. Dès lors, elle ne croit pas devoir formuler de proposition à ce sujet.

Le tableau suivant donnera une idée de l'état de ces approvisionnements au 31 décembre 1869 et de leur prix de revient.



## 7. Matériel de guerre.

Une délégation de la commission a visité le laboratoire d'artifices et l'atelier de réparations à Thoun, et elle ne peut qu'exprimer sa satisfaction de la manière dont ces établissements sont tenus. Elle a vu surtout avec plaisir que l'on a pris des mesures efficaces pour protéger les ouvriers qui travaillent à la préparation du fulminate et à son introduction dans les douilles, contre les dangers de la manipulation de cette matière.

La fabrication des cartouches fonctionne de manière à dissiper complètement la crainte que le laboratoire de Thoun ne puisse à lui seul suffire aux besoins de la consommation et de l'approvisionnement.

La consommation ordinaire est de 6 à 7 millions de cartouches par an.

On en fabrique actuellement, avec un personnel réduit, 30,000 par jour; mais on en a déjà fabriqué 80,000 par jour, et il serait facile, si le besoin s'en faisait sentir, de ramener la fabrication d'une manière régulière à ce chiffre.

L'état des dépôts cantonaux, au 30 avril 1870, était le suivant :

### *Cartouches petit calibre.*

|                                           |            |
|-------------------------------------------|------------|
| Approvisionnement réglementaire . . . . . | 12,823,680 |
| » effectif . . . . .                      | 10,937,560 |
| Déficit . . . . .                         | 1,886,120  |

### *Cartouches grand calibre.*

|                                           |           |
|-------------------------------------------|-----------|
| Approvisionnement réglementaire . . . . . | 5,627,100 |
| » effectif . . . . .                      | 5,498,390 |
| Déficit . . . . .                         | 128,710   |

L'approvisionnement pour 80,000 fusils à répétition à 160 cartouches par fusil comportera 12,800,000 cartouches.

On voit par ces chiffres que le laboratoire, tel qu'il est organisé maintenant, suffit complètement aux besoins. Ajoutons que l'on a profité de l'expérience pour améliorer la qualité de ses produits.

## 8. Transformation des fusils.

Il résulte du rapport du Conseil fédéral, page 375, que le prix d'établissement des fusils d'infanterie (ordonnance 1863) ascende à . . . . . fr. 91 40

Les frais de transformation (page 376) étant de . . . . . » 19 45

le prix de revient de l'arme sans la transformation est de . . . . . fr. 71 96

Cependant, ces fusils ont été facturés aux Cantons, qui doivent en payer le tiers, au prix de 80 fr. par fusil. La commission exprime à cet égard l'opinion que la quote-part à réclamer aux Cantons, à teneur de l'arrêté du Conseil fédéral du 31 juillet 1865 (art. 6), doit être basée sur le prix de revient calculé aussi exactement que possible.

## 9. Fabrication des fusils.

Il résulte du rapport du Conseil fédéral que, quoique l'ordonnance sur le nouveau fusil ait été rendue le 9 janvier 1869, la fabrication de la nouvelle arme n'était pas commencée à la fin de l'année. Une conférence, convoquée à Berne par M. Ruffy, dans le courant de décembre, mais qui, en raison de la maladie de

ce magistrat, dut être présidée par son successeur, s'occupa de rechercher et de faire disparaître les causes de ce retard. Elle constata que les ordonnances adoptées pendant l'année ne pouvaient être employées, et qu'il fallait les modifier. L'administration du matériel chargée, par un règlement dont nous aurons à parler plus tard, de l'élaboration des instructions et des modèles, avait fait faire ces ordonnances, non par l'inventeur de l'arme, mais par la maison d'Erlach, à Thourne. Il en était résulté qu'elles n'étaient point conformes au modèle adopté. De là, entre l'administration du matériel et le contrôleur-chef, entre le contrôle et les fabricants, entre l'inventeur et l'administration, des tiraillements qui avaient absorbé un temps précieux, qui aurait dû être mieux employé. Au sein de la conférence elle-même, des divergences de vues sérieuses se manifestèrent entre l'administrateur du matériel et le contrôleur en chef. Le Département réussit pourtant à les mettre d'accord, et les prescriptions de l'ordonnance furent définitivement arrêtées, avec le concours de l'inventeur.

La conférence de décembre mit en relief une autre faute commise dans le courant de l'année, et qui n'avait pas été sans influence sur les retards subis par la fabrication. Un règlement sur le contrôle du fusil à répétition, rendu le 16 avril 1869 par le Département militaire, sur la proposition de l'administrateur du matériel, remettait d'une manière exclusive à ce fonctionnaire la direction et la surveillance de la fabrication, et plaçait sous sa dépendance absolue le contrôleur en chef. Cette dernière combinaison n'aurait peut-être pas produit de grands inconvénients, si les rapports réciproques du personnel occupé à la fabrication avaient été convenables, mais on vient de voir que c'était précisément le contraire. En revanche, il est incontestable que la centralisation de toute la direction d'une aussi grosse affaire entre les mains d'un fonctionnaire, dont la responsabilité était couverte par celle du chef du Département, a eu les plus fâcheux effets, et que c'est essentiellement à cette circonstance que sont dus les retards si regrettables qu'a subis la fabrication du nouvel armement.

Hâtons-nous de dire cependant que si l'année 1869 a été perdue au point de vue de la fabrication, il est résulté de ce fait des avantages qui peuvent, jusqu'à un certain point, être envisagés comme la compensation de cette perte de temps. A la suite de nombreux essais et de nouvelles expériences, on a apporté au modèle primitif de fusil à répétition, de grandes améliorations qui ne sont pas toutes le fait de l'inventeur; nous citerons spécialement un nouveau mode de fixation de l'extracteur et une modification qui rend l'arme indépendante de la répétition, de telle sorte que lorsque celle-ci ne fonctionne plus, on peut employer le fusil comme fusil à un coup.

Quoique ce qui va suivre empiète sur l'exercice de 1870, nous croyons devoir ajouter que le Conseil fédéral a, à la date du 21 février de cette année, remplacé le règlement du 16 avril 1869 par une nouvelle ordonnance, qui rend au contrôleur en chef la compétence qui lui était attribuée pendant la période de transformation des fusils. La commission ne peut qu'approuver cette mesure qui a eu pour premier résultat de faire cesser l'état de quasi-anarchie qui existait entre les contrôleurs.

La nouvelle ordonnance rendue au mois de décembre par la conférence fut bien accueillie par tous les fabricants, mais dans le courant du mois de mars de cette année, la fabrique de Neuhausen déclara que, sans de nouvelles modifications, on ne pouvait établir des fusils d'après les dimensions et les modèles prescrits. Le Département délégua alors à Neuhausen M. le colonel Herzog, qui constata qu'il y avait en effet quelques changements à introduire. Une conférence chargée d'étudier la question, tout en reconnaissant que les difficultés n'étaient pas considérables et qu'elles auraient pu être surmontées par la fabrique de Neuhausen, comme elles l'avaient été par les autres fabricants, régla, d'accord avec

les intéressés, les points qui avaient donné lieu à des réclamations. Dès-lors, la fabrication paraît être en bonne voie, et le Conseil fédéral admet que les 80,000 fusils commandés seront livrés dans le délai de trois ans.

Il a été adopté par tous les fabricants un prix uniforme de 80 fr. par fusil, en sorte que le nouvel armement de l'infanterie coûtera 6,400,000 fr.

Il serait injuste de méconnaître, d'un côté les difficultés qu'il a fallu surmonter pour arriver au point où en est actuellement cette affaire, d'un autre côté l'importance des résultats obtenus, qui permettent d'espérer que nos milices seront bientôt armées d'un fusil qui ne le cède en perfection à aucune arme en usage dans les armées permanentes, et qui aura certainement pour effet d'augmenter dans une mesure considérable la force défensive de notre petite armée. En revanche, la commission estime que, s'agissant précisément d'une affaire aussi importante, le Conseil fédéral aurait dû se faire tenir au courant des phases par lesquelles elle a passé, et qu'il eût été de son devoir d'intervenir à temps pour empêcher que toute une année ne fût perdue pour la fabrication, au grand détriment de tous les intérêts qui s'y rattachent.

Pour terminer ce chapitre et rassurer en quelque sorte l'Assemblée sur les conséquences de ce retard, nous mettons sous ses yeux le tableau suivant, qui indique l'état de la fabrication au 31 mai 1870.

ÉTAT DE LA FABRICATION DU FUSIL SUISSE A RÉPÉTITION A LA FIN DE MAI 1870.

*Pièces en magasin à différents degrés de travail.*

|                                                                 | Pièces. |
|-----------------------------------------------------------------|---------|
| <b>Canons: Forés, tournés et éprouvés</b>                       | 26,343  |
| Prêts à subir l'épreuve                                         | 128     |
| Garnis et terminés                                              | 1,161   |
| Rayés                                                           | 1,100   |
| <b>Boîtes de culasse: A l'état brut</b>                         | 753     |
| Au fraisage                                                     | 2,000   |
| Fraisées, à moitié terminées                                    | 3,047   |
| » à terminer                                                    | 4,300   |
| Terminées                                                       | 200     |
| <b>Cylindres obturateurs: Complètement terminés</b>             | 1,500   |
| A moitié achevés, en travail                                    | 10,000  |
| Matières premières                                              | 12,000  |
| Grands ressorts                                                 | 5,800   |
| Noix de leviers, à l'état brut                                  | 3,000   |
| » à étirer (en travail)                                         | 7,700   |
| <b>Transporteurs: A l'état brut, actuellement au fraisage</b>   | 3,159   |
| A moitié achevés                                                | 8,951   |
| Cylindres à l'état brut                                         | 6,705   |
| Terminés                                                        | 1,300   |
| <b>Appareils de détente: Détentes avec gachettes, terminées</b> | 3,800   |
| Détentes forgées, à l'état brut                                 | 300     |
| » fraisées                                                      | 2,583   |
| » forées                                                        | 3,329   |
| <b>Leviers coudés: A l'état brut</b>                            | 3,674   |
| A terminer                                                      | 350     |
| Ressorts, terminés                                              | 36,000  |
| » de gachette, terminés                                         | 14,857  |
| » à l'état brut                                                 | 567     |
| Tiroirs, terminés                                               | 300     |
| Cylindres obturateurs, terminés                                 | 169     |
| Ecrans de cylindres obturateurs, à l'état brut                  | 18      |
| » tournés                                                       | 378     |
| Logements de grands ressorts, à l'état brut                     | 1,060   |
| » terminés                                                      | 808     |

|                                                         | Pièces. |
|---------------------------------------------------------|---------|
| Tiges de percussion (broches),                          | 142     |
| Fermoirs de magasins, terminés                          | 400     |
| Chapeaux de magasins,                                   | 1,983   |
| Embouchures de magasins, terminées                      | 1,500   |
| Matières premières pour chapeaux et embouchures         | 10,625  |
| Tubes de réservoirs, terminés                           | 1,540   |
| Ressorts de réservoirs                                  | 8,700   |
| Goupilles de magasins (bois)                            | 3 500   |
| Fermoirs de boîtes                                      | 400     |
| Pontets forgés, à l'état brut                           | 1,000   |
| »    au fraisage                                        | 600     |
| Plaques de couche en fonte malléable, à l'état brut     | 2,800   |
| »    »    terminées                                     | 350     |
| Mires, terminées                                        | 6,000   |
| Anneaux du haut en fonte malléable, à l'état brut       | 2,027   |
| »    en travail                                         | 1,707   |
| »    terminés                                           | 150     |
| Anneaux du milieu, à l'état brut                        | 2,035   |
| Anneaux du bas,                                         | 1,100   |
| Battants de bretelle supérieurs, à l'état brut          | 6,500   |
| »    »    terminés                                      | 4,400   |
| »    »    inférieurs, à l'état brut                     | 1,700   |
| »    »    terminés                                      | 1,500   |
| »    »    en travail, à moitié achevés                  | 10,900  |
| Pieds de battants de bretelle inférieure, à l'état brut | 2,200   |
| »    »    fraisés                                       | 7,229   |
| Ressorts de l'anneau du haut, terminés                  | 2,600   |
| »    du milieu, terminés                                | 3,923   |
| Ressorts de montures (fûts)                             | 350     |
| Battants de bretelles inférieurs avec pied, en travail  | 13,100  |
| Plaques de couche, à l'état brut                        | 217     |
| »    en travail                                         | 1,370   |
| Vis de plaques de couche                                | 30,080  |
| Vis de leviers coudés                                   | 3,576   |
| Pentes vis de tiroirs                                   | 3,576   |
| Vis d'anneaux du milieu                                 | 1,276   |
| Vis de pontets                                          | 576     |
| Vis de tiroirs                                          | 576     |
| Vis de noix                                             | 576     |
| Vis à bois                                              | 44,417  |
| Vis d'anneaux du bas                                    | 5,576   |
| Vis de bandes supérieures                               | 3,576   |
| Vis de ressorts de gachette                             | 4 176   |
| Vis d'anneaux de baïonnette                             | 70,000  |
| Anneaux de baïonnette, en travail                       | 8,500   |
| Baïonnettes, en travail                                 | 7,207   |
| Baguettes,                                              | 5,000   |
| Lavours                                                 | 140     |
| Bois pour montures (fûts)                               | 39,070  |
| Crosses                                                 | 3,226   |
| Fusils, terminés et acceptés                            | 60      |
| »    en blanc                                           | 80      |

#### 10. Munitions.

Il s'est élevé entre l'administration fédérale et plusieurs autorités militaires cantonales une contestation sur la question de savoir si la munition des fusils transformés devait être mise entièrement à la charge de la Confédération ou supportée pour un tiers par les Cantons. Le Conseil fédéral annonçant un rapport spécial sur cet objet pour la prochaine session, la commission n'a pas cru devoir s'en occuper.







# REVUE MILITAIRE SUISSE

N° 15.

Lausanne, le 19 Août 1870.

XV<sup>e</sup> Année

**SOMMAIRE.** — Société militaire fédérale. — Doit-il y avoir, à côté de l'instruction populaire, une instruction militaire et sous quelle forme (major Moschell). — Pièces officielles.

**REVUE DES ARMES SPÉCIALES.** — Influence du fusil à tir rapide. — Guerre d'Algérie. — Pièces officielles. — Nouvelles et chronique.

## SOCIÉTÉ MILITAIRE FÉDÉRALE.

*Assemblée générale de la Société militaire fédérale tenue à l'hôtel de ville de Neuchâtel, le 16 juillet 1870, à 7 heures du soir.*

Présidence de M. le colonel Philippin.

Le *président* ouvre la séance en faisant ressortir la nécessité qu'il y a dans les circonstances actuelles de modifier le programme de la fête. Il ne serait pas convenable que nous nous livrions à des réjouissances au moment où un grand nombre d'officiers ne peuvent participer à la fête parce qu'ils sont appelés sous les armes. Il fait lecture de la dépêche suivante qui, bien que n'émanant pas d'un membre du Conseil fédéral, peut être considérée comme ayant une importance égale à celle d'une pièce officielle, vu la position qu'occupe celui qui l'a signée :

« Conseil fédéral notifie officiellement aux puissances neutralité  
« énergiquement défendue, mis sur pied l'élite des divisions une,  
« deux, six, sept et neuf. Demande pleins-pouvoirs et crédit illimité;  
« nomination du général ce soir, puis probablement session suspen-  
« due. »

L'ordre du jour de l'assemblée générale doit être changé; l'assemblée ne se trouve pas dans la disposition d'esprit convenable pour discuter avec fruit les principales questions à l'ordre du jour. Il ne serait pas bienséant, en particulier, de discuter le projet de réorganisation militaire fédérale, alors que le promoteur de ce projet, M. le colonel et conseiller fédéral Welti, qui devait prendre une part active à cette discussion, est retenu à Berne par son devoir.

Il fait, au nom du comité central, les propositions suivantes :

1<sup>o</sup> Décider que la remise du drapeau aura lieu demain 17 juillet, et que la fête se terminera ce jour. Immédiatement après la remise du drapeau aurait lieu l'assemblée générale et la votation d'une adresse de confiance aux autorités fédérales exprimant les sentiments de dévouement à la patrie, de l'assemblée ;

2<sup>o</sup> Charger le comité central d'élaborer, pour l'assemblée générale de demain, les tractanda à l'ordre du jour, qui demandent une solution immédiate.

M. le colonel de Mandrot recommande à l'assemblée les propositions que le président vient de faire au nom du comité central.

M. le lieutenant-colonel Falkner demande que l'assemblée tranche la question de la désignation du lieu de la prochaine réunion.

M. le lieutenant-colonel de Perrot. Ce sont des sentiments sérieux qui nous animent dans ce moment, nous attendons l'arme au bras les événements qui vont se dérouler. Il fait la proposition que, dans les circonstances graves où nous nous trouvons, la remise du drapeau soit précédée d'un culte divin militaire.

Le président se voit dans l'obligation de ne pas mettre aux voix cette proposition, dont l'effet serait de provoquer une discussion religieuse, ce qui est contraire au règlement, qui interdit au sein de la Société toute discussion n'ayant pas un caractère purement militaire. Ne commençons pas notre entrée en campagne par des actes qui n'auraient pas l'approbation de tous. D'après quelle confession se ferait ce culte ? La manifestation que l'on propose éloignerait une partie des officiers. Restons sur le terrain qui nous est commun, le dévouement au pays, l'accomplissement du devoir. Il propose de fixer comme suit le programme de la journée de demain : A l'heure où cela devait avoir lieu lundi, soit 7 heures du matin, rassemblement sur la place du Gymnase, remise du drapeau sur la place de l'Hôtel-de-Ville, assemblée générale, votation de l'adresse aux autorités fédérales, puis banquet.

M. le lieutenant Roulet demande dans quel local aura lieu l'assemblée générale de demain.

M. le capitaine Jeanneret estime qu'il y aurait avantage à remettre à plus tard que 7 heures du matin le rassemblement et la remise du drapeau. Plusieurs officiers ne prévoient pas les modifications qui seront apportées au programme de la fête et arriveront demain matin.

Le président propose de fixer à 9 heures du matin le rassemblement sur la place du Gymnase.

M. le major Quinche appuie la proposition de M. le lieutenant-colonel Falkner de faire désigner par l'assemblée le lieu de la prochaine fête. Il faut que le comité central actuel puisse sans retard remettre ses comptes au nouveau comité qui sera choisi dans la ville où la prochaine fête aura lieu et puisse en obtenir décharge.

Le président estime qu'il n'y a qu'un moyen de régler ces questions de détail, c'est de donner pleins-pouvoirs pour les trancher au Comité central actuel qui correspondra avec les sections.

M. le major Quinche craindrait que le comité eût l'air de vouloir prolonger son mandat.

Le président ne croit pas que ce reproche sera adressé au Comité central s'il administre bien les intérêts de la Société. Les circonstances sont plus fortes que nous.

L'assemblée adopte les résolutions suivantes :

1° A l'unanimité, elle décide en principe que la fête sera close demain 17 juillet ;

2° Elle fixe à 9 heures du matin le rassemblement sur la place du

Gymnase, le cortège devant ensuite se rendre sur la place de l'Hôtel-de-Ville pour la cérémonie de la remise du drapeau ;

3° Elle décide que l'assemblée générale aura lieu immédiatement après la remise du drapeau et sera suivie de la votation d'une adresse aux autorités fédérales ;

4° Après une courte discussion, et sur la proposition de M. le lieutenant Junod, elle décide que cette assemblée aura lieu dans le local que le Comité central trouvera sur le moment convenable et disponible.

Le *président* exprime le désir que MM. les officiers se réunissent tous à l'issue de la séance à la cantine, où ils pourront, plus facilement qu'ailleurs, avoir connaissance des nouvelles qui arrivent.

La séance est levée à 8 heures du soir.

---

*Assemblée générale de la Société militaire fédérale, tenue à l'hôtel de ville de Neuchâtel le 17 juillet 1870, à 9 1/2 heures du matin.*

Présidence de M. le colonel Philippin.

Il est fait lecture du procès-verbal de la séance du 16 juillet, qui est adopté.

Le *président* propose d'adopter, sans qu'il en soit fait lecture, le procès-verbal de la dernière réunion à Zoug, puisqu'il a été publié par les deux journaux subventionnés par la Société.

Cette proposition est adoptée.

MM. *Ruchonnet, major, Flori, major, et de Watteville, lieutenant*, sont invités à prendre place au bureau en qualité de questeurs.

Il est donné communication à l'assemblée de la réponse en date du 30 juin du Conseil fédéral, à l'invitation qui lui a été adressée.

Le président fait lecture d'une adresse envoyée au général Dufour par le Comité central ; il ajoute qu'il a fait lui-même, avec le colonel Linck, une démarche auprès du général pour l'engager à accepter l'invitation qui lui a été adressée, et que celui-ci les a chargés d'exprimer ses sympathies à l'assemblée et ses remerciements pour l'attention dont il a été l'objet.

L'ordre du jour appelle la communication des verdicts du jury sur les mémoires traitant les questions mises au concours en 1868 et l'ouverture des plis cachetés renfermant les noms des auteurs de ces mémoires.

Il est parvenu au Comité central un mémoire sur la première question : Doit-il y avoir, à côté de l'instruction populaire, une instruction militaire, et sous quelle forme ?

Le mémoire porte la devise : *Est modus in rebus*.

Le jury chargé de prononcer sur ce mémoire avait été composé de MM. Meyer, colonel fédéral, à Berne ; Wieland, colonel fédéral, à Bâle ; de Buman, major fédéral, à Fribourg. Il a alloué à l'auteur de ce mémoire un prix de 65 fr. Le pli renfermant le nom de l'auteur, M. John Moschell, ingénieur, major fédéral du génie, à Genève, est ouvert.

Sur la deuxième question : Doit-il être formé, dans l'infanterie, des détachements de sapeurs et de pionniers ? Comment doivent-ils être organisés, armés, équipés et répartis dans l'armée ? — Il n'est pas parvenu de mémoire au Comité central.

Le Comité central a reçu un mémoire sur la troisième question : Quels moyens faut-il employer pour mettre le corps des sous-officiers suisses à la hauteur de sa mission sous le rapport de l'instruction ?

Il porte la devise : *Vivat patria*.

Le jury qui en a fait l'examen, composé de MM. Gauthier, colonel fédéral, à Genève ; Paquier, major fédéral, à Lausanne, et Ruchonnet, major fédéral, à Lausanne, a alloué à son auteur un prix accessit de 50 francs.

Le pli renfermant le nom de l'auteur M. A. Vischer-Sarasin, 2<sup>m</sup> sous-lieutenant de réserve, bataillon 126, à Bâle, est ouvert.

M. le colonel de Mandrot propose de charger le Comité central de pourvoir à la publication dans les journaux militaires des deux mémoires qui lui sont parvenus ; la *Gazette militaire* de Bâle aurait la priorité pour la publication du mémoire allemand, et la *Revue militaire* de Lausanne aurait la priorité pour la publication du mémoire français.

Cette proposition est adoptée.

L'assemblée décide de maintenir le chiffre des allocations qu'elle fait à ces deux journaux.

Elle maintient à 1 fr. 50 le taux de la cotisation des membres de la Société militaire fédérale.

L'ordre du jour appelle la désignation du lieu de la prochaine réunion.

M. le major J. Grandjean propose Frauenfeld.

M. le lieutenant de Waltevill propose Aarau.

M. le lieutenant-colonel d'Erlach propose Coire.

Il est procédé à la votation par voie d'élimination.

Nombre des votants, 80 ; majorité absolue, 41.

32 voix se prononcent pour Aarau, 26 pour Frauenfeld, 17 pour Coire.

A une deuxième votation, qui ne porte plus que sur Aarau et Frauenfeld, la majorité se prononce en faveur de la première de ces villes.

Le Comité central propose de donner à la section d'Aarau pouvoir de lui faire des présentations pour la nomination du nouveau Comité central, et de donner au Comité actuel pouvoir de le choisir sur les présentations qui lui seront faites.

Cette proposition est adoptée.

Le Comité central propose, soit de donner au Comité central qui sera choisi à Aarau pouvoir de recevoir, au nom de la Société, les comptes du Comité actuel, sauf à faire rapport lors de la prochaine réunion, soit de charger le nouveau Comité de donner décharge définitive au Comité actuel.

L'assemblée se prononce, à une grande majorité, en faveur de cette dernière alternative.

























**Réponses à la notification diplomatique ci-dessus de la Suisse.**

**a) DE LA FRANCE.**

*Le ministre des affaires étrangères de France au ministre de la Confédération suisse à Paris.*

*Paris, le 17 juillet 1870.*

**Monsieur !**

Vous avez bien voulu me faire savoir, au nom du Conseil fédéral, qu'en présence de la situation actuelle, il est fermement résolu à sauvegarder par tous les moyens en son pouvoir la neutralité de la Suisse et qu'il se dispose à porter cette déclaration à la connaissance de tous les cabinets de l'Europe.

Ainsi que vous le rappelez, le gouvernement de l'empereur a saisi toutes les occasions de témoigner l'importance qu'il attache au maintien de la neutralité de la Suisse. Il ne pouvait donc accueillir qu'avec faveur la résolution dont vous avez été chargé de lui donner connaissance. Il apprécie le sentiment qui a porté le gouvernement de la Confédération à prendre l'initiative de cette communication auprès de lui, et fermement résolu, en ce qui le concerne, à ne point se départir de ses obligations internationales, il est heureux de pouvoir compter sur l'efficacité des mesures adoptées par le Conseil fédéral, pour assurer de la part de toutes les puissances, la stricte exécution des stipulations européennes sous la sauvegarde desquelles la Suisse est placée.

Agréez les assurances, etc.

*Le ministre des affaires étrangères,  
GRAMONT.*

**b) DE LA PRUSSE.**

La neutralité de la Suisse est garantie par les traités ; nous avons une entière confiance dans les mesures militaires prises par la Confédération pour le maintien de cette neutralité, et notre fidélité au traité et les relations amicales entre l'Allemagne et la Suisse sont un gage du respect de l'Allemagne pour cette neutralité.

**BISMARCK.**

(Télégramme du 21 juillet 1870 transmis par la légation de la Confédération de l'Allemagne du Nord.)

**Circulaire du Conseil fédéral suisse à tous les Etats confédérés, concernant la notification adressée aux Etats belligérants et aux puissances garantes des traités de 1815.**

(Du 18 juillet 1870.)

**Fidèles et chers confédérés,**

Nous vous communiquons dans l'annexe une copie autographiée de la notification que nous avons adressée en date d'aujourd'hui et en exécution d'un mandat de l'Assemblée fédérale du 16 courant, concernant la sauvegarde de la neutralité de la Suisse et de l'intégrité de son territoire aux puissances signataires et garantes des traités de 1815<sup>(1)</sup>, ainsi qu'aux gouvernements de différents autres Etats, dont les relations avec la Suisse le faisaient paraître convenable<sup>(2)</sup>.

Nous saisissons cette occasion, fidèles et chers confédérés, pour vous recommander avec nous à la protection divine.

Berne, le 18 juillet 1870.

*(Suivent les signatures.)*

(<sup>1</sup>) La France, la Prusse, l'Autriche, la Russie, la Grande-Bretagne, la Suède et la Norvège, l'Espagne, le Portugal.

(<sup>2</sup>) L'Italie, la Bavière, le Wurtemberg, Bade, Hesse-Darmstadt, la Belgique, les Pays-Bas, le Danemark et les Etats-Unis d'Amérique.

















fut là que le général, pour alléger sa colonne et la rendre plus mobile à un moment qui allait être décisif, laissa une partie de son convoi sous les ordres du capitaine du génie Pamard, avec 3 officiers, 170 hommes de troupes, 26 chevaux, 17 mulets et une ambulance dirigée par le docteur Roppe.

Le 10, la colonne campait auprès du ksar Renatza, où Rohls avait déjà eu le bras cassé d'un coup de feu en 1863. La colonne y fut traitée avec beaucoup d'égards par les marabouts qui s'y trouvaient. Ce ksar, berceau de l'ordre de Si-Mahommed-ben-Zian, qui y a encore un maître, avait autrefois une grande importance commerciale, déchu depuis l'interdiction de la vente des esclaves sur notre marché. Il n'en est pas moins resté un centre important et l'entrepôt des produits de l'oued Guir.

Le 11, la colonne débouchait à Djerf-el-Torba, sur la rive gauche de l'oued Guir, dont la vallée se présentait majestueuse aux regards étonnés de nos soldats et de nos officiers, peu habitués à rencontrer en Algérie une pareille végétation. « Aucune vallée du Tell, dit le général de Wimpffen, même les mieux dotées, ne peut donner une idée des vastes terres de culture qui se déroulent sous nos yeux, et que des canaux nombreux rendent propres aux travaux les plus divers. » C'est que l'oued Guir, dont les bords allaient devenir le théâtre d'un brillant combat pour l'armée française, est un fleuve qui a beaucoup d'analogie avec le Nil. Par ses crues périodiques, il inonde des surfaces immenses parfaitement cultivées et forme une vallée d'une énorme largeur, de 20 kilomètres en certains endroits; c'est à l'un de ces points, appelé *El-Bahariat* (les petites mers), que le général arriva, le 13 avril, en face des positions formidables occupées par les Doui-Menia. Ces Doui-Menia, qui forment une des fractions les plus considérables de la confédération marocaine de l'oued Guir, comptent de 18 à 20,000 âmes. Leur pays fertile, leurs récoltes, leurs immenses troupeaux, leurs richesses, leurs 4000 guerriers leur donnent une prépondérance acceptée sur les oasis voisines. C'était donc à une masse de 4 à 5000 combattants, décidés à combattre, massés sur des dunes de sable reliées latéralement entre elles et protégées sur leur front par des canaux d'irrigation nombreux, profonds parfois de 1<sup>m</sup>,80, que nos troupes allaient avoir affaire.

L'occasion était trop belle pour la laisser disparaître. La journée du 14 fut consacrée à la reconnaissance des positions et à l'envoi sur la rive droite de l'oued du lieutenant de chasseurs Ben-Daoud. Pendant ce temps, dès six heures du matin, le génie faisait exécuter 1800 mètres de chaussée pour faciliter l'accès des dunes; mais le soir arrivé, les difficultés, au lieu de diminuer, étaient devenues tellement insurmontables, à cause de l'accumulation des obstacles, que le travail fut interrompu et que le général résolut de quitter sa position et de profiter de la découverte d'un gué situé à quelques kilomètres de l'ancien camp pour faire attaquer par la rive droite de l'oued Guir. En effet, le 15, à trois heures du matin, la colonne se mettait en marche, passa la rivière au point reconnu et vint à neuf heures et demie se mettre en bataille en face des positions occupées par les Doui-Menia, positions qui présentaient un front de plusieurs kilomètres. Après un feu violent d'artillerie destiné à égarer les intentions de leurs défenseurs, le signal de l'attaque fut donné. Le jour même, vers deux heures du matin, l'infanterie au centre, sous les ordres du lieutenant-colonel Delpont, les deux régiments de cavalerie aux ailes devaient converger sur les dunes les plus élevées, en formant comme un réduit au milieu de ce terrain marécageux. L'attaque fut menée avec des hommes étaient incroyables. Malgré les impossibilités qui surgissaient à chaque pas, les obstacles furent franches. Les positions furent prises, les assaillants eurent bientôt plus de succès que dans la nuit. Vers cinq heures du matin, le jour avait commencé et le soir même deux fractions de l'armée marocaine se rendirent à leur soumission. Le lendemain, la position fut complètement prise et les Doui-Menia, les Chahed-ben-Assan, les Ouled-Sidi-Ahmed, les Ouled-Sidi-Moussa, les Ouled-Sidi-El-Moussa venaient

















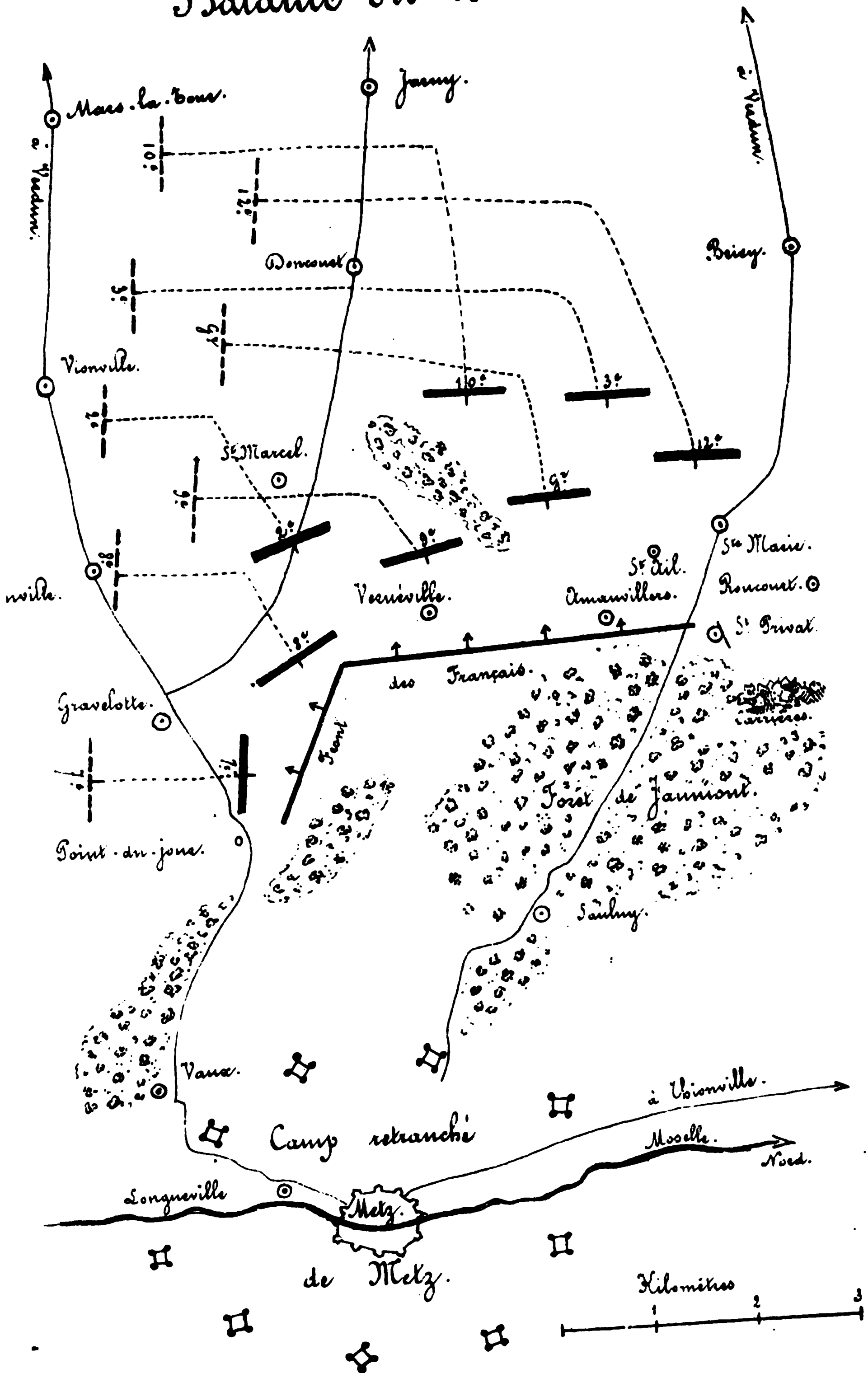








# Bataille du 18 Août.





# REVUE MILITAIRE SUISSE

N° 16.

Lausanne, le 30 Août 1870.

XV<sup>e</sup> Année

**SOMMAIRE.** — Doit-il y avoir, à côté de l'instruction populaire, une instruction militaire et sous quelle forme (major Moschell). (*Fin*) — Pièces officielles. — Nouvelles et chronique.

**SUPPLÉMENT.** — Cartes du théâtre de la guerre. (')

## DOIT-IL Y AVOIR, A CÔTÉ DE L'INSTRUCTION POPULAIRE, UNE INSTRUCTION MILITAIRE ET SOUS QUELLE FORME ?

(*Fin*)

*Réponse à cette question posée par la Société militaire fédérale pour le concours de 1870.*

« *Est modus in rebus.* »

Aujourd'hui une autre tendance se manifeste, c'est de réduire de moitié le nombre des heures de leçons. Si ce système dit du *demi-temps*, actuellement en expérience en Angleterre, en Belgique et en Prusse, finit par être admis, et tout porte à croire qu'il le sera, au moins dans une certaine mesure, il deviendra d'autant plus urgent de bien choisir les sujets d'étude et de leur donner ce but pratique que l'on poursuit en toutes choses dans notre siècle utilitaire. Or, quand tant de connaissances presque indispensables devraient être sues et doivent forcément être mises de côté, il est bien peu probable que l'on puisse leur préférer des notions de science militaire, parfaitement inutiles au plus grand nombre. Les partisans de cet enseignement nous diront sans doute qu'il pourra se donner sans causer de préjudice aux autres études, en choisissant pour sujet de lecture, de thèmes, de compositions, des livres et des questions militaires. Cela pourrait sans doute se faire ainsi, mais le même privilège est demandé, et à bien plus juste titre, par les économistes, par les hygiénistes et par bien d'autres.

En résumé, l'enseignement militaire ne peut et, quoiqu'on fasse, ne sera jamais donné sur les bancs des écoles populaires. Il ne saurait non plus être introduit dans l'enseignement supérieur, où les futurs savants, théologiens, médecins, avocats et autres n'en auraient certes que faire, incapables qu'ils sont déjà d'acquérir tout le savoir que l'on serait en droit de leur demander.

N'y a-t-il donc rien à faire dans l'école même pour préparer des

(') En attendant de pouvoir donner un bon plan des sanglantes actions qui viennent de se livrer autour de Metz entre le gros des armées françaises et prussiennes, et un des alentours de Paris, où d'autres batailles sont en perspective, nous transmettons à nos abonnés deux petites cartes générales du théâtre de la guerre. Si imparfaites qu'elles soient, elles pourront au moins les orienter sur les opérations générales, dont nous commencerons prochainement un résumé.

soldats véritablement capables de revêtir l'uniforme ? Si, il y a à faire, et même beaucoup, on en jugera par les chiffres suivants, relatifs au collège municipal de Neuchâtel qui, certes, n'est pas plus défectueux que ceux de la plupart des autres localités de la Suisse :

Sur 350 garçons, le docteur Guillaume a constaté :

|                                              |         |
|----------------------------------------------|---------|
| Déviation de la colonne vertébrale . . . . . | 62 cas. |
| Goître dit scolaire . . . . .                | 169 »   |
| Maux de tête fréquents . . . . .             | 99 »    |
| Hémorragies nasales habituelles . . . . .    | 77 »    |

soit en tout 407 cas de maladies pour 350 élèves (1).

Si donc il y a une réforme urgente à introduire dans l'intérêt de notre armée, elle doit tout d'abord porter sur l'hygiène des écoles, où tout est à réformer, depuis les bancs sur lesquels les élèves s'assoient, les tables où ils écrivent, les bâtiments dans lesquels ils travaillent, jusqu'au nombre, à la durée, à la répartition et à la nature même des leçons ; car, avant de songer à faire de petits phénomènes de science militaire de nos enfants, il faut avant tout en faire des hommes, et des hommes sains de corps et d'esprit.

Nous venons de constater que sur les bancs de l'école l'enseignement militaire, ou même l'enseignement au point de vue ou avec tendance militaire, ne saurait trouver place.

Hors des heures des leçons, il n'en est plus de même, et si l'on considère les exercices militaires au seul point de vue hygiénique, personne n'en contestera la bienfaisante influence sur le développement physique et sur la santé. Cependant, il est certain que cet heureux résultat sera atteint plus sûrement par la pratique de la gymnastique, bien plus favorable au développement normal de tout le corps que les manœuvres et les évolutions militaires et surtout que le maniement du fusil, dont le travail, en ne se répartissant pas également entre les deux bras, tend à nuire à la symétrie de l'individu.

D'ailleurs, il est essentiel de tenir compte de l'existence plus ou moins éphémère des règlements d'exercice, lesquels dépendent à la fois des opinions des personnes qui se succèdent à la tête de l'armée et du département militaire fédéral, de la nature toujours variable des armes, et même, jusqu'à un certain point, de la *mode* du jour. Les officiers qui ont pour la première fois revêtu l'uniforme, il y a quelque quinze ans seulement, savent à quoi leur a servi leur instruction militaire primitive, et à quelle épreuve continue leurs facultés militaires n'ont cessé dès lors d'être soumises. Qu'on en soit certain, si l'on constate avec un juste regret un déficit journalier dans l'instruction des officiers, surtout de ceux de l'état-major, cela est dû, en grande partie, à ces modifications perpétuelles qui, au lieu de permettre le perfectionnement des connaissances acquises, ce qui est

(1) Les résultats de l'enquête du docteur Guillaume sont encore bien plus graves pour les filles, puisque sur 351 il a constaté 150 déviations de la colonne vertébrale, 263 goîtres scolaires, 197 cas de maux de tête fréquents, et 78 d'hémorragies nasales habituelles, soit presque 2 de ces maladies pour chaque élève ; fait de haute gravité, et dont nous n'avons pas besoin de signaler les conséquences pour le recrutement de notre armée.













à plus minime prescription, le plus petit détail, le plus infime commandement doit être su et exécuté avec toute la correction dont il est susceptible. Il est donc indispensable d'élaguer tout ce qui, à usage militaire, peut être considéré comme un hors-d'œuvre, tant dans les manœuvres d'infanterie que dans ceux de garde et de sûreté. Et, par exemple, nous ne pensions pas qu'une sentinelle ne puisse être relevée sans que l'on prescrive à tous les acteurs de cette pauvre opération à raison de la place qu'ils doivent respectivement occuper; et il nous semble que l'ordonnance ou commandement préparatoire : *Avancez l'épaule droite ou à gauche l'épaule gauche* ! n'empêcherait pas une colonne de changer de direction.

Si ces suppositions que nous demandons, aussi bien dans les révisions que dans la manière d'instruire, étaient admises, le temps consacré actuellement à l'instruction des troupes serait loin d'être suffisant, surtout à les mouvements qui sont du ressort de la gymnastique, bien distincts de l'instruction proprement dite. Ces exercices reviennent très souvent dans un cours préliminaire auquel ne se rendent pas tous les soldats qui, soit par certificats, soit par un examen, se verraient fournir la preuve de leur habileté pour le saut à la grimpe, et de leur savoir à faire tête droite ou tête gauche, à tourner en rond en un ou en deux mouvements, à se lever sur la pointe des pieds, à sauter sur les talons, en un mot à exécuter tous ces exercices militaires, pour lesquels on enlève à leurs soldats les gilets de vingt ans et plus, pour le plus grand plaisir des regards qui les contemplent. Exercices qui, nous aimons à le répéter, ne font pas partie du programme d'instruction militaire des troupes de Sempach ou de Morat, ni même des combattants de Waterloo.

J. MOSCHELL, major fédéral.

## PIÈCES OFFICIELLES.

Le Conseil fédéral suisse à tous les Etats confédérés.

Berne, le 20 août 1870.

Messieurs et chers Confédérés,

Il est parvenu à notre connaissance un certain nombre de faits qui nous portent à croire que des influences étrangères se produisent dans le but de compromettre la neutralité neutre de la Suisse. On s'attache en même temps à répandre systématiquement à l'étranger le bruit mensonger et calomnieux que la population suisse sympathise telle ou telle des parties belligérantes, et l'on publie en Allemagne que cette population sympathise pour la France, en France qu'elle est pour la France.

Si les autorités suisses, dans la conscience de remplir fidèlement leur devoir, ont pu, dans les temps ordinaires, opposer le silence du mépris à des menées aussi déloyales, il ne leur serait plus permis de conserver une attitude passive dans des temps d'agitation. Nous estimons par conséquent qu'il est de notre devoir d'enjoindre aux gouvernements cantonaux à exercer une surveillance plus active contre la guerre et à intervenir avec énergie et immédiatement contre tout acte de compromettre, soit verbalement, soit par écrit, ou par tout moyen, la neutralité de la Suisse. Nous devons tout particulièrement insister



Le plus ancien quartier-maître d'une brigade aura le commandement des bagages de sa brigade, et si les bagages d'une division tout entière marchent ensemble, le plus ancien quartier-maître de la division en aura le commandement.

On donnera comme escorte à la colonne de bagages les vaguemestres, les fourriers et les ouvriers.

6° Le fourgon de bataillon contient des objets qui doivent être amenés immédiatement derrière la ligne de bataille, comme la caisse de pharmacie, les caisses de bandages, les deux pharmacies de campagne et les brancards. En revanche, le reste de son contenu est de nature à être laissé le plus en arrière possible, ainsi les outils d'armuriers, les pièces isolées d'armes à feu, l'autel de campagne, les outils, etc. : ces dernières caisses seront donc chargées sur la voiture avec le bagage des officiers et conduites en arrière. Le fourgon lui-même sera amené près des ambulances. Le fourrier d'état-major reste en arrière avec le bagage des officiers. Les armuriers, munis de leurs poches d'outils, suivent leurs bataillons respectifs.

7° La colonne de bagages d'une division sera composée de la manière suivante pendant une opération :

1 voiture de réquisition pour l'état-major de division et l'état-major de la brigade d'artillerie, plus les guides.

3 voitures de réquisition pour les trois états-majors de brigades et leurs guides.

1 " " pour l'escadron.

1 " " pour la compagnie de sapeurs.

9 " " pour les 9 bataillons d'infanterie.

1 (à 2) voitures " pour les carabiniers.

9 fourgons pour les bataillons d'infanterie.

4 autres fourgons pour les états-majors des trois brigades et pour celui de la division.

En somme donc, 29-30 voitures à deux chevaux pour une division.

## II. COLONNES DE VIVRES.

Une instruction sur la formation des colonnes de vivres doit suivre celle sur la formation des colonnes de bagages. Elle a pour but de donner à la division la liberté de mouvements nécessaire pour pouvoir marcher à chaque instant, dans une direction quelconque, sans se trouver dans l'embarras à cause des subsistances.

1° La colonne de vivres d'une division, sans les troupes de réserve, est composée de 32 chars à échelles couverts de bâches et attelés de deux chevaux. Si les troupes de réserve sont adjointes à la division, la colonne de vivres sera renforcée en conséquence.

2° Afin de se procurer rapidement le nombre de voitures nécessaires, les commandants des guerres devront prendre les mesures nécessaires (là où cela n'a pas été déjà fait, suivant la circulaire du 4 août), savoir :

Fixer les voitures qui sont à louer ; faire une inspection des voituriers et des chevaux ; s'entendre avec les autorités communales afin que, dès que les voitures auront été commandées, les communes aient à faire exécuter immédiatement les ordres reçus.

3° Le lieu de rendez-vous des voitures doit coïncider naturellement avec l'endroit désigné pour toucher les vivres.

4° Les voitures sont uniquement destinées au transport du pain, de l'avoine, des légumes et des viandes, comme aussi pour le lard, le riz, etc.

5° On a l'intention de conduire avec soi des vivres pour quatre jours ; les troupes en porteront pour un jour et les voitures pour trois jours.

Un dé de rations concentrées suffira d'autant plus pour une division que













~~Le~~ ie cavalerie; bataillon n° 62; bataillon n° 59, avec leurs sapeurs;  
attendra, à la sortie du défilé près de Moutiers, l'arrière-garde, et  
de l'arrière-garde jusqu'au bivouac de Gänssbrunnen.

sera formée par une compagnie du bataillon n° 59.

Commandant : *Colonel Favre*. Ordre de marche :

n° 11; n° 60; n° 61; batterie n° 14, avec 2 caissons (moins une  
à l'arrière-garde); 2° bataillon de carabiniers; ambulance de la

arrière-garde. Commandant : *Lieutenant-colonel Metzener*, composée de :  
de l'arrière-garde : 3 compagnies du bataillon n° 6; sapeurs des  
et 60.

de l'arrière-garde : 3 compagnies du bataillon n° 6; 1 section d'ar-  
avec un caisson de la batterie n° 14.

Extrêmes arrière-gardes ou, suivant nécessité, gardes de flanc : 1<sup>er</sup> ba-  
de carabiniers; sapeurs des bataillons 6 et 61.

B. Les bagages du bataillon n° 62 et de la batterie n° 5 se dirigeront de  
Moutiers sur Sonceboz.

#### *Prescriptions générales. Marche.*

La marche des diverses colonnes sera réglée, surveillée et mesurée suivant les  
prescriptions de l'ordre de division n° 43.

*Penue de route.* Les hommes qui ont des guêtres blanches les mettront; les  
autres porteront les guêtres de drap par dessus le pantalon.

*Bagages.* Quant à la batterie de cuisine, on se conformera aux prescriptions  
contenues dans la circulaire du 6 août, n° 171, de l'adjudant-général, sur les  
colonnes de bagages, etc.

Comme escorte de la colonne de bagages, on emploiera les quartiers-maitres,  
les vaguemeistres, fourriers, chefs d'ordinaire et cuisiniers, sous le commandement  
du commissaire des guerres, lieutenant Hegg.

*Bivouacs.* Les dispositions réglementaires sur les bivouacs, § 542 du règlement  
de service, sont rappelées, notamment en ce qui concerne les officiers, sous-offi-  
ciers, hommes de corvée, sapeurs de bataillons, cuisiniers, etc., qui doivent y  
organiser promptement les arrangements nécessaires.

Aussitôt après l'occupation de la place du bivouac, chaque brigade y établira  
une garde de police et les gardes de camp. Il sera interdit de sortir des limites du  
bivouac sans permission. La diane et la retraite y seront battues et sonnées dans  
chaque brigade, par tous les tambours et trompettes réunis de la brigade.

Le bivouac de Courrendlin (croisée de Courroux), sera occupé par les troupes  
des 1<sup>re</sup> et 6<sup>re</sup> brigades et par l'artillerie, après l'exercice du matin, à 10 heures.  
Les sapeurs de bataillons et les cuisiniers s'y rendront déjà le bon matin pour y  
établir les cuisines et préparer la soupe. On touchera la paille et le bois pour la  
nuit par bataillons, après la soupe du soir. Cette distribution devra se faire régu-  
lièrement, à tour de rôle, et sous la direction des commissaires qui sont autorisés  
à requérir les gardes et les factionnaires nécessaires.

Délemont, 18 août 1870.

*Le Commandant de la II<sup>e</sup> division :*

(Signé) J. DE SALIS, colonel fédéral.

---

#### NOUVELLES ET CHRONIQUE.

A dater du 20 au 25 août, toutes les troupes et les états-majors sur pied ont  
été licenciés. La frontière sera gardée, à Bâle et alentours, par un bataillon de  
carabiniers seulement, compagnies 7 et 32 du Valais, 75 et 76 de Vaud, sous  
les ordres du major fédéral Paschoud, de Vevey.

































**France.** — Voici la composition des sept corps au début de la guerre :  
*Garde impériale.*

**M. Bourbaki.** — M. le chef d'état-major : Dauvergne.

1<sup>re</sup> division : M. Deligny. — M. Brincourt : chasseurs à pied ; 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> voltigeurs. — M. Garnier : 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> voltigeurs.

2<sup>e</sup> division : M. Picard. — M. Jeanningros : zouaves ; 1<sup>er</sup> grenadiers. — M. de Poitevin ; 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> grenadiers.

3<sup>e</sup> division : M. Desvaux. — M. Halma de Frétay : guides ; chasseurs. — M. de France : lanciers ; dragons. — M. du Preuil : cuirassiers ; carabiniers.

*1<sup>er</sup> corps d'armée.*

**M. le maréchal de Mac-Mahon.** — Chef d'état-major : M. Colson.

1<sup>re</sup> division : M. le général Ducrot. — M. Moreno : 13<sup>e</sup> bataillon de chasseurs ; 1<sup>er</sup> et 96<sup>e</sup> de ligne. — M. de Portis de Houldec : 45<sup>e</sup> et 74<sup>e</sup> de ligne.

2<sup>e</sup> division : M. le général Douay (Abel). — M. Peltier de Montmarie ; 16<sup>e</sup> bataillon de chasseurs ; 50<sup>e</sup> et 78<sup>e</sup> de ligne. — M. Pellé : 1<sup>er</sup> zouaves ; 1<sup>er</sup> tirailleurs.

3<sup>e</sup> division : M. le général Raoult. — M. L'Héritier : 8<sup>e</sup> bataillon de chasseurs ; 36<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> de ligne. — M. Lefebvre : 2<sup>e</sup> zouaves ; 2<sup>e</sup> tirailleurs.

4<sup>e</sup> division : M. le général de Lartigue. — M. Fraboulet de Kerleadec : 1<sup>er</sup> chasseurs à pied ; 56<sup>e</sup> et 87<sup>e</sup> de ligne. — M. Lacretelle : 3<sup>e</sup> zouaves ; 3<sup>e</sup> tirailleurs.

Division de cavalerie : M. le général Duhesme. — M. le général de Septeuil : 3<sup>e</sup> hussards ; 11<sup>e</sup> chasseurs. — M. Nansouty : 2<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> lanciers ; 10<sup>e</sup> dragons. — M. Michel : 8<sup>e</sup> et 9<sup>e</sup> cuirassiers.

*2<sup>e</sup> corps.*

**M. le général Frossard.** — Chef d'état-major : M. le général Saget.

1<sup>re</sup> division : M. le général Vergé. — M. Letellier-Valazé : 3<sup>e</sup> bataillon de chasseurs ; 32<sup>e</sup> et 35<sup>e</sup> de ligne. — M. Jollivet : 76<sup>e</sup> et 77<sup>e</sup> de ligne.

2<sup>e</sup> division : M. le général Bataille. — M. Pouget : 12<sup>e</sup> bataillon de chasseurs ; 8<sup>e</sup> et 23<sup>e</sup> de ligne. — M. Fauvart-Bastoul : 66<sup>e</sup> et 67<sup>e</sup> de ligne.

3<sup>e</sup> division : M. le général de Laveaucoupet. — M. Dœns : 10<sup>e</sup> bataillon de chasseurs ; 2<sup>e</sup> et 64<sup>e</sup> de ligne. — M. Micheler : 24<sup>e</sup> et 40<sup>e</sup> de ligne.

Division de cavalerie : M. le général Lichtlin. — M. Valabrègue : 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> régiments de chasseurs. — M. Bachelier : 7<sup>e</sup> et 12<sup>e</sup> dragons.

*3<sup>e</sup> corps.*

**M. le maréchal Bazaine.** — Chef d'état-major : M. le général Manèque.

1<sup>re</sup> division : M. le général Montaudon. — M. Aymard : 18<sup>e</sup> bataillon de chasseurs ; 51<sup>e</sup> et 62<sup>e</sup> de ligne. — M. Clinchant : 81<sup>e</sup> et 95<sup>e</sup> de ligne.

2<sup>e</sup> division : M. le général Castagny. — M. Cambriels ; 15<sup>e</sup> chasseurs à pied ; 19<sup>e</sup> et 41<sup>e</sup> de ligne. — M. Duplessis : 69<sup>e</sup> et 99<sup>e</sup> de ligne.

3<sup>e</sup> division : M. le général Metman. — M. de Potier : 7<sup>e</sup> bataillon de chasseurs ; 7<sup>e</sup> et 21<sup>e</sup> de ligne. — M. Arnaudeau : 59<sup>e</sup> et 71<sup>e</sup> de ligne.

4<sup>e</sup> division : M. le général Decaen. — M. de Bauer (Joseph) : 11<sup>e</sup> chasseurs à pied ; 44<sup>e</sup> et 60<sup>e</sup> de ligne. — M. Sanglé de Ferrières : 80<sup>e</sup> et 85<sup>e</sup> de ligne.

Division de cavalerie : M. le général Clérambault. — M. Bruchard : 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> chasseurs. — M. de Murbranches : 2<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> dragons. — M. de Juinac : 5<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> dragons.

*4<sup>e</sup> corps.*

**M. le général de division de Ladmirault.** — Chef d'état-major : M. Osmont.

1<sup>re</sup> division : M. le général de Cissey. — M. Brayer : 20<sup>e</sup> bataillon de chasseurs ; 1<sup>er</sup> et 6<sup>e</sup> de ligne. — M. de Golbert : 5<sup>e</sup> et 73<sup>e</sup> de ligne.

2<sup>e</sup> division : M. le général de Rose. — M. Bellecourt : 5<sup>e</sup> bataillon de chasseurs ; 13<sup>e</sup> et 43<sup>e</sup> de ligne. — M. Pradier : 6<sup>e</sup> et 28<sup>e</sup> de ligne.





colonels de régiments. Ces officiers employaient pour cela des recruteurs ou raccolleurs, qui recevaient une commission sur les primes d'engagement; 2<sup>o</sup> les contingents de l'étranger, levés en Suisse, en Italie, en Allemagne, etc., par suite de traités avec les gouvernements de ces Etats ou de simples autorisations de recrutement; 3<sup>o</sup> enfin les levées nationales de milices, bourgeois ou paysans plus ou moins enrégimentés par localités, restes des anciens bans féodaux et des légions de François I<sup>er</sup>, qui fournissaient, à l'occasion, des corps de troupes de seconde ligne et surtout des garnisons complémentaires des places.

Ces divers moyens d'alimenter les armées étaient fort élastiques en eux-mêmes; leurs résultats devaient dépendre en résumé de la richesse et de la puissance de l'Etat. Un gouvernement obéi, riche, obtenait aisément le double ou le triple de ce que pouvait espérer un gouvernement vacillant et obéré.

Si, avec de l'argent, on trouvait des recruteurs et des recrues partout, avec de l'autorité on remuait les populations et on levait aisément des milices.

Ce dernier mode était grandement tombé en désuétude depuis François I<sup>er</sup>; les milices n'existaient plus que sur le papier, et encore. C'est en leur adressant de nouveaux appels sous diverses formes, puis en employant souvent ces levées comme d'autres corps, que Louis XIV, pénétrant d'ailleurs toute l'administration de son omnipotence et prodiguant les ressources du pays aux recruteurs, put tenir ses effectifs au niveau de ceux de la coalition.

La formation et la tactique des troupes différaient peu, au commencement de la seconde moitié du 17<sup>e</sup> siècle, de celles que nous connaissons déjà par Gustave-Adolphe et par la guerre de Trente-Ans. La proportion des anciennes armes de choc, piques et hallebardes, avec les arquebuses et les mousquets, et la manière de les entremêler pour le combat, constituaient toujours le grand problème des armées, notamment de l'infanterie. On essayait de tous les systèmes, ou plutôt, pendant cette période de transition, il n'y eut pas de système normal rigoureux. Les uns voyaient avec défiance l'innovation des armes à feu et craignaient de se reposer exclusivement sur elles; d'autres voulaient au contraire envoyer piques et hallebardes rejoindre le plus promptement possible les arcs et arbalètes déjà au rebut, pour ne se confier plus que dans les feux. Montecuculi, un des grands capitaines fournis par l'Italie à l'Empire, soutint les anciennes traditions dans un ouvrage fort estimé et très-remarquable pour son temps, (1) tandis que quelques années plus tard les généraux français Puysegur et Feuquières, tous

(1) *Mémoires militaires*, Milan 1702. 1 vol. in-4°. Ces mémoires, écrits en italien, ont été traduits et trop commentés en français par le lieutenant-général comte Turpin de Crissé, 3 vol. in-4°. Paris 1769. — Voir plus loin pag. 282.

Au moment où nous révisons ces lignes nous apprenons par l'*Italia militare* qu'une société d'officiers italiens vient d'avoir la louable idée de provoquer une souscription pour l'érection d'un monument à Montecuculi, dans sa ville natale de Modène.

deux officiers et écrivains de la plus haute distinction, (1) propagèrent plutôt les idées nouvelles. Turenne, avec son suprême bon sens et sa pénétration studieuse, tint le milieu entre les deux tendances, déjà fort accentuées pendant ses dernières guerres; il prit ce qu'il y avait de bon de droite et de gauche. Sans dédaigner la pique, précieuse en plus d'un cas, il ne la tint pas, comme Montecuculi, pour la reine des armes; au contraire il augmenta sans cesse ses feux à mesure de leurs perfectionnements, mais il n'alla pas, comme d'autres le demandaient, jusqu'à en munir tout son monde, y compris même les officiers. (2) Le boulet qui l'enleva si subitement et prématurément fut fatal à la tactique. Personne après lui n'eut l'autorité suffisante pour en fixer les règles nouvelles et pour diriger vers de concluantes expérimentations le conflit engagé entre les routines du passé et les exagérations de maints novateurs.

C'est donc en vain qu'on chercherait dans les documents ou dans les pratiques de l'époque un mode précis de formation et de manœuvre des corps de troupes. Chaque général avait ses habitudes, auxquelles il devait souvent déroger suivant le nombre de piques et de mousquets, de fantassins et de cavaliers, de bouches à feu mis à sa disposition dans telle circonstance donnée, toutes choses variant à l'infini.

En France l'unité tactique de l'infanterie était le *bataillon* comptant de 200 hommes jusqu'à 1200 hommes et beaucoup plus, car il se formait soit par le régiment, la grande unité administrative, soit par plusieurs régiments, soit par une ou plusieurs fractions de régiments. Même les militaires érudits du milieu du 17<sup>e</sup> siècle appliquent indistinctement la qualification de bataillon à des corps de 4 à 5 mille hommes

(1) Outre le cahos des ordonnances officielles françaises on a cinq sources importantes sur cette époque, à savoir: *L'Histoire de la milice française* par le père jésuite Daniel, deux volumes in-4°, avec gravures, publiés à Amsterdam en 1724, recueil aussi riche qu'indigeste d'une foule de détails consciencieusement recherchés dans les archives; *l'Art de la guerre* du maréchal Puysegur, deux volumes in-4° avec planches, publiés par le fils de l'auteur à Paris en 1749, ouvrage traitant avec autorité de toutes les branches militaires; les *Mémoires du lieutenant-général A. de Feuquières*, 1 vol. in-4°, Paris 1741, donnant une analyse raisonnée des principales opérations des armées de Louis XIV avec force critiques souvent plus amères que justes, *Quincy. Histoire militaire de Louis XIV*, 8 vol. in-4° avec planches, Paris, 1726, publication laborieuse, mais peu complète en quelques points importants et souvent partial; enfin un ouvrage récent, *Histoire de Louvois*, 4 vol. in-12°, Paris, 1862, par M. Camille Rousset, qui, dans un cadre malheureusement trop restreint, a utilisé avec autant de patience que de discernement les précieuses ressources du dépôt de la guerre.

On pourrait encore joindre à ces sources les *Commentaires du chevalier Folard* si ses chauds plaidoyers en faveur de la colonne ne le rattachaient pas plutôt à l'époque subséquente. Ramsay, Grimoard, Beaurain, Dumont sont encore à citer à côté de Quincy pour la partie historique; mais tous ces ouvrages sont si défectueux sous ce dernier rapport qu'on peut bien dire encore aujourd'hui avec Jomini (*Observations sur l'Histoire militaire depuis Louis XIV à nos jours*, 1 broch. in-8°. Bruxelles 1852, page 10) que « l'Histoire militaire d'un siècle qu'on a voulu présenter comme classique est un vrai galimatias et que cette histoire est véritablement encore à faire. » L'esquisse que nous en avons donnée n'a certes pas la prétention de combler la lacune signalée; elle ne fait plutôt que la confirmer. Cette grande époque n'a encore ni son Thiers, ni son Jomini.

(2) Ces vœux furent recueillis entr'autres par Puysegur. Voir *Art de la guerre* I.









seconde un mélange de corps d'infanterie et de cavalerie opposés aux vides de la première ligne. Avec des forces plus nombreuses on avait une troisième et même une quatrième ligne formant la réserve ; les mousquetaires étaient toujours étroitement mêlés aux escadrons ; l'artillerie se tenait ordinairement à la première ligne ou en avant du front.

A cette époque déjà, l'organisation militaire était à peu près la même dans les principales armées de l'Europe. Les Impériaux, au temps de Montecuculi, se rangeaient et manœuvraient à peu près comme leurs adversaires. Leurs régiments d'infanterie étaient de 10 compagnies comptant chacune 3 officiers, 3 sous-officiers, 48 piquiers et 96 mousquetaires, ce qui donnait pour le régiment un total d'environ 1500 hommes. Dans ses très-instructifs *Mémoires militaires*, Montecuculi résume toute la répartition des troupes en quelques parfaites sentences, comme suit (art. 1<sup>er</sup>) :

« Les hommes doivent être levés, rangés, armés, exercés, disciplinés. — On ne doit pas enrôler des hommes de la lie du peuple ni au hasard ; il faut les choisir entre les meilleurs.

« Les soldats enrôlés passent en revue et prêtent serment d'obéissance, de fidélité et de valeur. — On les range suivant leurs qualités et leur métier. — Ils se divisent en combattants et non combattants. — Les premiers se divisent :

« En décuries qui sont 8 à 10 hommes sous un chef appelé décurion ; en escouades qui sont plusieurs décuries ; en compagnies qui sont plusieurs escouades ; en régiments qui sont plusieurs compagnies. — Les régiments d'infanterie se forment en *bataillons*, qui sont des corps arrangés en plusieurs lignes de front et de hauteur ; dans la cavalerie ces corps s'appellent des *escadrons*. — De plusieurs bataillons ou escadrons se forment les corps ou grands membres de l'armée appelés *brigades*. — Des brigades on fait :

« L'avant-garde ; le corps de bataille ; l'arrière-garde ; l'aile droite ; le centre ; l'aile gauche. La première ligne ou le front ; la deuxième ligne ; la troisième ligne ou réserve. »

Le généralissime impérial, après ses nombreuses expériences, aurait voulu non-seulement maintenir toutes les piques, mais diminuer chaque compagnie de 8 mousquetaires pour les remplacer par autant de *rondachiers*, c'est-à-dire d'hommes munis de la rondache ou bouclier rond, qui se seraient placés au premier rang pour protéger les autres. Mais sa proposition succomba sous la faveur de plus en plus grande des armes à feu. Depuis l'an 1695 tous les régiments impériaux furent portés à 12 compagnies formant ordinairement deux bataillons, bientôt tous de fusiliers. La cavalerie légère et armée de feux prit aussi une extension considérable au détriment des cuirassiers ; ceux-ci reçurent même le mousqueton pour leur premier rang ; tous tendirent à être employés d'une manière plus indépendante et dans des formations à intervalles,









devinrent bientôt aussi recherchées, même par la noblesse, qu'elles étaient méprisées précédemment. Cinq garnisons et écoles d'artillerie furent établies à Metz, Strasbourg, Grenoble, Perpignan et La Fère, qui ne tarderaient pas à donner de bons fruits et à faire progresser le matériel autant que le personnel.

Le génie et la fortification se développèrent dans une mesure bien plus grande encore. Les sièges et les retranchements de campagne eurent dans toutes les guerres une part importante. Souvent elle fut même excessive et désastreuse au point de vue des opérations générales ; mais la partie technique n'en fit pas moins de grands progrès. Ils furent en partie dus à l'ingénieur-chef Pagan, puis et surtout à son successeur Vauban, dont nous dirons quelques mots de plus, basés sur l'autorité si compétente de M. le lieutenant-colonel du génie de la Barre-Duparcq :

« Sébastien Le Prestre de Vauban naquit à St-Léger de Fourcheut en 1633. Entré au service à dix-sept ans, il devint par son seul mérite lieutenant-général (août 1688), et commissaire général des fortifications, emploi supprimé à sa mort. Il bâtit 33 places, en répara près de 300, et fit « 53 sièges en chef, dont une vingtaine en présence du roi (Louis XIV), qui crut se faire maréchal de France lui-même et honorer ses propres lauriers » en lui donnant le bâton (1703), et en le nommant chevalier de l'Ordre (1705)....

L'Académie des sciences s'associa Vauban en 1699. Ce grand ingénieur a laissé de bons mémoires sur l'attaque et la défense des places, composés pour l'instruction du duc de Bourgogne, élève de Fénélon ; on les trouve dans ses *Oisivetés*, recueil de douze gros volumes manuscrits où il donne ses idées sur la discipline militaire, les manœuvres, les constructions.....

Toujours attaquant, jamais défenseur, Vauban a donné à l'attaque une grande supériorité sur la défense. En 1673, au siège de Mæstricht, auquel assistait Louis XIV, il inventa les *parallèles*, grandes places d'armes, parallèles aux ouvrages de la place, qui relient tous les zig-zags ou cheminements sur les capitales. Au siège de Luxembourg (1683), il fit construire des *cavaliers de tranchée*, retranchements du moment assez élevés pour avoir des feux plongeants sur le terre-plein du chemin couvert. En juin 1697, au siège d'Ath, il fit pour la seconde fois (1) tirer l'artillerie à *ricochet* : ce nouveau tir donna d'excellents résultats : malgré la présence de Coëhorn qui défendait la place, les Français ne perdirent que cinquante hommes.

Il semble que Vauban « aurait dû trahir les secrets de son art par la grande quantité d'ouvrages sortis de ses mains (2) ; » mais il n'a rien écrit sur le tracé des fortifications : sa méthode ne se trouve que dans les travaux qu'il a fait exécuter, et se divise en trois tracés. Le second

(1) Le premier essai a eu lieu au siège de Philippsbourg, qui se rendit le 30 octobre 1688.

(2) Fontenelle.



et le troisième sont supérieurs au premier « par la grandeur des contre-gardes, la saillie des demi-lunes, mais la dépense est presque le double. Cette raison, jointe à ce que le premier a reçu des améliorations importantes de Cormontaigne, a fait préférer jusqu'à présent le premier. »

*Premier tracé.* — Vauban a fortifié la majeure partie de nos places par ce tracé, modifié dans l'application suivant les terrains. Nous citerons comme exemples :

Enceinte carrée : — Le fort Louis du Rhin.

Enceinte pentagonale : — Huningue, construite pour tenir Bâle en respect, le fort de Scarpe à Douai, et le fort Saint-François à Aire.

Enceinte hexagonale : — Phalsbourg, qui ferme les défilés des Vosges ; Saarlouis, qui couvre l'intervalle entre les Vosges et la Moselle.

Enceinte heptagonale : Maubeuge.

Enceinte octogonale : Schelestadt, bâtie en 1675 ; Menin, démolie en 1744, et Fribourg en Brisgau, démolie en 1745, une des plus fortes places construites par Vauban.

Enceinte ennéagonale : Toul, bâtie en 1700.

Dans ce tracé Vauban écarte, comme Pagan et Coëhorn, son flanc de la perpendiculaire, et le dirige de façon que tous les coups partis de ce flanc puissent atteindre le saillant du bastion. Il donne 180 toises (351 mètres) à son côté extérieur, et prend la perpendiculaire de son front égale à un huitième du côté extérieur pour le carré, un septième pour le pentagone, et un sixième pour les polygones d'un plus grand nombre de côtés. Ses flancs sont concaves et garnis d'orillons. Devant la courtine il met une demi-lune avec flancs.

Les flancs concaves et à orillons entraînent plus d'inconvénients qu'on ne peut en tirer d'utilité : Vauban le reconnut lui-même. Ils étranglent et diminuent la capacité du bastion. L'orillon cache bien une pièce, mais cet avantage est minime, car on peut la démonter par la bombe. Un orillon est fort cher à construire, et la dépense d'un flanc droit à un flanc concave est comme 6 est à 11. Suivant Cormontaigne, il y a une économie de 15,000 fr. à préférer un flanc droit à un flanc concave. Vauban a fait les flancs rectilignes aux citadelles de Lille, d'Arras, aux villes d'Ath, de Charleroi. Il les a faits à orillons à Menin, Saarlouis, Huningue, Longwy, Maubeuge, Phalsbourg, à la citadelle de Strasbourg.

*Deuxième tracé.* — Ce tracé, appliqué à Landau, construit en 1683, « pour rendre Philipsbourg inutile et défendre l'entrée de l'Alsace par le nord, » se distingue en ce que les bastions y sont très petits ; on leur donne le nom de *tours bastionnées*. Ils ont l'avantage d'échapper par leur petitesse au ricochet et aux bombes, et sont cachés à l'ennemi par des contre-gardes. La demi-lune a plus de saillie et défend mieux les saillants des bastions.

*Troisième tracé.* — Le troisième tracé ne diffère du précédent qu'en ce que la courtine, qui joint les tours bastionnées, est elle-même brisée sous la forme bastionnée.

Ce ne fut que vers 1700 que Vauban traça, d'après ce dernier modèle, les fronts de Neuf-Brisach, c'est-à-dire après qu'il fut parvenu à son plus haut degré de science. Il y fit des demi-lunes dans lesquelles il plaça de bons réduits avec des flancs qui jouissent de grandes propriétés. « Il aimait tant les réduits de demi-lune qu'il en fit tout autant qu'il en a trouvé l'occasion, dit Thomassin, ingénieur contemporain de Vauban. »

• Cormontaigne entra vers 1716 dans le corps du génie, y servit avec réputation, et mourut en 1752, directeur des fortifications de la Moselle et maréchal-de-camp. Bien moins célèbre que Vauban, dont il fut le successeur, il donna pourtant une extension remarquable à l'art de la fortification. Son nom est une autorité dans toute question relative non-seulement à la fortification, mais encore à l'attaque et à la défense des places. Il fit plusieurs sièges, de 1713 à 1745, et perfectionna, tout en la régénérant, l'arme du génie, dont Vauban, qui proposa en 1669 la création des sapeurs, peut être considéré comme le fondateur.

Cormontaigne osa le premier rectifier Vauban : malgré la jalousie de ses contemporains, ses idées furent généralement admises. Il fit prévaloir le tracé à grandes demi-lunes que « le grand preneur de places de Louis XIV » avait adopté à la fin de sa carrière; il construisit à Metz, en 1728, la *double couronne de Moselle*, et en 1733 celle de *Belle-Croix* : à Thionville le *couronné d'Yutz*, et au château de Bitché des ouvrages importants qui en ont fait une place digne de devenir la citadelle d'une place de premier ordre, dont il avait formé le projet. Dans la double couronne de Belle-Croix, il approcha le plus de ce qu'il appelle le *bon modèle*, c'est-à-dire le tracé type qu'il donna peu de temps avant sa mort. Il a laissé de nombreux mémoires qui ont transpiré par extraits, soit de son vivant, soit après lui, sous différentes formes : on les a réunis en corps d'ouvrage : nous n'en citerons qu'un seul, où ses principes pour la construction des places sont résumés succinctement. Il est intitulé : *Mémorial pour la fortification permanente et passagère*. Paris, 1809<sup>(1)</sup>. »

Le corps du génie, dont il est question dans les lignes, ci-dessus, autre création du gouvernement de Louis XIV, comptait à la fin du règne, quatre compagnies de mineurs, autant de sapeurs et environ 300 ingénieurs <sup>(2)</sup> divisés en trois catégories, les directeurs de fortifications, les ingénieurs-chefs, les ingénieurs, sans compter les candidats et les trésoriers. Un directeur général des fortifications de terre et de mer, ne relevant que du roi, était à la tête du corps et en temps de guerre il disposait encore d'un grand nombre d'ingénieurs volontaires

(1) *De la Barre-Duparcq*. De la fortification à l'usage des gens du monde; Paris 1844. Broch. in-8°, pages 45-51.

(2) Cormontaigne, dans son *Mémorial sur la fortification*, dit qu'il y avait 600 ingénieurs à la fin du règne de Louis XIV; mais le colonel Augoyat, qui a récemment publié dans le *Spectateur militaire* une série d'articles sur le *génie et les ingénieurs*, remarquables de science et d'exactitude, conteste le chiffre de Cormontaigne et donne celui que nous indiquons ci-dessus. Voir *Spectateur militaire* de 1857 et 1858.



appellera successivement les ouvriers et les licenciera ensuite dès qu'ils auront acquis l'habileté nécessaire.

Nous vous invitons, en conséquence, à mettre le nombre d'ouvriers ci-dessus désignés à la disposition de M. le major fédéral Stahel, dès qu'il vous en fera la demande et à l'époque qu'il vous indiquera. — Agréez, etc.

Berne, le 1<sup>er</sup> septembre 1870.

Tit. — Le Conseil fédéral suisse a pris la décision suivante : D'adresser une circulaire aux Cantons, les invitant à organiser au plus vite les cours de répétition ordinaires prévus par les plans d'instruction de l'année 1870, mais pour les troupes seulement qui n'ont pas pris part à l'occupation des frontières. »

En portant cette décision à votre connaissance, nous vous invitons à la mettre à exécution pour autant qu'elle concerne l'infanterie, et à nous adresser au plus vite de nouveaux plans d'instruction.

Quant aux armes spéciales, un nouveau tableau des écoles paraîtra incessamment. — Agréez, etc.

Berne, le 1<sup>er</sup> septembre 1870.

Tit. — Le Département se propose d'organiser encore, dans le courant de l'année, une seconde école centrale pour officiers d'état-major et vous prie, en conséquence, de lui indiquer au plus vite les noms des majors d'infanterie, nommés cette année, et qui n'ont encore assisté à aucune école semblable, afin que nous puissions prendre en temps et lieu les mesures préparatoires nécessaires. — Agréez, etc.

Le Chef du Département militaire fédéral,  
WELTI.

Divers journaux français rapportent que le prince de Joinville, le duc d'Aumale et le duc de Chartres, qui avaient, au début de la guerre, offert vainement leurs services comme officiers au gouvernement de l'empereur Napoléon III, sont rentrés à Paris le lendemain de la proclamation de la République et se sont immédiatement présentés chez le ministre des affaires étrangères pour lui demander d'être employés à la défense de la capitale. M. Jules Favre les aurait au contraire suppliés, au nom de l'union qui doit grouper tous les partis autour du drapeau de la République contre l'invasion étrangère, de ne pas rester en France où leur présence pourrait prêter à de fâcheuses interprétations. En conséquence les princes d'Orléans, patriotes avant tout, auraient repris tristement le chemin de l'exil.

**Italie.** — Ensuite de la chute du gouvernement impérial en France, suivant de près l'évacuation des Etats-Romains par le corps d'occupation français, et de l'agitation qui s'en est suivie en Italie, le gouvernement italien a aussitôt décidé l'occupation militaire des Etats-Romains et il vient de mettre en marche dans ce but une armée de 5 divisions, sous les ordres du général Cialdini. En même temps toute l'armée italienne de terre et de mer est, dit-on, mise sur pied de guerre.

**Austro-Hongrie.** — Depuis huit jours de grands armements sont ordonnés quoique encore avec quelque secret. On croit que le cabinet de Vienne a résolu une médiation armée entre les belligérants franco-prussiens, avec l'assentiment des autres grandes puissances.

En réponse à quelques récentes communications, la *Revue militaire suisse* doit rappeler que n'étant pas une entreprise de spéculation, elle ne reçoit pas d'annonces payantes.



Ces deux armées prirent la direction de Paris. Il était désirable que l'armée de Mac-Mahon, qu'elles devaient rencontrer sur leur route, acceptât la bataille. Le maréchal ne pouvait s'appuyer pour cela sur aucune forte position, mais il pouvait bien ou se replier jusque sous les forts de Paris ou tenter l'offensive pour délivrer Bazaine. Ces deux alternatives furent sans cesse présentes à l'esprit des deux armées en marche; la cavalerie fut poussée en avant pour veiller de près aux mouvements de l'ennemi. Jusqu'au 24 août, celui-ci resta dans le camp de Châlons, tandis que les deux armées prussiennes, marchant directement de Metz sur Châlons, arrivaient sur la ligne de Clermont à Vitry sans être arrêtées par la place de Verdun. Leur concentration en avant était déjà commencée en vue de l'attaque de Châlons, quand leur arrivèrent, le 25, les premiers indices d'un mouvement d'évacuation de l'ennemi. Bientôt sa marche sur Reims fut annoncée. De là il pouvait espérer de délivrer Metz en s'avancant par l'étroit espace entre la frontière belge et la droite de l'armée du prince royal de Saxe. Une telle tentative était certainement d'un caractère douteux, si du côté des Prussiens les mesures convenables étaient immédiatement prises. Aussi, déjà dans la nuit du 25 au 26, la marche sur Châlons fut suspendue, et le 26 commencèrent les mouvements de changement de front de l'ouest vers le nord des 8  $\frac{1}{2}$  corps d'armée; en même temps ils s'avancèrent aussitôt dans cette dernière direction, afin de gagner du terrain sur la marche de flanc ennemie. La nature de la forêt de l'Argonne, qu'il fallait traverser, augmenta encore les difficultés déjà grandes de ce mouvement.

Il fallait encore veiller non-seulement à empêcher à l'armée de Mac-Mahon l'accès de Metz, mais aussi le retour sur Paris; de sorte qu'il ne resterait plus au maréchal français que d'accepter la bataille dans de fort mauvaises conditions ou de se réfugier sur le territoire belge. Comme le corps Vinoy n'était pas encore en ligne, les forces françaises ne comptaient qu'environ 120 mille hommes; la supériorité d'effectif de l'armée prussienne était donc considérable, et les difficultés ne consistaient qu'à la faire arriver à temps de distances assez grandes. En attendant, l'armée française essaya d'effectuer son mouvement de flanc. Le 29, ses divers corps tenaient les deux routes de Le Chêne à Stenay, sur chacune d'elles deux corps échelonnés l'un derrière l'autre.

Le même jour les troupes allemandes se portèrent aussi des abords occidentaux de Grandpré à Stenay, et les avant-gardes se trouvèrent en présence de l'ennemi; celle du corps saxon eut un engagement à Nouart, point le plus avancé vers l'est qu'eût atteint l'armée française. Le mouvement projeté par celle-ci devenait impossible; elle était obligée de se battre, et cela dans des conditions telles qu'un revers la rejetait sur la frontière belge. Elle n'avait plus qu'à choisir son terrain de combat soit sur la rive gauche de la Meuse, soit sur la rive droite en s'appuyant à la place forte de Sedan. Elle se décida pour cette dernière alternative et commença, le 30 août, à se replier sur la rive droite de la Meuse. Dans les entrefaites son aile gauche fut atteinte, à Beaumont, par les troupes du prince royal de Saxe; l'arrière-garde française fut surprise, le corps chargé de la soutenir fut délogé de ses fortes positions et souffrit de grandes pertes au passage de la rivière vers Mouzon. Plus de 30 canons et de 5 mille hommes lui furent capturés. Une brigade bavaroise participa au combat sur ce point, tandis que d'autres troupes du même premier corps bavarois refoulaient, aussi à ce moment, vers Bazeilles, l'arrière-garde de la droite ennemie.

Par les combats du 30 août, la catastrophe de l'armée française du nord était toute préparée. Elle avait dû évacuer Mouzon le soir du 30, après une vive canonnade contre le 4<sup>e</sup> corps prussien et une partie du corps bavarois. Le gros de l'armée allemande se trouvait, le 30, encore sur la rive gauche; cependant l'armée du prince de Saxe avait déjà franchi la Meuse et s'était avancée par Mouzon sur Carignan et sur Sedan. Des troupes de la 5<sup>e</sup> armée, le 1<sup>er</sup> corps bavarois marcha, le 31, par Raucourt et Remilly; le 11<sup>e</sup> corps prussien s'avança, des positions prises

la veille, vers Stonne sur Chémery et Chevenge, avec la tâche de s'arrêter sur la rive gauche de la Meuse et de camper en face de la petite ville de Donchéry, sur la rive droite; le 5<sup>e</sup> corps prussien suivit le 11<sup>e</sup>; le 2<sup>e</sup> bavarois le 1<sup>er</sup> corps bavarois; les Wurtembergeois s'avancèrent également sur la Meuse par Vendresse et Boutencourt. Les lignes de marche de la 3<sup>e</sup> armée convergeaient ainsi vers la place de Sedan, sous les murs de laquelle s'était concentrée l'armée française du nord. Il s'agissait d'enserrer l'ennemi dans cette position et de le forcer soit à se rendre, soit à s'enfuir sur le territoire belge. Comme cette dernière éventualité n'était pas tenue pour impossible, l'ordre du jour du 30 prescrivit expressément que les troupes allemandes suivraient sans relâche les corps français au cas où, arrivés en Belgique, ils n'y seraient pas immédiatement désarmés.

Le 31 se passa sans aucune rencontre importante. Seulement vers Remilly le 1<sup>er</sup> corps bavarois s'engagea avec l'ennemi, l'en délogea dans l'après-midi après une canonnade prolongée et s'avança sur la Meuse. Cette partie des opérations, qui couronnait celles du 31, fut suivie par le prince royal et par tout son état-major, depuis une hauteur immédiatement en arrière de l'église de Stonne. A 9 heures du matin S. A. R. y arriva du camp de Pierremont. De ce point d'observation on découvrait assez bien la vallée de Remilly. Tout d'abord le terrain montueux sur lequel est situé Stonne s'abaisse en vertes prairies; plus en avant s'étend une plaine coupée par un bois allongé et à la lisière extérieure duquel passe la route de Remilly en profonde chaussée. Après le combat de Remilly, le prince royal se rendit à Chémery, où il prit son quartier pour la nuit.

Le 11<sup>e</sup> corps et les Wurtembergeois avaient pu exécuter sans difficulté les ordres donnés pour cette journée. Le 5<sup>e</sup> corps, qui prit sa route par Chémery et qui défila dans ce village devant le commandant en chef, resta jusqu'au soir en arrière-garde. C'est ainsi que les dispositions tactiques furent prises pour que les troupes allemandes fussent prêtes à jeter leurs ponts sur la Meuse et à marcher à l'attaque. Comme l'armée du prince de Saxe s'était rangée sur la rive droite, de manière à pouvoir donner les premiers coups d'offensive contre Sedan, et comme les portions de cette armée encore sur la rive gauche, la garde entr'autres, se tenaient prêts à effectuer le passage, on pouvait considérer comme terminé, déjà le 31 au soir, le placement des troupes pour la bataille.

Le plan avait été d'abord de ne livrer la bataille décisive que le 2 septembre, parce qu'il paraissait désirable de laisser un jour de repos aux troupes de l'armée saxonne après leurs marches forcées du 30 et du 31 août. Mais à la suite d'une longue conférence entre S. M. le roi et le prince royal, assistés des généraux Moltke et Blumenthal, qui eut lieu le 31, entre 5 et 6 heures du soir, sur la route de Vendresse par Chémery, il fut arrêté que l'attaque de Sedan et du front français, entre la Meuse et les Ardennes, aurait lieu déjà le jour suivant. Le 1<sup>er</sup> septembre, à 4 heures du matin, le prince de Saxe reçut ses ordres en conséquence. A 5 heures du matin le feu devait être ouvert.

Notre ligne de bataille était formée comme suit: A l'aile droite l'armée du prince royal de Saxe; le 12<sup>e</sup> corps formait l'avant-garde, ayant derrière lui le 4<sup>e</sup> corps, puis la garde, enfin la 4<sup>e</sup> division de cavalerie avec arrière-garde, à Revilly. Pour autant que ces troupes avaient encore la Meuse à passer, Douzy, sur la rive gauche, leur fut assigné comme tête de pont. Par là l'armée saxonne se reliait à gauche au 1<sup>er</sup> corps bavarois, suivi du 2<sup>e</sup>, qui jeta son pont à la hauteur du village de Bazeilles; le 11<sup>e</sup> corps prussien avait, pendant la nuit, amené ses pontons à un millier de pas en aval de Donchéry, et à peu de distance le 5<sup>e</sup> corps passa aussi la Meuse sur un second pont; encore plus à l'ouest le village de Dom-le-Mesnil, les Wurtembergeois. Le 6<sup>e</sup> corps resta entre Attigny et Le Chêne.

En face de ces troupes se trouvaient, du côté des Français,







née, s'était tenu sur une montagne à droite des hauteurs devant Donchéry. Comme le drapeau blanc parlementaire ne se montrait pas encore sur la tour de Sedan, le feu fut ordonné pour 4  $\frac{1}{2}$  heures. Des batteries bavaroises l'ouvrirent au bout d'un quart d'heure. Un obus incendiaire mit en feu un magasin, après quoi l'ennemi entama des négociations. Le prince royal était encore auprès du roi, quand celui-ci reçut la première nouvelle que l'empereur Napoléon se trouvait avec la garnison de Sedan. Ce fait démontrait évidemment que non-seulement la plus grande partie de l'armée française se trouvait détruite mais qu'en même temps la guerre franco-prussienne venait, après ces douze heures de combat, d'être décidément tranchée en notre faveur.

Le soir un parlementaire prussien, lieutenant-colonel de Bronsart, remit au roi une lettre de la main de l'empereur des Français, dès lors prisonnier de guerre. Elle ne portait que ces quelques mots : « Comme je n'ai pu mourir au milieu de mon armée, je rends mon épée à Votre Majesté. » Il est de fait que Napoléon, quand il reconnut la tournure définitive de la bataille, s'offrit pendant quatre heures au feu des obus qui pleuvaient sur le village d'Iges. L'empereur resta la nuit à Sedan, la capitulation sera terminée aujourd'hui.

---

### *Rapport général sur la bataille de Sedan.*

Pour le 31 août, S. M. le roi avait ordonné que le détachement d'armée du prince royal de Saxe s'efforcerait d'empêcher le mouvement à l'est de l'aile gauche ennemie, entre la frontière belge et la Meuse.

La 3<sup>e</sup> armée, sous le commandement du prince royal de Prusse, devait continuer sa marche en avant, attaquer l'ennemi s'il prenait position de ce côté-ci de la Meuse et opérer en même temps contre son front et contre sa droite, de telle sorte qu'il fût refoulé dans l'étroit espace entre la Meuse et la Belgique.

Toujours en proche contact avec l'ennemi, on était au clair sur son compte.

En sortant de Remilly, l'artillerie du 1<sup>er</sup> corps bavarois avait eu l'occasion de canonner efficacement les troupes françaises se repliant sur Sedan. Cette retraite devint de plus en plus précipitée et finalement on vit de fortes colonnes s'enfuir en complet désordre et en laissant derrière elles tout leur bagage.

Dans de telles circonstances il parut possible que si l'ennemi continuait sa fuite pendant la nuit, il échappât au grand résultat espéré pour le jour suivant. Mais cela pouvait être encore empêché. En conséquence, S. M. le roi ordonna que dans la nuit même du 31 au 1<sup>er</sup>, la Meuse serait franchie par 1  $\frac{1}{2}$  corps à Donchéry et à Dom-le-Mesnil, pour engager l'action au point du jour et sur un front étendu contre la route Sedan-Mézières. Le prince royal de Saxe fut informé aussitôt de la chose. Jetons d'abord un coup d'œil sur la position des corps le soir du 31 août et dans la nuit.

Le détachement d'armée de S. A. R. le prince royal de Saxe tenait l'aile droite comme suit :

La garde vers Carignan, sur la rive droite du Chiers.

Le 12<sup>e</sup> corps vers Mairy. Les avant-gardes de ces deux corps faisaient front à l'ouest et au nord; elles se trouvaient en avant de Pouru-aux-Bois jusqu'à Pouru-St-Rémy et de la Foulérie à Douzy. Des patrouilles, cotoyant l'ennemi, s'étendaient jusqu'à Franchevalle; on savait un camp français vers Villers-Cernay.

Le 4<sup>e</sup> corps sur la rive gauche de la Meuse vers Sedan.

La 3<sup>e</sup> armée avait ses forces comme suit, le soir du 31 :

Le 1<sup>er</sup> corps bavarois vers Remilly; le 2<sup>e</sup> vers Raucourt; le 4<sup>e</sup> corps vers Chéhery; le 11<sup>e</sup> vers Donchéry; la division wurtembergeoise vers Boutancourt.

Le 6<sup>e</sup> corps ne put atteindre qu'Attigny et Semuy. Il était cependant prêt, et l'ennemi voulait tenter réellement une retraite de nuit, à lui barrer le passage en se portant plus loin à l'ouest.

C'est dans cette position que la 3<sup>e</sup> armée reçut du roi l'important ordre sus-indiqué, et pour s'y conformer la division wurtembergeoise fut chargée d'établir immédiatement un pont vers Dom-le-Mesnil et de commencer le passage de la Meuse encore dans la nuit.

Le 11<sup>e</sup> corps avait déjà jeté deux ponts à Donchéry le soir du 31. Au point du jour il se trouva sur la rive droite.

D'après les directions données par le roi pour les opérations des deux armées, le prince royal de Saxe avait ordonné à peu près ce qui suit :

« Donner immédiatement l'alarme à tous les corps. Le 12<sup>e</sup> et la garde marcheront en avant à 5 heures du matin, en trois colonnes, dès Douzy, Pouru-St-Rémy, Pouru-aux-Bois, et se porteront sur la ligne La Moncelle-Givonne. La 7<sup>e</sup> division reste en réserve vers Mairy. La 8<sup>e</sup> division et l'artillerie du 4<sup>e</sup> corps se porteront sur Bazeilles à l'appui du 1<sup>er</sup> corps bavarois. »

De son côté le prince royal de Prusse avait ordonné les mesures suivantes à la 3<sup>e</sup> armée :

Le 1<sup>er</sup> corps bavarois s'avance sur Remilly au-delà de la Meuse et attaque Bazeilles. Le 2<sup>e</sup> corps bavarois sur Vadelincourt et Frénois. Le 11<sup>e</sup> corps par Brigne-aux-Bois sur St-Monges. Le 5<sup>e</sup> corps et la 4<sup>e</sup> division de cavalerie suivent le mouvement du 11<sup>e</sup>. La division wurtembergeoise reste vers Donchéry comme réserve disponible et pour observer la direction de Mézières.

#### Bataille du 1<sup>er</sup> septembre.

Au point du jour S. M. le roi se porta de Vendresse à Frénois à l'ouest de Sedan et s'établit sur la hauteur au sud de ce village et immédiatement à l'est de la chaussée.

Déjà depuis 6 heures du matin on entendait la canonnade à l'est vers Bazeilles. Le 1<sup>er</sup> corps bavarois y avait engagé le combat de bonne heure pour y maintenir l'ennemi. Le 11<sup>e</sup> corps à l'extrême gauche vers Brigne-aux-Bois n'était pas encore engagé. Ainsi il devenait évident que l'ennemi s'était décidé non plus à continuer sa marche sur Mézières, mais à accepter la bataille à Sedan. A ce moment la marche sur Mézières ne paraissait plus réalisable. Il lui était encore possible peut-être de s'enfuir à la débandade sur le territoire belge. Le commandement supérieur de l'armée française prit cependant l'honorable résolution de renoncer à ce moyen de salut et de lui préférer le combat.

Par la supériorité des armées allemandes et par la direction de marche donnée à quelques-uns de leurs corps, l'armée française n'aurait d'ailleurs plus eu que quelques heures pour tenter sa fuite à travers la frontière belge et pour échapper à l'inouïe catastrophe qui se préparait.

Voyons comment celle-ci s'effectua.

A Bazeilles le 1<sup>er</sup> corps bavarois rencontra une très vive résistance. Pour appuyer son aile gauche la division Walter du 2<sup>e</sup> corps dut aussi passer la Meuse et livrer un combat acharné où de part et d'autre une grande bravoure fut déployée. A la suite de cette action soutenue l'ennemi fut rejeté, dans le cours de la journée, de Bazeilles et de Balan sur Sedan.

En même temps, le prince royal de Saxe avait engagé ses têtes de colonnes déjà à 6 <sup>1</sup>/<sub>2</sub> heures du matin vers Lamécourt et La Moncelle. Contre elles, le 1<sup>er</sup> corps français occupait solidement les villages de Montvilliers, La Moncelle, Daigny ainsi que les hauteurs à l'est de cette dernière localité. La 24<sup>e</sup> division parvint à refouler l'ennemi de manière à pouvoir effectuer un déploiement entre

**La Moncelle et Daigny** Elle se mit bientôt, à l'aile gauche, en contact avec le 1<sup>er</sup> corps bavarois. Mais le 1<sup>er</sup> corps français prit l'offensive contre cette division.

Un feu très vif d'artillerie et de mitrailleuses s'engagea. Plusieurs attaques vigoureuses furent repoussées ; à 10 heures cependant elles cessèrent et la 23<sup>e</sup> division, entrant alors en ligne, put arracher La Moncelle à l'ennemi.

La garde, qui avait le plus long chemin à parcourir, arriva à 8 heures vers Villers-Cernay ; elle y trouva le 12<sup>e</sup> corps déjà en bonne situation, et reçut l'ordre de remonter la vallée vers Fleigneux aussitôt que le terrain Givonne-Daigny serait gagné. Le 12<sup>e</sup> corps devait se joindre à ce mouvement en appuyant à gauche.

Déjà vers les 9 heures, quelques batteries de gauche de la garde entrèrent en activité vers Villers-Cernay, tandis qu'à la droite l'artillerie du corps appuyait la marche de la 1<sup>re</sup> division de la garde sur Givonne, puis plus tard sur Illy. La 2<sup>e</sup> division de la garde se dirigea, vers 11 heures, sur Daigny et Hoybes.

Daigny même fut enlevé à midi par le 12<sup>e</sup> corps. La 23<sup>e</sup> division de ce corps remonta alors la vallée et délogea l'ennemi de ses fortes positions, pendant que la garde, en marche sur Illy, tournait toujours plus son flanc. La trouée laissée là par le corps bavarois fut remplie par la 8<sup>e</sup> division.

Toutes les batteries disponibles furent établies sur les hauteurs enlevées ; environ 100 pièces purent être mises ici en activité sur la droite.

A 3 heures la garde se relia avec le 5<sup>e</sup> corps vers Illy.

Parlons maintenant des corps de cette aile gauche des armées allemandes.

Nous avons dit que le 11<sup>e</sup> corps était vers Briancourt, suivi du 5<sup>e</sup> corps et de la 4<sup>e</sup> division de cavalerie. Le prince royal de Prusse leur a donné la direction sur St-Monges. Là-même, à 8 heures  $\frac{3}{4}$ , l'avant-garde du 11<sup>e</sup> corps s'engage avec l'ennemi qui avait pris position sur la gauche du ruisseau, au sud-est du village. Le combat fut court mais très ardent ; l'ennemi finit par évacuer Monges pour se replier sur une forte position entre Floing et Illy. Il s'y était établi sur une crête se prolongeant vers l'ouest et de manière à parer efficacement à une attaque à revers venant du nord.

Dans cette seule prévision, la position était très bonne. Mais à ce moment déjà l'ennemi pouvait constater qu'il était pressé de tous côtés et bientôt cerné. Il reçut les feux de flanc et de revers de batteries bavaroises sur la rive gauche de la Meuse, au nord et à l'est de Frénois. En outre l'artillerie du 11<sup>e</sup> corps, fort bien dirigée en vue d'enlever ces hauteurs, mit deux batteries de tête en position au nord de Floing, à droite et à gauche d'un jardin entouré de murs où le 5<sup>e</sup> corps vint la soutenir. Celui-ci avait envoyé son artillerie en avant et il franchit le ruisseau vers Fleigneux. Au sud de ce village, les batteries prirent leur première position pour battre les lignes ennemies. Vers 11 heures, toute cette portion du front ouvrit une violente canonnade qui se soutint pendant plusieurs heures sans interruption.

Aux environs d'une heure après midi, l'infanterie du 11<sup>e</sup> corps, et la 19<sup>e</sup> brigade, de l'aile droite du 5<sup>e</sup> corps, s'avancèrent à l'attaque de Floing.

L'ennemi s'y défendit avec le courage du désespoir. Malgré cela l'infanterie allemande, énergiquement soutenue par les batteries, parvint à enlever le terrain de Floing.

Plusieurs retours offensifs, particulièrement de la cavalerie, dont l'extrême danger ne faisait qu'accroître l'ardeur, vinrent se briser contre le calme inébranlable des bataillons du 11<sup>e</sup> corps et de détachements du 5<sup>e</sup> corps venant à leur aide. Partie en ligne, partie en carrés, ils repoussèrent toutes les charges par des feux tranquilles et bien ajustés, qui couchèrent à terre la plus grande partie des assaillants et rejetèrent la main sur Sedan.

Le combat de ces deux corps fut conduit par le lieutenant-général Kirchbach. depuis la grave blessure du commandant intérimaire du 11<sup>e</sup> corps (lieut.-général v. Gersdorff, mort depuis, et qui avait remplacé le lieut.-général Bose, grièvement blessé lui-même devant Metz).

Après la fuite de sa cavalerie, l'infanterie française ne tint plus, et à 3 heures après midi l'ennemi était en plusieurs points en pleine retraite sur Sedan.

Dans les entrefaites, le 5<sup>e</sup> corps avait efficacement préparé de son artillerie l'attaque générale des hauteurs et du village. Il fut encore convenablement secondé par une 3<sup>e</sup> batterie de gros calibre du 11<sup>e</sup> corps, qui prit position à l'est du village de Floing.

Tout autour des hauteurs au sud d'Illy et des parcelles de bois environnantes s'engagea une vive action qui se maintint jusque vers 3 heures. A ce moment l'ennemi dut aussi se mettre en retraite sur Sedan par le bois de la Garenne. L'armée française se trouvait alors complètement cernée.

De tous côtés s'avancèrent les colonnes prussiennes à l'assaut en refoulant devant elles ou capturant de nombreux détachements ennemis dispersés ça et là et dont beaucoup mirent bas les armes sans plus de résistance.

Le détachement d'armée de S. A. le prince royal de Saxe captura 11 mille prisonniers pendant la bataille et en outre 25 canons, 7 mitrailleuses, 2 drapeaux et une aigle ; le 5<sup>e</sup> et le 11<sup>e</sup> corps en remirent plus de 10 mille hommes.

Si l'on compte encore les prisonniers faits par les troupes bavaoises, le chiffre total des hommes tombés entre nos mains pendant la bataille s'élève à environ 25 mille hommes.

La position ennemie faisait, dans l'origine, front vers l'est. De bonne heure le matin le maréchal Mac Mahon avait été grièvement blessé par un des premiers obus. Son successeur avait essayé de faire front vers l'ouest et de s'y faire jour. Vers midi, le général Wimpffen prit le commandement et essaya encore une fois une trouée dans la direction de l'est, ce qui amena un nouveau et vif combat contre les Bavaois, dont ceux-ci sortirent vainqueurs.

Les pertes de l'ennemi, notamment par notre artillerie, furent très considérables ; les nôtres, au contraire, très minimales comparativement aux batailles antérieures. Le feu concentrique de 400 à 500 pièces qui battait l'armée française fut soutenu longtemps par elle avec grande bravoure, mais enfin il la rejeta en complet désordre dans la place. L'empereur lui-même se trouvait au milieu des troupes pendant l'action ; dans les premières heures de l'après-midi, il se retira dans la forteresse de Sedan, et de là envoya le général Reille au roi avec une lettre par laquelle il lui offrait son épée, ce qui fut accepté.

Pendant ce temps, la canonnade avait cessé sur toute la ligne. Toutes les hauteurs environnant la place de Sedan étaient aux mains de nos troupes. Complètement cernée par une force double et sans possibilité ni de se frayer un chemin ni de continuer plus longtemps la résistance, l'armée française n'avait plus qu'à entamer des négociations de capitulation. Elles eurent lieu pendant la nuit à Donchéry ; les Prussiens fixèrent les conditions auxquelles la reddition aurait lieu, sinon l'attaque recommencerait le lendemain matin.

Après que l'empereur Napoléon se fut rendu de bonne heure, le 2, à nos avant-postes, les conditions de la capitulation furent signées vers midi, au château de Bellevue près Frénois entre le général Moltke et le commandant en chef de l'armée française, conditions d'après lesquelles l'armée française rendait la place de Sedan et se constituait prisonnière de guerre. Les détails d'exécution furent ordonnés avec tous les égards que méritait de la part du vainqueur une brave et malheureuse armée.

Outre les 25 mille prisonniers faits pendant la bataille, 83 mille hommes tom-

bèrent entre nos mains par cette capitulation. Dans et autour de Sedan on recueillit encore 14 mille blessés français.

Plus de 400 pièces de campagne, dont 70 mitrailleuses, 184 pièces de siège et un énorme matériel de guerre restèrent aux vainqueurs. Environ 5 mille hommes seulement réussirent à s'échapper en Belgique. Si l'on compte aussi les pertes de la bataille de Beaumont le 30 août, il se trouve que l'armée de Mac Mahon s'élevait à près de 150 mille hommes. En trois jours cette armée avait cessé d'exister.

---

Lettre du roi Guillaume à la reine Augusta, à Berlin :

*Vendresse, au sud de Sedan, le 3 septembre 1870.*

« Tu connais maintenant par mes trois télégrammes toute l'étendue des grands événements historiques qui se sont accomplis ! C'est comme un rêve, lors même qu'on les a vus se dérouler heure par heure !

« Quand je pense qu'après une grande guerre heureuse je ne pouvais rien attendre de plus glorieux pendant mon règne, et qu'aujourd'hui pourtant je vois s'accomplir de tels faits historiques, je m'incline devant Dieu, qui seul nous a élus, moi, mon armée et mes alliés, pour exécuter ce qui vient d'être fait, et nous a choisis comme instruments de Sa volonté. Ce n'est qu'ainsi que je puis comprendre cette œuvre, pour rendre grâce humblement à Dieu qui nous conduit et à sa bonté.

« Voici maintenant un tableau sommaire de la bataille et de ses résultats :

« L'armée, le 31 au soir et le 1<sup>er</sup> au matin, avait pris les positions qui lui étaient prescrites autour de Sedan. Les Bavares formaient l'aile droite à Bazeilles, sur la Meuse ; près d'eux, les Saxons étaient du côté de Moncelle et Daigny ; la garde, encore en marche, s'avancait sur Givonne ; le 5<sup>e</sup> et le 11<sup>e</sup> corps se tenaient vers Saint-Menges et Fleigneux ; comme la Meuse fait en cet endroit une forte courbure, aucun corps n'avait été placé entre Saint-Menges et Donchery, mais le lieu était occupé par les Wurtembergeois qui couvraient en même temps nos derrières contre les attaques du côté de Mézières. La division de cavalerie du comte Stolberg formait l'aile droite dans la plaine de Donchery. Sur le front, vers Sedan, était le reste des Bavares.

« Le combat commença de bonne heure, à Bazeilles, malgré un épais brouillard, et peu à peu la lutte devint très vive ; il fallut prendre chaque maison l'une après l'autre ; ce combat dura presque toute la journée, et la division Schœler, d'Erfurth (de la réserve, 4<sup>e</sup> corps), dut y prendre part. Lorsque, vers huit heures, j'arrivai sur le front devant Sedan, la grande batterie venait de commencer son feu contre les ouvrages de la place. Sur tous les points, alors, se développa un violent combat d'artillerie, prolongé pendant plusieurs heures, et durant lequel nos troupes gagnaient pied à pied du terrain. Les bourgs nommés plus haut furent pris.

« De profondes coupures de terrain garnies de bois rendaient la marche de notre infanterie difficile et favorisaient la défense. Les bourgs d'Illy et de Floing furent pris ; le cercle de feu se resserra de plus en plus autour de Sedan. Le spectacle était grandiose, vu de notre position sur une hauteur dominante, derrière la grande batterie, à droite et en avant du bourg Frenois, au-dessus de Saint Forcy. La vive résistance de l'ennemi commençait peu à peu à mollir, ce que nous pouvions reconnaître en voyant des bataillons débandés se replier précipitamment hors des bois et des villages. La cavalerie française essaya une attaque contre quelques bataillons de notre 5<sup>e</sup> corps, qui conservèrent une attitude excellente ; cette cavalerie passa au galop dans les intervalles de nos bataillons et revint par le même chemin ; charge qui fut renouvelée trois fois par différents régiments ; aussi le



champ de bataille était-il semé de cadavres d'hommes et de chevaux, comme nous pouvions, de notre point de vue, l'apercevoir distinctement. Je n'ai pu encore savoir le numéro du brave régiment auquel appartiennent ces bataillons.

« Sur plusieurs points la retraite de l'ennemi était devenue une déroute ; infanterie, cavalerie, artillerie, tout se pressait pêle-mêle dans la ville et ses plus proches environs, mais aucun signe encore ne paraissait indiquer que l'ennemi songeât à sortir par une capitulation de cette situation désespérée, il ne restait donc qu'à faire bombarder la ville par la grande batterie. Au bout de 20 minutes environ, le feu avait déjà pris en beaucoup d'endroits, ce qui, avec plusieurs villages qui étaient en flammes sur toute l'étendue du champ de bataille, produisait une terrible impression.

« Je fis alors cesser la canonnade et j'envoyai en parlementaire avec le drapeau blanc le lieutenant-colonel de Bronsart de l'état-major général proposer la capitulation à l'armée et à la place ; chemin faisant, il rencontra un officier bavarois qui venait m'annoncer qu'un parlementaire français avec le drapeau blanc s'était montré à la porte de la ville. Le lieutenant-colonel de Bronsart fut introduit dans la place, et, comme il demandait le général *en chef*, on le conduisit, à sa grande surprise, devant l'empereur, qui voulut lui remettre immédiatement une lettre pour moi. L'empereur demanda au lieutenant-colonel de quelle mission il était chargé ; sur la réponse qui lui fut faite : « sommer la place et l'armée de se rendre, » il dit à notre parlementaire qu'il devait s'adresser pour cela au général de Wimpffen, lequel venait de prendre le commandement à la place de Mac-Mahon, blessé, — et que lui-même il allait envoyer vers moi, avec sa lettre, son adjudant-général Reille.

« Il était 7 heures, lorsque Reille et Bronsart arrivèrent près de moi ; ce dernier précédait un peu l'envoyé français, et c'est seulement par lui que j'appris avec certitude que l'empereur était dans la place. Tu peux juger de l'impression que cela produisit sur moi avant tout et par-dessus tout ! Reille sauta à bas de son cheval et me remit la lettre de son empereur, ajoutant qu'il n'avait pas d'autre mission. Avant d'ouvrir la lettre, je lui dis : « Mais je demande comme première condition que l'armée mette bas les armes. » La lettre commençait ainsi : *N'ayant pas pu mourir à la tête de mes troupes, je dépose mon épée à Votre Majesté, s'en remettant pour tout le reste à ma disposition.*

« Ma réponse fut qu'une rencontre de cette sorte entre nous m'était pénible, et que je désirais l'envoi d'un plénipotentiaire avec lequel la capitulation serait conclue. Après que j'eus remis la lettre au général Reille, je lui adressai quelques paroles comme à une ancienne connaissance, et ainsi se termina cet épisode. Je fondai de pouvoir Moltke comme négociateur de la capitulation, et je prescrivis à Bismarck d'être là, pour le cas où des questions politiques seraient à traiter ; ensuite je gagnai à cheval ma voiture et me fis conduire ici, salué sur toute la route d'un ouragan de hurrahs par le train qui s'avancait ; l'hymne national se faisait entendre de toutes parts. C'était saisissant ! Partout on avait allumé les lumières, en sorte que, par instant, je traversais une illumination improvisée. A 11 heures j'arrivai ici, et, avec mon entourage, je portai la santé de l'armée qui venait d'obtenir en combattant un tel succès.

« Le matin du 2, n'ayant encore reçu aucun avis de Moltke au sujet des négociations qui devaient avoir lieu à Donchery pour la capitulation, je me rendis, comme il était convenu, sur le champ de bataille, vers 8 heures, et rencontrai Moltke qui venait au devant de moi pour avoir mon consentement à la capitulation proposée ; en même temps il m'annonça que l'empereur avait quitté Sedan le matin, à 5 heures, et s'était rendu aussi lui à Donchery. Comme Napoléon désirait me parler et qu'un petit château avec parc se trouvait à proximité, je choisis ce lieu pour nous y rencontrer. A 10 heures j'allai sur la hauteur devant Sedan ;

à midi, Moltke et Bismarck arrivèrent avec la capitulation signée ; à 1 heure, je m'acheminai avec Fritz, accompagné de l'escorte de cavalerie de l'état-major, et je descendis au château, où l'empereur vint à ma rencontre. La visite dura un quart d'heure ; nous étions tous les deux très émus de nous revoir ainsi. — Tout ce que j'éprouvais en ce moment, après avoir vu il y a trois ans Napoléon au faite de sa puissance, ne peut s'exprimer.

« Après cette entrevue, de 2 heures et demie à 7 heures et demie, je parcourus à cheval le campement de toute l'armée devant Sedan.

« L'accueil des troupes, mon impression en revoyant le corps de la garde décimé, tout cela je ne puis aujourd'hui te le décrire ; j'ai été profondément touché par tant de témoignages d'amour et de dévouement.

« Maintenant je te dis adieu, le cœur ému, en finissant une telle lettre.

« GUILLAUME. »

Le chancelier fédéral, comte de Bismarck, a adressé au roi Guillaume le rapport qui suit :

Donchery, 2 septembre 1870.

« Sur l'ordre de V. M., je me suis rendu ici hier soir pour prendre part aux négociations relatives à la capitulation. La conférence sur ce sujet dura jusqu'à près de 1 heure de la nuit et fut alors suspendue sur la demande du général de Wimpffen, qui désirait avoir le temps de la réflexion. Mais, en consentant à cette suspension, le général de Moltke avait déclaré catégoriquement qu'aucune autre condition ne serait accordée que de mettre bas les armes, et qu'à 9 heures du matin le bombardement recommencerait si la capitulation d'ici là n'était pas conclue.

« Ce matin, vers six heures, me fut annoncé le général Reille ; il m'informa que l'empereur désirait me voir et se trouvait déjà sur la route qui mène de Sedan ici. Le général retourna immédiatement avertir S. M. que je le suivais. Bientôt après, je me trouvai en présence de l'empereur, à moitié chemin entre Sedan et ici, dans les environs de Frénois. S. M. était dans une voiture découverte, avec trois officiers supérieurs ; plusieurs autres l'escortaient à cheval. Parmi ces derniers m'étaient connus personnellement les généraux Castelnau, Reille, de la Moscowa, qui paraissait blessé au pied, et Waubert. En arrivant auprès de la voiture, je descendis de cheval, m'approchai de la portière, du côté de l'empereur, et demandai les ordres de S. M.

« L'empereur exprima tout d'abord le désir de voir V. M. qu'il supposait être aussi à Donchery. Lorsque je lui eus appris que le quartier-général de V. M. se trouvait en ce moment à une distance de 3 milles, à Vendresse, l'empereur me demanda si V. M. avait fixé un lieu où il pût se rendre tout de suite, — et, éventuellement, quel était mon avis à cet égard. Je lui répondis que là-dessus je ne pouvais avoir aucune idée précise, vu que la contrée m'était inconnue, et je mis à sa disposition la maison occupée par moi à Donchery, que j'aurais aussitôt évacuée. L'empereur, acceptant mon offre, se fit mener au pas vers Donchery ; mais il s'arrêta, à quelques centaines de pas du pont sur la Meuse qui conduit à la ville, devant une maison d'ouvrier abandonnée par ses habitants, et me demanda s'il ne pouvait descendre là. Je fis visiter la maison par le conseiller de légation, comte Bismarck-Bohlen, qui m'avait suivi ; lorsque celui-ci rapporta que ce logis était très pauvre et très étroit, mais qu'il ne s'y trouvait pas de blessés, l'empereur descendit de voiture et m'invita à le suivre dans l'intérieur de la maison. J'eus là, dans une très petite chambre, garnie pour tous meubles d'une table et de deux chaises, un entretien de près d'une heure avec l'empereur.

« S. M. se montrait désireuse par-dessus tout d'obtenir pour l'armée des conditions de capitulation plus favorables. Je m'excusai dès l'abord de ne pouvoir











# REVUE DES ARMES SPÉCIALES

Supplément mensuel de la REVUE MILITAIRE SUISSE, n° 18.

---

## Institutions militaires et progrès de l'art militaire sous Louis XIV. (1)

(Fin.)

En d'autres branches encore, d'un caractère moins spécial, le règne de Louis XIV réalisa de notables améliorations qui servirent de germes à bon nombre d'autres.

Le service en général, instruction, tenue, discipline, fut l'objet de soins constants pendant la paix. Si la tactique même se perfectionna peu, on pratiqua au moins celle en vigueur avec une parfaite aisance. Des exercices, des revues en grand nombre tenaient les forces militaires en haleine et toujours disponibles. Un vaste camp de manœuvre d'une soixantaine de mille hommes fut aussi réuni à Compiègne, en 1698, sous le commandement du maréchal Boufflers, et si à la vérité le luxe et l'étiquette monarchique y firent une nuisible invasion avec le roi et toute sa cour, sans oublier M<sup>me</sup> de Maintenon, (2) les troupes n'en furent pas moins rompues à la manœuvre, aux évolutions, aux soins de détail, à tout le service, et un premier exemple fort utile fut ainsi donné, qui porta plus tard d'excellents fruits dans divers pays de l'Europe, en Prusse surtout, ainsi qu'en France même.

La tenue ne pouvait manquer d'être également perfectionnée sous un tel régime et elle le fut en effet, mais avec plus d'apparat et de coquetterie que d'esprit pratique. L'habillement, qui était précédemment l'affaire des compagnies et des capitaines, devint celle des régiments et de l'Etat; il fut réglementé pour la forme, la couleur, l'ornementation dans tous les corps. C'est en ce sens qu'on a pu dire avec quelque exagération que Louis XIV fut le créateur de la tenue uniforme.

La hiérarchie reçut de nombreux compléments et fut assise sur des bases aussi solides que simples. La grande charge du colonel général de l'infanterie fut supprimée; le roi et son ministre de la guerre se mirent à sa place et se passèrent fort bien de cet intermédiaire.

Au haut de l'échelle se trouvaient les *maréchaux de France*, qui étaient au nombre d'une vingtaine à la fin du règne, et qui commandaient ordinairement une armée; puis les *lieutenants-généraux*, commandants d'aile; les *maréchaux de camp*, commandants de fractions d'ailes correspondant à peu près à nos divisions d'armée actuelles; les *brigadiers*, commandant les brigades ou réunion de plusieurs bataillons ou escadrons, existant régulièrement depuis Turenne; enfin les colonels, lieutenants-colonels, majors et les officiers subalternes commandant la

(1) Dernier chapitre du II<sup>e</sup> volume *Etudes d'histoire militaire*, du colonel Lecomte, paru au mois de juin dernier. — Voir notre précédent n°.

(2) Voir le piquant chapitre 14 des Mémoires de St-Simon sur ce sujet. II, 200.

troupe. Les fonctions d'état-major étaient remplies par des officiers supérieurs du titre de maréchal-général des logis, maréchal des logis, maréchal de bataille, sergent de bataille, major général d'infanterie, de cavalerie, de dragons, d'artillerie, de brigade, échelle de grades qui existe encore à peu près entière, sous quelques titres différents, dans la plupart des armées européennes.

Un des meilleurs principes de la hiérarchie fut introduit par le gouvernement de Louis XIV comme règle fondamentale du service et de l'avancement, à savoir le principe de l'ancienneté, *l'ordre du tableau*. Fait curieux et non moins instructif, que cette sauvegarde des droits des officiers au détriment de ceux de l'autorité venant du monarque le plus absolu et le plus puissant de l'Europe moderne ! C'est qu'il dut constater qu'elle est aussi la meilleure sauvegarde contre des erreurs et des abus de l'autorité qui peuvent devenir une source amère de désordres et de dangers, et Louis XIV sut en cela sacrifier l'accessoire au principal, son prestige et ses goûts de commandement à la bonne harmonie dans ses cadres. Quand deux officiers du même grade se trouvaient en contact, au lieu d'établir l'un au-dessus de l'autre par le fait d'un décret, il laissa le décret aux chances suprêmes, c'est-à-dire à l'ancienneté d'âge, qui est bien quelque chose, il faut le reconnaître, parmi des hommes ayant souvent vu la mort en face et moissonnant leurs alentours. Des cheveux blancs qui ont traversé les périls des champs de bataille ou seulement les épines ordinaires de la vie, constituent au moins une marque de bonheur, à défaut d'autre recommandation, qui impose plus aisément la subordination et le respect qu'un acte gouvernemental venu de fort loin peut-être et souvent influencé par des vues particulières ou par de simples caprices personnels. Il est d'ailleurs assez naturel qu'en fait de favoritisme et d'arbitraire le cœur humain accepte mieux ceux de la Providence que ceux des gouvernements.

Cette bienfaisante et judicieuse règle de l'ancienneté se consolida si promptement et fut si bien respectée de tous qu'on admira généralement comme un acte digne de l'antique Rome, le fait du maréchal Boufflers, envoyé à l'armée de Flandres en 1709 comme remplaçant éventuel du maréchal Villars, son cadet, et s'y mettant cependant sous les ordres de celui-ci pour la bataille de Malplaquet. La règle prit aussi une haute influence sur les avancements, et rarement on s'en départit dans les promotions ordinaires d'officiers également signalés pour leur mérite. A tel point que même un étranger, un brillant étranger, il est vrai, Maurice de Saxe, osait se plaindre amèrement, sous le règne suivant, de l'avancement donné au prince de Conti, membre cependant de la famille royale. (1) Aujourd'hui ce privilège de l'ancienneté est devenu

(1) « Je sais le respect dû aux princes de la maison de France, disait Maurice de Saxe au duc de Luynes en 1746, et je ne m'en écarterai jamais ; que le roi les déclare tous généralissimes de ses armées au berceau, je n'ai rien à dire ; mais que M. le prince de Conti ait acquis ce titre comme

de droit commun dans toutes les armées civilisées. A grade égal, l'ancienneté a partout et toujours le commandement dans le service, de même qu'elle a, dans les avancements, une part déterminée et assurée par des lois. <sup>(1)</sup>

Au point de vue de la grande tactique, de la stratégie, de l'art de la guerre en général, nous avons déjà montré, dans nos esquisses historiques et particulièrement dans celle de la guerre de la Succession, quels étaient les titres de cette période; ils se trouvent d'ailleurs résumés dans les écrits des trois praticiens et critiques distingués dont nous avons souvent parlé, Feuquières, Puységur, Folard. Avec leurs qualités et leurs défauts, les ouvrages de ces généraux sont bien l'expression de l'état de l'art militaire sous Louis XIV, et si l'on y constate maints progrès sur leurs devanciers il faut reconnaître qu'ils sont encore loin de répondre à l'idéal que des officiers de notre temps peuvent se faire de leur art. <sup>(2)</sup>

Les progrès effectués n'en étaient pas moins réels et divers. Les ordres de bataille s'étaient perfectionnés, avaient acquis plus de liberté tout en se basant sur le principe normal de deux lignes à intervalles et d'une réserve. <sup>(3)</sup>

Maints généraux de tous pays avaient montré à l'envi le parti qu'on peut tirer de la bonne direction des marches et de la manœuvre dans les batailles. Grâce à eux on n'en était plus aux simples et vastes affaires de front, aux tumultueuses et rétives conflagrations de masses comme dans tant de batailles antérieures; si l'on avait trop longtemps, a-t-on dit, combattu sans manœuvrer et manœuvré sans combattre, maints généraux avaient su faire l'inverse. Parmi ces derniers maîtres, formant comme une resplendissante auréole autour de la grande figure de Louis XIV, <sup>(4)</sup> quatre à cinq, Turenne, Condé, Montecuculi, Eugène et surtout Marlborough, dépassent les autres de la tête. En particulier les campagnes du général anglais, à plus forts effectifs et à plus larges combinaisons que celles de Turenne, par suite de l'extension même des questions politiques et du théâtre de la lutte, sont autant

une récompense de ses services, je crois avoir le droit de me plaindre. » Sainte-Beuve, nouveaux lundis, tome XI, page 78. Maurice de Saxe, d'après les *lettres et documents inédits des archives de Dresde* publiés par M. le comte Vitzthum d'Eckstädt.

(1) La Suisse, qui a, il est vrai, une organisation de milices, est le seul pays à notre connaissance qui, depuis quelques années, ait essayé de faire exception à cette règle. Nous souhaitons qu'elle ne s'en repente pas quand viendra le moment de se servir sérieusement d'une armée où s'introduisent ainsi tant de ferments de désordre et de désunion.

(2) Voir dans notre volume *Jomini, sa vie et ses écrits*, le chapitre: *Des écrits antérieurs à Jomini* et notamment les articles concernant les auteurs précités pages 284-293.

(3) Voir sur ce point le chapitre 14, *Ordres de bataille*, de Puységur, I, pag. 306.

(4) On ferait, il nous semble, un frappant résumé d'art et d'histoire en groupant ces diverses figures dans deux tableaux en pendants, dont l'un représenterait Louis XIV entouré de Turenne, Condé, Louvois, Vauban, Colbert, Tourville, au premier rang, avec Catinat, Luxembourg, Villars, Boufflers, Duguay-Trouin, Berwick, Vendôme, Créquy, Schomberg, Jean-Bart au second rang, et dont l'autre comprendrait Guillaume d'Orange et Marlborough, entourés de Montecuculi, du prince Eugène, de Heinsius, de Tromp, de Ruyter, de Mercy, de Cœhorn, d'Overkerque, du duc de Lorraine.

de leçons d'excellente stratégie, de même que ses victoires de Hœchstet, de Ramillies, d'Oudenarde et de Malplaquet, batailles vraiment esthétiques, sont autant d'admirables cours de grande tactique, encore bons à méditer. (1)

Restait à l'art de la guerre, tel qu'il sortait des mains de ces capitaines, à se perfectionner dans la tactique élémentaire, qui est mieux l'œuvre de la paix et des camps d'instruction que de la guerre elle-même. Il devait encore s'émanciper davantage des embarrassants magasins, des places fortes innombrables, de l'abus des lignes retranchées et de la « guerre des taupes », des stéréotypes positions d'observation, des camps trop fastueux, des interminables bagages, des inévitables quartiers d'hiver et d'autres routines et impedimenta énervant et alourdissant les armées. Mais pour atteindre à ce haut degré de perfection, dont chaque sous-lieutenant de l'an 1870 peut fort bien avoir une juste idée, il fallait rompre avec beaucoup d'habitudes très-impérieuses alors, avec beaucoup de traditions fort respectables, et les vieilles monarchies militaires de l'Europe, mollement couchées sur leurs lauriers, se trouvaient peu en état d'entreprendre cette rupture qui était toute une révolution. Il fallait que de jeunes Etats s'en mêlassent et que leurs expériences plus libres de préjugés, jointes à la nécessité bien démontrée, imposassent à d'autres le progrès avec l'aide persuasive des revers.

Ainsi ce ne fut ni à la France, ni à l'Autriche, ni à l'Espagne, ni à l'Angleterre, ni à la Suède, ni à l'Italie, ni à la Suisse, ces patries de tant de brillants soldats des siècles antérieurs, qu'échut le premier rang dans les affaires militaires du XVIII<sup>e</sup> siècle. Ce glorieux héritage fut recueilli, pour le moment, par un petit et modeste royaume, le cadet entre tous, n'ayant encore eu que des rôles d'auxiliaire ou de subordonné, mais qui s'était sans cesse perfectionné et renforcé dans son état militaire; qui avait suivi attentivement ce qui se passait autour de lui, s'arrondissant patiemment des ruines et des miettes de ses divers voisins, s'ins-

(1) Pour suivre le détail des campagnes et des batailles de Marlborough, voir surtout, à côté des écrits militaires de Feuquières et Puysegur, le bel *Atlas des guerres de la Succession* par le général Pelet, directeur du dépôt de la guerre de Paris en 1838-1848, 6 volumes in-folio de planches et de légendes, accompagnant les 9 volumes de *Mémoires militaires relatifs à la succession d'Espagne sous Louis XIV*, faisant partie de la grande *Collection des documents inédits sur l'histoire de France*. 1835-1862. Pour les opérations générales on peut se contenter de l'*Histoire de Marlborough* dont nous parlons page 224. Quoique élaborée par ordre de Napoléon, cette histoire est fort défectueuse, nous le répétons, au point de vue militaire; maints renseignements essentiels y font défaut ou sont ensevelis sous d'oiseux détails. Néanmoins la partie pényrique n'est pas trop mal rendue; l'on pourrait presque la considérer comme une réparation anticipée de la regrettable lacune des *Dictées de Sainte-Hélène*, où sont analysées les principales campagnes des capitaines de tous les temps, en laissant de côté Marlborough. Si cet oubli provint des sentiments amers que l'infortuné prisonnier des Anglais était bien en droit de nourrir contre ses durs geôliers, on peut dire que sa petite vengeance eut un plein succès. Aujourd'hui encore le généralissime de la Grande-Alliance est plus connu en France et dans quelques autres pays par la célèbre complainte de sa femme que par le mérite de ses opérations. L'injuste habitude s'est prise d'ignorer ses lauriers ou de les reporter sur d'autres, notamment sur le prince Eugène, et l'on doit reconnaître que l'ingratitude des Anglais eux-mêmes envers leur grand compatriote, par suite de mesquines dissensions politiques, n'a pas peu contribué à ce résultat.



truisant à toutes les écoles et qui sut en particulier admirer et imiter l'habile Marlborough tandis qu'ailleurs on ne s'appliquait qu'à le chançonner.

Nous voulons parler de la Prusse et de son grand roi. Ils vont maintenant fixer notre attention, en attendant que nous passions à l'Amérique de Washington pour revenir enfin à la France de la Révolution et de Napoléon.



#### RÉVISION DE LA CONSTITUTION FÉDÉRALE.

Le message du Conseil fédéral sur cet objet a été publié en français dans le n° 25 de la *Feuille fédérale* du 25 juin, revêtu des signatures du président et du chancelier de la Confédération.

Cet important document comprend 40 pages dont une introduction, dix chapitres et une conclusion. Voici les passages qui se rapportent à la partie générale et aux affaires militaires :

Tit. — Le peuple suisse et les Cantons ont été appelés à se prononcer, le 14 janvier 1866, sur neuf modifications à la Constitution fédérale actuelle. Un seul de ces neuf points a réuni la majorité nécessaire ; mais des minorités importantes ont donné leurs suffrages à plusieurs autres. Sans doute par suite de ce fait, la question de la révision est restée à l'ordre du jour et de nouveaux changements ne tardèrent pas à être réclamés. La Société des arts et métiers de Glaris demanda, par la voie d'une pétition, une plus grande unité en matière d'établissement et dans le domaine de la liberté du commerce ; une pétition de la Société des juristes suisses et une adresse du Grand Conseil du Canton d'Argovie se prononcèrent dans le sens de l'unité de législation ; un essai infructueux de concordat sur les mariages fit naître de bien des côtés le désir de voir régler cette matière par une loi fédérale ; un projet de nouvelle organisation de l'armée, élaboré par le Département militaire, fit entrevoir la nécessité d'une révision de la Constitution fédérale à ce point de vue ; plusieurs gouvernements cantonaux réclamèrent la suppression des droits de consommation ; un certain nombre de constitutions cantonales ayant été révisées d'après les principes de la démocratie pure, on se demanda s'il n'y avait pas lieu de transformer aussi le système parlementaire de la Confédération ; les questions mises en délibération au sein du concile de Rome portèrent l'attention publique sur les rapports entre l'Eglise et l'Etat et servirent de point de départ à une adresse transmise aux autorités fédérales par l'assemblée populaire de Langenthal. Ainsi s'accumulèrent les matières fort diverses sur lesquelles devait porter une nouvelle révision, et les principaux partis représentés dans l'Assemblée fédérale s'occupèrent chacun de son côté à élaborer des programmes de révision. Il ne manquait plus qu'une occasion pour déterminer le mouvement. Cette occasion fut fournie, comme on le sait, par une motion de M. le conseiller national Ruchonnet à propos des mariages. Les Conseils prirent à ce propos, le 23 décembre 1869, la décision suivante :

« La motion de M. Ruchonnet est prise en considération en ce sens que le Conseil fédéral est invité à faire, dans la prochaine session, un rapport et des propositions à l'Assemblée fédérale relativement aux modifications à apporter à la Constitution fédérale, pour qu'à la fois elle remplisse le but de cette motion et qu'à un point de vue général elle soit mise en harmonie avec les besoins de notre époque. »





fédérale en différentes classes d'âge (élite, réserve, landwehr), et de former les divers corps de troupe. A cet égard, nous pensons que les unités tactiques seraient en général composées de troupes d'un même Canton, mais d'après notre proposition la Confédération pourrait former certains corps de troupes de soldats pris dans les contingents de Cantons différents, comme cela s'est déjà fait avec l'organisation actuelle.

Les Cantons étant libres d'augmenter le nombre des années de service que la loi fixera pour la formation de l'armée fédérale, en ce sens qu'ils peuvent constituer ou des classes de dépôt pour les jeunes gens ou des landwehrs cantonales, la Confédération doit avoir le droit de disposer, si elle le juge nécessaire, de ces deux classes d'âge, de même qu'en général de toutes les ressources militaires des Cantons qui ne font pas partie de l'armée fédérale. En attribuant à l'armée fédérale pendant un temps déterminé tous les hommes astreints au service dans chaque Canton, le nouvel article 19 n'a point du tout pour but de restreindre le droit de souveraineté que les Cantons ont exercé jusqu'à présent sur leurs milices; ce droit, au contraire, restera garanti dans les limites des dispositions prises par les autorités fédérales et reposant sur la Constitution et les lois de la Confédération. C'est ce que nous avons cru devoir déclarer formellement dans le dernier paragraphe du dit article.

Nous n'avons pas jugé qu'il fût nécessaire de proposer d'autres changements aux dispositions que renferme la Constitution fédérale touchant l'organisation militaire. Les conditions essentielles d'un développement normal de notre armée sont une organisation convenable et une instruction suffisante. Quant au premier point, notre proposition permettra de l'obtenir, et l'on pourra réaliser la seconde condition par la voie de la législation, le 3<sup>e</sup> paragraphe de l'art. 20 donnant à la Confédération le droit de centraliser l'instruction dans une plus forte mesure et d'étendre dès lors cette centralisation à toute l'infanterie.



**Rapport sur la marche de la II<sup>e</sup> division, le 22 août,  
du bivouac de Courrendlin (Delémont) à Crémises.**

1<sup>o</sup> Colonne des bagages, départ du bivouac, à 7 heures.

2<sup>o</sup> Avant-garde, " " à 7 heures 40 minutes.

3<sup>o</sup> Gros, " " à 8 heures 8 minutes.

4<sup>o</sup> Arrière-garde, " " à 8 heures 40 minutes.

Halte au bout de 2 heures de marche et mesurage de la colonne.

1<sup>o</sup> Colonne des bagages : 96 voitures. Longueur de la colonne : 2000 pas.

2<sup>o</sup> Avant-garde : Un escadron, 150 pas de longueur. Distance entre l'escadron et le bataillon 62 : 250 pas.

Bataillon 62 : 250 pas de longueur. Distance entre bataillon 62 et batterie : 100 pas.

Batterie 5 : 250 pas de longueur. Distance entre batterie et bataillon 59 : 100 pas.

Bataillon 59 : 250 pas de longueur.

Résumé. Longueur de l'avant-garde : 1200 pas.

Distance entre l'avant-garde et le gros : 2000 pas.

3<sup>o</sup> Gros : Bataillon 44. Longueur du bataillon : 265 pas. Distance entre bataillon 44 et bataillon 50 : 50 pas.

Bataillon 50. Longueur du bataillon : 250 pas. Distance entre bataillon 50 et bataillon 60 : 80 pas.

**Bataillon 60.** Longueur du bataillon : 250 pas. Distance entre bataillon 60 et bataillon 61 : 100 pas.

**Bataillon 61.** Longueur du bataillon : 260 pas. Distance entre bataillon 61 et artillerie : 50 pas.

**Artillerie. Génie. Une ambulance :** 450 pas de longueur en tout.

Distance entre artillerie, génie, ambulance et 2<sup>e</sup> bataillon de carabiniers : 50 pas.

**2<sup>e</sup> bataillon de carabiniers :** 250 pas de longueur.

**Résumé. Longueur du gros :** 2050 pas.

**Distance entre le gros et l'arrière-garde :** 500 pas.

**1<sup>er</sup> A. Arrière-garde.** Longueur : 125 pas. Distance entre réserve, arrière-garde et gros : 500 pas.

**B. Gros; arrière-garde.** Longueur : 160 pas. Distance entre gros, arrière-garde et extrême arrière-garde : 300 pas.

**C. Extrême arrière-garde.** Longueur : 160 pas.

L'arrière-garde était composée de :

**A. Réserve d'arrière-garde :** 3 compagnies du bataillon 6; sapeurs des bataillons 44, 50, 60, 61, 6.

**B. Gros d'arrière-garde :** 3 compagnies du bataillon 6; 1 section d'artillerie.

**C. Extrême arrière-garde :** 1<sup>er</sup> bataillon de carabiniers, 1 section du génie.

**Résumé. Longueur de l'arrière-garde :** 1245 pas.

#### *Résumé général.*

|                                         |           |               |                              |
|-----------------------------------------|-----------|---------------|------------------------------|
| <b>1<sup>er</sup> Bagages</b>           | . . . . . | <b>2000</b>   | pas de longueur.             |
| Intervalle entre bagages et avant-garde | . . . . . | <b>100</b>    | » » »                        |
| <b>2<sup>e</sup> Avant-garde</b>        | . . . . . | <b>1200</b>   | » » »                        |
| Intervalle entre avant-garde et gros    | . . . . . | <b>2000</b>   | » » »                        |
| <b>3<sup>e</sup> Gros</b>               | . . . . . | <b>2050</b>   | » » »                        |
| Intervalle entre gros et arrière-garde  | . . . . . | <b>500</b>    | » » »                        |
| <b>4<sup>e</sup> Arrière-garde</b>      | . . . . . | <b>1245</b>   | » » »                        |
|                                         |           | <b>Total.</b> | <b>9100</b> pas de longueur. |

Arrivée au bivouac de Crémines.

|                       |        |                       |   |                               |
|-----------------------|--------|-----------------------|---|-------------------------------|
| <b>Bagages,</b>       | tête,  | 10 heures 30 minutes. | — | 3 heures 30 minutes en route. |
| »                     | queue, | 11 »                  | — | » » » » »                     |
| <b>Réserve,</b>       | tête,  | 11 » 10 "             | — | » » » » »                     |
| »                     | queue, | 11 » 20 "             | — | » » » » »                     |
| <b>Gros,</b>          | tête,  | 11 » 55 "             | — | » » » » »                     |
| »                     | queue, | 12 » 55 "             | — | » » » » »                     |
| <b>Arrière-garde,</b> | tête,  | 12 » 20 "             | — | 3 » 40 » »                    |
| »                     | queue, | 12 » 30 "             | — | » » » » »                     |

La distance entre le bivouac de Courrendlin (Delémont) et celui de Crémines est de 15 kilomètres. Cette distance a été franchie par la division en 3 heures 30 minutes.

*Le Commandant de la division :*

J. DE SALIS, colonel fédéral.

Soleure, le 24 août 1870.

**Instruction pour la fourniture des voitures de vivres et fourrages de la  
II<sup>e</sup> division.**

Delémont, 3 août 1870.

Afin que les corps de troupes, lors de marches et de dislocations éventuelles, soient immédiatement en possession des voitures nécessaires au transport des vivres et fourrages, des magasins aux quartiers, on procédera comme suit :

Chaque corps, dans ses quartiers actuels, s'arrangera à pouvoir disposer du nombre de voitures fixé ci-dessous, et s'en assurera en outre, par voie de réquisition, le nombre réglementaire pour le transport des bagages, des caisses de médecine, etc., etc.

C'est à MM. les quartiers-maitres des bataillons et à MM. les capitaines des armes spéciales, pour les états-majors aux commissaires respectifs, à veiller à la fourniture de ces voitures, comme suit :

|                                              |                             |
|----------------------------------------------|-----------------------------|
| Pour l'état-major de division . . . . .      | Une voiture à deux chevaux. |
| » chaque état-major de brigade . . . . .     | » » » »                     |
| » une compagnie de sapeurs . . . . .         | » » » »                     |
| » une batterie d'artillerie . . . . .        | Deux » » »                  |
| » une compagnie de parc . . . . .            | Une » » »                   |
| » une compagnie de train de parc . . . . .   | Deux » » »                  |
| » une compagnie de guides . . . . .          | Une » » »                   |
| » une compagnie de dragons . . . . .         | » » » »                     |
| » deux compagnies de carabiniers . . . . .   | » » » »                     |
| » un bataillon d'infanterie . . . . .        | Trois » » »                 |
| » une ou pour deux compagnies d'infanterie . | Une » » »                   |

Ils doivent s'assurer par eux-mêmes du bon état des chevaux et des voitures (de préférence chars à échelles), et s'entendre ensuite avec leur conducteur.

Les chars seront autant que possible pourvus d'une bâche imperméable, de cordes de réserve suffisantes, de chaînes, etc.

On dressera un écriteau, lisiblement écrit, qui sera attaché au char. Cet écriteau portera, à peu près sur le modèle suivant, les nom et numéro du corps auquel la voiture est destinée :

II<sup>e</sup> division. 4<sup>e</sup> brigade. Bataillon n° 69. Compagnies de fusiliers n° 1 et 2.

Le mieux sera de suspendre l'écriteau à la petite échelle fixée devant le char ; on fera d'ailleurs de la manière la plus convenable.

Le conducteur recevra une carte de légitimation signée par le quartier-maitre ou le chef des armes spéciales respectives, portant, outre son nom, les marques de l'écriteau du char.

Il faut observer les prescriptions suivantes relativement au règlement des frais occasionnés par ces voitures :

On fera un contrat avec les propriétaires, dans lequel il sera stipulé que les voitures et les chevaux devront être constamment à disposition, ce qui doit être compris dans ce sens, que jusqu'à réception d'un ordre de marche positif, les propriétaires peuvent employer voitures et chevaux aux travaux de la campagne, sans les éloigner tellement qu'on ne puisse en disposer à chaque instant.

L'indemnité par jour de service pour une voiture et deux chevaux est de 15 fr., maximum, et les chevaux reçoivent en outre les rations de fourrage réglementaires. Il est naturellement recommandé à MM. les officiers que cela concerne de chercher à contracter des engagements à meilleur compte.

Les contrats doivent être faits par écrit et en double, puis remis au commissaire de division ou au commissaire de brigade ; ce dernier le communiquera au commissaire de division.

Si, durant la campagne, les voitures et les chevaux arrivaient à être perdus sans la faute du conducteur, le propriétaire aurait droit naturellement à une juste indemnité.

S'il n'est pas possible d'obtenir les voitures en question de la manière indiquée ci-dessus, on procédera par voie de réquisition forcée, en pourvoyant les voitures, comme il a été dit plus haut, de tous les objets nécessaires, écriteaux, etc., et en remettant également aux conducteurs les cartes de légitimation. Dans ce cas, vous rendrez les communes attentives à ce qu'il existe à ce sujet des prescriptions légales et vous leur ferez remarquer en outre qu'une prompte livraison des objets demandés est absolument nécessaire pour assurer un bon entretien des troupes.

Afin d'éviter tout malentendu, je rappelle ici expressément, qu'aussi longtemps que les troupes séjourneront dans les quartiers actuels, il faut en rester au mode de prendre les vivres et les fourrages suivi jusqu'à présent. Il faut seulement fixer dès maintenant les écriteaux aux voitures.

Veuillez bien prendre immédiatement vos mesures pour assurer une exécution très exacte de ces instructions et m'aviser au plus tôt possible du résultat de vos démarches.

*Le Commissaire des guerres de la II<sup>e</sup> division :*  
O. SULZER, lieutenant-colonel.

---

#### **Des lacunes dans l'habillement et l'équipement de l'armée fédérale.**

Le Conseil fédéral suisse a adressé à tous les Etats confédérés l'importante circulaire suivante :

*Berne, le 13 septembre 1870.*

Fidèles et chers confédérés,

La grande levée de troupes que la Suisse a ordonnée pour protéger sa neutralité a fait découvrir une telle quantité de lacunes dans l'équipement et l'habillement des troupes, que nous nous voyons dans le cas d'inviter les Cantons à prendre sans retard et par tous les moyens dont ils disposent les mesures nécessaires pour combler, de la manière plus spécialement désignée ci-après, les lacunes dont il s'agit :

Nous savons que les exigences auxquelles nous nous voyons dans le cas de recourir dans l'intérêt de la défense du pays, ne seront pas une charge financière peu importante pour les Cantons et si, d'un autre côté, nous n'ignorons pas que dans quelques détails ces exigences sortiront quelque peu des limites légalement prescrites jusqu'ici, nous n'attendons pas moins du patriotisme des Cantons qu'ils mettront le plus grand empressement à se conformer à ces exigences, afin de profiter le plus possible du moment de calme dans lequel nous nous trouvons actuellement, mais qui peut être de nouveau interrompu d'une manière inattendue par une grande mise de troupes sur pied, pour organiser la défense du pays.

Les lacunes qui se sont principalement fait remarquer dans l'habillement pendant la dernière mise de troupes sur pied sont les suivantes :

Quoique la tunique soit déjà introduite depuis l'année 1861, ainsi donc depuis neuf ans, il s'est encore présenté un grand nombre de troupes d'élite en fracs qui pour la plupart étaient trop étroits et usés. Ces troupes, habillées de la sorte, provenaient de Cantons ayant conservé le système de magasinage et qui ont voulu faire servir leurs anciens approvisionnements jusqu'à extinction telle que l'habillement de la troupe devait nécessairement en souffrir. Il est certain que les Cantons qui possèdent encore ces anciens approvisionnements ne sont pas en état de pourvoir de tuniques l'élite, la réserve et la landwehr, attendu qu'ils n'ont pas remplacé chaque année par de nouveaux achats de tuniques, celles qui ont nécessairement été portées en diminution pendant les dernières années dans cette partie de l'habillement. La demande qu'au moins toute l'élite soit pourvue de tuniques à la nouvelle ordonnance se justifie donc suffisamment.

La petite veste de l'infanterie et des carabiniers a été supprimée comme habillement pour le service de campagne depuis l'année 1861 et n'a été conservée que pour le service d'instruction ; afin donc de ne pas surcharger inutilement les effets de la troupe, elle ne doit plus lui être remise pour le service de campagne. Elle doit aussi par la même raison être supprimée pour les armes spéciales ; en revanche il est absolument nécessaire que l'artillerie et la cavalerie soient en général pourvues du sarreau d'écurie prescrit par l'ordonnance du 27 avril 1868.

Afin que l'homme ne soit pas trop chargé en campagne, il n'est également plus nécessaire de lui remettre le second pantalon introduit comme équipement personnel de l'homme par la loi du 21 décembre 1867.

En revanche, il faut un second pantalon en provision dans les dépôts des Cantons aussi bien pour le service d'instruction que pour remplacer celui que l'homme porte en campagne.

Jusqu'à présent on a voué chez nous trop peu d'attention à la chaussure, quoique les souliers soient les plus importants de tous les objets d'habillement. L'expérience a prouvé d'une manière suffisante que la chaussure apportée par la troupe est en général de mauvaise qualité. Aussi longtemps donc qu'on ne confectionnera pas partout dans le pays même des souliers d'un meilleur système, il faut nécessairement remettre aux soldats les souliers qui sont en magasin.

Il faut en outre que chaque Canton ait en provision une réserve de bons souliers pour pouvoir remplacer ceux qui seront usés dans une mise de troupes sur pied pour le service de campagne.

C'est pourquoi nous nous voyons dans le cas de donner l'ordre que dans chaque Canton il y ait un approvisionnement de souliers correspondant au nombre de recrues de chaque année et confectionnés selon le modèle envoyé aux Cantons. Chaque recrue recevra une paire de ces souliers, après quoi l'approvisionnement sera de nouveau complété.

Alors même que chaque homme doit les payer, ces souliers, confectionnés en grand nombre, lui coûteront moins cher que ceux qu'il se procurait jusqu'ici et il n'en résultera pour l'Etat même qu'une perte relativement minime. Cette mesure aura en outre pour effet que peu à peu on arrivera à confectionner une meilleure chaussure dans le pays même et que dans le cas d'une mise sur pied on pourra suffire aux premiers besoins.

Dans la dernière levée de troupes on a constaté que les signes distinctifs du képi indiquant le numéro de l'unité tactique et de plus les différentes compagnies dans l'infanterie (le pompon) ne sont pas à l'ordonnance dans tous les corps. Aussi peu importantes que paraissent ces dérogations, il est cependant nécessaire de les éviter, attendu que ces signes distinctifs sont de la plus grande importance aussi bien dans le service intérieur que pour reconnaître et organiser facilement les troupes dans le combat. En conséquence les anciens numéros ne devront pas être laissés aux hommes passant dans la réserve et dans la landwehr, mais il faudra au contraire leur donner celui du corps dans lequel ils entrent. Il faut surtout que l'infanterie reçoive en général le pompon à la nouvelle ordonnance et conforme à celui prescrit pour la compagnie dans laquelle les hommes sont répartis.

De grandes lacunes ont été constatées dans l'habillement de la landwehr. Le soldat de landwehr doit aussi bien que celui de l'armée fédérale posséder, outre la capote, un second habit en bon état ; les blouses ne suffisent donc pas pour cela, en revanche les fracs et petites vestes en laine existants pourraient encore servir.

Quant au pantalon de la landwehr, les Cantons devraient pouvoir remettre à chaque soldat un pantalon d'ordonnance en drap pour le service de campagne. Les pantalons en drap que les hommes pourraient porter en entrant au service devraient en conséquence leur être échangés et magasinés pour pouvoir en disposer plus



tard au besoin. La coiffure de la landwehr doit être absolument pareille à celle de l'armée fédérale ; en conséquence les chapeaux de feutre et bonnets de police qui donnent à la troupe un aspect hétérogène et qui la font difficilement reconnaître par les autres troupes sont absolument inadmissibles.

Passant à l'équipement de la troupe, on a fait la remarque que tous les hommes ne sont pas encore pourvus du sac à munitions et que l'on trouve encore des havresacs manquant du compartiment à cartouches au couvert. Nous n'avons pas besoin de nous étendre sur la nécessité de pourvoir dès à présent la troupe de ces deux objets soit de les établir selon les prescriptions du règlement. Les havresacs doivent, de la même manière, être disposés de telle sorte que la capote puisse être bouclée et assujettie selon les prescriptions de l'arrêté fédéral du 16 octobre 1868. C'est ainsi seulement qu'on profitera de l'un des principaux avantages du fusil se chargeant par la culasse, savoir de pouvoir tirer étant couché. La transformation et la confection du compartiment à cartouches au couvercle du havre-sac, qui par là deviendraient nécessaires, ne coûteront pas plus de 50 centimes par havresac.

Un certain nombre d'administrations d'arsenaux et de chefs de troupes ne paraissent pas connaître exactement la proportion dans laquelle la munition d'infanterie doit être tenue en disponibilité et dans laquelle elle doit être remise à la troupe, ce qui a donné lieu à nombre de complications pendant la dernière mise de troupes sur pied. Nous profitons en conséquence de cette occasion pour rappeler, au pied de la présente circulaire, les instructions données sur les approvisionnements en munitions qui doivent exister dans les Cantons et dans quelle proportion les troupes doivent en être pourvues.

L'article 2 de l'ordonnance du 15 juin 1870 sur les caisses d'outils d'armurier, etc., pour les bataillons d'infanterie et les compagnies de carabiniers, prescrit que chaque armurier doit être porteur d'une sacoche en cuir contenant les outils les plus indispensables. Cette sacoche est absolument nécessaire et doit être remise à tous les armuriers, attendu que dans le combat même, ils ne disposent pas de la caisse d'outils d'armurier qui se trouvant chargée sur le fourgon contenant le matériel sanitaire, est transportée avec ce matériel sur la place à pansement.

Une des lacunes qui se fait le plus vivement sentir dans l'organisation de notre armée est l'absence de voitures définitivement attachées aux corps et l'organisation des colonnes de voitures. Dans chaque grande mise de troupes sur pied, on s'efforce d'abandonner le système des réquisitions prévues par le règlement pour y substituer celui des voitures suivant continuellement les corps. C'est ce qui fut également prescrit pendant la dernière mise de troupes sur pied par une circulaire de l'adjudant général, dictée tout naturellement par la crainte de ne plus pouvoir trouver de voitures pour le transport des subsistances, etc., dans le cas où une grande concentration d'armée aurait lieu dans un rayon donné.

En conséquence, il sera nécessaire de rendre sans plus tarder une ordonnance réglant cette partie du service, et, en vous transmettant ci-après les prescriptions à ce sujet, nous espérons que vous n'hésitez pas à prendre aussi en temps voulu les mesures propres à remédier aux inconvénients signalés.

Fondés sur les explications qui précèdent, nous vous transmettons les directions ci-après avec l'invitation de pourvoir à ce qu'elles soient strictement exécutées sans aucun délai.

#### I. HABILLEMENT.

1. Toutes les troupes de l'élite doivent être pourvues immédiatement de la tunique, modèle du 17 janvier 1861 ;

Les troupes de réserve doivent être pourvues de tuniques ou de fracs ;

2. L'artillerie et la cavalerie d'élite et de réserve doivent également être munies du sarreau d'écurie prescrit par l'ordonnance du 27 avril 1868 ;



de les remettre aux corps ou de les faire suivre à la première demande qui leur en sera faite :

|                                             |                     |
|---------------------------------------------|---------------------|
| Pour 1 bataillon d'infanterie . . . . .     | 3 chars à 2 chevaux |
| » 1 » de carabiniers. . . . .               | 2 » 2 »             |
| » 1 demi-bataillon d'infanterie . . . . .   | 2 » 2 »             |
| » 1 batterie ou compagnie de train de parc  | 2 » 2 »             |
| » 1 compagnie du génie ou de parc . . . . . | 1 » 2 »             |

14. Avant leur départ ces chars seront pourvus du numéro de l'unité tactique respective.

15. Les conducteurs de ces voitures porteront au bras le brassard rouge et sur le côté gauche de la poitrine le numéro et le signe distinctif de l'arme, comme l'unité tactique à laquelle ils sont attachés les porte au képi. Infanterie, numéro en métal blanc ; carabiniers, jaune avec carabines en sautoir ; artillerie avec canons en sautoir, etc ; cavalerie avec un C en métal blanc.

16. La colonne de voitures de chaque Canton, si elle n'est pas partie en même temps que la troupe, devra être pourvue d'une feuille de route et expédiée ensuite sous le commandement d'un fonctionnaire militaire qualifié à cet effet.

#### IV. MUNITION.

17. On tiendra en disponibilité 160 cartouches se chargeant par la culasse, par homme d'infanterie et de carabiniers d'élite et de réserve. (Pour l'infanterie armée de fusils de grand calibre se chargeant par la culasse, il n'a été fabriqué que 100 cartouches par homme pour le moment). Pour l'infanterie et les carabiniers de la landwehr, on conservera 100 cartouches par homme, pour fusils se chargeant par la bouche ou par la culasse, suivant l'armement.

Pour chaque cavalier, on conservera 40 cartouches en papier pour pistolet.

Pour chaque soldat des compagnies de sapeurs, de pontonniers et de parc, 20 cartouches.

18. En cas de service actif, l'équipement en munition sera le suivant :

Pour la troupe armée du fusil de petit calibre :

Dans la giberne 40, dans le havresac 40, dans le caisson en ligne 40, au parc de division 40 cartouches.

Pour la troupe armée du fusil de grand calibre :

Dans la giberne 30, dans le havresac 30, dans le caisson en ligne 20, au parc de division 20 cartouches.

Le cavalier place 20 de ses cartouches dans la sacoche de gauche et 20 dans le caisson du parc de division. Les artilleurs montés placent leurs 20 cartouches dans la sacoche de gauche.

Nous nous assurerons prochainement, par une inspection minutieuse dans les Cantons, de l'exécution de ces mesures prises dans l'intérêt de la défense du pays.

Nous saisissons cette occasion de vous recommander, fidèles et chers Confédérés, avec nous à la protection divine.

Au nom du Conseil fédéral suisse,  
Le Président de la Confédération,  
DUBS.  
Le Chancelier de la Confédération,  
SCHIESS.

Le Département militaire fédéral a adressé aux autorités des Cantons les circulaires suivantes :

Berne, le 9 septembre 1870.

Tit. — Lors de la dernière occupation des frontières, il a été constaté qu'outre les hôpitaux militaires habituels il était également nécessaire de pouvoir disposer

d'établissements particuliers pour les maladies contagieuses, notamment pour malades atteints de la petite vérole. Il peut aussi arriver que l'on soit obligé d'isoler les malades atteints du typhus, de la dysenterie et d'autres maladies. La nécessité de disposer de semblables établissements a d'autant plus été démontrée pendant la dernière levée de troupes, que partout l'administration militaire a rencontré la part des institutions civiles des difficultés au sujet de l'admission de semblables malades, même dans les maisons isolées ayant cette destination. C'est pourquoi on a été obligé, fondé sur le § 92 de la loi militaire fédérale, de demander aux Cantons de mettre des locaux appropriés à disposition pour y interner les malades dont il s'agit. Leur attention a été, en premier lieu, attirée sur les maisons civiles isolées dont on n'a pas pu disposer, et l'on attendait qu'ils désignassent dans ce but des constructions publiques ou particulières, convenablement situées, des tentes ou mieux encore des baraques. On fit, en outre, remarquer aux Cantons intéressés que dans la plupart des arsenaux il se trouvait encore de grandes tentes (marquises) qui pouvaient servir, et on leur offrit de leur soumettre des plans et devis simplifiés et peu coûteux, élaborés par le bureau du génie fédéral.

Ces plans et devis ont été imprimés et nous vous en adressons en outre inclus deux exemplaires pour le cas possible où il y aurait une nouvelle mise sur pied de troupes sur pied. — Agréer, etc.

Berne, le 13 septembre 1870

Sur la proposition du médecin en chef de l'armée fédérale, le Département militaire vous invite à vouloir bien faire remettre dans son état normal le matériel sanitaire rentré de la dernière occupation des frontières, savoir: les pharmacies de campagne et les caisses à pansement, les havre-sacs d'ambulance, les boulgues, les bidons à eau et les brancards. Nous vous recommandons en particulier de faire remettre en bon état de propreté le matériel à pansement des sus-dites caisses à boulgues, dont la propreté laisse ici et là passablement à désirer, ainsi que le matériel aussi bien des caisses qui ont été au service que celui des autres caisses, havre-sacs et boulgues. Les mêmes recommandations s'appliquent à tous les objets d'équipement mais tout particulièrement surtout aux instruments.

Nous profitons de la même occasion pour vous prier aussi instamment de faire remettre aux pharmacies de campagne de chaque corps des formulaires nécessaires pour le service sanitaire. A l'occasion de la dernière occupation des frontières ce service a été l'objet de nombreux inconvénients et le service des rapports a surtout été très entravé à mesure que la plupart des corps sont entrés au service sans avoir aucun de ces formulaires.

Voici la quantité de formulaires calculée pour les besoins d'un mois:

|                                            | Pour un bataillon. | Pour un demi-bataillon. | Pour une compagnie d'armes spéciales |
|--------------------------------------------|--------------------|-------------------------|--------------------------------------|
| Formulaire A. Dispense de service. . . . . | 200                | 100                     | 50                                   |
| » B. Permis de transport . . . . .         | 100                | 50                      | 20                                   |
| » C. Rapport des malades du jour . . . . . | 250                | 150                     | 40                                   |
| » D. Billet d'entrée à l'hôpital . . . . . | 20                 | 10                      | 10                                   |
| » E. Extraits mortuaires. . . . .          | 5                  | 5                       | 5                                    |
| » H. Etat des malades des corps . . . . .  | 20                 | 15                      | 10                                   |

Les compagnies de train de parc et de guides qui n'ont pas un médecin particulier n'ont besoin que du formulaire C.

Agréer Messieurs, l'assurance de notre parfaite considération.

Le Chef du Département militaire fédéral,  
WELTI.





















Rien ni les hauteurs qui la dominent de toutes parts, ni, si vous aimez mieux, les bords de l'entournoir, pour employer un mot plus seyant, ne parurent de la plus formidable artillerie prussienne.

Impassible de la canonnade. Le général hésita un instant, ne voulant pas attacher son nom à un acte qu'il savait bien qu'on ne manquera pas plus tard de lui reprocher amèrement.

Cependant il fallait, pour éviter une capitulation, essayer de passer sur le ventre d'une armée de 300,000 hommes, pourvue de tout, avec 40 à 45,000 soldats démoragés, sans vigueur, sans munitions de guerre.

Juste on pouvait à la rigueur, par une attaque hardie à la baïonnette, à l'aide d'un coup de désespoir, se frayer à travers les rangs d'un ennemi nombreux un passage sanglant. Aujourd'hui, avec les armes nouvelles à tir rapide, de précision et à longue portée, la chose n'est plus possible. Avant d'être sur l'ennemi, on serait écrasé, tué, anéanti. Cette considération fut une de celles qui décidèrent le général à ne pas sacrifier inutilement l'existence précieuse de braves soldats ayant combattu pour l'honneur du drapeau et sans espérance de vaincre.

Après la déroute de Beaumont, on ne devait toucher à Sedan que pour y prendre des vivres, des munitions, y laisser les malades, les blessés et les élopés ; telle était l'intention du général. On devait continuer ensuite le mouvement de retraite en s'éloignant de la place et en descendant au sud. En partant de midi à une heure, on avait encore quatre à cinq heures d'avance sur les Prussiens, qui accouraient pour nous barrer la route, chose qu'ils parvinrent à exécuter le 31, à 3 heures du soir, avec un corps de 80,000 hommes.

Le 1<sup>er</sup> septembre, les Prussiens ayant terminé ce mouvement, nous attaquèrent sur notre droite, afin de nous presser sur des troupes fraîches qui attendaient notre descente du plateau pour déployer toutes leurs masses.

Un instant le général de Wimpffen se fit illusion et crut à la victoire, ne sachant pas encore qu'il avait devant lui plus de 150,000 ennemis. Le soir, il voulut s'ouvrir un passage pour se réfugier avec ses troupes sur le territoire belge ou marcher sur Carignan. Il y fut parvenu sans nul doute, attendu que l'ennemi, à moitié désorganisé par la lutte, était resté en position sur le champ de bataille ; mais l'empereur, qui exerçait toujours de fait le commandement en chef, l'en empêcha et paralysa ses derniers efforts en appelant à lui les Prussiens par le drapeau parlementaire et par une lettre adressée au roi.

Le général de Wimpffen, après une altercation des plus vives à ce sujet avec l'empereur et avec son entourage, revint chez lui et donna sa démission.

L'empereur ne voulut pas l'accepter, et il écrivit la lettre suivante :

« Général,

« Vous ne pouvez pas donner votre démission lorsqu'il s'agit encore de sauver l'armée par une honorable capitulation. Je n'accepte pas votre démission. Vous avez fait votre devoir toute la journée, faites-le encore. C'est un service que vous rendrez au pays. Le roi de Prusse a accepté l'armistice, et j'attends ses propositions.

« Croyez à mon amitié.

(Signé) : NAPOLEON. »

Le général, persuadé alors qu'il n'y avait plus aucun autre moyen de sauver l'armée ; qu'en se retirant seul, comme il pouvait encore le faire, il évitait la captivité pour lui, mais en abandonnant de braves soldats qui avaient couru à la mort en lui obéissant pendant toute la journée ; voyant que s'il agissait ainsi, il remplissait mal le mandat de général en chef que le hasard des combats avait mis entre ses mains, se décida à rester à la tête de l'armée, à partager le sort de tous et à apposer son nom au bas de cette capitulation, acte terrible qui clôt par un







Le drapeau blanc fut maintenu, malgré les protestations du général et son refus de négocier; les parlementaires ennemis furent reçus au quartier impérial.

Tous ces actes, qui sont du ressort du commandement en chef, ont nui à l'exécution des derniers mouvements offensifs.

Il n'est donc pas exact de dire que le général n'a pas été combattu dans ses idées et dans les ordres qu'il a pu donner. C'est un sentiment de haute convenance qui l'empêcha, dans sa lettre de démission, de spécifier que tel était le motif de son refus de signer l'armistice. Il ne se résigna au rôle de négociateur qu'après avoir lu la réponse honorable de Sa Majesté.

Les généraux aides-de-camp ont raison d'affirmer qu'il n'y a jamais eu, entre l'empereur et le général, la moindre altercation, et ce n'est pas sans une vive émotion que le général a reçu le dernier embrassement de Sa Majesté.

Le seul document que le général Wimpffen ait fait rédiger sur les opérations de la guerre est le rapport officiel de la bataille qui a été adressé au ministre et reproduit à peu près textuellement par divers journaux.

Cannstatt, le 19 septembre 1870.

Le général de division,  
Signé, DE WIMPFEN. »

---

### NOUVELLES ET CHRONIQUE.

Le Département militaire fédéral a adressé aux autorités militaires des Cantons les circulaires suivantes :

*Berne, le 17 septembre 1870.*

Tit. — Le Conseil fédéral a chargé, par arrêté du 16 courant, le Département soussigné d'inviter les intendances des arsenaux cantonaux à restreindre la vente de munitions à celles des sociétés de tir reconnues comme telles.

En exécution de cet arrêté nous venons vous prier de le porter à la connaissance de vos arsenaux avec l'invitation de vouloir s'y conformer.

Agrérez, etc.

---

*Berne, le 22 septembre 1870.*

Tit. — En exécution ultérieure de la circulaire du 16 septembre, le Conseil fédéral a nommé dans sa séance du 21 courant les commissions suivantes pour procéder à l'inspection de tout le matériel de guerre dans les Cantons :

1° Pour les Cantons de Zurich, Lucerne, Uri, Schwytz, Unterwalden, Glaris, Zoug, Soleure, Bâle, Schaffhouse, Appenzell, St-Gall, Grisons et Thurgovie  
MM. le colonel fédéral Egloff, à Tägerweilen, inspecteur; lieutenant-colonel fédéral Kielholz, à Aarau; commandant Mayer, à St-Gall; major fédéral Bluntschli, à Zurich.

2° Pour les Cantons de Berne, Fribourg, Argovie, Vaud, Valais, Neuchâtel et Genève

MM. le colonel fédéral Stocker, à Lucerne, inspecteur; lieutenant-colonel fédéral Métraux, à Lausanne; commandant Egger, à Fribourg; major fédéral Davall, à Vevey.

3° Pour le Canton du Tessin

M. le colonel fédéral Scherer, de Zurich, inspecteur, avec un aide à désigner par lui.

En vous donnant connaissance de ce qui précède, nous vous informerons en même temps que les commissions fonctionneront dès le 1<sup>er</sup> octobre et qu'elles vous feront connaître l'époque de leur arrivée dans le Canton.

Le Département espère que vous profiterez du temps qui vous reste encore jus-

qu'à l'inspection, pour compléter à teneur de la circulaire du Conseil fédéral du 16 septembre les lacunes qui existent encore dans votre matériel. Si jusqu'à cette époque les compléments ne peuvent pas avoir lieu, nous espérons que pour le moins vous pourrez soumettre les conventions passées avec les fournisseurs à la commission, de manière à ce qu'elle puisse examiner si toutes les mesures aptes à assurer le complètement des lacunes ont été prises.

Agréez, etc.

---

Berne, le 22 septembre 1870.

Tit. — A l'occasion de la dernière mise sur pied nous avons fait la découverte peu agréable, que les Cantons s'étaient en bonne partie dépourvus des munitions de réserve qu'ils doivent avoir en dépôt, sans avoir commandé à temps les munitions nécessaires pour l'instruction ainsi que celles destinées à la vente aux particuliers.

De cette manière le laboratoire a été assailli de la part des Cantons de commandes de près de 3  $\frac{1}{2}$  millions de cartouches de petit calibre, auxquelles, il va sans dire, on ne pouvait pas satisfaire immédiatement.

Comme le Département ne croit pas que ces commandes soient suffisantes pour combler les lacunes signalées dans l'état des munitions, nous vous prions de vouloir bien nous envoyer le 1<sup>er</sup> octobre prochain un rapport exact sur le nombre des cartouches de petit et de gros calibre que vous aurez encore en magasin le 30 septembre courant.

Comme le nombre légal de 160 cartouches de petit calibre doit être toujours maintenu en réserve, nous vous prions de vouloir bien à l'avenir augmenter vos approvisionnements de munitions du chiffre de cartouches dont vous supposerez avoir l'emploi dans le courant d'une année.

La prescription d'employer en premier pour l'instruction et ensuite pour la vente aux particuliers les cartouches des anciens approvisionnements, est maintenue.

En terminant nous vous prions de vouloir continuer à faire observer notre ordre du 19 courant, concernant la vente de cartouches à des particuliers, lors même que vos approvisionnements seraient au complet, parce que cet ordre a pour but d'empêcher la vente de cette munition en contrebande à l'étranger.

Agréez, etc.

---

Berne, le 24 septembre 1870.

Tit. — Le Département est surpris de ce que quelques uns des Cantons qui ont envoyé des troupes à la frontière, lui ont transmis des réclamations de dédommagements pour des militaires malades, tandis que d'autres Cantons s'en sont abstenus.

La manière de procéder des premiers Cantons étant parfaitement correcte et équitable, le Département estime que les autres Cantons doivent en agir de même pour tous les militaires qui seraient dans le cas de faire une réclamation.

Nous vous prions en conséquence, de vouloir renseigner à ce sujet et de la manière qui vous paraîtra la plus convenable, les militaires de votre Canton ayant été mis sur pied et de vouloir les inviter, dans le cas où ils croiraient avoir droit à une indemnité, d'en adresser sans délai la demande par votre intermédiaire et accompagnée d'un rapport médical au Département soussigné.

Il est entendu que des dédommagements ne seront alloués que lorsqu'il sera constaté d'une manière évidente, que la maladie provient du service militaire fédéral. — Agréez, etc.

---

Berne, le 26 septembre 1870.

Tit. — Le Conseil fédéral a décidé ce jour la tenue d'une deuxième école centrale à laquelle prendront part tous les majors d'infanterie qui n'ont pas encore fait

e.











« Tout le monde a son poste marqué dans la cité et sa place de combat : l'enceinte est perpétuellement couverte par la garde nationale qui, de l'aube à la nuit, se livre à tous les exercices de la guerre avec l'application du patriotisme.

« On sent tous les jours grandir la solidité de ces soldats improvisés.

« Derrière cette enceinte, ainsi gardée, s'élève une troisième enceinte construite sous la direction du comité des barricades ; derrière ces pavés savamment disposés, l'enfant de Paris a retrouvé, pour la défense des institutions républicaines, le génie même du combat des rues.

« Toutes ces choses, partout ailleurs impossibles, se sont exécutées au milieu du calme, de l'ordre, et grâce au concours enthousiaste qui a été donné aux hommes qui représentent la République.

« Ce n'est point une illusion, ce n'est pas non plus une vaine formule ; Paris est inexpugnable et ne peut être pris ni surpris.

« Restaient aux Prussiens deux autres moyens d'entrer dans la capitale : la sédition et la faim...

« La sédition : elle ne viendra pas, car les suppôts et les complices du gouvernement déchu, ou bien ont fui, ou bien se cachent. Quant aux serviteurs de la République, les ardents comme les tièdes trouvent dans le gouvernement de l'hôtel de ville d'incorruptibles otages de la cause républicaine et de l'honneur national.

« La famine : Prêt aux dernières privations, Paris se rationne volontairement tous les jours, et il a devant lui, grâce aux accumulations de vivres, de quoi défier l'ennemi pendant de longs mois encore. Il supportera, avec une mâle constance, la gêne et la disette pour donner à ses frères des départements le temps d'accourir et de le ravitailler.

« Telle est, sans déguisement ni détours, la situation de la capitale de la France.

« Citoyens des départements, cette situation vous impose de grands devoirs... »

On sait en outre que les troupes de Paris non réparties aux ouvrages de fortification montent à environ 250 mille hommes, dont 50 mille sont de garde chaque jour aux avant-postes et autant comme réserve centrale, les autres restant de piquet chez eux. Le gros de la réserve centrale se tient constamment prêt à renforcer un point quelconque de l'immense périmètre à surveiller. En cinq à six heures il pourrait être suivi de toutes les autres forces. En attendant, l'exercice a lieu sur toutes les places et dans tous les quartiers de Paris sous la surveillance d'instructeurs et d'inspecteurs désignés ad hoc ; chaque fort est commandé par un officier d'artillerie ou du génie de l'armée permanente. Une petite flottille de canonnières, à Paris et à Neuilly sous le Mont-Valérien, agit par la Seine.

Quant aux Allemands, on se rappelle que les deux armées victorieuses, la 3<sup>e</sup> (prince royal de Prusse) et la 4<sup>e</sup> (prince royal de Saxe) mirent en marche sur Paris dès le 4 septembre. Elles

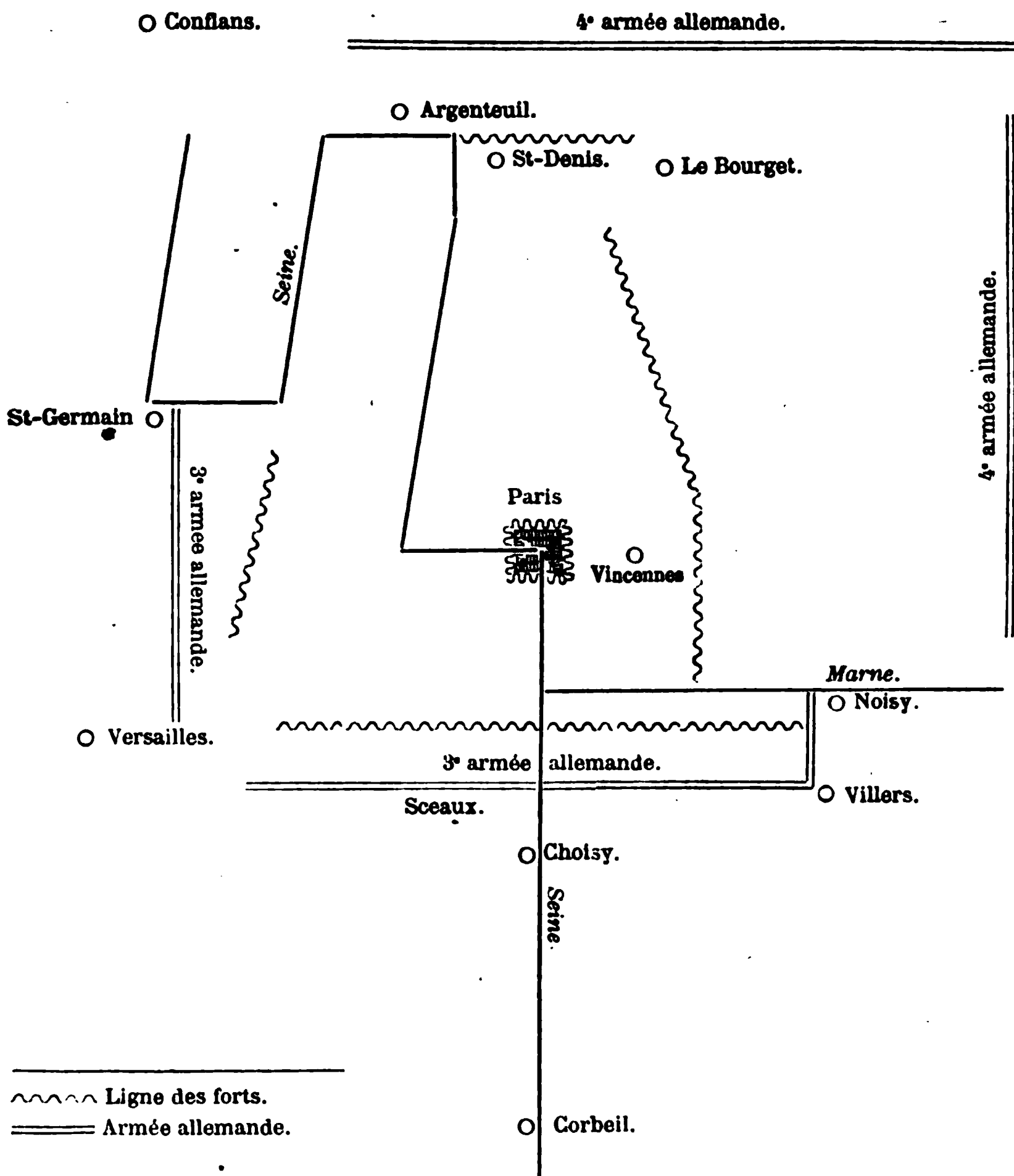












Avec les nombreux corps détachés de sièges et d'occupation des lignes de communication, les forces allemandes actuellement en France se monteraient à environ 800 mille hommes, qui ont suffisamment de monde en réserve pour se maintenir à ce chiffre malgré les pertes journalières des escarmouches et des maladies.

A ces effectifs les Français ne peuvent opposer, outre les forces de Bazaine et de Trochu bloquées dans Metz et dans Paris, que quelques anciens régiments éparpillés dans diverses places et deux armées en formation derrière la Loire et à Lyon.

Ces armées se constituent rapidement, il est vrai. Non-seulement les derniers régiments ont été retirés d'Afrique, mais de nouveaux corps ont été créés en grand nombre et munis de fusils récemment











plaire aux classes aisées, et l'Allemagne attentive comprit que la nation française énervée par le bien-être, amollie par le luxe, affaiblie par les discussions politiques, paralysée par une centralisation routinière, deviendrait pour elle, à la première occasion, une facile proie.

D'ailleurs le remplacement eut pour effet d'affaiblir les cadres en éloignant de l'armée les éléments instruits et intelligents.

Réduite à des cadres sensiblement en décadence, l'armée ne faisait plus que des exercices peu en rapport avec la grande guerre. Rien d'arrêté, rien de fixe, du reste, ni dans ses règlements, ni même dans son uniforme.

En Afrique, nous avions des troupes rompues à la vie des camps et aux fatigues, mais présomptueuses et peu disciplinées, manquant d'ensemble et de calme pour une guerre européenne et tendant à combattre à la manière des Kabyles.

En résumé, une armée de remplaçants et de prolétaires, tirés des dernières classes du peuple, profondément ignorants en général, peu exercés, commandés par des cadres oisifs, allait en venir aux mains avec une nation armée, conduite par des états-majors instruits, remplis d'ardeur et préparés de longue main à la guerre d'invasion qui s'annonçait.

Il était facile de voir de quel côté serait la victoire.

Cependant un avantage sérieux existait chez nous, c'est que l'avancement appartient à toutes les classes et que les échelons de la hiérarchie militaire sont accessibles à tous, tandis que chez nos voisins la question de caste règne toujours. Mais cet avantage, qui procura surtout nos victoires de la première république, était devenu stérile par ce fait que l'armée ne possédait plus les éléments de recrutement nécessaires, comme au temps où la jeunesse française remplissait les camps.

Enfin, au moment où l'on y pensait le moins, la *crise éclata*. Le gouvernement impérial franchit le Rubicon, la guerre est déclarée.

Tout le monde en Europe connaissait, par le plébiscite, le chiffre de nos forces. L'ennemi savait la situation de notre matériel. Plus prudent, plus astucieux que jamais, il était préparé de longue main, et depuis longtemps notre territoire était inondé de ses espions. On les a flétris, mais l'histoire réhabilitera ceux que poussait certainement un ardent patriotisme.

Un peuple chez lequel foisonnent de tels dévouements marche à la conquête du monde.

Quand la guerre éclata, j'avoue que considérant, d'une part, la faiblesse de nos effectifs, les dispositions de la nation plutôt bruyante que belliqueuse, et, d'autre part, les formidables effectifs de l'Allemagne, son armement perfectionné, les sentiments qui unissaient contre nous ses peuples, je crus fermement que notre gouvernement était certain de puissantes alliances, destinées à rétablir l'équilibre.

Chez nous, la guerre commença bruyamment. On s'y prépara comme à une partie de plaisir. La cour envahit l'armée. Les journaux entretenaient les illusions par des plans de campagne chimériques. Ils indiquaient exactement le mouvement des troupes et du matériel, la composition des états-majors et de l'armée elle-même. Tout, en un mot, était raconté, commenté, mis au grand jour pour le plus grand bien de l'ennemi.

En Allemagne, au contraire, la nation courait silencieusement aux armes. Un profond secret régnait sur les préparatifs qui se faisaient avec une activité sans exemple. Chaque cercle militaire de la Confédération, opérant séparément et pourvu de longue main, réunissait son corps d'armée avec le matériel nécessaire. Chaque partie, ainsi constituée, prenait sans bruit et avec précision la place qui lui était assignée pour former un ensemble de forces écrasant.



détachés, disposant des ressources exceptionnelles de cette grande capitale, une armée de 500 mille Français était invincible.

Nos généraux avaient sûrement compris tout cela. Pourquoi ont-ils agi contrairement ? Il est probable que l'empereur leur a imposé le funeste plan qu'ils ont suivi. Il craignait qu'une marche rétrograde ne provoquât une révolution à Paris, et pour sauver la dynastie on a perdu la France.

Une fois Bazaine enfermé dans Metz, la partie n'était pas encore perdue pour nous, car Mac-Mahon, réduit à ses propres forces, pouvait ce que l'armée entière n'avait pas essayé de faire. Il devait se concentrer sur Paris et ne reprendre l'offensive qu'après y avoir *doublé, triplé* ses forces. En effet, Bazaine tient encore à Metz, ce qui prouve qu'il n'était pas si urgent de tout risquer pour le dégager et qu'il était préférable de renforcer d'abord l'armée à ce destinée.

Secondement, il était facile de voir qu'en s'avancant par Sedan, on courait grand risque d'être acculé à la Belgique et perdu.

Il y a plus : supposant le mouvement de Mac-Mahon complètement réussi et la réunion des deux armées opérée, qu'obtenait-on ? C'était toujours une armée française inférieure en nombre et obligée de combattre pour s'ouvrir le chemin de Paris, n'ayant pas de ligne de retraite, puisqu'elle aurait été adossée à une frontière neutre.

Cette armée vaincue était donc perdue, car, ou elle était rejetée hors du territoire, ou elle était enfoncée dans Metz, avec augmentation de bouches à nourrir.

De toutes manières, nous le répétons, c'était se priver des immenses ressources qu'offrait Paris, c'était se séparer des forces accumulées dans les dépôts et qui y devenaient complètement inutiles, puisque les cadres allaient être détruits.

---

#### LE GÉNÉRAL DE DIVISION MARGUERITTE.

La France a perdu, dans ces dernières semaines, tant de braves et brillants enfants qu'on n'ose entreprendre de parler de tous, ni de s'occuper de quelques-uns d'entr'eux individuellement. Ce chapitre de nécrologies serait trop long et trop triste. Si cependant une exception peut être faite c'est bien à propos du général Margueritte, frappé à mort devant Sedan à l'âge de 47 ans seulement.

Margueritte (Auguste) était un des plus nobles types de l'élite de l'armée française, un Africain accompli et expérimenté, un troupier énergique et vaillant en même temps qu'un officier réfléchi, sérieux, studieux, doué des meilleures qualités de l'esprit et du cœur. Entré au service en 1837, à l'âge de 17 ans, comme engagé volontaire dans la gendarmerie maure, il gagna tous ses grades et toutes ses distinctions sur le champ de bataille, depuis la croix de la légion d'honneur, qu'il obtint à 19 ans pour action d'éclat, jusqu'au grade de général de brigade qu'il gagna au Mexique à la tête d'un régiment de spahis et au brevet de général de division, qu'il reçut le 30 août de cette année devant Sedan. Il fut cité dix-neuf fois à l'ordre de l'armée pour actions d'éclat en Afrique et au Mexique ; et dans la campagne actuelle, à peine arrivé d'Alger où il commandait la subdivision, pour diriger une brigade de chasseurs d'Afrique, il signala sa présence par des succès qui firent sensation et redonnèrent l'espérance. Le premier il tint tête aux fameux houlans prussiens ; il en culbuta tout un deta-

























Un rapport du général-major de Degenfeld, commandant un détachement du 14<sup>e</sup> corps d'armée (Werder), publié par les journaux badois, donne les renseignements suivants sur les dernières opérations militaires des Allemands dans les Vosges :

« A l'expédition dirigée sur St-Dié avaient pris part 6 bataillons, 2  $\frac{1}{2}$  escadrons et 2 batteries. Ces troupes se sont concentrées le 1<sup>er</sup> octobre à Mutzig et à Barr pour traverser les Vosges simultanément par trois routes peu praticables, afin d'y empêcher l'organisation des francs-tireurs et de châtier les localités qui s'y prêtent.

Le 2 et le 3 octobre le passage fut opéré sans rencontre, quoique partout les chemins fussent coupés de fossés et d'abattis, et même munis en certains endroits de tranchées de tirailleurs.

Le 4 octobre commencèrent les premiers engagements ; la colonne du centre marchant depuis Plinne fut reçue à l'ouest de Champonay par des coups de feu qui lui blessèrent deux hommes, sans qu'il fût possible d'atteindre les francs-tireurs au nombre de 40 à 50 ; le soir une reconnaissance rencontra de nouveau près de la Trouche un détachement de francs-tireurs, auquel elle fit éprouver une perte de 20 morts, sans avoir plus d'un blessé.

Le 5 octobre eut lieu une lutte plus sérieuse près de Raon-l'Etape ; elle commença à 9  $\frac{1}{2}$  heures du matin. Les Français, au nombre de 5 à 600 francs-tireurs, qui tiraient des tranchées, furent rapidement rejetés hors de leurs positions et poursuivis par la cavalerie, avec une perte pour eux de 45 hommes.

Le soir du même jour, la colonne apprit qu'elle n'avait plus à agir comme corps isolé, mais comme avant-garde de tout un corps d'armée allemand dirigé sur Epinal.

Le 6 octobre, la colonne Degenfeld s'est avancée contre St-Dié, ville de 10,000 âmes ; mais reçue à coups de fusils, et au milieu d'un épais brouillard qui lui rendait impossible de s'orienter, elle dut s'arrêter jusqu'à 9  $\frac{1}{4}$  heures du matin sur la hauteur d'Étival. Lorsque la marche en avant fut ordonnée, les Français déployèrent à Nompatelize et dans les localités environnantes une résistance opiniâtre.

Dans Nompatelize, il s'engagea un combat de village très violent qui dura plusieurs heures : en même temps des forces françaises supérieures s'avançaient de Le Salle, par la forêt de Saint-Remy, soutenues par de l'artillerie (deux batteries autant que l'on en pouvait juger) qui faisait un feu très bien dirigé. La situation devenait critique pour la partie engagée du corps Degenfeld, lorsque vers une heure, un mouvement combiné du reste de ce corps lui fit du jour. A l'aile gauche, le hameau des Pleignes fut enlevé non sans pertes assez sérieuses ; l'artillerie française en batterie près de Nompatelize fut réduite enfin au silence par les canons allemands ; l'aile droite s'empara de St-Remy, et les hauteurs près de la Voivre furent prises d'assaut. Vers les deux heures, les Français recommencèrent l'attaque avec une nouvelle vivacité, mais ils furent repoussés, et les obus de l'artillerie badoise leur firent beaucoup de mal. Cependant les Allemands, qui cherchaient de leur côté à s'avancer par leurs deux ailes, ne gagnaient que très lentement du chemin sous le feu de vitesse supérieur de l'ennemi.

Vers trois heures, arriva de Raon sur le lieu du combat le premier bataillon du régiment des grenadiers de la garde badoise, qui chargea tambours battant et trompettes sonnant, et repoussa les Français de position en position ; lorsqu'il fut arrivé en ligne, l'aile gauche avançant à son tour des Pleignes et de Nompatelize enleva les pentes raides du bois des Jumelles. L'attaque fut attendue de pied ferme par les Français, et le terrain fut disputé pas à pas jusqu'à la crête de la hauteur ; mais à partir de là, ils descendirent au pas de course dans une complète déroute pour se réfugier vers le col de Bourgouce.

Toute la ligne allemande marcha alors en avant ; la journée était décidée, il était 4 heures après midi.













d'ouvrages utiles. Nous faisons donc un appel à toutes les personnes pouvant disposer de quelques bons ouvrages d'instruction générale et populaire, d'une lecture facile, récréative ou édifiante, neufs ou usagés, brochés ou reliés et qui voudraient bien s'intéresser à cette œuvre. Si nos bataillons sont remplacés par des troupes de la Suisse romande, ces livres leur seraient prêtés, mais à condition qu'après la campagne ils seront renvoyés dans le canton de Vaud pour y être distribués à quelques bibliothèques populaires, à moins qu'ils ne puissent devenir le noyau d'une *petite bibliothèque de campagne*.

Les livres seront reçus avec reconnaissance au magasin de MM. Fraucillon, rue St-François, à leur succursale, rue Haldimand, ou par le soussigné.

J. MELLEY, lieut.-colonel.

---

**Algérie.** — On lit dans le *Moniteur de l'Algérie* du 6 octobre :

D'après des nouvelles qui viennent de parvenir au gouverneur général, des partis nombreux de dissidents seraient en marche dans l'extrême sud de la province d'Oran et se dirigeraient vers l'Est. Des contingents considérables auraient aussi quitté le Maroc pour faire incursion en Algérie, sous la conduite de Si Kaddour ben Hamza, appuyés par les fantassins et cavaliers de plusieurs tribus du sud du Maroc.

Il est du devoir du gouverneur général de prévenir la population européenne de cette situation, afin que les voyageurs, commerçants et tous ceux qui peuvent avoir à circuler dans les tribus et sur les routes du sud de l'Algérie, connaissent les dangers que cet état de choses peut entraîner pour eux.

**Etats-Unis.** — Le président des Etats-Unis, de retour à Washington, après une longue villégiature, a manifesté avec chaleur son approbation de la conduite du ministre Washburne à Paris, et a exprimé l'opinion que les Prussiens ne parviendront pas à s'emparer de cette capitale. Il pense que la guerre est loin encore de sa fin, et qu'il est impossible de prévoir comment elle finira. Il espère, toutefois, que la forme actuelle du gouvernement républicain en France sera maintenue.

— On annonce la mort récente du général Lee, le célèbre commandant en chef des troupes du Sud dans la guerre de Sécession.

---

La *Revue militaire suisse* paraît deux fois par mois à Lausanne. Elle publie en supplément, une fois par mois, une *Revue des armes spéciales*. — Prix : Pour la Suisse, 7 fr. 50 c. par an. Pour la France, l'Allemagne et l'Italie, 10 fr. par an. Pour les autres Etats, 15 fr. par an. — Pour tout ce qui concerne l'Administration et la Rédaction, s'adresser au Comité de Direction de la *Revue militaire suisse*, à Lausanne, composé de MM. F. LECOMTE, colonel fédéral; E. RUCHONNET, major fédéral d'artillerie; Jules DUMUR, capitaine fédéral du génie (à Zurich). — Pour les abonnements à l'étranger s'adresser à M. Tanera éditeur, rue de Savoie, 6, Paris.

---

IL VIENT DE PARAÎTRE

chez CHANTRENS, éditeur, à Lausanne, et chez les principaux libraires de la Suisse:

## ÉTUDES D'HISTOIRE MILITAIRE

Temps modernes jusqu'à la fin du règne de Louis XIV

par Ferdinand LECOMTE, colonel fédéral suisse.

2<sup>me</sup> édition, augmentée d'un

**avant-propos sur la guerre de 1870.**

1 vol. in-8°. Prix : 5 francs.

---

LAUSANNE. — IMPRIMERIE PACHE, CITÉ-DERRIÈRE, 3.





















































Verdun, dans le but évident de se frayer un chemin vers Châlons, afin de rejoindre aux abords de cette ville les corps reconstitués de Mac Mahon et de de Failly, ainsi que les divisions du corps Canrobert (6<sup>e</sup>) que la rupture partielle des communications par voie ferrée, avaient empêché de rejoindre leur corps.

Le même jour, 14 août, lorsque le quartier impérial était déjà établi à Longeville, et le quartier-général du maréchal Bazaine, déjà transporté à Moulin (2 kilomètres au delà), vers une heure de l'après-midi, une violente canonnade éclata à l'arrière-garde de l'armée française, annonçant que l'ennemi manifestait l'intention d'empêcher notre retraite sur Châlons et Paris. Le 4<sup>e</sup> corps, commandé par le général Ladmirault, sut admirablement repousser cette surprise et, entraînant peu à peu l'ennemi sous le feu des forts, lui causa d'énormes pertes. Ce combat, qui fut un des plus francs succès remportés par nos armes, prit le nom de bataille de Borny-May. Le 4<sup>e</sup> corps resta maître du champ de bataille, et put dès le lendemain continuer, à la suite du gros de l'armée, sa marche en avant.

La journée du 15 août se passa sans engagement ; le quartier impérial se transporta à Gravelotte, et le quartier-général du maréchal, d'abord destiné à se fixer à Vionville, puis à Rezonville (8 kilom. en arrière) s'arrêta définitivement, par mesure de précaution, au même village de Gravelotte. Nos éclaireurs annonçaient à ce moment-là au général Frossard, campé à la gauche de Rezonville, et au maréchal Canrobert, campé sur la droite, qu'un corps d'armée prussien de 30,000 hommes au moins était stationné aux abords de Mars-la-Tour, 3 kilom. en avant de Vionville.

Telle était la situation militaire au matin du 16 août, lorsque, vers sept heures du matin, la voiture de l'empereur, accompagnée des 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> chasseurs d'Afrique, s'éloignait de Gravelotte et prenait, sur la droite, la route de Conflans encore libre, pour se diriger vers le camp de Châlons. La nouvelle de ce départ précipité traversa l'armée comme un éclair et produisit le plus déplorable effet ; chaque officier, presque chaque soldat, s'unit sans doute de cœur avec le maréchal Bazaine, s'écriant dans cette même matinée : « Dieu merci, cet imbécile nous a enfin quittés ! »

Dès l'aube, nos tirailleurs d'avant-poste avaient échangé quelques coups de fusil avec les troupes allemandes. Vers huit heures, tout s'était éteint, et il semblait que nous pourrions continuer encore ce jour-là notre marche en avant, sans rencontrer d'obstacles sérieux. Malheureusement cette quiétude possédait si bien certaines parties de l'armée, le 2<sup>e</sup> corps entre autres, que ce dernier trouva moyen de se laisser surprendre, en plein jour, de la plus outrageuse façon. La division Bataille se dispersa vers neuf heures dans le plus terrible désordre, accompagnée de presque tous les cavaliers de la brigade du prince Murat, laissant entre les mains de l'ennemi leurs tentes et la plupart des effets de campement. Ralliés par la division Laveaucoupet (2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> corps), les bataillons et escadrons, dont la panique faillit amener une déroute générale, tentèrent vaillamment pendant tout le reste du jour, de réparer l'effet déplorable produit par leur fuite du premier moment.

La bataille devint rapidement générale. Le 6<sup>e</sup> corps défendit, perdit, puis reprit le village de Rezonville ; le 3<sup>e</sup> corps exécuta sur la droite un mouvement tournant des plus heureux ; enfin, vers cinq heures et demi du soir, la garde impériale, envoyée à la rescousse, permit à l'ensemble de notre armée de coucher dans les bivacs mêmes qu'elle occupait la veille, sans avoir perdu un pouce de terrain, sans en avoir malheureusement gagné non plus.

Le 4<sup>e</sup> corps d'armée, retardé dans sa marche par le combat du 14, et dont la mission consistait d'ailleurs à protéger les derrières de l'armée, arriva sur le champ de bataille dans la nuit du 16 au 17. Dès ce moment-là, chacun, généraux, officiers et soldats comptaient sur un nouvel effort, la même nuit, ou tout



Un élan superbe animait toutes nos troupes et, vers huit heures, lorsque la nuit éteignit les feux, les lignes françaises avaient avancé énormément et, sauf sur la gauche où le maréchal Canrobert et le 6<sup>e</sup> corps n'étaient pas parvenus à couper les communications prussiennes avec la rive droite de la Moselle, tout semblait marcher de la meilleure façon possible. Les Prussiens ont avoué depuis, dans leurs rapports officiels, qu'une marche de nuit aurait certainement permis aux Français de franchir la ligne de circonvallation et d'aller donner la main, dès le lendemain soir, aux avant postes de l'armée de Sedan.

Pour le malheur de la France, Bazaine ordonna repos pendant cette nuit du 31 au 1<sup>er</sup>, et alla coucher lui-même, avec tout son état-major, au village de Saint-Julien, sans prendre de suffisantes précautions pour conserver pendant les heures suivantes ses rapides conquêtes de la journée. A une heure du matin, les Prussiens attaquaient nos avant-postes, peu vigilants, et regagnaient en trois heures tout le terrain perdu : Servigny et Noisseville retombaient en leur possession, et ils plaçaient en avant des bois de Charly deux batteries, qui réduisaient les troupes du 6<sup>e</sup> corps à abandonner, le 1<sup>er</sup> dès dix heures du matin, le village de Vany et les terrains avoisinants.

A midi précis, le maréchal, qui avait observé depuis la ferme de Grimont la marche des événements, ordonna la retraite sur toute la ligne, et se dirigea de sa personne sur le Ban-Saint-Martin, vers la maison de campagne qu'il avait occupée du 19 au 31, et dont le propriétaire était M. Herbin Fisserand, de Metz.

Les bagages de l'armée avaient été consignés pendant ces deux jours dans l'île Chamhière, au milieu de la ville de Metz, ce qui indiquait suffisamment qu'aucune pensée positive de percer n'avait occupé ces jours-là le maréchal.

Depuis lors, aucune sortie sérieuse n'est venue indiquer de la part du commandant en chef la volonté de tirer son armée de la terrible fausse position dans laquelle il l'avait placée : il ne prit pas d'avantage les mesures nécessaires à un blocus de longue durée : c'est ce que nous allons examiner maintenant, en indiquant la conduite du maréchal depuis que la nouvelle de la capitulation de Sedan et de la reddition du 4 septembre était parvenue jusqu'à lui.

Confirment simplement à examiner la situation de cette étrange situation, nous constatons que le maréchal Raimond a fait deux tentatives de sorties depuis le 1<sup>er</sup> septembre, savoir le 27 septembre sur le village de Peltra, sortie qui nous a coûté 40 hommes tués et 240 prisonniers de guerre au plus, et le 7 octobre, mouvement stratégique consistant à faire passer le front à nos mouvements hors le défilé de Tournay. Un petit détachement appartenant à un M. Labredonnes, et commandé par le capitaine de son régiment, fut pris d'assaut par nos troupes. Ce détachement était composé de 100 hommes et fut tué à deux ou trois cents mètres en avant, et transporté au camp de Saint-Remy, et s'arrêtant, par ordre, sur le bord du ruisseau des Tournes. Deux compagnies de notre division s'en emparèrent, en effet, et furent transportées dans le camp de Saint-Remy jusqu'à midi, heures où elles furent défilées devant le camp de Saint-Remy.

1. The first step in the process is to identify the problem or issue that needs to be addressed. This involves gathering information and understanding the context of the problem.

[illegible]













et qui, malgré quelques modifications de détail, n'est plus à la hauteur de la tâche du commissariat des guerres. M. Hegg n'est pas le premier qui ait élevé la voix pour signaler les vices de ce règlement et réclamer une réforme : on se souvient entr'autres de la brochure du capitaine Colomb (1862) et des articles du major Baumgartner (1866), et il y a une dizaine d'années une grande commission fut nommée par le Département militaire fédéral ; elle fit de nombreuses enquêtes et se livra à un travail considérable qui resta enfoui dans les cartons : plus tard, le colonel Girard fut chargé d'un projet de remaniement et rien n'est venu. Mais pour cela faut-il continuer à marcher avec un règlement dont chacun reconnaît l'insuffisance et laisser en souffrance l'administration militaire, la branche la plus importante de tous les services de l'armée, sans laquelle les autres ne sont rien ?...

Le colonel Denzler, commissaire des guerres en chef, dont l'énergie et la capacité sont bien connues, est le premier à reconnaître qu'il y a énormément à simplifier et que ce n'est pas avec des mesures provisoires, toutes bonnes qu'elles soient, que la marche du service sera assuré ; car la différence est énorme lorsqu'il ne s'agit que d'écoles et de camps d'instruction, où tout peut être combiné et arrangé d'avance, ou bien d'une campagne active où tout est imprévu et où d'un moment à l'autre l'administration doit être en mesure de faire face aux exigences impérieuses qui peuvent surgir à chaque instant : le mieux serait peut-être d'avoir deux règlements, l'un pour le service sédentaire, l'autre pour le service actif. Espérons en tout cas, que l'appel du lieutenant Hegg réveillera encore des échos et ne sera pas *vox clamans in deserto*. †

---

#### NOUVELLES ET CHRONIQUE.

Le Département militaire fédéral a adressé aux autorités militaires des Cantons la circulaire suivante :

*Berne, le 26 octobre 1870.*

Le Département a l'honneur de vous adresser . . . exemplaires de la description du matériel sanitaire de l'armée suisse, avec planches, approuvée par le Conseil fédéral dans sa séance du 19 mars 1870, et vous prie de bien vouloir faire parvenir un exemplaire à chaque médecin de corps de votre Canton.

*Le Chef du Département militaire fédéral,*  
WELTI.

---

Ces jours derniers, M. le colonel fédéral Aubert, commandant de la III<sup>e</sup> division, a inspecté la 9<sup>e</sup> brigade dans ses cantonnements de Porrentruy et environs. Cette inspection a donné les résultats les plus satisfaisants quant à la tenue et aux aptitudes militaires de cette belle brigade.

---

La *Revue militaire suisse* paraît deux fois par mois à Lausanne. Elle publie en supplément, une fois par mois, une *Revue des armes spéciales*. — Prix : Pour la Suisse, 7 fr. 50 c. par an. Pour la France, l'Allemagne et l'Italie, 10 fr. par an. Pour les autres Etats, 15 fr. par an. — Pour tout ce qui concerne l'Administration et la Rédaction, s'adresser au Comité de Direction de la *Revue militaire suisse*, à Lausanne, composé de MM. F. LECOMTE, colonel fédéral ; E. RUCHONNET, major fédéral d'artillerie ; Jules DUMUR, capitaine fédéral du génie (à Zurich). — Pour les abonnements à l'étranger s'adresser à M. Tanera éditeur, rue de Savoie, 6, Paris.

---



la France recevant la Savoie, comme en 1860, avec son bagage intact de bénéfices et de servitudes. — Or comme nous n'avions ni le droit ni le pouvoir d'empêcher le Piémont de devenir l'Italie, avec ou sans la Savoie, nous devrions nous tenir pour heureux, une telle transformation une fois opérée, que ces grands états laissent tomber cette quatrième clause et les nombreuses ressources qu'elle leur fournirait pour nous créer des complications.

5° Enfin n'oublions pas que l'amalgame des deux neutralités helvétique et savoisiennne a été non seulement octroyé mais *imposé* à la Suisse, à la demande expresse du roi de Sardaigne, pour couvrir son extrême frontière et par elle Chambéry, en compensation de la cession qui nous fut faite des communes sardes annexées alors au canton de Genève. (Voir protocole spécial dans le texte ci-après.)

Or ces communes restent le gage de la manière dont nous nous acquittons des clauses des traités. Et si nous admettons que ces clauses sont d'application presque impossible en tout temps, mais surtout dans les circonstances présentes, et que les arbitres des difficultés qui naîtraient seraient forcément l'un ou l'autre des belligérants, dont le plus fort jusqu'à présent dispose sans façon d'importants territoires et de leurs populations par seul droit de conquête, nous pouvons nous convaincre que tout ce qui concerne l'exécution ou la non-exécution de ces traités met directement en péril l'intégrité même de la Suisse.

Ces diverses raisons établissent donc bien que le droit strict d'occupation de la Savoie par la Confédération est un droit qui nous est onéreux et dangereux. Ce ne serait assurément pas un motif pour le répudier; car les relations de peuple à peuple doivent être basées non sur le seul intérêt mais sur la justice, sur la morale et sur le respect des engagements réciproques.

Mais à ce point de vue nous sommes favorisés par les atteintes que le temps et de violentes brèches ont portées aux traités de 1815. Les mêmes faits qui ont créé et augmenté les périls de nos obligations en ont heureusement infirmé et détruit la source. La redevance qui nous était imposée s'est tellement accrue qu'elle annule le titre lui-même. Les traités de 1815, dont l'acte sur la zone savoisiennne est une annexe, ont été vingt fois violés par tous les intéressés: par le Piémont ou Italie, l'ancien propriétaire; par la France, le nouveau propriétaire depuis 1860; par la Prusse, le futur propriétaire, au moins momentanément comme belligérant; puis par la Savoie dans son plébiscite de 1860, avec une petite réserve, il est vrai, sur le point spécial mais non encore régularisée; <sup>(1)</sup> enfin par nous-mêmes qui n'avons jamais usé ni même parlé de ce droit d'occupation dans diverses circonstances antérieures plus impérieuses peut-être que celles d'aujourd'hui; par nous-mêmes, qui, en 1847 et 1848, avons non-seulement déchiré les traités de 1815 d'une manière générale par notre constitution de 1848, mais positivement aboli, dans le canton-principauté de

(1) La France, par le traité de 1860, recevait la Savoie au même titre que le Piémont la possédait; mais le changement de situation devait être régularisé par une convention ultérieure qui reste encore à faire.



Neuchâtel, en 1848, 1856 et 1857, le même état amphibie des populations que nous ressusciterions en Savoie par une occupation militaire.

Cette mesure serait donc de notre part une inconséquence, non moins qu'une imprudence. En fait nous rajeunirions nous-mêmes des droits onéreux ne reposant que sur des titres véreux. Pourquoi cela ?

Nous ne reprocherons certes pas à nos contradicteurs d'avoir ignoré ce côté critique de leur prétention. Mais ils pensent sans doute faire acte de prévoyance en s'efforçant de voir en cette affaire d'autres éléments que ceux du droit strict, c'est-à-dire des intérêts majeurs qu'on ne saurait étayer de trop d'arguments, même tirés des chartes les plus vermoulues. Sur ce terrain-là, nous le reconnaissons, tout est plaidable. L'avenir et ses hypothèses, le passé et ses parchemins offrent un riche champ à l'imagination. Seulement les divergences de vues peuvent être nombreuses; elles sont au moins parfaitement excusables, ce qui serait une première raison pour qu'on ne suspectât pas déjà le patriotisme des citoyens suisses peu enclins à célébrer la souveraine autorité des traités de 1815 en ce qui concerne la zone savoisiennne.

Une fois sur ce chapitre on découvre peu à peu le pot aux roses, qui se change bientôt malheureusement en redoutable fagot d'épines.

On nous dit, mais encore tout bas seulement, que l'intérêt militaire et politique de la Suisse exige que la zone neutre nous soit réellement annexée au moins en partie; que nous avons manqué l'occasion de le faire en 1860, que les temps sont plus favorables aujourd'hui, qu'il faut se hâter d'en profiter, et que le droit d'occupation qui nous est conféré fournit tout naturellement l'occasion de faire un bon premier pas vers cette conquête.

Ces assertions demanderaient une longue réponse. Nous ne leur opposerons cependant pour le moment que quelques objections :

1<sup>o</sup> Le droit que nous invoquons serait donc sanctionné ou remplacé par la force. Or sommes-nous bien sûrs de posséder cette force dans toutes les éventualités que nous provoquerions et de ne pas voir le prétendu droit dont nous la masquons se retourner contre nous ? Le doute est permis, puisque d'entrée les prôneurs de la future conquête font savoir par les journaux de Berne <sup>(1)</sup> que les troupes suisses ne devraient pas occuper toute la zone, n'iraient pas jusqu'au sud des lacs d'Annecy et du Bourget, mais seulement jusqu'au ruisseau des Usses, laissant ainsi la route de Seyssel et le chemin de fer de Culoz libres aux opérations prussiennes sur Annecy, Aix et Chambéry. De cette façon la zone neutre pourrait être occupée de concert par nos troupes et par les troupes allemandes. Est-ce que la Savoie, la France, l'Europe neutre admettraient notre neutralité sous cette forme ? ne seraient-elles pas en droit de nous considérer plutôt comme en alliance avec la Prusse ? En ce cas quelles pourraient en être les conséquences pour nos autres frontières, surtout pour notre territoire limitrophe

(1) Voir entr'autres l'avant-dernier n<sup>o</sup> du *Sonntagspost*.

de la France et pour nos compatriotes habitant ce pays? Nous n'avons pas besoin, croyons-nous, de donner la réponse.

Puis si nous prétendons tirer des traités le droit de n'occuper que partiellement et selon nos seules convenances la zone neutre, nous devons en pouvoir tirer également le droit de ne la point occuper du tout, ce qui serait de beaucoup le plus simple et le plus sûr. Ou, en effet, l'occupation de la zone est pour nous un simple droit facultatif, et nous ne saurions sensément arguer aujourd'hui de raison majeure pour l'exercer; ou c'est une obligation impérieuse, et nous ne la remplirons qu'en nous conformant aux termes stricts des actes qui l'imposent, c'est-à-dire en faisant respecter la neutralité de la zone tout entière. Dans ce dernier cas que dirait la Prusse, à qui nous fermerions le débouché de Culoz après en avoir laissé jouir les Français en 1859 et les Garibaldiens il y a quelques semaines seulement?

2<sup>o</sup> Les motifs militaires avancés pour motiver cette occupation ont si peu de valeur réelle qu'on ne saurait les considérer que comme de futils prétextes.

Si le superbe empire français, à l'apogée de sa puissance, a pu posséder dix ans la Savoie sans que nous en ayons aperçu l'ombre d'un danger pour la Suisse, ce danger sera-t-il plus grand dans l'avenir, alors que la France, redevenue un pays libre, aura perdu sa haute influence militaire en Europe et sa frontière sur quatre de nos Cantons?

D'autre part si nous vivons en bonne amitié avec nos voisins allemands même allant en guerre, depuis Rorschach au Jura vaudois et jusque dans notre gare commune du petit Bâle ou dans nos cantonnements du Porrentruy, peut-on admettre que la présence de leurs troupes en Savoie rompra ces bonnes relations et menacera notre sécurité?..... Et si nous nous mettons en quête de bonnes frontières naturelles, quelle meilleure barrière peut-on désirer que le lac Léman avec les défilés de St-Gingolphe, et dans quelle dangereuse situation stratégique au contraire se trouverait, contre la France, tout un Canton suisse au-delà de ce vaste fossé? C'est déjà bien assez que nous y ayons une portion du canton de Genève sans nous y affaiblir d'appendices plus embarrassants qu'utiles à la défense générale.

3<sup>o</sup> Si au point de vue politique on pourrait être charmé à tous égards de voir notre chère patrie s'accroître de l'adhésion libre et convaincue des braves populations savoyardes, auxquelles nous rattachent tant de liens d'intérêts communs, de mœurs, de relations amicales, il deviendrait indigne de nos traditions et de notre honneur suisses autant qu'inutile et imprudent de chercher à les amener à nous par un emploi mélangé de violence et d'hypocrisie, tel que serait celui d'une occupation militaire comme préliminaire d'une annexion politique. Sachons, sous ce rapport, borner notre propagande au spectacle de nos libres institutions républicaines et fédératives; régulons-en le jeu, éloignons-en les restes trop nombreux d'arbitraire et de routines despotiques, nous avancerons mieux notre agrandissement que par de cauteleuses finesses diplomatiques qui ne trompe-





1° Que les provinces du Chablais et du Faucigny, et tout le territoire au nord d'Ugine, appartenant à Sa Majesté, fassent partie de la neutralité de la Suisse, garantie par toutes les Puissances ; c'est-à-dire que, toutes les fois que les Puissances voisines de la Suisse se trouvent en état d'hostilités ouvertes ou imminentes, les troupes de Sa Majesté le Roi de Sardaigne, qui pourraient se trouver dans ces provinces, se retireront, et pourront à cet effet passer par le Valais, si cela devient nécessaire ; qu'aucunes autres troupes armées d'aucune Puissance ne pourront y stationner, ni les traverser, sauf celles que la Confédération suisse jugerait à propos d'y placer ; bien entendu que cet état de choses ne gêne en rien l'administration de ces provinces, où les agents civils de Sa Majesté le Roi pourront aussi employer la garde municipale pour le maintien du bon ordre.

2° Qu'il soit accordé exemption de tout droit de transit à toutes les marchandises, denrées, etc., qui, en venant des Etats de Sa Majesté et du port-franc de Gènes, traverseraient la route dite du Simplon dans toute son étendue par le Valais et l'Etat de Genève. Il serait entendu que cette exemption ne regarderait que le transit, et ne s'étendrait pas, ni aux droits établis pour le maintien de la route, ni aux marchandises et denrées destinées à être vendues ou consommées dans l'intérieur. Cette réserve s'applique également à la communication accordée aux Suisses entre le Valais et le Canton de Genève, et les gouvernements prendraient à cet effet, de commun accord, les mesures qu'ils jugeraient nécessaires, soit pour la taxe, soit pour empêcher la contrebande chacun sur leur territoire.

3° Que les pays nommés fiefs impériaux, qui avaient été réunis à la république ligurienne et qui se trouvent maintenant administrés provisoirement par Sa Majesté le Roi de Sardaigne, soient réunis définitivement aux Etats de Sa Majesté de la même manière et ainsi que le reste des Etats de Gènes.

4° Que ces conditions fassent partie des délibérations du Congrès, et soient garanties par toutes les Puissances.

5° Que les hautes Puissances alliées s'engagent à employer encore leurs bons offices, et à se prêter à adopter les moyens qu'il pourrait y avoir pour engager la France à rendre à Sa Majesté le Roi de Sardaigne au moins une partie de la Savoie qu'elle occupe ; savoir : les Bauges, la ville d'Annecy et le grand chemin qui conduit de cette dernière ville à Genève, sous réserve de fixer les limites précises d'une manière convenable, cette partie du pays qui vient d'être désignée étant nécessaire pour compléter la défense des Alpes et pour faciliter l'administration du pays dont Sa Majesté le Roi de Sardaigne est restée en possession.

Vienne, le 26 mars 1815.

DE ST-MARSAN.

Approuvé dans la séance de 29 mars 1815, par Messieurs les Plénipotentiaires des Puissances signataires du traité de Paris, dont les signatures suivent dans l'ordre alphabétique des Cours :

|                         |                                                                               |
|-------------------------|-------------------------------------------------------------------------------|
| <i>Autriche.</i>        | Le Prince DE METTERNICH. Le Baron DE WESSENBERG.                              |
| <i>Espagne.</i>         | (Sous la réserve mentionnée dans le protocole).<br>GOMEZ LABRADOR.            |
| <i>France.</i>          | TALLEYRAND. Le Duc DE DALBERG.<br>Le Comte Alexis de NOAILLES.                |
| <i>Grande-Bretagne.</i> | CLANCARTY. STEWART, lieutenant-général.                                       |
| <i>Portugal.</i>        | Le Comte DE PALMELLA. A. DE SALDANHA DA GAMA.<br>LOBO DA SILVEIRA.            |
| <i>Prusse.</i>          | Le Prince DE HARDENBERG. Le Baron DE HUMBOLD.                                 |
| <i>Russie.</i>          | Le Comte DE RASOUMOFFSKY. Le Comte DE STACKELBERG.<br>Le Comte DE NESSELRODE. |
| <i>Suède.</i>           | Le Comte DE LÖVENHJELM.                                                       |

---















mence un long tunnel de 3,000 pieds, que l'on a fait sauter sur une longueur de 60 pieds à la sortie Ouest. En outre, il y a entre Nanteuil et Meaux un autre tunnel et un pont qu'on a fait sauter également. Malgré des travaux gigantesques, ces dégâts ne seront pas réparés avant cinq semaines, en sorte que tous les transports de munitions, de canons et de vivres doivent être déchargés des wagons à Nogent et ici, et être acheminés sur Paris par chariots, pendant 15 et 20 lieues. A ces transports sont employés près de 30,000 chariots, qui cheminent jour et nuit. Toutes les routes aboutissant à Paris en sont couvertes, et il en résulte des arrêts considérables. Depuis une semaine, l'arrivée de l'artillerie de parc et des pièces de siège est énorme; pour le transport des grosses pièces d'artillerie, on emploie des locomotives routières »

Dépêche du ministre de Tours, 25 octobre, 11 h. du matin.

*Intérieur aux préfets des départements en état de guerre :* Seine-Inférieure, Eure, Orne, Sarthe, Loire-et-Cher, Nièvre, Yonne, Aube, Marne, Jura, Doubs, Somme, etc.

« On demande souvent des instructions relatives à la destruction des ponts et travaux d'art sur les routes et chemins de fer. Après avoir pris l'avis du génie, je dois faire savoir d'une manière générale que l'on abuse un peu de la destruction des ponts. On arrête assez peu par là la marche de l'ennemi, et on se prépare à soi-même les plus grandes difficultés.

» La décision à prendre doit être laissée uniquement à l'autorité militaire locale. »

---

### NOUVELLES ET CHRONIQUE.

Divers journaux annoncent que le roi Victor-Emmanuel aurait écrit au roi de Prusse pour le prier d'épargner son ancienne province de Savoie dans la guerre actuelle. Il nous semble que le Conseil fédéral pourrait bien hasarder une démarche semblable au nom de nos relations de bon voisinage et des droits douteux et non encore régularisés depuis 1860 qui rattachent la zone à la neutralité suisse. Ce serait sans doute plus efficace que le déploiement projeté de forces militaires.

La 9<sup>e</sup> brigade fédérale ayant fait ses six semaines de service à la frontière, elle vient d'être relevée dans ses cantonnements de l'Orrestruy par la 8<sup>e</sup> brigade (colonel fédéral Grand) aussi de la III<sup>e</sup> division. Ces mouvements de troupes s'exécutent cette fois par les montagnes de Neuchâtel, soit pour alléger la route de Bienne fort chargée tout cet été, soit pour montrer, dit-on, les couleurs fédérales à quelques populations neuchâtelaises se livrant à des manifestations prussiennes. On dit aussi que si ces manifestations se continuaient le val de la Saône et quelques autres localités seraient occupées par la 7<sup>e</sup> brigade (colonel fédéral Bergerand) et que le reste de la III<sup>e</sup> division serait mis sur pied.

On nous demande de Lugano pourquoi nous n'avons encore dit mot des graves événements se passant dans le Tessin et qui, aux termes d'une récente proclamation de l'autorité fédérale, vont amener l'occupation militaire de tout le Sotto-Cenere, pour y forcer les électeurs de se rendre au scrutin en faveur du Sopra-Cenere. — Nous devons humblement, pour toute réponse, avouer notre ignorance d'un tel état de choses et doubler surtout, jusqu'à plus ample informé, de l'occupation militaire dont on menace nos confédérés assomés; à moins peut-être que ce ne soit un exercice préliminaire de l'occupation de la Savoie et du scrutin annexionniste qui devrait s'en suivre. Toutefois si nos camarades de Lugano veulent bien nous tenir au courant de leur situation nous serons charmés d'en faire profiter nos lecteurs à condition que ce soit clair et concis. Ce qui n'est encore le cas d'aucun des rapports que nous avons pu lire sur ces affaires.

Le Département militaire fédéral a nommé dix journaux militaires des Cantons les cités ci-dessous :

Berna, le 31 octobre 1870.

En nous référant à notre annuaire du 25 octobre courant concernant la vente de fusils de gros calibre se chargeant par la bouche, nous nous voyons dans le cas d'attirer votre attention sur les conditions que la Confédération a fait transformer en armes se chargeant par la culasse.

Cette transformation a eu lieu dans le but de pouvoir disposer d'un plus grand nombre d'armes se chargeant par la culasse et d'en munir les corps de troupes qui en cas de mise sur pied n'en auraient pas encore été pourvus.

Il n'est donc pas permis de disposer de ces armes, mais elles doivent être magasinées dans les arsenaux ou remises aux carabiniers de landwehr.

En conséquence nous nous réservons de réclamer aux Cantons intéressés le remboursement des frais de transformation de chaque carabine transformée aux frais de la Confédération, si, lors d'une inspection d'armes, ces carabines n'existaient plus dans les arsenaux ou ne se trouvaient plus entre les mains des carabiniers de la landwehr.

---

Berne, le 16 novembre 1870.

Ainsi que précédemment, le Département pourra de même cette année mettre à la disposition des Cantons un certain nombre de chevaux de régie pour le perfectionnement des officiers dans l'équitation. Les Cantons pourront disposer des chevaux jusqu'à la fin de février 1871, mais le Département se réserve d'en faire une répartition équitable dans le cas où l'on en demanderait, pour la même époque, un chiffre plus considérable que celui disponible.

Les conditions auxquelles les chevaux pourront être cédés sont les suivantes :

1° Après la clôture des écoles militaires, les chevaux ayant besoin d'un certain temps de repos, ne seront remis pour les leçons d'équitation des officiers qu'après un délai de quelques semaines. Il sera de même pris les mesures nécessaires pour que les chevaux jouissent d'au moins quinze jours de repos avant d'être employés de nouveau dans les écoles militaires ;

2° Les frais de transport des chevaux, de Thoun à leur destination et retour, sont à la charge de la Confédération ;

5° On adjoindra, pour quatre chevaux, un palefrenier (de Thoun), chargé de leur surveillance et, autant que cela pourra se faire, de leur pansement. La paye de ce palefrenier est fixée à fr. 3 50 par jour de station et à fr. 5 par jour de route.

4° L'entretien des chevaux doit être le même que celui prescrit par l'art. 178 (chevaux de selle) du règlement sur l'administration fédérale de la guerre, et sera porté, dans la dernière moitié du cours, à 10 livr. d'avoine, 10 livr. de foin et 8 livr. de paille.

5° Les chevaux ne doivent pas travailler plus de trois heures par jour et ne pourront être utilisés les dimanches qu'exceptionnellement.

6° La direction du cours d'équitation doit être confiée à un officier reconnu capable. Le Département se réserve de confirmer le choix de ce dernier.

7° Les frais de direction, de pansement et d'entretien des chevaux sont à la charge des Cantons pendant tout le temps qu'ils les utiliseront, ainsi que la solde des palefreniers.

8° Pour les maladies et les lésions des chevaux, ou s'il en périssait pendant le cours d'équitation, l'administration fédérale ne réclamera dans les cas ordinaires aucun dédommagement. Elle se réserve de le faire, en se basant sur les dernières estimations de la régie qui feront règle, dans le cas où de pareils accidents proviendraient d'un pansement négligé, d'un mauvais traitement, ou d'efforts démesurés, ou si un cheval était envoyé impropre au service.

9° Le Directeur de la régie peut ordonner de temps à autre une inspection ayant pour but de s'assurer de l'état des chevaux et de la régularité de leur emploi.

10° Aux conditions qui précèdent l'administration fédérale renoncera à toute bonification, ainsi qu'à toute indemnité de louage.

En portant ce qui précède à la connaissance des autorités militaires cantonales, le Département invite celles qui désirent profiter de l'occasion à vouloir bien s'annoncer au plus vite et à indiquer notamment :

a) Le nombre des chevaux que l'on désire ;

b) Pour combien de temps, où, et pour quelle époque on les veut ;

- c) De quelle manière le cours sera organisé ; qui sera chargé de la direction du cours et quel sera le nombre des officiers qui y prendront part ;
- d) On devra y ajouter l'engagement de se conformer strictement aux conditions fixées par le h. Conseil fédéral.

Enfin le Département fait de nouveau observer que les petits Cantons pourraient se joindre à un plus grand pour la tenue d'un cours d'équitation, ou s'entendre entre eux pour en ouvrir un en commun.

Les frais de transport des chevaux de la Régie fédérale ne devant pas être supportés par les Cantons, le Département espère qu'ils voudront bien faire un plus grand usage de ces chevaux. Il vous prie en conséquence de lui adresser une prompte réponse à ce sujet.

*Le Chef du Département militaire fédéral, WELTI.*

**Vaud.** — Dans un des récents cours de répétition des bataillons de réserve cantonale les exercices de tir à la cible avaient fourni la désagréable remarque qu'un assez grand nombre de balles des fusils Prêlat-Burnand (ancien gros calibre lisse transformé en rayé mais non en chargement par la culasse) tombaient en terre à quelques pas du stand. Une enquête fut aussitôt ordonnée à ce sujet par le Département militaire cantonal, qui en chargea spécialement une commission de cinq membres présidée par M. le colonel fédéral Fonjallaz. Il résulte de l'expertise attentive de cette commission et de son rapport, en date du 20 septembre écoulé, que le fait signalé était réel mais purement accidentel. Il provenait de trois causes qui ont été constatées : 1° D'anciennes cartouches, de 1860 à 1863, ont le papier trop épais ; il maille en se déchirant et occasionne des pertes sensibles de poudre ; 2° cette poudre elle-même a perdu légèrement de sa force et n'est pas assez serrée ; 3° enfin quelques soldats, n'étant plus habitués à ces armes, ont chargé en mettant la balle de pointe, de sorte que celle-ci, ne se forçant pas, devait tomber au sortir du canon. Mais il a été reconnu qu'avec de bonnes cartouches, comme celles de 1864 par exemple, et maniées par des tireurs ayant un peu de pratique, les fusils et mousquetons Prêlat-Burnand, dont 51 pris au hasard ont été essayés pendant trois séances à toutes les distances, ne le cèdent en rien aux meilleurs fusils connus sous le triple rapport de la portée, de la précision et de la pénétration.

— Sur la proposition du Département militaire cantonal et vu l'article 366 de la loi sur l'organisation militaire, le Conseil d'Etat a décidé de charger une commission législative d'élaborer un projet de révision de la loi sur l'impôt militaire du 3 février 1846, et a composé cette commission de MM. *Bornand*, conseiller d'Etat ; *Berney*, conseiller d'Etat ; *Roguin*, commandant, à Yverdon ; *Vessaz*, préfet, à Lausanne, et *Chuard*, lieutenant-colonel fédéral, à Corcelles.

*Circulaire de la Société militaire vaudoise du génie, de l'artillerie et de l'état-major général.*

*Lausanne, le 12 novembre 1870.*

Monsieur, — La Société militaire vaudoise des officiers du génie, de l'artillerie et de l'état-major général, est convoquée pour le samedi 3 décembre 1870, à midi, au Musée industriel, à Lausanne.

Messieurs les officiers qui ont des travaux ou des communications à présenter à l'assemblée, sont priés de le faire savoir avant le 1<sup>er</sup> décembre, à l'un des membres du bureau, chargé de préparer l'ordre du jour.

*Pour le bureau :* E. TISSOT, col. d'artillerie. — E. RUCHONNET, major fédéral.

*Ordre du jour :* Examen et adoption des comptes de 1870 ; révision des règlements ; renouvellement du comité ; lecture de divers travaux ; communications, propositions individuelles. A 4 heures précises, dîner à l'hôtel Gibbon. **Avis.** Messieurs les membres de la Société sont prévenus qu'en suite de décision de l'assemblée générale, il sera pris en remboursement à la poste le montant des contributions dues pour 1870.

A M. X., à W. Reçu votre communication sur Metz. On vous enverra prochainement une épreuve. — *Réd.*



lement à leurs prescriptions sans faire acte de félonie. Mais les circonstances générales de l'Europe et celles propres aux co-intéressés ayant changé du tout au tout, nos obligations ou nos droits, qui n'ont d'ailleurs l'appui d'aucun précédent, ne peuvent plus être les mêmes. Nous avons été chargés, dans l'origine, d'aider le petit Piémont à se défendre contre la France, mais non de défendre la France contre l'Allemagne ni de seconder ou d'entraver des opérations de l'Allemagne contre la France.

Nous croyons donc pouvoir maintenir à ce sujet les considérations exposées dans notre dernier numéro, tout en répétant d'ailleurs que sur une telle matière, étayée de lambeaux seulement de textes juridiques et de prévisions ou d'espérances pour l'avenir, il est naturel qu'il se produise des divergences de vues ; que c'est une raison de plus pour ne pas engager la Suisse à la légère dans cette campagne.

Mais suivant nous, le vrai caractère d'une occupation de la Savoie par la Suisse resterait l'exécution, à notre corps défendant, d'une obligation onéreuse, douteuse, semblable à celle qu'un ex-tuteur aurait à exercer à l'égard d'une tutelle périmée par l'âge de majorité ou par l'expatriation, ou par les deux faits cumulés ou par d'autres de cette nature.

D'où il suivrait que nous devons attendre que la nécessité de notre intervention légale soit urgente et qu'on nous adresse à cet effet l'appel ou la sommation d'office. En allant au contraire provoquer cet appel par des machinations ténébreuses mêlées à de stupides convoitises, et en nous contentant de mandats officieux ou secrets, nous mettons tous les dangers de notre côté. Si un des co-intéressés à la question de Savoie estime que nous devons occuper la zone neutre, qu'il nous le dise simplement, publiquement, formellement ; nous examinerons loyalement cette demande, ses motifs, ses conséquences, ses garanties, et nous saurons clairement quelle sera la portée de nos engagements et ce que nous irons faire en Savoie. Nous ne sommes point d'avis, nous le répétons, que la Suisse puisse, dans tous les cas, repousser une telle exigence, posée par l'un ou par l'autre des deux belligérants ou par tous deux à la fois. Mais elle peut, elle doit attendre qu'on la pose, et alors en faire préciser préalablement toutes les conditions. En les stipulant ensuite dans une convention politique et militaire régulière, prévue d'ailleurs par les traités, nous mettrions à couvert, aussi bien que possible, sinon tous nos intérêts, au moins notre rôle légal, et ce serait, par le temps qui court, un sérieux avantage réalisé.

Jusqu'ici nos droits et nos devoirs en cette affaire ont été singulièrement compromis par quelques fausses mesures et surtout par les menées annexionnistes d'une portion, faible, il est vrai, de la presse et de clubs suisses. Nous avons, en premier lieu, à dégager nettement nos procédés ultérieurs de ces antécédents fâcheux et à regagner, à l'intérieur et à l'extérieur, la confiance qu'ils nous ont fait perdre. Or cela ne se pourra qu'en apportant sur ce débat le jour d'une publicité pleine et entière et en répudiant très haut non-seulement tout projet, mais toute arrière-pensée d'annexion même voilée sous des périphrases pleines d'adresse diplomatique. Nous redeviendrions ainsi









Heureux sont les hommes qui, comme ce correspondant, ne rencontrent sur leur route que des évidences ! N'étant pas du nombre de ces privilégiés, nous nous permettons de douter que les traités caduques de 1815 nous imposent encore aujourd'hui la périlleuse mission de protéger la neutralité savoisiennne, mission compréhensible, répétons-le, quand la zone faisait partie d'un petit Etat et qu'il existait un équilibre européen nous protégeant nous-mêmes, mais absurde et illusoire quand cette zone est devenue fraction intégrale d'un grand Etat contigu à un autre grand Etat, et dans les circonstances actuelles. Notre opinion est d'ailleurs corroborée par celle tendant à croire que, même au point de vue des pleins et souverains traités de 1815, l'obligation se réduisait à un droit purement facultatif en notre faveur.

En réponse à une autre assertion du journal genevois, nous doutons encore que la défense de la Suisse occidentale contre la France ou contre l'Italie soit facilitée par l'amalgame de la neutralité savoisiennne avec la nôtre ; nous croyons plutôt tout le contraire.

Puis il ne nous paraît rien moins que démontré que l'occupation projetée obtînt dans tous les cas l'assentiment des populations et des autorités françaises par la raison que « tous comprennent l'importance majeure pour la France que la neutralité helvétique soit suffisamment protégée et bien défendue. » Avant la guerre, et sa frontière encore intacte, la France pouvait avoir réellement intérêt à notre neutralité. Mais le cas n'est plus le même depuis qu'elle est envahie sur une portion de cette région. Et si l'Autriche, comme il en est question depuis quelques jours, se décidait à entrer en ligne contre la Russie et la Prusse dans une alliance avec l'Angleterre et la France, notre neutralité deviendrait même fort gênante à ces derniers, et nous aurions à prendre doublement garde de leur fournir des prétextes de ne plus la respecter.

Enfin la mise en scène de l'Italie en cette affaire ne saurait nous émouvoir. Nous ne sommes pas chargés de faire la police des convoitises européennes autour de nos frontières ; la tâche serait trop lourde, et nous ne croyons pas avoir plus de droits ni d'intérêt à nous opposer à une reprise de la Savoie par son ancien propriétaire qu'à l'assurer à son nouveau ou à la protéger contre un futur.

\* \* \*

De Berne encore on écrit à la *Gazette de Lausanne* :

« Un magistrat suisse, qu'un ministre étranger interrogeait sur l'attitude probable de la Confédération vis-à-vis de la Savoie, disait il y a quelques jours : « La Suisse n'a aucune convoitise de territoire étranger. Mais elle saisira l'occasion de régler une difficulté pendante et de couvrir mieux sa frontière, quand elle pourra le faire d'une manière loyale et avec le consentement des intéressés. » — Ces paroles rendent, je crois, fidèlement les sentiments du peuple suisse et ceux du Conseil fédéral. »

Si cette curieuse éloquence est autre chose qu'une ingénieuse fiction, avouons que la Suisse possède des magistrats que la contradiction entre les mots et les choses n'embarrasse guère.

On nous dit que la Suisse ne convoite pas de territoire étranger. Nous le croyons et nous en prenons note. Mais on lui attribue en





























ins de l'ennemi tentes... campement, etc. (1). Ralliés Lavraucoupet (2<sup>e</sup> du 3<sup>e</sup> corps) (2), les bataillons, etc. »  
 Essaire d'avoir eu la confiance du grand quartier-  
 r que la division Lavraucoupet, formée des 2<sup>4</sup>e et  
 3<sup>e</sup> de ligne, n'a jamais assisté à la bataille de Ré-  
 formait la garnison de Metz et des forts qu'elle  
 bre à midi. Par l'exactitude de ce renseigne-  
 la valeur de tant d'autres fournis par M. de

olitique : « L'oisiveté absolue dans laquelle  
 partie de ses troupes avait amené peu à  
 ergondage inouï : « Les filles de joie se  
 rmi les bivacs, aux bras d'officiers à  
 quelques rares punitions disciplinaires  
 coupables de si honteux excès. Ceci  
 vant à établir jusqu'où s'était peu à  
 tte glorieuse armée. »

inprimées dans un rapport ayant  
 sans la rougeur au front que  
 rper une qualité que l'on se  
 econnais pas M. de Valcourt  
 om de Valcourt appartient  
 quelle triste célébrité !  
 uthentiques sa calomnie  
 rps d'officiers, l'indé-  
 ui pourraient tout au  
 nelles dont la masse

divis-

Aucune  
 du peuple, je  
 m'en flatte encore.  
 dre, le respect des  
 quels je me présente aujour

Ces principes sont bien au-  
 vernement qui les donnera à la  
 son bonheur perdu comptera l'at-  
 les plus énergiques.

A la France, aux principes et non au  
 puis longtemps le sacrifice de notre  
 pensées, de notre travail; nous ne vou-  
 et la considération.

Cette profession de foi, *ab irato*, est  
 dre que mon but est la recherche de la  
 préoccupations de partis. La vérité, si difficile  
 après les événements, peut-on l'affirmer quant  
 des Prussiens, de l'imprévu, de l'intérêt, de l'...

C'est donc par la simple analyse des faits  
 explication indépendante que j'arrive à pouvoir

ère le faire com-  
 e sans soulever  
 général Bisson  
 valeur et les  
 s'est laissé  
 cela même  
 homme de

us les  
 foué,  
 dant  
 as,

(1) Cet article nous est adressé par un officier supérieur  
 du public militaire (et aussi de nos lecteurs), mais qui de son  
 moins, garder l'anonyme. Il va sans dire que nous lui laissons  
 ses assertions et que nous ne refuserons point nos colonnes à  
 pourraient provoquer. — *Réd.*

(2) Opinion émise par le marquis d'Andelare, député au Corps législatif.













à choisir qu'entre deux choses : se faire prétorienne, élire son chef et convoquer immédiatement une constituante, qui n'existait pas ; ou capituler, consentir à une capitulation.

Elle n'a pas hésité, elle a mieux aimé encourir momentanément la colère, la vengeance, le mépris des partis en France, pour sauver encore la France d'elle-même, ce qui restera de la France, l'affranchir de ses passions, de ses haines, lui promettre de constituer un gouvernement, quel qu'il soit, issu du suffrage universel, sans guerre civile, ralliant les honnêtes gens pour leur donner le pouvoir. Est-ce le programme de M. de Valcourt et de M. Gambetta ? trouvent-ils le moyen d'établir, sur cette déclaration, « jusqu'où s'était abaissé l'esprit général de cette glorieuse armée ? »

Je comprends ; ils n'eussent pas été fâchés d'en faire des prétoriens et des mercenaires dans l'opinion publique.

C'est au milieu de ces préoccupations de l'armée que se déroulaient les intrigues politiques du maréchal Bazaine. Elles ne pouvaient aboutir ; les Prussiens, mieux renseignés que lui, savaient que son armée ne le suivrait pas et qu'il se verrait forcé de passer en Belgique avec quelques affidés seulement, comme Dumouriez.

A la tête de la restauration d'un gouvernement quelconque par l'armée de Metz avec l'intention de convoquer immédiatement une constituante, deux hommes seulement pouvaient être placés. Le général de Ladmirault, désigné par l'armée ; le général Changarnier, indépendant, mais ayant la confiance de chacun. On avait été jusqu'à former ce gouvernement provisoire, composé de Changarnier président, de Thiers, de Dufaure et de Talhouët. Ce fut alors que les hommes dits les Farceurs se firent connaître. Ce ne fut plus qu'une réclame, car il était trop tard.

Le maréchal Bazaine louvoyant, hésitant, joué par les Prussiens, pressé par la faim, malgré sa bravoure personnelle, ne sachant sur qui s'appuyer hors de Metz, perdit un temps précieux ; il se fit sévèrement juger par son armée, pour l'avoir trompée sur des questions secondaires ; il perdit de cette façon toute sa confiance pour les choses capitales.

Il n'y a pas trahison proprement dite ; il n'y a ni salaire, ni récompense pour le maréchal. Il ne sauve que sa tête, jouée contre sa réputation ; il eût cent fois mieux valu pour lui qu'il perdît sa tête dans une dernière affaire, affaiblissant considérablement les forces de l'invasion, que d'avoir perdu la raison, le jugement et l'honneur. Il s'est obstiné, tant qu'il l'a cru possible, à vouloir forcer le passage sur Thionville, sans pousser à fond ses tentatives, quand le chemin de Nancy et de Langres était tout ouvert. Je déclare avoir suivi avec la plus grande attention et avoir parcouru, après la capitulation, tout le terrain compris entre Magny, Peltre et Courcelles, avoir trouvé même des magasins d'approvisionnements derrière le château de Mercy-les-Metz, mais ne pas avoir vu le moindre ouvrage de circonvallation, si ce ne sont des tranchées-abris à moitié faites, à gauche de la vieille route de Strasbourg près du chemin de fer. Cependant l'état-major général venait de faire circuler un plan de trois lignes de circonvallation.









haitons qu'on ajoute quelques perfectionnements encore à l'organisation projetée ; par exemple, qu'on donne des sapeurs aux compagnies ou au bataillon, ainsi qu'un officier d'armement et un aumônier par bataillon. Il serait désirable aussi qu'on laisse une part aux cantons dans la nomination des officiers d'état-major et qu'on ne saisisse pas de nouveau cette occasion d'une excellente réforme pour en faire passer une mauvaise, c'est-à-dire l'extension inutile des pouvoirs de l'autorité centrale au détriment de nos principes fédératifs, qui sont à la fois la force et la particularité traditionnelle de notre armée.

## BIBLIOGRAPHIE.

E. HAGENACH. UEBER DIE SCHMELZUNG, etc. DE LA FUSION DE PROJECTILES EN PLOMB QUI VIENNENT A FRAPPER UNE PLAQUE DE FER. (*Poggend. Annal.*, tome CXL, p. 486 ; traduction.)

Au début de cette année, l'on fit à Bâle une série d'essais ayant pour but le remplacement des anciennes cibles en bois, pour les exercices de tir de l'infanterie, par des cibles en fer. L'on tira, dans cette occasion, sur de fortes plaques de tôle à la petite distance de 100 pas. Les balles coniques, en frappant la tôle, produisaient à sa surface une déformation à peine appréciable, et tombaient ensuite tout près de la cible. En même temps, une portion très notable de la balle se détachait par fusion du reste de la masse. L'on avait une preuve de ce dernier point dans le double fait que la balle avait laissé derrière elle, sur la tôle, une quantité de gouttelettes de plomb, rayonnant tout autour du point où elle avait frappé, et que le fragment de balle auprès de la cible ne pesait plus que 13 grammes, au lieu de 40 grammes, qui constituaient le poids total du projectile. Ce fragment présentait une déformation assez singulière, même un renversement complet. Le cône creux de la balle, avec sa pointe tournée vers la cible, était changé par le choc en un cône plein et aplati, dont la base coïncidait avec la surface de la tôle. Ce fait a un certain intérêt pour la théorie mécanique de la chaleur, car il constitue un exemple très net de la transformation de la force vive du mouvement de translation d'un corps en travail moléculaire. Nous allons voir dans quelle mesure la théorie est capable de fournir une explication satisfaisante de l'expérience que nous venons d'exposer.

Au dire d'un experte compétent, l'on peut admettre que la vitesse du projectile, dans ces conditions-là, était de 320 mètres ; la force vive du mouvement de translation du corps  $\frac{m v^2}{2}$  était donc égale à 209 kilogrammètres<sup>(1)</sup> ; ce qui, en prenant 424 kilogrammètres pour l'équivalent mécanique de la chaleur, donne 0.49 calories. — Cherchons maintenant, d'autre part, quelle est la quantité de chaleur nécessaire pour produire la fusion partielle de la balle. Il a fallu avant tout que le poids total, savoir 40 grammes, fût élevé de la température initiale à une température égale au point de fusion du plomb (ou tout au moins très voisine), et après cela il restait à fondre les 27 grammes qui se sont détachés de la balle. Si nous prenons 100 degrés pour la température initiale du projectile, laquelle a dû être élevée à peu près à ce point par la combustion de la poudre et le frottement contre les parois du canon, 328 degrés pour le point de fusion du plomb, 0,031 pour sa chaleur spécifique, et 5,37 pour sa chaleur latente de fusion, nous obtenons :

(<sup>1</sup>) Nous négligeons ici la force vive du mouvement de rotation de la balle, laquelle est proportionnellement très faible.























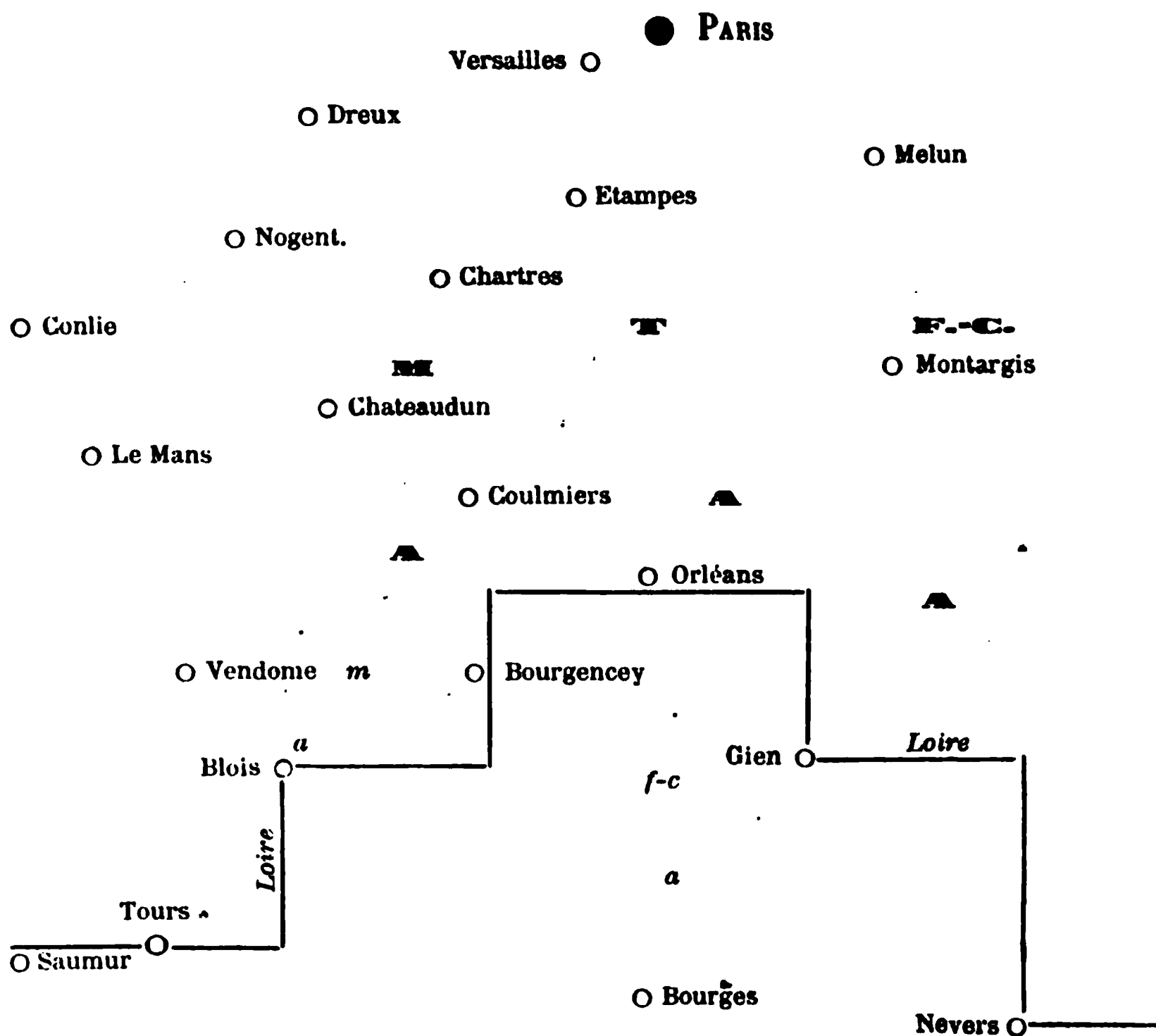






rer. Deux successeurs lui ont été donnés en même temps que l'armée a été réorganisée et régulièrement répartie en deux armées devant agir séparément quoique avec l'objectif commun de la délivrance de Paris. Le général Bourbaki a été nommé au commandement en chef de la 1<sup>re</sup> armée, celle de Bourges, avec le général Borel pour chef d'état-major; le général Chanzy est appelé à la tête de la 2<sup>e</sup> armée, rive droite de la Loire, avec le général Vuilleminot pour chef d'état-major. En même temps le général Bellot est nommé au commandement du 18<sup>e</sup> corps, l'amiral Jaureguiberry à celui du 16<sup>e</sup>, et le général Colomb à celui du 17<sup>e</sup>. Précédemment le général Gougeard avait remplacé Kératry, et Faidherbe le général Bourbaki. La délégation gouvernementale de Tours se retire à Bordeaux, sauf le ministre de la guerre et de l'intérieur, M. Gambetta, qui restera avec les armées actives.

**Situation des armées au 25 novembre et au 8 décembre.**



**Légende :** Armée du prince Frédéric-Charles = **F.-C.** . . . *f-c.*  
 Corps du général v. der Tann = **T.**  
 Corps du grand-duc de Mecklenbourg = **M.** . . . . . *m.*  
 Armée française de la Loire = **A.** . . . . . *a.*

Au 25 nov.      Au 8 déc.





diverses troupes sont ainsi armées d'une manière qui les satisfait. Il en est un peu différemment de la réserve cantonale ou landwehr qui garde encore une arme se chargeant par la bouche. Votre commission, messieurs, est bien persuadée que le fusil Prélaz-Burnand non-transformé est encore une bonne arme de guerre, mais il lui paraît inutile de contester que ce fusil est tombé en défaveur dans la troupe et qu'il serait fort désirable, pour tenir compte de cette impression, d'armer la landwehr avec des fusils se chargeant par la culasse. Malheureusement il paraît être d'une extrême difficulté d'arriver à ce *desiderata* avant que la fourniture du Vetterli ait commencé à se faire. Décreté en 1866, la fabrication vient à peine d'en commencer d'une manière sérieuse, et il se passera probablement bien du temps encore avant que l'élite reçoive cette nouvelle arme.

Les Cantons ne peuvent absolument rien à ces retards ; aussi s'ils sont critiquables et s'ils proviennent comme beaucoup de gens le croient de ce que cette fabrication n'a pas été poussée avec l'activité désirable, c'est à l'autorité fédérale, qui seule a agi et dirigé en cette affaire, qu'il faut en faire l'observation et même le reproche.

Votre commission avait pensé qu'on pourrait continuer la transformation des Prélaz-Burnand, et donner ainsi successivement à la réserve cantonale une arme se chargeant par la culasse ; mais si elle est bien informée cette transformation ne serait plus possible. Les ateliers et engins qui y ont servi étant supprimés ou détruits, il faudrait un temps assez long pour les rétablir, et la transformation ne pourrait ainsi recommencer prochainement.

N'est-il pas vraiment fâcheux que ces ateliers aient été démontés, lorsqu'on voyait déjà les retards sans fin que subissait la mise en œuvre des Vetterli, et qu'on ait par cette mesure privé le pays d'un moyen simple et éprouvé d'augmenter son armement à chargement par la culasse ?

La Confédération fabrique seule des cartouches métalliques. Elle n'a pour cela qu'un unique établissement à Thoune, avec une annexe pour la confection des douilles à Könitz. On prétend que la fabrication journalière peut s'élever à 100,000 cartouches, chiffre qui, quelque considérable qu'il paraisse, serait tout à fait insuffisant en cas que l'armée fût engagée au feu. Si au moins la Confédération avait la précaution d'avoir de fortes réserves de cartouches en magasin, l'inconvénient d'un seul laboratoire serait amoindri ; mais il est constant que cette précaution n'avait pas été prise en juillet dernier. C'est seulement dans la première dizaine d'août que les munitions nécessaires aux troupes mises sur pied le 17 juillet ont été complétées. Qu'aurait-ce été si l'armée entière avait dû être appelée sous les armes, ou si un ennemi eût dû être repoussé ?

L'arsenal de Morges a réclamé du laboratoire fédéral 400,000 cartouches à la date du 17 juillet, et cette fourniture n'a pu être complétée que le 2 septembre. — Ce n'est enfin que le 18 octobre que le dit laboratoire a été en mesure de terminer l'envoi de 830,000 cartouches de petit calibre qui ont été demandées en tout pour parfaire notre approvisionnement actuel.

N'avoir qu'un nombre trop limité de fusils à chargement par la cu-



Nous ne pouvons conclure de ces rapprochements qu'une chose, c'est que le moment est bien loin d'être venu où il pourrait y avoir convenance et utilité de diminuer les attributions militaires des Cantons pour augmenter celles de l'autorité fédérale. Le simple bon sens exige qu'on attende pour cela au moins jusqu'à ce que cette dernière ait réussi à remplir sa tâche actuelle d'une manière vraiment satisfaisante. Ce sera évidemment assez tôt alors pour la charger de nouveaux devoirs et lui conférer des droits plus étendus.

## II.

Dans sa séance du 7 décembre le Conseil des Etats a entendu d'intéressantes explications militaires à propos du budget de 1871, dont nous rendons compte d'après l'excellente correspondance du *Journal de Genève* :

« La commission proposait entr'autres d'inviter le Conseil fédéral « à veiller à ce que les arsenaux cantonaux eussent toujours au complet la quantité de munitions d'infanterie ordonnée par la loi. »

« M. Roguin a expliqué que la commission s'était décidée à présenter cette proposition à raison de certains faits qui s'étaient révélés au moment de la levée de troupes ordonnée en juillet dernier pour la défense de la frontière. A ce moment des troupes étaient entrées au service sans être munies du nombre de cartouches réglementaire, les arsenaux de leur Canton ne possédant plus leur approvisionnement complet, et les magasins de la Confédération n'ayant pas été en mesure de fournir ce qui leur manquait. Il importait d'empêcher le retour d'une situation semblable, et le Conseil fédéral se trouvait naturellement désigné pour y veiller.

« Sur qui, en somme, retombait la responsabilité des faits signalés ? sur l'administration fédérale ou sur celle des Cantons ? M. Roguin ne l'avait pas dit, mais M. Welte s'est attaché à résoudre la question en donnant les explications suivantes :

« Les Cantons sont tenus d'avoir constamment en réserve dans leurs arsenaux un approvisionnement de cartouches proportionnel au nombre des hommes qu'ils doivent fournir à la Confédération, et calculé sur la base de 160 cartouches par homme armé du fusil de gros calibre. D'un autre côté, les Cantons sont obligés de fournir aux sociétés de tir, contre finance, les cartouches qui sont nécessaires pour les exercices de leurs membres. Pour maintenir leur approvisionnement au chiffre voulu par la loi, les Cantons doivent donc avoir soin de remplacer incessamment par des achats faits auprès de l'administration fédérale, les cartouches distribuées aux sociétés de tir ou employées d'une autre manière ; malheureusement tous les Cantons ne font pas cela, et les levées de juillet ont révélé chez quelques-uns des lacunes atteignant et dépassant même la moitié de leur approvisionnement réglementaire.

« Ces découvertes ont profondément étonné et peiné le Conseil fédéral, et cela d'autant plus que l'administration fédérale n'avait pas le plus petit reproche à se faire. Cette administration a soin d'avoir toujours une réserve de cartouches assez forte pour satisfaire à toutes les demandes des Cantons ; cependant il va sans dire qu'elle doit se tenir, pour la fabrication des cartouches, dans les limites des crédits fixés, et aussi dans les limites des besoins. Désireuse de ne jamais être prise au dépourvu, elle a soin d'aller au-devant des demandes des Cantons, et il est dans l'habitude du directeur de la fabrique de cartouches d'écrire périodiquement aux administrations cantonales pour leur demander ce qui leur manque. Les réponses qu'il reçoit le déterminent soit à ralentir soit à activer la fabrication.

« Or il est arrivé cette année que des administrations cantonales ont mal renseigné le directeur sur leurs besoins ; d'autres n'ont jamais répondu à ses lettres, et l'on peut citer comme très caractéristique le fait que le directeur des arsenaux



que nous puissions les reproduire dans nos colonnes. Les principaux arguments du Sotto-Cenere se trouvent réunis dans une petite brochure intitulée : *La Questione della separazione nel cantone Ticino. Lugano, Tipolitografia fratelli Cortesi*, portant pour signature les mots : *Lugano-Mendrisio, octobre 1870* ; dans un imprimé en italien, français et allemand, en date de novembre 1870, ayant pour titre : *Mémoire des communes tessinoises du Sotto-Cenere au Haut Conseil fédéral suisse sur la mission de MM. les commissaires fédéraux et sur la division du canton*, accompagné d'une circulaire imprimée de la Société *del Ticino in Lugano alle Società patriottiche de cantoni confederati*, en date de Lugano, 25 novembre, et signée du président *Veladini* et du secrétaire *Battaglini*. — Il résulte de ces documents que les électeurs du Sotto-Cenere ont été bien réellement menacés, par une proclamation en date du 5 novembre, d'une occupation militaire fédérale immédiate s'ils ne remplissaient pas leurs devoirs civiques à l'élection du 13 courant!! — Nous n'avons pas à intervenir ultérieurement dans ce regrettable débat, si regrettablement envenimé par l'autorité même qui aurait dû y porter l'impartialité et la conciliation. Il y aurait à examiner si une séparation du canton du Tessin en deux demi-cantons, tous deux également bons suisses, est une nécessité et serait une si grande calamité qu'on veut bien le dire. En attendant, nous croyons que ce n'est pas en opprimant les braves et intelligents citoyens du Sotto-Cenere qu'on assurera la tranquillité de la patrie commune; il serait certes plus sage de trouver un moyen-terme entre les prétentions des deux parties, quitte à revenir même à la capitale ambulante, que de réduire l'une d'elles à l'état de bailliage au profit de l'autre, et de fouler aux pieds sur cette extrême frontière tous les principes de liberté qui sont la force vitale comme la seule raison d'être de la Suisse, au milieu des grands Etats qui l'entourent.

**Austro-Hongrie.** — La belle défense actuelle de Paris, et par Paris de la France entière, appelle de nouveau l'attention sur les projets de fortification du centre de l'Autriche, de Vienne et de Linz entr'autres. L'archiduc Albert s'en occupe, dit-on, activement, ainsi qu'une portion de la presse militaire et politique, au premier rang de laquelle on trouve la *Wehr-Zeitung*, comme dans toute discussion sérieuse. En revanche la *Neue freie Presse*, et autres feuilles de cette nuance combattent vivement l'idée de fortifier la capitale de l'empire.

— Le dernier numéro de l'*Österreichische Militair-Zeitschrift* paraît déjà se ressentir de la regrettable lacune laissée dans sa direction par la mort du général v. Streffleur, qui avait élevé si haut la réputation de ce précieux recueil. On y lit, par exemple, un article sur la cavalerie américaine pendant la dernière guerre (d'après une conférence munichoise) renfermant tant d'erreurs, qu'il est impossible que l'auteur ait pris la peine de lire sérieusement les nombreuses sources dont il fait étalage. En revanche il oublie d'en citer d'autres, qu'il n'a su, il est vrai, que copier, notamment d'intéressants articles sur les raids américains, de la *Revue Militaire française* de l'an dernier, d'après les ouvrages du colonel Lecomte. Le blocus de Paris est sans doute un beau temps pour les plagiaires; mais de toutes façons il est surprenant de rencontrer l'*Öest. Militair-Zeitschrift* en telle compagnie.

**Espagne.** — On tient enfin un roi. Le duc d'Aoste vient de recevoir, à Florence, une nombreuse et brillante députation espagnole lui apportant la couronne de la part des Cortès, et il l'a formellement acceptée par un discours empreint des plus nobles sentiments. Le roi Victor Emmanuel s'est associé aux chaleureuses déclarations de son fils, et il y a tout lieu d'espérer que l'Espagne, si tourmentée depuis quelques années, retrouvera dans un régime sincèrement constitutionnel et libéral, sinon son ancienne grandeur, au moins le calme et la prospérité qui peuvent en être les préludes et qui sont indispensables au développement national.

---

#### Errata.

A l'article : *capitulation de Metz*, dans notre dernier numéro :

Page 549, au lieu de l'*instruction* lire l'*administration*.

» 551 (ligne 28), au lieu de *berceau* lire *lambeau*.

» 552, au lieu de *Farceurs* lire *Perceurs*.









